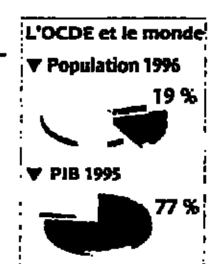
LE MONDE ÉCONOMIE

L'OCDE en quête de légitimité

Pages 21 à 25



Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16551 – 7,50 F — MARDI 14 AVRIL 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La Sécurité sociale en voie de guérison

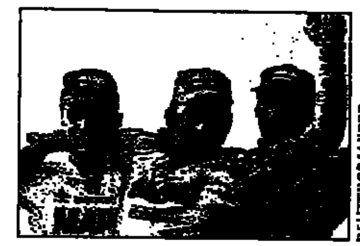
● L'augmentation des salaires gonfle les recettes ● Le gouvernement mise sur un excédent de 8 milliards de francs pour les comptes sociaux en 1999 ● Mais l'équilibre du régime général (maladie, retraite) n'est pas garanti

LA SÉCURITÉ sociale va mieux. Le déficit du régime général, qui était encore de 36,7 milliards de francs en 1997, ne devrait être que de 12 milliards en 1998, sur un total de dépenses de 1 200 milliards. Lionel Jospin espère ainsi arriver à l'équilibre l'an prochain, ce qui permettrait à l'ensemble des comptes sociaux (« Sécu », assurance chômage, retraites complémentaires, régimes spéciaux...) de dégager un exédent de 0,1 % du produit intérieur brut. Ce rétablissement n'est pas encore définitivement acquis, le gouvernement devant faire face à une hausse des salaires des agents hospitaliers, à la remise en chantier de la réforme des allocations familiales, aux revendications des retraités, à qui les socialistes avaient promis que les pensions n'augmenteraient plus comme l'inflation mais parrallèlement aux salaires.



Cette amélioration des comptes de la protection sociale est le fruit de la réforme voulue par Alain Juppé, mais aussi du retour de la croissance. Le chômage a cessé d'augmenter, les salaires ont progressé, de 2,7 % sur les douze derniers mois pour le taux de salaire horaire ouvrier. Le maintien, annoncé par l'OCDE, de la bonne santé économique rend plus crédible la prévision d'une progression de la masse salariale, en 1998, de 4 %, ce qui permettrait aux recettes de la Sécurité sociale de croître de 3,8 %.

Lire page 5



REUTERS/MAXPPP

SPORTS

Chevauchées infernales

VAINQUEUR une première fois de Paris-Roubaix, en 1995, l'Italien Franco Ballerini s'est imposé une nouvelle fois dimanche 12 avril. Après une échappée solitaire de 42 kilomètres, il comptait plus de 4 minutes d'avance à l'arrivée. Pluie, boue et chutes en série ont justifié la réputation infernale de l'épreuve.

En F1, Michael Schumacher sur Ferrari s'est imposé en Argentine, freinant l'élan des McLaren-Mercedes. En football, la finale de la Coupe de France opposera le Paris-Saint-Germain à Lens. En golf, le vétéran Mark O'Meara s'est imposé dans le Masters d'Agusta avec un birdie au dernier trou.

Lire pages 14 à 16

Londres, paradis fiscal illusoire pour les salariés français

LES SALARIÉS français seraient de plus en plus nombreux à rêver de Londres pour des raisons fiscales. Une enquête réalisée par le poste d'expansion économique français à Londres minimise les avantages escomptés. Le fisc britannique ignore le quotient familial. Les impôts sur le revenu sont plus faibles pour un célibataire, mais les salariés ayant des enfants ne sont pas forcément gagnants. Les cotisations sociales sont nettement moins élevées en Grande-Bretagne, mais la qualité inférieure des prestations oblige à souscrire des assurances privées. Aller en Grande-Bretagne n'est intéressant qu'à compter d'un revenu de 1 million de francs par an pour un célibataire ou 1,5 million pour un couple avec deux enfants.

Lire page 13

La saison mondaine britannique, du rugby au glamour

LONDRES
de notre correspondant à la City

Les courses hippiques d'Ascot et d'Epsom, le tournoi de Wimbledon ou le rugby à Twickenham, les régates de Cowes et de Henley ou l'International Polo Day de Windsor sont les principales étapes d'une épuisante course d'obstacles – The Season, la saison mondaine –, nourrie des rites et des traditions de l'Angleterre éternelle. Ce ne sont pas seulement des manifestations aristocratiques aux convenances et aux règles apparemment immuables. C'est aussi un spectacle, avec un large public, des médias et surtout des sponsors qui, en 1998, auront dépensé 5 milliards de francs pour inviter leurs relations d'affaires.

Après les gros industriels des années 70 et les « self-made men » de la décennie suivante, ce sont aujourd'hui les gérants de fonds qui collectionnent les cartons d'invitation. Normal : ces financiers placent la montagne de capitaux que leur confient les investisseurs institutionnels, les caisses de retraite et d'assurance-vie, et s'immiscent dans les plus grandes entreprises mondiales. Or cette profession policée compte de plus en plus de femmes. Des stars comme Carole Galley, de Mercury, ou Nicholas Horlich, chez SocGen, en sont la preuve. *« Se goinfrer et se saouler avec les types à un match de rugby ou regarder passer pendant des heures les esquifs lors des régates, ce n'est vraiment pas ce que je recherche pour me changer les idées »* : comme le dit une jeune responsable d'un organisme de placements écossais, l'irruption de l'ex-sexe faible dans ce bastion de la suprématie masculine a bouleversé la saison londonienne.

Le « glamour », mot jusque-là banni du vrai chic, est désormais de rigueur. Le polo, par exemple, jusqu'alors fin du fin, est « out » : l'assistance est priée de reboucher les trous dans le gazon à la fin de chaque période et les hauts talons sont considérés comme le pire des faux pas. Enterrés, le rugby dont les stades sont mal équipés en sanitaires féminins, l'hippodrome d'Ascot, où la comédienne Joan Collins s'est vu refuser l'entrée de la Royal Enclosure, la loge royale, pour s'être habillée d'une jupe-culotte. Balayé, le bal de Cowes, où seules les épouses légitimes sont reconnues. Les mécènes se jettent désormais sur les défilés de mode et les instituts de remise en forme. Ils organisent des soirées shopping exclusivement réservées à leurs invités, après la fermeture des portes au public, dans les magasins londoniens les plus sélects, comme Harvey Nichols ou Selfridge's.

Les vernissages de grandes expositions de la Royal Academy de Piccadilly, l'Opéra de Glyndebourne ou les Floralies de Chelsea, ça c'est « in ». Fini la bonne franquette chère aux « traders », avec pintes de bière et chips au goût vinaigre. La restauration est devenue une affaire sophistiquée avec bougie sur nappes de dentelle et plats allégés préparés par les plus grandes toques.

« Nous avons été contraints de mettre un bémol à nos jeux dits guerriers, avec pistolet à eau. Les participants sont plus dorlotés. Dans les compétitions, on fait davantage appel aux qualités dites féminines, sens du détail, des couleurs et de l'observation plutôt qu'à l'agressivité », explique par exemple Bippy Peters, organisatrice de séminaires de motivation pour cadres de la City. The Season ignorait les femmes-managers ; on ne parle plus que d'elles.

Marc Roche

La révolte par le zouglou

MUSIQUE de la révolte lors des mouvements étudiants de 1990 qui réclamaient plus de démocratie, le zouglou est encore souvent mis à l'index à la radio et dans certaines boîtes de nuit ivoiriennes. Porte-parole de ces rythmes qui véhiculent et commentent l'information africaine, Les Salopards, groupe issu du quartier Yopougon d'Abidjan, ne se sont quasiment jamais produits sur scène malgré les dizaines de milliers de cassettes qu'ils ont vendues. Ils sont le symbole d'une jeunesse ivoirienne et urbaine qui trouve difficilement sa place. Dans l'explosion démographique de la capitale, l'énergie d'une jeunesse en quête d'idéal peine encore à trouver sa traduction musicale.

Lire page 18

Ulster : lendemains de paix

A Londres comme à Dublin, la politique de Tony Blair sur l'Irlande du Nord reçoit un soutien *unanime* ; à *Belfast*, les réactions sont plus *nuancées*. p. 2

Colère d'agriculteurs

Les dégâts provoqués par les producteurs de choux-fleurs en Bretagne sont estimés par la SNCF à 5 millions de francs. p. 28 et notre éditorial p. 12

Tensions en Israël

Tandis que les querelles s'aggravent entre le Hamas et Yasser Arafat, les colons ont célébré massivement, dimanche, le trentième anniversaire de leur présence à Hébron. p. 3

3D en vitesse

A partir de photographies, les logiciels de Realiz construisent en moins d'une heure une image en trois dimensions. p. 17

Paris techno

15 000 personnes ont assisté à la plus grande rave jamais organisée en France, samedi à Paris-Bercy. p. 20

L'argent de l'extrême droite allemande

Un marquis français aurait effectué un don de 1 million de francs au DVU, parti d'extrême droite allemand. Retrouvé par *Le Monde*, l'homme, âgé de quatre-vingt-dix ans, nie. p. 6

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 18 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 414 - 7,50 F

L'éternelle bataille du Kosovo

SI, DÈS JUILLET 1991, la Slovénie a réussi à tirer aux moindres frais son épingle de l'atroce jeu yougoslave, c'est d'abord en raison de l'homogénéité de sa population. Nul besoin dans son cas de « nettoyage ethnique » : elle était slovène à 88 %. 90 % des habitants du Kosovo étant albanais, pourquoi dès lors leur refuser l'indépendance qu'ils réclament ? Les Serbes invoquent l'antériorité : à les en croire, la présence des *« Slaves du Sud »* dans ces parages est attestée dès le VIIe siècle, alors que les *« sources byzantines »* auxquelles ils se réfèrent ne mentionnent qu'à partir du XIe siècle celle des Albanais. Ces derniers répliquent qu'ils sont les descendants directs des Illyriens de l'Antiquité, lesquels ont donné à Rome cinq empereurs et un pape, et que leurs ancêtres vivaient depuis longtemps au Kosovo lorsque celui-ci fut annexé au milieu du XIIIe siècle par le *« tsar »* serbe Dusan le Grand.

Dialogue de sourds... Reste que le Kosovo a bien été le berceau de la nation serbe, et, dans la mesure où elle en a été en grande partie chassée, sa Jérusalem : *« La plus sainte de toutes les terres serbes »*, a pu dire, en 1912, le leader radical Nikola Pasic. Au sein de l'Empire ottoman, maître de tout ou partie de la Serbie pendant près de cinq ans ans, la loi islamique tenait lieu de code civil. Elle ne pouvait pas s'appliquer aux *dhimmis* – les chrétiens autorisés, au prix de lourds impôts, à continuer de vivre leur foi au sein de *millet*, des communautés autonomes constituées autour de leur clergé. D'abord rattachés à l'Eglise grecque, les Serbes ont eu, à partir de 1557, à Pec, au Kosovo, leur patriarchat autocéphale.

Une date domine, aux yeux des nationalistes de Belgrade, l'interminable chronique de leurs ambitions et de leurs épreuves : c'est celle de la bataille du Champ des merles, qui, le 28 juin 1389, jour du *Vidovdan* (la Saint-Guy), se solda par la défaite des Serbes, la décapitation de leur tsar Lazare, en représailles au meurtre, sous sa tente, du sultan ottoman Mourad, et la vassalisation de leur empire, en attendant, soixante ans plus tard, son annexion pure et simple, et, au XVIIIe siècle, l'exode d'une grande partie de la population, poussée dehors par les Albanais.

André Fontaine

Lire la suite page 12

Le designer de la gauche italienne



MASSIMO D'ALEMA

IL A TRANSFORMÉ le Parti communiste italien en un grand parti social-démocrate, le PDS. Il a été l'un des inventeurs de la coalition de centre-gauche qui gouverne aujourd'hui l'Italie avec succès. A quarante-neuf ans, Massimo D'Alema est l'un des hommes politiques les plus influents du pays. Dans un entretien au *Monde*, il explique son soutien sans réserve à l'euro et la nécessité, pour un parti social-démocrate, de penser une autre forme d'Etat-providence.

Lire page 10

PAIX Au lendemain de la signature de l'accord de Belfast, vendredi 10 avril, destiné à ramener la paix en Irlande du Nord, le premier ministre britannique, le travailliste Tony Blair, a reçu le soutien immédiat des conservateurs. ● PLUS INFLUENTS que les travaillistes auprès des unionistes protestants d'Ulster, les tories paraissent décidés à appuyer la politique menée par M. Blair en Irlande du Nord. ● CETTE POLITIQUE s'inscrit dans un contexte plus général de bouleversement – voulu par M. Blair – des relations que l'Angleterre entretient avec les autres nations du Royaume-Uni. L'Ecosse et le pays de Galles vivent également à l'heure d'une réforme constitutionnelle qui leur confère plus d'autonomie vis-à-vis de Londres. ● À BELFAST, les quartiers catholiques semblaient accueillir l'accord de vendredi avec un peu plus d'optimisme que les communautés protestantes.

La politique de M. Blair en Ulster est saluée à Londres et à Dublin

Très influents auprès des unionistes d'Irlande du Nord, les conservateurs britanniques ont apporté leur complet soutien à l'accord de paix signé vendredi, à Belfast. Celui-ci s'inscrit dans un grand mouvement de réforme constitutionnelle voulu par le premier ministre travailliste

LONDRES
de notre correspondant

La portée de l'accord de Stormont, destiné à ramener la paix en Irlande du Nord, dépasse de loin

ANALYSE

L'accord s'inscrit dans un contexte de modernisation des deux pays

les rivalités séculaires locales entre catholiques et protestants : elle s'inscrit dans un contexte beaucoup plus vaste, celui d'une nouvelle donne au sein des îles Britanniques.

Dans les minutes qui ont suivi l'accord, conclu vendredi à Belfast au château de Stormont, le premier ministre britannique, Tony Blair, a reçu le soutien de son prédécesseur, le conservateur John Major. Les deux hommes savent ce qu'ils se doivent l'un à l'autre pour ce qui concerne l'Irlande du Nord. Le nouveau chef des conservateurs, William Hague, n'a pas, non plus, ménagé ses félicitations. La reine, symbole de l'Union aux yeux des Britanniques – et donc des unionistes protestants d'Ulster –, a immédiatement donné son aval officiel. A l'exception de quelques grincheux de l'aile droite *tory*, le consensus est général.

Certes, conservateurs et travaillistes ont mené ces dernières années une politique bipartisane sur l'Irlande du Nord. Mais cette manifestation d'unité va sans doute plus loin.

Elle symbolise la lassitude des Britanniques face à un conflit qui ne les concerne pas vraiment, qui n'a que trop duré, coûtant des dizaines de milliards de livres et des milliers de vies. L'économie est prospère, la société aspire à profiter des fruits de la croissance et souhaite que le gouvernement entreprenne les réformes nécessaires. La City s'intéresse moins à l'industrie en déclin de l'Ulster – qui avait eu son heure de gloire en construisant le *Titanic*. L'argent qui y est gaspillé serait mieux utilisé ailleurs et les soldats anglais ont mieux à faire qu'à servir de cible aux terroristes irlandais des deux bords.



BESOIN DE CONSENSUS

Face à ces aspirations, la guerre de religion qui se perpétue de l'autre côté du détroit de Saint-George paraît anachronique. Il est possible que les principaux négociateurs nord-irlandais – en particulier l'unioniste David Trimble – aient perçu cette lassitude du contribuable et de l'électeur britanniques. Comment pouvait-on continuer de se prétendre unioniste si l'on s'opposait à la fois au gouvernement du Royaume-Uni et à sa souveraine ? C'est dans ce contexte que l'unanimité des dirigeants de Londres prend toute son importance. Sachant que jusqu'à présent tous les premiers ministres britanniques s'étaient cassé les dents sur le problème irlandais, ils entendent peser de tout leur poids en faveur de la paix. D'où les propos de MM. Major et Hague et l'appel qu'ils ont reçu de M. Blair pour une campagne commune en Ulster. Les unionistes sont plus près des tories – dont le nom est : « Parti conservateur et unioniste » –, et le soutien de ceux-ci à l'accord est destiné à rassurer les plus hésitants.

Tony Blair a besoin que le référendum du 22 mai – en Ulster et en République d'Irlande sur les termes de l'accord de Stormont – soit approuvé largement et, pour cela, il a besoin du soutien des conservateurs. Un consensus permettra aux institutions dont l'accord prévoit la mise en place d'être plus solides, et marginalisera les jusqu'au-boutistes unionistes, regroupés autour du Révérend Ian Paisley, mais qui sont aussi puissants parmi les hiérarques du parti de David Trimble, futur premier ministre de la province.

Si le pari risqué de la paix réussit, si les nouvelles institutions prévues voient le jour et enclenchent un processus de réconciliation, la face des deux îles risque d'en être changée. Ce sera l'aboutissement de la profonde réforme constitutionnelle engagée par M. Blair. Remettant en cause les actes d'union plus ou moins contraints du pays de Galles, de l'Ecosse et de l'Irlande avec une Angleterre dominatrice, mais aussi le jacobinisme thatchérien des vingt dernières années, le premier ministre a entrepris un rééquilibrage démocratique du Royaume-Uni. Ecossais et Gallois, mais aussi Londoniens, vont être dotés d'ici à l'an 2000 de prérogatives étendues, tandis que l'Ulster accédera à l'autonomie.

IRLANDAIS PLUS CONFIANTS

Il devrait en être de même des relations entre Londres et Dublin. Longtemps entachées de méfiance, elles avaient commencé d'évoluer en 1973, avec l'entrée commune dans la CEE de l'ancienne colonie désireuse d'afficher son indépendance et de la métropole vingt fois plus peuplée. Depuis, les Irlandais ont diversifié leurs échanges commerciaux et leurs relations internationales et profité du contexte européen pour développer leur économie à un rythme effréné. Longtemps rurale et pauvre, la République a vu son niveau de vie dépasser en 1993 celui de l'Ulster, et son PIB par habitant a même rattrapé, en 1997, celui de la Grande-Bretagne.

Le poids de l'Eglise catholique y décline à vue d'œil : le divorce a été autorisé à l'issue d'un référendum difficile ; la contraception est tolérée. La crainte des protestants d'Ulster d'être dominés par un Sud papiste et déshérité a de moins en moins de raison d'être. Les Irlandais se sentent plus sûrs d'eux, plus confiants dans leur avenir. Le temps semble mûr pour la modification, prévue par l'accord de Stormont, d'une Constitution dont les articles 2 et 3 proclamaient l'unité de l'île Verte.

En dépit d'une opposition d'arrière-garde, cette réforme soutenue par les deux grands partis, Fianna Fail et Fine Gael, dans le même camp alors qu'ils s'étaient affrontés pendant la guerre civile de 1922-1923, a toutes les chances d'être votée en mai. Dublin aura alors rempli sa part de l'accord, rendant ainsi moins ardue sa réalisation à Belfast.

Patrice de Beer

Le pessimisme de Shankill Road, l'optimisme de Falls Road

BELFAST
de notre envoyé spécial

« *How to find peace.* » Comment trouver la paix. Le prospectus que distribuait Billy Allen, samedi ma-

REPORTAGE

De part et d'autre du « mur » de Belfast, deux attitudes contraires

tin, 11 avril, sur Shankill Road, une artère populaire de Belfast balayée par un vent glacial, n'avait pas grand-chose à voir avec l'accord de paix aux proportions historiques conclu la veille dans la capitale de l'Irlande du Nord.

Ce que proposait ce pasteur septuagénaire aux passants d'un quartier marqué par trente années de guerre civile, c'était la paix de Dieu ; une paix autrement moins incertaine à ses yeux – et à ceux de nombreux habitants de Belfast – que celle des hommes. Même quand celle-ci tombe un Vendredi saint. Pour le vieil homme, qui a toujours vécu à Shankill, ce bastion du protestantisme militant, « *ce qui s'est passé vendredi est un compromis. Le mot*, dit-il, *n'est pas très agréable, mais il vaut quand même mieux que celui de guerre. Les gens n'ont pas le choix. Après trente années de violence et plus de 3 000 morts, ils n'en peuvent plus.* [...] *Ils attendent la suite...* » Et lui, qui vit depuis toujours à quelques centaines de mètres de l'enclave catholique de Falls, avec laquelle Shankill mène depuis trente ans une guérilla meurtrière, lui qui était là lors de l'attentat qui fit treize morts dans un magasin tout proche, en octobre 1993, qu'en pense-t-il ? « *Moi*, dit-il, *je suis un homme de Dieu dont la vie est d'aimer son prochain : l'étranger que vous êtes mais aussi mon ennemi.* »

GRIMACE PROTESTANTE

A quelques pas de là, Violet Clarke ne partage pas cet œcuménisme. Devenue une célébrité locale depuis que le président Clinton s'est arrêté dans sa boutique de fruits et légumes, en 1995, cette femme d'une quarantaine d'années apprécie nettement moins le rôle joué ces jours-ci par le président des Etats-Unis dans la conclusion d'un accord qui lui arrache une grimace. « *Je ne suis pas optimiste du tout. Tant que l'IRA sera là, c'est sans espoir.* » Etait-ce le temps hivernal, la précipitation due au week-end pascal ou bien l'amertume ? Ce matin-là, les gens de Shankill, pourtant les premiers concernés, n'avaient guère envie de commenter un accord que le monde entier célébrait, au même moment, à grand renfort de superlatifs.

Non loin, derrière le béton et les barbelés du « *mur de Belfast* » qui divise la ville sur plusieurs kilomètres, les habitants de Falls Road étaient plus optimistes – sans euphorie. « *Ici*, dit Patrick Rice, un sympathisant de l'IRA, *le sentiment général est celui du soulagement et de l'espoir. Beaucoup de gens, à commencer par les hommes d'affaires unionistes, rêvent de participer au miracle économique de la République d'Irlande.* » Pour lui, l'accord signé vendredi dernier est bon, « *parce que toute négociation, toute évolution est bonne pour l'IRA. Pendant longtemps*, rappelle-t-il, *les unionistes ont eu tout le pouvoir. Aujourd'hui, ils doivent le partager. C'est pour cela*, dit-il encore, *que vous voyez deux attitudes dans les rues de Falls et de Shankill, aujourd'hui. Ici l'on a l'impression d'avoir gagné quelque chose. Là-bas, celle d'avoir perdu.* » La prédiction se vérifie chez les employées de la boulangerie Mc Erleans, qui avaient eu droit, elles aussi, à la visite du président Clinton. Contrairement à Violet Clarke, elles se montrent optimistes. Ann, une femme d'une cinquantaine d'années qui a perdu un proche dans l'interminable vendetta irlandaise, est plus méfiante. Elle « *veut y croire* », mais elle voit un « *mauvais présage* » dans le fait que « *les politiciens nationalistes et unionistes ne se sont jamais publiquement serré la main pendant toutes les négociations* ». Ailleurs, dans une pauvre boucherie dont la vitrine s'orne d'une vierge en plâtre, le patron se refuse à tout commentaire. L'homme, nous dira un voisin, est muré dans la douleur depuis la mort de son fils, abattu par les services spéciaux britanniques, avec deux autres membres présumés de l'IRA, il y a dix ans, à Gibraltar. Ici comme à Shankill, la douleur et le deuil affleurent partout, au coin des rues et dans les conversations.

Samedi, alors que les deux communautés s'apprêtaient pour le week-end pascal, les nouvelles venues de deux autres bastions, l'un nationaliste et l'autre, unioniste, confirmaient ces premières impressions.

DERRY CONTRE PORTADOWN

A Londonderry, la ville martyre des catholiques dont le nom reste attaché au carnage du « *Bloody Sunday* », ce dimanche sanglant de 1972 qui fit une douzaine de victimes parmi des manifestants, on se réjouissait prudemment. En revanche, à Portadown, le fief des extrémistes protestants de la LVF *(Loyalist Volunteer Force)* souvent pris pour cible par les poseurs de bombes de l'IRA, beaucoup de jeunes avaient le sentiment d'avoir été « *lâchés* » par leurs politiciens. La rage au cœur, certains prédisaient un « *bain de sang* ».

Depuis l'accord de vendredi, qui prévoit un partage du pouvoir au sein d'une assemblée élue au scrutin proportionnel, Falls et les catholiques d'Irlande du Nord sont donc plus optimistes que les gens de Shankill et que bon nombre de protestants. Reste que ces deux quartiers symboliques de la guerre le seront aussi pour la paix. Pour qu'elle s'enracine, il va falloir que les politiciens « *vendent* » l'accord à ces deux grands ghettos ennemis de Belfast. Et qu'ils neutralisent les groupes armés qui maintiennent ces enclaves quadrillées par l'armée britannique dans un état de guerre, de peur et de pauvreté explosives au cœur même de la capitale. Comme naguère à Beyrouth. Compte tenu de la culture de violence qui imprègne les deux camps et qui éclate partout sur les murs avec ses slogans, ses drapeaux, son culte des héros et des vengeurs masqués, cela n'est pas gagné d'avance.

PARAMILITAIRES IRRÉDUCTIBLES

Deux slogans, bien antérieurs à l'accord, ont paru, samedi, résumer les sentiments des deux communautés. L'un, peint sur un mur de Falls Road, réclamait un cessez-le-feu : « *We want cease fire.* » L'autre, aperçu sur Shankill, appelait à poursuivre la guerre : « *Let's the war go on.* » C'est une fausse perspective. Les protestants sont visiblement plus chagrinés par l'accord que les catholiques et leur leader, David Trimble a dû faire face, dès samedi, à un début de fronde au sein du mouvement protestant. Mais les groupes paramilitaires jusqu'ici irréductibles ne sont pas d'un seul côté. Depuis l'assassinat par l'IRA de son chef, Billy Wright, il y a quelques mois, la LVF s'est fait justice, à plusieurs reprises. Mais jeudi, à la veille de l'accord, c'est un militant protestant père de quatre enfants, exécuté par des membres du groupe terroriste de l'INLA que l'on portait en terre. Beaucoup voudraient voir en lui « *le dernier mort de la guerre civile de l'Ulster* », mais personne n'ose y croire.

Mary, qui fréquente un centre pour personnes traumatisées par la guerre civile, aborde une autre question, non moins importante : « *Avec cet accord*, dit-elle, *les politiciens ont réglé leurs querelles. C'est bien, mais nous, Dieu sait ce que l'avenir nous réserve. On nous a rendu les corps de nos enfants et rien d'autre.* [...] *Personne n'a jamais rien fait pour nous aider. Derrière les discours, c'est ça la réalité.* » Après la paix des armes, c'est aussi de cela, de la paix sociale, dont il faudra rapidement s'occuper. Faute de quoi la résurrection pascale de l'Irlande du Nord, après des siècles d'antagonisme et trente années de guerre civile, risquerait de se transformer, pour les deux communautés, en un nouveau chemin de croix.

Roland-Pierre Paringaux

Et si les Basques d'Espagne, comme les Irlandais...

MADRID
de notre correspondante

Fortement impressionnée par les négociations pour la paix en Irlande du Nord, la classe politique espagnole n'a eu de cesse de s'interroger, ces derniers jours : un accord semblable serait-il « adaptable » pour résoudre le problème du terrorisme au Pays basque ? Un terrorisme qui n'a même pas épargné les manifestations de la semaine sainte, puisque des cocktails Molotov ont été lancés contre une procession à Corella en Navarre – sans faire de victime. Si l'on prend le texte de l'accord au pied de la lettre, la réponse, unanime, est : non, l'accord n'est pas adaptable. Ne serait-ce que parce qu'il n'y a pas pareil contexte religieux au Pays basque et, surtout, parce que le Pays basque jouit déjà d'une très large autonomie depuis une vingtaine d'années. Si, en revanche, on s'en tient « à l'esprit » de l'accord, c'est-à-dire à cette grande volonté exprimée de « dialoguer », alors commencent les différences et, inévitablement, les polémiques.

Le Parti nationaliste basque (PNV) a ainsi demandé, samedi 11 avril, par la voix de l'un de ses porte-parole, que l'organisation séparatiste basque armée (ETA) et sa « vitrine politique », la coalition Herri Batasuna (HB), « *prennent bonne note de ce qui s'est passé en Ulster* ». Car, ajoutait le porte-parole, « *si l'ETA et HB pouvaient enfin faire preuve de la maturité politique démontrée par l'IRA et le Sinn Fein, la situation au Pays basque changerait* ». D'autres voix nationalistes ont lancé plusieurs appels à « la réconciliation ». Elles ont été relayées également par le secrétaire de Nueva Izquierda, Diego Lopez Garrido, qui estime que, en dehors de contextes très différents en Irlande du Nord et au Pays basque, « *l'on peut quand même tirer des enseignements de cet accord, ne serait-ce que prendre exemple sur certaines attitudes* ». Ce qui, en clair, revenait à donner un conseil, d'une part à Herri Batasuna, lui suggérant d'agir enfin de façon autonome par rapport à l'ETA, suivant l'exemple irlandais où les organisations armées ont laissé l'initiative aux partis politiques ; d'autre part, au gouvernement de M. Aznar qui refuse toute tentative de dialogue tant que l'ETA n'aura pas mis un terme à sa violence meurtrière. Peut-être serait-il bon, suggérait-on ainsi à José Maria Aznar, de s'inspirer de la conduite de Tony Blair, car trop de rigidité ne conduira pas nécessairement à la paix.

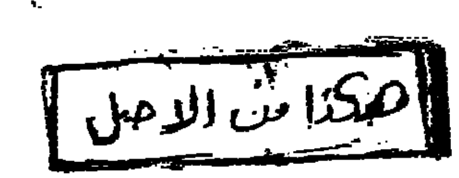
Interprétations que le gouvernement espagnol n'a pas souhaité commenter. Rodrigo Rato, second vice-président du gouvernement, s'est contenté de réaffirmer que si on avait pu conclure un accord « politique » en Irlande du Nord, il ne pouvait en être de même au Pays basque, « *car la violence de l'ETA n'a pas de base politique, l'autonomie et la capacité d'expression du Pays basque étant très supérieures à tout ce qui a pu exister en Irlande du Nord* ».

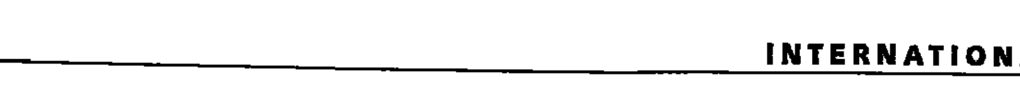
Le Parti nationaliste a demandé que l'organisation séparatiste et sa « vitrine » Herri Batasuna « prennent bonne note de ce qui s'est passé en Ulster »

En revanche, le Parti populaire (PP, au pouvoir en Espagne) ne s'est pas privé de commentaires. Pour Carlos Iturgaiz, président du PP au Pays basque, « *cette comparaison avec l'Irlande du Nord est odieuse : au Pays basque, il n'y a pas deux communautés face à face, sinon une minorité qui n'accepte pas la démocratie et qui veut rendre la vie impossible à la grande majorité* ».

Quant au Parti socialiste (PSOE), en pleine campagne pour les « primaires » du 24 avril qui désigneront le futur candidat socialiste aux prochaines élections législatives, il a retrouvé son unité, en repoussant unanimement toute comparaison possible entre Pays basque et Irlande du Nord.

M.-C. D.





La tension monte entre M. Arafat et le Hamas après l'assassinat d'un militant intégriste

La police palestinienne affirme avoir arrêté le principal suspect du meurtre de Mohiedine El Sharif

La police palestinienne a arrêté, samedi 11 avril, Imad Awadallah, le principal suspect, selon elle, du meurtre de l'artificier du mouvement de la résistance islamique Hamas, Mohiedine El Sharif. Le Hamas, dont Imad Awadallah est l'un des membres, conteste vivement la thèse du règlement de comptes intérieur et impute l'assassinat à l'Autorité palestinienne, pour le compte d'Israël. Le Hamas promet de se venger de l'Etat juif.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

L'assassinat de Mohiedine El Sharif, l'un des chefs militaires du mouvement palestinien de la résistance islamique Hamas, continue de susciter de sérieux remous dans la société palestinienne et une certaine tension entre le Hamas et le chef de l'Autorité autonome, Yasser Arafat. La police palestinienne, qui n'a toujours pas fourni la moindre preuve publique de sa thèse, selon laquelle les services israéliens n'auraient rien à voir avec l'assassinat d'El Sharif – lequel a été tué, selon elle, par d'autres membres du Hamas –, a annoncé samedi 11 avril l'arrestation du principal suspect dans cette affaire.

L'intéressé, Imad Awadallah, frère d'Awad, dit « l'ingénieur nº 3 » pour son habileté à préparer les explosifs destinés à des attentats-suicides en Israël, aurait *« avoué »*, avancent certains journaux israéliens. Officiellement, le secrétaire général du gouvernement palestinien, Tayeb Abdel Rahim, s'est contenté d'annoncer qu'*« après interrogatoire d'Imad Awadallah, accusé par certains de ses amis* [emprisonnés] *d'avoir tué El Sharif, il est confirmé que la victime a bien été tuée* [le 29 mars], *avant que son corps ne soit déposé près d'une voiture piégée »*. Hamas ne nie pas cette version des choses, mais rejette toujours la thèse d'un assassinat interne, qui serait effectivement sans précédent.

En privé, beaucoup de militants islamistes continuent de penser que leur héros a été arrêté et torturé à mort par la police palestinienne *« pour le compte d'Israël »*. L'Autorité palestinienne, qui n'a jamais beaucoup toléré la liberté de critique dans les zones qu'elle contrôle, et qui maintient la presse arabe locale sous une stricte censure, a décrété la *« fermeture temporaire pour trois mois »* des bureaux de l'agence Reuters à Gaza. Motif : c'est l'agence de presse qui a reçu et diffusé, la semaine dernière, auprès des télévisions internationales, un enregistrement vidéo montrant Awad Awadallah masqué, mais reconnaissable à sa voix, accusant le colonel Jibril Rajoub, chef de la police palestinienne en Cisjordanie, d'avoir *« collaboré avec les sionistes dans l'assassinat d'El Sharif »*. Le fugitif, qui figure en tête des Palestiniens les plus recherchés par Israël, promettait à l'Etat juif *« une vengeance appropriée »*, qui sèmerait *« désolation et tristesse dans chaque foyer juif »*.

« Quiconque tente de créer la confusion et la sédition après que la vérité sur l'assassinat d'El Sharif fut devenue claire, a répliqué Tayeb Abdel Rahim, *sera puni. »* C'est précisément pour avoir publiquement émis des doutes sur la version officielle que plusieurs chefs de file politique du Hamas ont été arrêtés ces derniers jours dans les enclaves autonomes de Gaza et de Cisjordanie occupée.

Le plus connu, Abdel Aziz Rantissi, est en prison depuis jeudi. Ibrahim Maqadmeh, Nizar Rayan et Ribhi Rantissi, tous militants islamistes connus, figurent également au nombre des détenus en compagnie de Cheikh Abdallah Chami, l'un des leaders du Djihad islamique, un groupuscule intégriste naguère actif dans la lutte armée contre l'occupation israélienne.

La première réaction populaire est survenue, samedi, dans l'enclave autonome de Naplouse, où plusieurs centaines de jeunes, parmi lesquels beaucoup d'hommes masqués, ont conspué l'Autorité palestinienne, brûlé des drapeaux frappés de l'étoile de David et mis le feu aux cris d'*« Allahou akbar »* (Dieu est grand) à une maquette d'autobus israélien. L'allusion était claire aux attentats-suicides dans des véhicules collectifs israéliens en 1996. Par tactique autant que par souci d'éviter le déclenchement d'une guerre civile interpalestinienne *« qui ne pourrait profiter qu'à Israël »*, le Hamas et sa branche armée ont à nouveau promis par tracts, durant le week-end pascal, que seul l'Etat juif allait *« payer le martyre d'El Sharif »*.

Patrice Claude

Manifestation de colons à Hébron

Au moins dix mille colons juifs venus d'un peu partout en Cisjordanie occupée ont participé, dimanche 12 avril, dans le centre historique d'Hébron, à une grande fête, financée pour la première fois par des deniers publics et destinée à célébrer le trentième anniversaire de leur présence dans cette ville arabe de cent vingt mille habitants et le cinquantenaire d'Israël. En présence de quatre ministres dont celui de la justice, Tsahi Hanegbi, et des deux grands rabbins – sépharade et ashkénaze – d'Israël, les orateurs ont exalté le *« Grand Israël »*. Un petit millier de militants du mouvement La Paix maintenant, venus protester contre *« les provocations anti-palestiniennes »*, ont été brutalement dispersés par la police – trente-deux personnes interpellées – et interdits d'entrée dans la ville par l'armée, qui a déclaré l'endroit *« zone militaire fermée »*. Sauf pour les colons...

Jean Paul II dénonce les « options politiques risquées » d'Israël

LE PAPE a déjà les yeux tournés vers Jérusalem. Si la longueur des offices de la Semaine sainte et la pluie battante du chemin de croix du Colisée avaient creusé ses traits pour les cérémonies du jour de Pâques, dimanche 12 avril, son entourage le dit en meilleure forme depuis l'été 1997 et son voyage à Cuba. La perspective qu'il a fixée à son pontificat de guider l'entrée de l'Eglise dans le troisième millénaire, d'accomplir, en 1999, son premier voyage (comme pape) en Terre sainte, de réunir au mont Sinaï les représentants des trois grands monothéismes semble inspirer désormais tous ses actes et ses pensées.

Un voyage du pape au Proche-Orient reste toutefois conditionné par la situation politique en Israël. Or, dans son message pascal, lu place Saint-Pierre à Rome, devant 150 000 pèlerins et retransmis en direct dans plus de soixante pays, Jean Paul II a laissé entendre que la situation était loin d'être mûre pour un déplacement à Jérusalem. Il n'a pas explicitement cité l'accord entre catholiques et protestants irlandais à Belfast, mais il a rendu hommage à tous ceux *« qui croient toujours au dialogue pour résoudre les tensions nationales et internationales »*. C'est ce message de paix, bienvenu à la veille de Pâques, qui, a t-il ajouté, devrait inspirer *« les responsables des nations, spécialement du Moyen-Orient et à Jérusalem où la paix est mise en danger par des options politiques risquées »*. L'allusion à la politique d'implantations israéliennes est ici évidente. Un communiqué, inquiet pour le processus de paix, avait déjà été signé après une visite, le 2 avril au Vatican, des ministres égyptien et libanais des affaires étrangères.

« AUX VICTIMES DE LUTTES FRATRICIDES »

Le message de Pâques s'adresse aussi, a ajouté Jean Paul II, *« aux victimes de luttes fratricides et de massacres, qui ouvrent à nouveau les blessures des rivalités ethniques, qui, spécialement en Afrique et en Europe, sèment maintenant dans la terre les germes de la mort et de nouveaux conflits pour de tristes lendemains »*. Le pape visait ici la répétition des drames dans la région des Grands Lacs (Rwanda, Burundi, Congo) et au Kosovo.

Aucune des grandes préoccupations de cette fin de pontificat n'est donc laissée dans l'ombre. Le repentir et le dialogue avec les juifs : la fête de Pessah tombant à la veille de la Pâque chrétienne, le pape a lu une intention de prière *« pour nos frères aînés, les juifs »*. Les rapports bloqués avec l'orthodoxie russe : une autre prière en russe est consacrée au rapprochement entre les Eglises d'Orient et d'Occident. En chinois, une dernière intention est lue à l'adresse des *« responsables des nations et des organisations internationales afin qu'ils soient des promoteurs inlassables de rapports de justice et de liberté, attentifs aux pays pauvres étranglés par la dette publique »*.

Reste ce souci constant du pape venu de l'Est d'honorer les victimes de la foi chrétienne en régime totalitaire. La fin du siècle approchant, avec une vigueur renouvelée, il a rendu hommage dans son message pascal *« à tous les témoins de notre siècle qui ont annoncé le Christ au milieu de la grande épreuve, proclamant sa mort et sa résurrection dans les camps de concentration et les goulags, sous la menace de bombes et de fusils, dans la terreur déchaînée par la haine aveugle qui a frappé douloureusement des personnes et des nations entières »*.

H. T.

Les violations des droits de l'homme en Algérie en question devant l'ONU à Genève

UNE PARTIE de bras de fer est engagée entre l'Algérie et les organisations humanitaires à Genève. Au cœur du problème : la situation des droits de l'homme en Algérie. Les cinquante-trois pays membres de la commission des droits de l'homme des Nations unies réunis à Genève doivent-ils en débattre ou pas ? Les organisations non gouvernementales – Amnesty International, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Human Rights Watch... – le souhaitent, tandis qu'Alger milite activement contre. *« Les visites de délégations parlementaires étrangères, de personnalités diverses et le séjour durant les dix derniers mois de près d'un millier de journalistes ont permis à la communauté internationale d'appréhender correctement la réalité »*, a fait valoir le ministre algérien des affaires étrangères, Ahmed Attaf, dans un discours prononcé le 18 mars devant la 54e session de la commission des droits de l'homme.

De fait, jusqu'ici, l'Algérie a manœuvré avec adresse. Depuis l'ouverture de la session, le 16 mars, seuls quatre pays ont mentionné la situation en Algérie dans leur discours officiel : les Etats-Unis, la Suède, l'Autriche et l'Allemagne. Encore l'ont-ils fait brièvement et en termes vagues. *« La terreur en Algérie défie tout entendement »*, a dit, par exemple, le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel. La France, elle, n'a pas eu un mot pour son ancienne colonie. L'Espagne, l'Italie, la Belgique non plus.

Ce silence quasi général est de mauvais augure, aux yeux des ONG, alors que la commission va s'intéresser, à compter du mercredi 15 avril, aux violations *« flagrantes et systématiques des droits de l'homme où qu'elles se produisent »*. Les ONG, qui disposent d'un bref temps de parole à Genève (trois minutes environ), évoqueront bien entendu l'Algérie, où *« quatre-vingt mille personnes ont été tuées depuis le début du conflit en 1992 »*, selon la FIDH.

Mais combien de pays oseront-ils suivre ? Guère plus d'une poignée, redoutent les organisations humanitaires. Les Etats-Unis et le Canada, sans doute, quelques Etats de l'Europe du Nord, peut-être. Quant aux autres – dont plusieurs pays de l'Union européenne –, ils hésitent à encourir les foudres d'une Algérie pourtant montrée du doigt par les ONG. *« Les autorités algériennes accusent les groupes* "terroristes" *d'être à l'origine de tous les massacres et tueries. Elles n'ont toutefois pas donné d'explication convaincante au fait que beaucoup de ces massacres qui ont eu lieu dans des régions qui comptent parmi les plus militarisées du pays* [...] *se sont déroulés sans que l'armée et les services de sécurité interviennent pour faire cesser ces tueries massives ou pour arrêter les assaillants qui, apparemment, ont fui sans être inquiétés »*, rappelle la FIDH dans son dernier bulletin.

Entre la nomination d'un rapporteur spécial (comme ce fut le cas pour la Yougoslavie ou le Rwanda), d'un expert indépendant, ou d'un représentant du secrétaire général des Nations unies, la commission des droits de l'homme de l'ONU dispose de toute une palette d'options si elle souhaite se saisir du dossier algérien. Mais la faible mobilisation internationale observée jusqu'ici à Genève a conduit à éliminer de facto ce type de réponse *« lourde »*.

Au mieux, les ONG présentes à Genève espèrent obtenir le vote d'une résolution sur l'Algérie. Elle ne serait suivie d'aucune obligation pour celle-ci mais *« c'est ça ou rien du tout »*, observe le responsable d'une organisation humanitaire. Encore faut-il que l'un des cinquante-trois Etats membres ose en présenter une. Ce pourrait être les Etats-Unis.

Jean-Pierre Tuquoi

Une fatwa pour les femmes violées

Pour la première fois en Algérie, un organisme officiel, le Haut Conseil islamique (HCI), a rendu une fatwa (avis religieux) autorisant les femmes violées par des membres des groupes armés islamistes à avoir recours à l'interruption volontaire de grossesse, a révélé dimanche 12 avril le quotidien *El Khabar*. Le HCI a sciemment choisi de ne pas parler d'avortement afin que sa fatwa *« ne soit pas élargie à d'autres cas que ceux des femmes violées par les groupes terroristes »*, selon *El Khabar*.

L'avortement est interdit par l'islam, qui l'assimile au meurtre. Il n'est autorisé que lorsque le médecin apporte la preuve que la poursuite de la grossesse met en danger la vie de la mère. Couvert dans un premier temps d'un voile pudique, le sujet des viols, souvent collectifs, a depuis plusieurs mois été largement abordé par la presse. Vendredi la télévision d'Etat a montré des jeunes filles relatant à visage découvert leur calvaire d'esclaves sexuelles dans les maquis islamistes.

Mexico expulse douze étrangers arrêtés au Chiapas

Cette mesure s'inscrit dans la nouvelle stratégie du gouvernement pour isoler l'Armée zapatiste du « sous-commandant Marcos »

MEXICO
de notre correspondant

L'expulsion, dimanche 12 avril, de douze ressortissants étrangers, détenus la veille au Chiapas (dans le sud-est), confirme un très net durcissement de la politique des autorités mexicaines à l'égard des « observateurs » étrangers, accusés de s'immiscer dans les affaires intérieures du pays. Cette mesure s'inscrit dans la nouvelle stratégie du gouvernement pour isoler l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et obliger son principal dirigeant, le « sous-commandant Marcos », à reprendre les négociations qu'il a abandonnées en août 1996.

Sept autres étrangers, dont le prêtre français de Chenalho, Michel Chanteau, avaient subi le même sort depuis février, mais c'est la première fois que le Mexique procède à une expulsion de cette ampleur depuis le début du conflit au Chiapas, en janvier 1994. Les douze étrangers détenus samedi (quatre Espagnols, trois Américains, deux Canadiennes, deux Belges et une Allemande) se sont vu reprocher leur participation à une cérémonie au cours de laquelle des sympathisants de l'EZLN ont désigné de nouveaux pouvoirs municipaux dans la commune d'Ocosingo.

RELANCER LA NÉGOCIATION

Selon le ministère de l'intérieur, les huit Mexicains arrêtés au même moment ont également *« violé la Constitution »* en décrétant la création d'une *« municipalité autonome »* et en cherchant à imposer des *« autorités illégitimes »*. Le diocèse de San Cristobal de Las Casas, qui inclut la commune d'Ocosingo, a protesté contre la *« stratégie d'intimidation »* menée par le gouvernement à l'encontre *« des étrangers soucieux de défendre la dignité des peuples indigènes »*. Ce diocèse est dirigé par l'évêque Samuel Ruiz, accusé par les autorités d'avoir trahi sa fonction de médiateur en prenant partie pour l'EZLN.

Le ministère de l'intérieur lui reproche également d'encourager *« l'ingérence étrangère »*, notamment par l'installation de *« campements pour la paix »* qui sont censés protéger les populations indigènes contre les abus de l'armée. Les Indiens du hameau de Taniperlas, où se sont déroulés les incidents, sont cependant très divisés sur ce point. Une bonne partie d'entre eux ont, en effet, ouvertement célébré l'expulsion des étrangers et *« le retour de l'Etat de droit »*.

Après avoir laissé l'EZLN créer trente et une municipalités « autonomes » depuis décembre 1994, le gouvernement a décidé de mettre un terme à une situation qui, estime-t-il, a contribué à l'aggravation des tensions et au massacre de quarante-cinq Indiens Tzotzils par des indigènes anti-zapatistes, le 22 décembre à Acteal. Simultanément, les forces de l'ordre mènent, depuis la semaine dernière, une vaste offensive contre diverses organisations soupçonnées de participer au trafic d'armes. Une douzaine d'indigènes, dont deux dirigeants évangéliques, Domingo Lopez et Manuel Collazo, ont été arrêtés dans un quartier périphérique de San Cristobal, le 8 avril.

Le deuxième volet de la stratégie gouvernementale pour résoudre le conflit du Chiapas consiste à relancer la négociation sur de nouvelles bases. Le président Ernesto Zedillo a déposé au Sénat un projet de loi qui s'inspire largement des accords signés avec l'EZLN en matière de droits indigènes, mais il n'a pas obtenu l'appui du « sous-commandant Marcos » ni de la gauche légale. Le gouvernement n'a pas renoncé pour autant à la reprise éventuelle du dialogue avec la guérilla, mais il tente d'en écarter l'évêque de San Cristobal.

Après l'avoir longtemps soutenu, la hiérachie catholique semble, désormais, vouloir prendre ses distances à l'égard de Mgr Ruiz, comme l'indique l'éditorial du principal organe de presse de l'Eglise mexicaine, *Nuevo Criterio*, qui, dans sa dernière édition, critique ouvertement l'action du médiateur et laisse entendre qu'il constitue *« un obstacle »* sur la route de la négociation.

Bertrand de la Grange

Deux journalistes agressés par des policiers

Deux photographes travaillant pour des agences de presse internationales ont été agressés, dimanche 12 avril, par des policiers à l'aéroport de Tuxtla Gutierrez, capitale du Chiapas (dans le sud-est du pays). Les journalistes ont été pris à partie alors qu'ils *« couvraient »* le transfert des douze étrangers expulsés du Mexique après avoir été arrêtés la veille. Ces journalistes sont Oriana Elicabe, 25 ans, de nationalité argentine, photographe de l'Agence France-Presse (AFP), et Pascual Gorriz, de nationalité espagnole, 27 ans, travaillant pour l'agence Associated Press (AP).

Pascual Gorriz a été blessé à la tête après avoir été battu à coups de crosse par six policiers faisant partie de l'escorte qui accompagnait les étrangers arrêtés. Les policiers ont tenté de saisir l'équipement du photographe espagnol. Oriana Elicabe et Pascual Gorriz ont toutefois réussi à échapper aux policiers et à quitter l'aéroport. – *(AFP.)*

L'Indonésie promet au FMI les réformes économiques et la transparence

Compromis mutuels pour une troisième mouture du plan de soutien à Djakarta

La *« lettre d'intention »* signée par le FMI et le gouvernement indonésien prévoit notamment le démantèlement des monopoles détenus par les proches du président Suharto et une refonte du système bancaire. Djakarta renonce à un lien institutionnel entre la roupie et le dollar. L'Indonésie accepte de respecter un calendrier contraignant de réformes sous supervision des représentants des bailleurs de fonds.

WASHINGTON
de notre envoyée spéciale

Le Fonds monétaire international (FMI) et le gouvernement indonésien ont conjointement publié, samedi 11 avril, la *« lettre d'intention »* par laquelle Djakarta s'engage à mener de vastes réformes qui, si elles sont appliquées, devraient éviter que le pays s'enfonce irrémédiablement dans le marasme. Fruit de trois semaines d'intenses négociations, cet accord, annoncé officiellement mercredi 8 avril, mais dont les détails n'avaient pas été rendus publics, doit encore être approuvé par le conseil d'administration du FMI dans les prochaines semaines.

Dans une note d'introduction, le gouvernement indonésien prévient que ce programme de stabilisation économique diffère peu de celui défini le 15 janvier avec le Fonds, dont la non-application avait provoqué la suspension d'une tranche d'aide de 3 milliards de dollars (environ 18 milliards de francs). Ce « mémorandum » supplémentaire en est la *« mise à jour »* et décrit les domaines où *« notre stratégie doit être modifiée, étendue et renforcée »*.

La situation économique, explique-t-il, s'est encore détériorée depuis le début de 1998. La dépréciation de la roupie et une sécheresse dramatique ont provoqué une vive hausse du coût de la vie. Les prix à la consommation ont augmenté de 6,9 % en janvier et de 12,7 % en février avant de ralentir à 5,5 % en mars. Les banques ont suspendu leurs lettres de crédit et autres lignes de financement et les entreprises ne peuvent importer les produits nécessaires à la production.

STABILISATION DE LA MONNAIE

Première urgence, la monnaie qui doit être stabilisée à un niveau *« reflétant les données économiques fondamentales de l'Indonésie »*, Djakarta vise un taux de change de 6 000 roupies pour 1 dollar (contre 8 500 actuellement) au cours du premier trimestre 1998-1999 (l'année fiscale commençant le 1er avril). Cette parité favoriserait la maîtrise de l'inflation, qui devrait tout de même atteindre 45 % pour l'année 1998. La stabilisation de la monnaie passe par un resserrement de la politique monétaire (notamment la hausse des taux d'intérêt), une accélération de la restructuration du système bancaire, le renforcement des réformes structurelles, l'implication du gouvernement dans le rééchelonnement de la dette des entreprises privées.

Le gouvernement tentera, par ailleurs, de limiter le déficit public à 3 % du produit national brut en 1998-1999. Un vaste programme de privatisation – calendrier à l'appui – est prévu. Le gouvernement, enfin, s'est engagé à apporter toute la transparence requise lors de la mise en œuvre de cet ensemble de mesures.

Le 8 avril, l'annonce très solennelle de l'issue positive des négociations montrait l'importance de l'événement. Tout le monde y avait intérêt. Le gouvernement indonésien, pour qui la ratification signifie une pluie d'aides diverses multilatérales (FMI, Banque mondiale, Banque asiatique de développement) et bilatérales, pour un total de 40 milliards de dollars (une première tranche de 3 milliards de dollars a déjà été versée). Le FMI, dont la crédibilité est suspendue à la bonne application de cette troisième version d'un même plan, déjà signé en novembre, puis à la mi-janvier, mais peu ou pas appliqué. La Corée et le Japon, dont les créances à l'égard des banques indonésiennes s'élèvent respectivement à 20 et 50 milliards de dollars. Singapour et l'Australie, qui craignent qu'une faillite de l'archipel n'amène des flots d'immigrants sur leurs rives.

Chaque partie a donc mis du sien. Le vice-président indonésien B. J. Habibie a abandonné pour l'instant l'idée d'un *« currency board »* qui aurait lié la roupie au dollar, le FMI s'est montré plus souple sur le niveau du taux de change, ne remet pas en cause le monopole de l'Agence nationale pour la logistique (Bulog) sur le riz et accepte le maintien de subventions pour des produits de première nécessité dans le domaine alimentaire, le pétrole et l'électricité. En revanche, il a reçu l'assurance du gouvernement que les monopoles tenus par des proches du président Suharto seraient démantelés. Notamment celui sur les clous de girofle exercé par le plus jeune fils du président. Les clous de girofle, dont l'Indonésie est le premier producteur mondial, sont utilisés dans la fabrication des cigarettes et représentent environ 10 % des recettes d'exportation du pays. Idem pour le monopole du contreplaqué, Apkindo, dont bénéficie Mohamed « Bob » Hasan, partenaire d'affaires et de golf du président.

Cette fois, pourtant, aucun blanc-seing n'est délivré à M. Suharto. Le programme est assorti d'un calendrier précis. Il sera suivi mois par mois par le FMI qui déboursera ses crédits à cette cadence en fonction des progrès réalisés. Pour autant, c'est Djakarta qui pilotera la mise en œuvre des réformes, précise le mémorandum, *« avec l'assistance de la Banque asiatique pour le développement, de la Banque mondiale et du FMI »*.

Babette Stern

Le gouvernement iranien appelle les partisans du maire de Téhéran à la retenue

TÉHÉRAN. Le gouvernement iranien, réuni dimanche 12 avril, *« a appelé les sympathisants du maire de Téhéran* [Gholamhossein Karbastchi] *à se garder de manifester leurs sentiments et de renoncer à organiser des manifestations en sa faveur en attendant que son cas soit pacifiquement résolu »*, a rapporté l'agence officielle IRNA. Une manifestation en faveur de M. Karbastchi, incarcéré depuis le 4 avril pour corruption, était prévue, mardi, devant l'université de Téhéran à l'appel d'organisations étudiantes. *« Le cabinet est également convenu que le cas de M. Karbastchi n'a pas été traité conformément aux directives données* (...) *par le Guide de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei »*, a ajouté IRNA.

M. Khamenei, numéro un du régime, avait convoqué, mercredi, ses hauts dirigeants et appelé les chefs des pouvoirs exécutif et judiciaire *« à amplement coordonner leur action »* sur cette affaire *« dans le respect de la loi »*. Par ailleurs, l'avocat du maire, Me Bahman Keshavarz, cité par IRNA, a affirmé qu'il n'avait pas encore été autorisé à voir son client depuis son incarcération. – *(AFP.)*

Protestations contre la visite en France d'un représentant de Kinshasa

LA PRINCIPALE ORGANISATION de l'opposition congolaise, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), a protesté contre la visite en France du porte-parole du gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Raphaël Ghenda. M. Ghenda, également ministre de l'information, effectue, à partir de lundi 13 avril, une visite de plusieurs jours en France.

Faisant valoir que les Belges lui ont refusé le visa, l'UDPS déclare dans un communiqué : *« L'opposition démocratique congolaise se sent trahie par le gouvernement français qui (...) a conditionné la reprise de la coopération structurelle avec le Congo-Kinshasa au respect des droits de l'homme, à la poursuite de l'enquête de l'ONU sur les massacres des réfugiés hutus rwandais et à la reprise du processus démocratique. »*

DÉPÊCHES

■ **RUSSIE : le Parti communiste russe s'oppose à ce que la Douma** (Chambre basse) vote une nouvelle fois sur la candidature de Sergueï Kirienko au poste de premier ministre, a déclaré dimanche 12 avril le chef de cette formation, Guennadi Ziouganov. Lors d'un débat télévisé, M. Ziouganov a annoncé que les députés communistes allaient saisir la Cour constitutionnelle sur cette question, afin de déterminer si le président Eltsine a le droit de présenter le même candidat à plusieurs reprises. La Douma avait refusé, vendredi, d'investir M. Kirienko. Un deuxième vote est prévu pour cette semaine. – *(AFP.)*

■ **BOSNIE : l'épouse de Radovan Karadzic**, Ljiljana Zelen-Karadzic, a démenti, samedi 11 avril, que l'ancien chef des Serbes de Bosnie ait la moindre intention de se livrer à la justice internationale, qui le recherche, entre autres, pour génocide. L'intervention de Mme Zelen-Karadzic a lieu après dix jours de spéculations sur les intentions de son mari et sur l'endroit où il se trouve. Dans une déclaration à SRNA, l'agence des Serbes de Bosnie, Mme Zelen-Karadzic déclare : *« Il ne se rendra jamais volontairement et résistera à une éventuelle arrestation, comme à tout enlèvement ou tout emprisonnement illégaux »*. – *(AFP.)*

■ **COLOMBIE : un accrochage entre l'armée et la guérilla a fait** vingt-deux tués, dont onze soldats, dimanche 12 avril, à proximité des localités d'El Calvario et de Restrepo, dans le département du Méta. C'est dans cette région (au sud-est de la capitale, Bogota) que sont retenus en otage trois Américains et plusieurs ressortissants colombiens par les Forces armées révolutionnaires de Colombie. – *(AFP.)*

■ **ISRAËL : la Banque d'Israël a officiellement annoncé**, dimanche 12 avril, que la monnaie locale, le shekel, serait convertible *« sans restrictions »* sur les marchés mondiaux à partir du 1er mai. Cette mesure entre dans le cadre d'un projet de libéralisation destiné à lever le contrôle de l'Etat sur les changes, autorisant les particuliers à ouvrir des comptes en devises en Israël ou à l'étranger, et exporter à volonté leurs capitaux. – *(AFP.)*

La pénurie en Corée du Nord domine la reprise du dialogue avec le Sud

TOKYO
de notre correspondant

Alors que des témoignages alarmants sur la pénurie alimentaire qui sévit en Corée du Nord ont été recueillis par une équipe de Médecins sans frontière (MSF) dans la région limitrophe de ce pays avec la Chine, les pourparlers entre Pyongyang et Séoul, qui ont repris au cours de ce week-end à Pékin, enregistrent un certain progrès. *« Nous sommes parvenus à un accord de principe,* a déclaré le chef de la délégation du Nord, Jon Kum-chol, cité par l'Agence France-Presse, *mais nous devons poursuivre les entretiens pour réduire les différences de point de vue. »* L'une des questions discutées est la fourniture par le Sud de 200 000 tonnes d'engrais chimiques ; en contrepartie, Séoul demande des concessions sur la réunion des familles séparées.

Significative sur le plan politique (il s'agit de la première rencontre entre des représentants officiels des deux Corées depuis quatre ans), la reprise du dialogue Nord-Sud l'est aussi en raison de l'aggravation de la situation alimentaire en République populaire démocratique de Corée (RPDC). En témoignent les récits de réfugiés et de Chinois ayant pu se rendre dans le « royaume Ermite », qui font état d'actes de cannibalisme. Selon le rapport de MSF, rendu public samedi 11 avril à Pékin, des civils affamés se livreraient en outre à des violences et des pillages. Des cadavres auraient été vus abandonnés le long des routes, et les maladies se répandraient parmi une population affaiblie.

La détérioration de la situation est admise par les autorités nord-coréennes : la semaine dernière, Radio-Pyongyang a pris note de la *« grave préoccupation causée par l'épuisement des réserves alimentaires »* exprimée par la directrice du Programme alimentaire mondiale (PAM), Catherine Bertini, qui vient d'effectuer une visite en RPDC. L'agriculture nord-coréenne, victime des errements du collectivisme, a été ravagée par trois années consécutives d'inondations qui ont provoqué une grave pénurie alimentaire. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en 1998, la RPDC a besoin d'importer 1,9 million de tonnes de produits alimentaires pour nourrir ses 24 millions d'habitants.

LA QUESTION DES BÉNÉFICIAIRES

En janvier, le PAM a lancé sa plus importante opération d'aide d'urgence à la Corée du Nord, demandant 650 000 tonnes de produits alimentaires pour l'année 1998. Répondant à l'appel du PAM, les Etats-Unis se sont engagés à fournir 200 000 tonnes et, fin mars, au cours de pourparlers entre les organismes de la Croix-Rouge des deux Corées, le Sud a promis 50 000 tonnes. Les premières livraisons de ces aides devaient arriver cette semaine.

Mais la grande inconnue qui, si elle se prolonge, risque de dissuader les donateurs et de retarder les livraisons, est la question des bénéficiaires de ces aides. Vont-elles à la population ou en priorité à l'élite du régime et à l'armée ? Les réfugiés interrogés par MSF ont déclaré que presque rien ne parvenait aux civiles : *« Des étrangers sont venus vérifier si les céréales étaient distribuées à la population,* explique, par exemple, un instituteur chinois de la ville frontière de Tumen, cité par MSF. *Mais après leur départ, le gouvernement a ramassé les sacs et personne n'a plus entendu parler de cette aide. »* Selon MSF, un strict minimum de vivres et de médicaments parviendrait aux civils et l'Etat aurait interrompu les distributions de vivres.

A la suite de sa visite en RPDC, Mme Bertini a déclaré, dimanche à Pékin, que le PAM pourrait réduire son aide alimentaire à Pyongyang si les autorités continuent à empêcher les pays donateurs de vérifier la destination des livraisons. Mme Bertini doit se rendre la semaine prochaine à Séoul, où l'on demeure très prudent dans l'évaluation de la situation alimentaire au Nord. Les témoignages recueillis par MSF ont été signalés dans la presse sans commentaire. Pour dramatiques qu'ils soient, ils ne sont pas nouveaux : des actes de cannibalisme ont été rapportés à plusieurs reprises dans le passé sans jamais avoir pu être vérifiés.

Philippe Pons

Washington invite Beyrouth à « examiner sérieusement » la proposition de retrait israélienne

BEYROUTH. Le ministre libanais des affaires étrangères, Farès Boueiz, a affirmé, samedi 11 avril, avoir reçu la veille un message de la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, invitant le Liban à *« examiner sérieusement »* la proposition israélienne de retrait conditionné du Liban sud, qui, selon elle *« n'est pas en contradiction avec le processus de paix »*. M. Boueiz, qui doit être reçu, mardi, à Paris par son homologue français Hubert Védrine, a réaffirmé que *« le seul fait d'accepter de se mettre à la table des négociations avec Israël signifie reconnaître que la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU n'est pas exécutoire et nécessite des négociations »*. Ladite résolution exige de l'Etat juif un retrait *« sans délai »* du Liban sud et ne prévoit aucune condition. Un nouveau sommet syro-libanais sur cette affaire devait se tenir, lundi, en Syrie. – *(AFP.)*

La « guerre des docks » est déclarée en Australie

AUCKLAND
de notre correspondante dans le Pacifique sud

A Sydney, la « guerre des docks » a commencé. Pour la première fois en un demi-siècle, des dockers non syndiqués ont, vendredi 10 avril, chargé des bateaux dans les ports australiens. Peu après, des incidents mineurs autour de piquets de grève sur un quai de Sydney ont causé quelques blessés légers dans les rangs des dockers et de la police.

Lassé des interminables négociations avec le syndicat des dockers, la Maritime Union of Australia (MUA), bastion du syndicalisme national, Chris Corrigan, patron de l'une des principales compagnies de manutention portuaire, Patrick Stevedores, a licencié en bloc, mardi 7 avril, ses 1 400 dockers puis recruté des « jaunes ». Chris Corrigan ne mâche pas ses mots. *« En termes simples,* dit-il, *l'idéologie aveugle du MUA a coûté leur emploi à ses membres. Le gangstérisme industriel continu du MUA et le refus absolu du syndicat de regarder les réalités économiques en face ont rendu les événements d'aujourd'hui inévitables »*, estime-t-il. Le MUA, qui a toujours eu le monopole de l'emploi sur les docks, a pris le geste pour ce qu'il était : une déclaration de *« guerre »*. Il a promis de lutter *« jusqu'au bout »*.

Premier exportateur mondial de charbon, l'économie australienne est très dépendante de l'industrie portuaire, pourtant l'une des moins efficaces et des plus chères du monde développé. Le gouvernement de coalition libéral-national a approuvé le geste spectaculaire du patron australien. C'est un *« moment décisif dans l'histoire des relations industrielles en Australie »*, a déclaré le premier ministre John Howard. L'ensemble du plan social (estimé à 250 millions de dollars, environ 1 milliard de francs) sera financé par le gouvernement.

SOLIDARITÉ ILLÉGALE

Faisant fi d'une ordonnance provisoire d'un tribunal fédéral lui demandant de ne pas opérer de licenciement, Patrick Stevedores, qui opère dans dix-sept ports australiens et contrôle avec P & O 95 % du trafic maritime, avait annoncé, le 9 avril, que trois de ses sites étaient à nouveau en service avec du personnel non syndiqué.

En décembre, d'anciens SAS (forces spéciales) avaient été envoyés en formation à Dubai pour apprendre, *« à toutes fins utiles »*, le métier de dockers, mais l'affaire avait tourné court. Puis le syndicat des fermiers avait offert que certains de ses jeunes membres soient formés à l'arrimage des navires à Melbourne.

Des milliers de travailleurs, sous des bannières syndicales, ont manifesté leur soutien aux dockers. A Londres, la Fédération internationale du transport a fait savoir qu'elle ferait boycotter les compagnies ayant recours aux non-syndiqués de Patrick Stevedores. Après avoir brandi la menace de *« grèves titanesques »* en rétorsion, l'ACTU, la Confédération australienne syndicale, appelle à la prudence. Elle rappelle que de nouvelles lois, adoptées il y a un an, rendent illégales les grèves de solidarité.

A la Bourse, les actions de l'entreprise-mère, la Lang Corp. Ltd, sont en hausse. Son patron affirme être inondé par les encouragements pour avoir oser « nettoyer » les quais. Un « nettoyage » qui risque d'être historique mais coûteux.

Florence de Changy

PROTECTION SOCIALE La commission des comptes de la Sécurité sociale doit se réunir, fin avril, pour constater qu'en 1997 le déficit du régime général des salariés du privé n'aura été que de 37,6 milliards et ne devrait être que de 12 milliards en 1998 sur un budget de 1 200 milliards. L'ensemble des comptes sociaux devrait ainsi, d'après le ministère des finances, dégager un excédent de 0,1 % du PIB en 1999 si les dépenses sociales continuent à être maîtrisées. ● LES RECETTES sont mieux rentrées que prévu au cours du premier trimestre de 1998, avec un surplus de quelque 3 milliards de francs, grâce au retour de la croissance qui s'est traduit par une amélioration de l'emploi et des augmentations de salaires. ● LA PRÉRETRAITE des médecins est plus coûteuse que prévu. La Caisse nationale d'assurance-maladie en a évalué le coût à 7,1 milliards de francs entre 1997 et 2007.

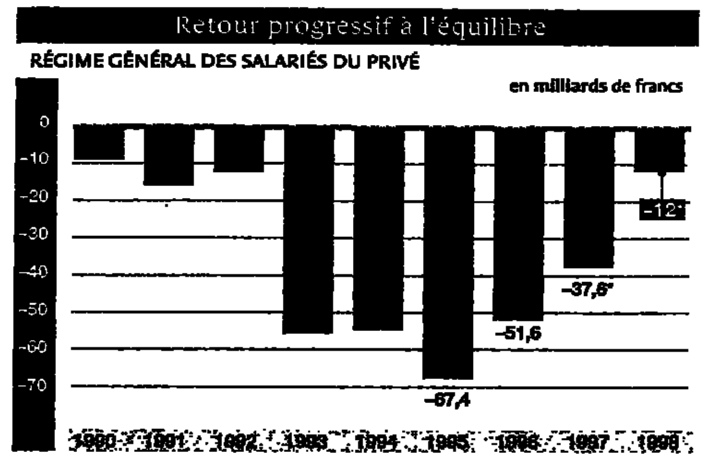
La Sécurité sociale se rapproche à petits pas de l'équilibre

Les déficits des comptes sociaux sont progressivement résorbés, grâce à la réforme mise au point par Alain Juppé, à l'amélioration de l'emploi et à la hausse des salaires. La fin du « trou de la Sécu » espérée par Lionel Jospin pour 1999 nécessite encore des efforts

LE GOUVERNEMENT surveille toujours les comptes de la « Sécu » comme le lait sur le feu, mais il ne craint pas de débordement dans l'immédiat. La commission des comptes de la Sécurité sociale, qui se réunira fin avril ou début mai, devrait, en effet, afficher des déficits très proches de ceux qui avaient été annoncés le 26 septembre 1997 pour le régime général (salariés du privé), soit 37,6 milliards de francs en 1997 et 12 milliards de francs en 1998, après un plan de redressement (économies et recettes nouvelles) portant sur 21 milliards de francs cette année.

L'ensemble des comptes sociaux (Sécurité sociale, assurance-chômage, retraites complémentaires, régimes spéciaux...) devrait être en excédent de quelque 8 milliards de francs (soit 0,1 point de PIB) en 1999, a indiqué, jeudi 9 avril, le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn. Mais pour atteindre cet objectif, il faudra que le régime général (maladie, retraite, famille, accidents du travail), qui pèse à lui seul 1 200 milliards, soit équilibré l'an prochain, un objectif que s'est fixé Lionel Jospin. Le pari est loin d'être gagné, d'autant que le premier ministre n'est pas un adepte de la maîtrise à tout prix des dépenses sociales, comme en témoigne le léger desserrement, en 1998, du carcan financier encadrant l'activité des médecins et des hôpitaux.

Du côté des recettes, l'année 1998 a pourtant bien commencé puisque les Urssaf, chargées du recouvrement des cotisations sociales, ont constaté de bonnes rentrées au cours du premier trimestre. Ainsi, la prévision de progression de la masse salariale en 1998 (+ 4 %) et des ressources (+ 3,8) devient plus réaliste qu'elle ne le paraissait à l'automne. Certains s'inquiétaient notamment – et s'inquiètent toujours – d'un « effet 35 heures », qui pousserait les chefs d'entreprise à retarder les hausses de salaires pour se laisser une marge de négociation dans le cadre de l'application de la loi sur la réduction du temps de travail.



PRESSION SUR LES SALAIRES

Il semble que ce ne soit pas le cas. La reprise de l'activité et l'amélioration de la situation financière de nombreuses entreprises créent une pression sur les salaires, que les patrons devraient en partie satisfaire au moment où leur activité est soutenue. Sur les douze derniers mois, le taux de salaire horaire ouvrier a d'ailleurs progressé de 2,7 % pour une inflation inférieure à 1 %, souligne-t-on dans l'entourage de Martine Aubry où l'on note que *« l'on n'a pas vu une telle situation depuis quinze ans »*.

Si les experts restent relativement optimistes sur les recettes, des incertitudes demeurent sur plusieurs points : le niveau des économies générées par la mise sous condition de ressources des allocations familiales (entre 3,5 et 4,5 milliards), qui n'est entrée en vigueur que sur les prestations versées en mars ; le rendement du point de contribution sociale généralisée sur les revenus de l'épargne après le transfert de la cotisation maladie des salariés sur la CSG ; la retombée sur le budget des hôpitaux des hausses salariales accordées par le gouvernement aux fonctionnaires de l'Etat, et qui bénéficieront aussi aux 800 000 agents des hôpitaux publics.

La construction du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 1999 s'annonce donc difficile, même si la croissance économique est encore au rendez-vous l'an prochain, comme l'assurent le gouvernement et l'OCDE. La pression sur les dépenses risque d'être forte. En juin, la conférence nationale sur la famille examinera des solutions alternatives à la mise sous condition de ressources des « allocs » (fiscalisation, baisse du plafonnement du quotient familial...). Si cette mesure très critiquée est abandonnée, prévient le gouvernement, celle qui la remplacera devra entraîner des économies identiques.

Les associations familiales mettront aussi à profit cette conférence pour réclamer une revalorisation de certaines prestations. Le gouvernement envisage un nouveau geste en faveur des familles ayant encore de grands enfants à charge. Après avoir porté l'âge limite de versement des allocations familiales de dix-huit à dix-neuf ans pour les jeunes ne poursuivant pas d'études, il pourrait le repousser à vingt ans (comme pour les étudiants), au nom de l'égalité entre les familles.

Autre incertitude : les retraites des anciens salariés. En 1993, Edouard Balladur avait décidé de reconduire pour cinq ans l'indexation des pensions sur les prix. Il y a tout à parier que cette indexation sera reconduite, puisque c'est elle qui, pour l'essentiel, permettra à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés d'être proche de l'équilibre jusqu'en 2005. Toutefois, deux raisons vont inciter les retraités à demander un effort au gouvernement : le retour de la croissance, dont ils vont réclamer une partie des fruits ; la promesse des socialistes lors de la campagne des législatives d'aligner les pensions de la « Sécu » sur les salaires nets, une mesure que Lionel Jospin s'était cependant bien gardé de reprendre dans sa déclaration de politique générale.

PRÉCÉDENT ÉQUILIBRE EN 1989

De son côté, le patronat va demander une baisse des cotisations d'accident du travail, cette branche étant excédentaire de 1,4 milliard en 1998. Enfin, la maîtrise des dépenses d'assurance-maladie n'est jamais assurée. Celles-ci ont été assez bien tenues en 1997, mais des incertitudes planent encore pour 1998 et surtout pour 1999. L'accord salarial dans la fonction publique fera sentir son plein effet l'an prochain sur les budgets hospitaliers. Sur le front de la médecine libérale, le Conseil d'Etat pourrait, dans les semaines qui viennent, casser l'arrêté du gouvernement agréant les conventions médicales, qui régissent les relations entre les médecins et les caisses d'assurance-maladie. Une telle décision plongerait ce secteur dans une nouvelle zone de turbulences peu propice à une bonne régulation des dépenses.

La commission des comptes se réunira de nouveau en septembre, et elle fera de premières prévisions pour 1999. Il est exclu, en l'état actuel des choses, que le régime des salariés puisse dégager un excédent, comme certains experts du ministère des finances en accréditent l'idée. *« Ces perspectives sont fantaisistes,* explique-t-on au ministère de la solidarité. *Si nous atteignons l'équilibre, ce sera déjà une grande réussite. »* Un équilibre des comptes que le régime général n'a pas connu depuis 1989.

Jean-Michel Bezat

Les contrats de suivi médical en forte hausse

Le nombre d'assurés sociaux ayant conclu un « contrat de suivi médical » avec leur généraliste a doublé en un mois pour passer à 162 571, a annoncé, vendredi 10 mars, la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM). Quatre mois après son lancement, 8 195 généralistes (sur 61 767) ont opté pour le statut de « médecin référent ». Moyennant un forfait de 150 francs par an et par patient, ces praticiens doivent assurer un meilleur suivi médical des assurés, mieux maîtriser leurs prescriptions et appliquer les tarifs conventionnés (115 francs la consultation). De son côté, l'assuré n'a pas à faire l'avance des frais pour la partie prise en charge par la « Sécu ». Au terme d'un accord national signé début avril par la CNAM et la Mutualité française, qui doit faire l'objet d'accords départementaux, cette dispense d'avance de frais sera élargie au ticket modérateur (34,50 francs) pris en charge par les mutuelles.

Les cotisations sont insuffisantes pour la préretraite des médecins

CEUX qui avaient prévenu que le système de préretraite des médecins libéraux – relancé dans le cadre du plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale – est fort coûteux, et en partie non financé, ne s'étaient pas trompés. La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) vient d'établir une estimation qui révèle qu'entre 1997 et 2007 ce dispositif coûtera 7,1 milliards de francs, alors qu'il n'y aura que 4 861 médecins à en profiter.

Le mécanisme d'incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins date de 1988, mais il n'était, alors, ouvert qu'à partir de soixante ans. L'ordonnance d'avril 1996, sur la maîtrise des dépenses de médecine de ville, a prévu un dispositif dans lequel ils peuvent s'arrêter de travailler dès cinquante-six ans s'ils se décidaient en 1997, et à partir de cinquante-sept ans s'ils prennent leur décision en 1998 ou 1999.

De plus, le nouveau dispositif est plus généreux que le précédent. Les bénéficiaires, en attendant l'âge de la retraite, reçoivent une allocation annuelle égale à la moyenne de leurs revenus des trois dernières années, sous un plafond (250 000 francs s'ils cessent leurs activités dès cinquante-sept ans, par exemple, 180 000 francs s'ils partent à soixante ans). Cela ne leur interdit pas d'exercer une activité salariée sans toutefois avoir le droit de prescrire.

Dans l'esprit du gouvernement précédent, cette préretraite avait pour objectif de réduire le nombre de prescripteurs, et donc les dépenses d'assurance-maladie, même si une partie de l'activité de ces préretraités se reporte sur leurs confrères. Les pouvoirs publics escomptaient ainsi que le coût de la préretraite pour la collectivité serait moins important que les économies sur les prescriptions ainsi réalisées, et que le solde serait donc positif pour les comptes sociaux. Rien n'est moins sûr.

QUADRUPLEMENT DES RETRAITÉS D'ICI À 2030

Selon la CNAMTS, ce dispositif a attiré 1 515 médecins (dont 861 généralistes), fin décembre 1997, sur un total de 120 000, et en particulier des praticiens ayant une grosse activité. Il est financé par le Fonds de réorientation et de modernisation et de la médecine libérale, également chargé d'aider généralistes et spécialistes à informatiser leurs cabinets. Le Fonds est alimenté par les médecins (1/3) et les caisses d'assurance-maladie (2/3). Or la Caisse nationale, qui avait prévenu que ce dispositif était institué *« à crédit »*, estime aujourd'hui qu'il faudra tripler, voire quadrupler les cotisations à ce fonds pendant quelques années, dont celles des médecins, pour pouvoir payer les allocations. Au premier trimestre, il manquait 70 millions de francs pour verser les prestations, et la CNAMTS a dû puiser dans des crédits d'informatisation des cabinets médicaux non utilisés pour payer les allocations. *« Il en sera sans doute de même au deuxième trimestre »*, explique un responsable.

Au-delà de ce système de préretraite, le problème le plus préoccupant demeure l'avenir même de la Caisse autonome de retraite des médecins de France (CARMF). Selon une étude déjà ancienne (1993) du Centre de sociologie et de démographie médicale, le nombre de médecins retraités devrait quadrupler entre 1990 et 2030. D'ores et déjà, le régime de l'avantage social vieillesse (ASV), qui représente en moyenne 40 % de la pension des médecins, est en difficulté, et la commission des comptes de la Sécurité sociale a fait remarquer, en septembre 1997, que la situation n'est pas en voie d'amélioration.

Le docteur Gérard Maudrux, fondateur de SOS Action-retraite, qui a été élu président de la CARMF en novembre, plaide pour une réforme en profondeur du régime des médecins. Elle ne fera pas l'économie, selon lui, de l'introduction d'une forte dose de capitalisation dans un régime par répartition qui, jusqu'à présent, versait des pensions en général beaucoup plus avantageuses que celles des autres régimes. Cette perspective ne laisse pas d'inquiéter de nombreux médecins, encore attachés à un système par répartition.

J.-M. B.

L'extrême gauche refuse la main tendue de Robert Hue

LENTEMENT, à son rythme, la gauche extrême ou radicale répond à la *« main tendue »* par Robert Hue vendredi 3 avril, lors du conseil national de son parti. Sans empressement, sans enthousiasme, et avec ces tours embarrassés, ces *« oui, mais »* qui cachent des *« non »*, ces propositions renversées qui signent des réflexes presque séculaires : comment refuser une proposition, sans donner l'impression qu'on est responsable de la rupture ? *« Chiche ! Tendons la main au PCF »*, écrit ainsi *Lutte ouvrière*, le 10 avril, après avoir démonté la proposition de Robert Hue.

« Débattre et agir avec les militants du PC, à tous les niveaux, c'est notre souhait. Mais que l'on ne compte pas sur nous pour servir de béquille à une politique toujours plus bancale », répond de son côté Alain Krivine, dans *Rouge*, le 9 avril. *« La réponse est évidente,* estime le porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire. *Nous avons toujours été disponibles pour discuter et débattre, notamment avec le PC. Cela n'est pas notre faute si, après la rencontre de Bercy* [le seul meeting de la gauche, avant les élections législatives, en avril 1996, où il avait été invité], *aucune réponse n'a été donnée à cette disponibilité. Aujourd'hui, il serait souhaitable qu'un accord se réalise entre toutes les forces politiques décidées à appuyer les mobilisations en cours, celles des chômeurs ou des sans-papiers. C'est la proposition que nous ferons au PC, aux Verts comme à LO, à qui nous avons proposé des rencontres. »* La LCR précise que Pierre Blotin, numéro deux du PCF, a d'ores et déjà répondu favorablement à sa demande. Mais le responsable de la LCR, qui doit aussi ménager une minorité très hostile à tout tropisme communiste ou gouvernemental, indique également qu'il est *« hors de question de participer à une quelconque opération, électorale ou non, qui impliquerait un ralliement à la politique de la gauche gouvernementale »*.

« MAUVAISE HUMEUR »

Dans son éditorial, Arlette Laguiller, qui épluche toute l'actualité de la semaine, ne dit mot du sujet. Mais elle indique que *« les fractures que certains voient dans la gauche plurielle »* depuis quelques jours n'augurent aucune entorse dans la solidarité gouvernementale : *« Ce n'est qu'une manifestation de mauvaise humeur liée au peu de place faite au PC, aux Verts et au Mouvement des citoyens dans l'attribution des présidences de région. »*

Signe d'un embarras ? C'est la tendance minoritaire de LO qui, dans la tribune qui lui est réservée chaque semaine dans *Lutte ouvrière*, répond au secrétaire national du Parti communiste. *« L'extrême gauche intéresse le PC. Il n'est pas difficile de deviner pourquoi. Il suffit de rappeler les scores de cette extrême gauche il y a quinze jours, en particulier ceux des liste LO, qui en constituent le gros, mais aussi ceux de la LCR ou d'autres. »* Or, *« au mieux, le PCF va accentuer ou multiplier encore un peu ses réserves tout en maintenant le soutien à Jospin (...). Bien mal en point serait l'extrême gauche qui se contenterait de cela pour base d'alliance avec le PCF, une alliance qui aboutirait au mieux à voir aux prochaines élections européennes le PC faire une place aux organisateurs de l'extrême gauche et aux animateurs du mouvement social »*. Alors, explique l'organisation trotskiste, à l'extrême gauche d'adopter une *« démarche symétrique »*, en proposant *« une politique radicale, antipatronale et antigouvernementale »*... Débat enterré ?

M. Giscard d'Estaing et M. Lang pour un référendum institutionnel

LANCÉ par Jacques Chirac, au lendemain des élections régionales et cantonales, le débat sur la modernisation de la vie politique se poursuit entre la gauche et la droite. Dans un entretien accordé au *Journal du dimanche* du 12 avril, l'ancien ministre de la culture, Jack Lang, qui fut chargé d'animer, en 1996, la convention nationale du PS sur les « acteurs de la démocratie », estime qu'*« aujourd'hui une chance historique se présente (...). Les deux familles de pensée, la droite et la gauche, peuvent se rejoindre pour refonder la maison commune, notre République »*.

« Changer de République, non. Changer la République, oui. Un changement profond et pas seulement un ravaudage ou un ripolinage », ajoute M. Lang, qui souhaite voir *« les citoyens au cœur de ce changement »*. *« Les réformes doivent partir de la double volonté de mieux faire participer les citoyens à la vie publique et de protéger plus efficacement leurs droits individuels et collectifs »*. Pour *« donner la parole aux citoyens »*, l'ancien ministre socialiste propose trois réformes : *« D'abord, supprimer radicalement le cumul des mandats. Ensuite, généraliser le mode de scrutin municipal à tous les échelons. Enfin, puisque la légitimité, c'est le peuple, il faut (...) que la durée des mandats des élus raccourcisse. »*

M. Lang se déclare également favorable à l'organisation d'un référendum sur le rajeunissement des institutions. *« L'idéal,* observe-t-il, *serait que le premier ministre puisse proposer un plan d'ensemble recevant l'agrément du Président* [de la République] *et que la Constitution soit révisée par le Congrès ou par référendum. » « Ce serait un bonne manière de signifier que l'on est enfin décidé à faire des citoyens les premiers acteurs de la vie publique »*, conclut-il.

« LIEN VISIBLE AVEC L'IDENTITÉ »

L'idée de référendum est également défendue, à droite, par Valéry Giscard d'Estaing qui, dans un entretien accordé au *Figaro Magazine* du vendredi 10 avril, souhaite lui aussi une réforme *« importante »* des institutions. Selon l'ancien président de la République, *« l'adoption immédiate du quinquennat présidentiel, réalisée par référendum »*, serait *« la seule mesure capable de rendre à la Vᵉ République une dynamique tournée vers l'avenir »*.

Evoquant les consultations des dirigeants des formations *« républicaines »* engagées par Jacques Chirac sur la modernisation de la vie politique, M. Giscard d'Estaing déplore qu'elles réunissent *« ceux qui n'ont pas su anticiper, ou qui avaient refusé les réformes, à de rares exceptions près »*. *« Ce n'est donc pas d'eux que pourra jaillir la solution »*, ajoute-t-il. Très sévère à l'égard de l'actuelle cohabitation et du rôle du chef de l'Etat, le président de la région Auvergne estime que la nouvelle répartition des pouvoirs entre l'Elysée et Matignon s'*« éloigne »* de la Vᵉ République, puisque *« c'est le gouvernement qui conduit la politique »*.

Affirmant que *« le convoi politique français a besoin d'être tiré par une locomotive »*, M. Giscard d'Estaing souligne que la prochaine élection présidentielle se jouera sur la personnalité qui saura incarner la *« modernité complétée par un lien visible avec l'identité »*, seul moyen, selon lui, de corriger *« le dérèglement de cette partie de l'électorat qui s'est tournée vers l'extrême droite »*. *« Il faudra que ce soit un homme du futur et de grand talent »*, déclare-t-il, avant de préciser : *« A l'évidence, cette voie de la modernisation n'est actuellement incarnée par personne. »*

FINANCEMENT En vérifiant les comptes du parti d'extrême droite Deutsche Volksunion (DVU), le Bundestag, la Chambre basse du Parlement allemand, a découvert un don de 1 million de francs déclaré comme émanant d'un Français. Bien que la loi impose la transparence des dons supérieurs à 68 000 francs, l'adresse donnée était fausse. ● RETROUVÉ PAR *Le Monde*, cet homme dément avoir effectué un tel don. Agé de quatre-vingt-dix ans, ce marquis est un ancien militaire de carrière qui a fait la connaissance du chef de file de la DVU dans les années 60-70. ● DEPUIS QUE LE BUNDESTAG tente de faire la lumière sur l'origine de cette somme, le vieil homme a été contacté à plusieurs reprises par la DVU. Dans une lettre datée du 5 mars, l'un des responsables lui demande de ne donner *« aucun renseignement sur cette affaire ».*

Le mystérieux don d'un marquis français à un parti d'extrême droite allemand

A la suite d'un contrôle du Bundestag, la DVU affirme qu'un Français lui a versé 1 million de francs, mais refuse de donner son identité. Retrouvé par « Le Monde », cet ancien militaire âgé de quatre-vingt-dix ans conteste avoir effectué un tel don

AU DÉBUT de l'année, les services du Bundestag, la chambre basse du Parlement allemand, ont été intrigués par une somme de 275 000 marks – environ un million de francs – perçue en 1995 par une formation d'extrême droite, la Deutsche Volksunion (DVU). Le donateur, dont l'identité n'était pas dévoilée, était présenté comme un citoyen français, sympathisant des thèses mettant en cause le génocide des juifs par les nazis. Or la loi allemande sur le financement des partis politiques exige que le nom et l'adresse du donateur soient spécifiés lorsque le donc dépasse 68 000 francs.

Contrainte de donner l'identité de son ami français, la DVU avait alors indiqué qu'il résidait dans un hôtel de Villingen, dans la région du Bade-Wurtemberg. Surprise des services du Bundestag : cet établissement avait cessé ses activités en 1995. Sommée de fournir le nom et l'adresse permanente de son sympathisant, la DVU avait alors confié que cette personne serait en danger de mort si de telles informations étaient rendues publiques. A l'appui de ses craintes, le parti avait produit un dossier censé prouver que toute personne suspectée de négationnisme en France courait de graves dangers face aux milieux antifascistes.

Le mystérieux « donateur » est en réalité un homme de quatre-vingt-dix ans, issu d'une grande famille de la noblesse française, qui demeure dans une maison de retraite où nous avons pu le rencontrer, jeudi 9 avril. Même si sa mémoire connaît quelques défaillances, il se montre catégorique : jamais il n'a offert un million de francs à ce parti allemand. *« J'ai donné un peu d'argent, mais certainement pas une telle somme »*, affirme-t-il, niant par ailleurs être un négationniste.

Pour en avoir le cœur net, ses deux fils – dont un magistrat – ont consulté les relevés de son compte en banque principal. Ils certifient n'avoir trouvé aucune trace d'un tel don. A la demande de la famille, le mandataire de justice chargé de contrôler les actes du vieil homme, examine actuellement d'autres pièces comptables, portant sur un compte monégasque. *« Cela m'étonnerait qu'il trouve quoi que ce soit,* précise l'un des fils, *car mon père ne dispose pas d'une somme pareille... Je me demande où la DVU est allée chercher cette histoire. »*

Ce don serait-il donc encore plus *« sulfureux »* qu'il n'y paraissait ? En avançant le nom du vieil homme, la DVU aurait-elle cherché à « protéger » d'autres sympathisants, français ou allemands, soucieux de préserver leur anonymat ? Une partie du mystère – mais une partie seulement – réside dans la personnalité du « donateur » en question, marquis de son état.

« DES IDÉES BIZARRES »

Déroutant personnage que cet ancien élève de Saint-Cyr devenu militaire de carrière (capitaine) puis cadre dans une banque parisienne. Il a certes fréquenté les milieux négationnistes – en particulier le responsable de la librairie La Vieille Taupe, Pierre Guillaume, dont il connaissait la famille –, mais sans avoir pour autant un véritable engagement militant. *« Je n'ai jamais eu la carte d'un parti quelconque,* insiste-t-il, *que ce soit le RPR, l'UDF ou le FN. J'admirais beaucoup Mitterrand et j'ai voté Jospin à la dernière présidentielle. »* *« Vous savez,* poursuit l'un de ses fils, *mon père est gentil et émotif, mais il a des idées bizarres... Il se dit parfois bonapartiste ! Sa sympathie pour les Allemands relève moins de l'idéologie que de l'esprit de contradiction, le besoin de ne pas faire comme tout le monde. Les autres membres de la famille ne pensent pas comme lui. »*



La *« sympathie »* pour le peuple allemand et ses *« souffrances »* lui est venue durant la seconde guerre mondiale, du temps où il était prisonnier, près de Dresde. Il affirme avoir été été *« violemment heurté »* par les conséquences du conflit sur la population locale. Par la suite, dans les années 60-70, il est souvent retourné en vacances dans ce pays, avec son épouse et ses enfants. La famille séjournait dans la région de Villingen, au sud de la Forêt-Noire. Parallèlement, il avait fait la connaissance du chef de file de la Deutsche Volksunion, le docteur Gerhard Frey. Séduit par certaines thèses nationalistes, il est devenu un fidèle lecteur du journal de la DVU, *le Deutsche National und Soldatenzeitung. « A cette époque,* admet l'un de ses fils, *il n'est pas impossible qu'il ait fait un ou plusieurs dons, mais certainement pas un million de francs. »*

Il semble, en fait, que le marquis disposait autrefois d'un compte en Allemagne, lequel ne servait qu'aux dépenses liées aux vacances. *« Un jour,* raconte-t-il, *j'ai décidé de m'en débarrasser car nous n'allions plus en Allemagne. J'ai dit à la banque de tout donner au docteur Frey. Il n'y avait pas beaucoup d'argent. Un million de francs, c'est impossible ! Je ne savais pas qu'il allait l'utiliser pour un parti politique. »*

Reste à savoir pourquoi la DVU affirme avoir bénéficié de sa générosité, à hauteur de 275 000 marks, si tel n'est pas le cas. Faut-il voir dans le démenti du vieil homme l'explication de la réticence initiale des Allemands à fournir des détails au Bundestag ? A ce stade, rien ne prouve qu'il s'agisse d'une manœuvre visant à l'utiliser en « prête-nom », mais les services du Parlement vont sans doute interroger les responsables de la DVU à ce propos.

Le fils du docteur Frey, lui-même cadre du parti et avocat de profession, a refusé de répondre à nos questions. Selon les proches du donateur, il serait néanmoins intervenu à plusieurs reprises, et de manière insistante, pour les inviter à la discrétion – voire au *« silence »* – sur cette affaire. *« Avec le recul,* explique l'un des fils du vieil homme, *il nous revient des éléments troublants. Je ne comprends pas pourquoi ces gens-là se sont tant intéressés à mon père. Au printemps dernier, le fils Frey était venu à Paris pour lui suggérer d'écrire un article de souvenirs dans le journal du parti. Ensuite, à Noël, il lui a envoyé un petit tonneau de bière bavaroise. Après le premier article du* Monde *sur l'histoire du million* [le 4 février], *ce monsieur a téléphoné à ma mère en lui demandant de ne rien dire si elle était interrogée au sujet de la DVU. Et puis, en février, il s'est déplacé à Paris sans nous prévenir, réussissant à pénétrer dans la maison de retraite pour voir mon père. »*

Le fils Frey ne s'est pas contenté d'apporter un autre tonneau de bière. *« Ce monsieur était fort aimable,* raconte le vieil homme d'une voix fatiguée. *Il m'a juste demandé de signer un papier où je reconnaissais avoir donné de l'argent. Si j'ai signé ? Bien sûr ! Vous savez, je n'avais pas la force de résister parce qu'il avait fait un long voyage depuis Munich pour venir me voir. »* Le « donateur » n'a pas eu copie de ce document, mais son visiteur lui a indiqué le nom d'un avocat français disposé à le conseiller en cas de *« problèmes juridiques et fiscaux »*. Cet avocat, Eric Delcroix, est une personnalité en vue de l'extrême droite française. Connu pour ses écrits dans diverses revues révisionnistes, il a notamment défendu l'historien Robert Faurisson. Interrogé par *Le Monde*, Mᵉ Delcroix s'est refusé à tout commentaire, en invoquant le *« secret professionnel »*.

La DVU ne ménage donc pas ses efforts pour préserver son « donateur ». Le fils Frey lui a même adressé une lettre, le 5 mars, dans laquelle il écrit, dans un français hésitant : *« A mon opinion, il est très important de ne donner aucun renseignement concernant cette affaire – n'importe qui vous demande. Je vous prie très poliment de me tenir au courant. »* En conclusion, M. Frey signale qu'il vient d'être papa d'un petit garçon, né le 21 février : *« Il est très joli et vif – et il est sain. »*

Philippe Broussard

La DVU, l'extrême droite revancharde d'outre-Rhin

LA DEUTSCHE VOLKSUNION Union du peuple allemand, (DVU) est l'un des trois partis principaux de l'extrême droite allemande, avec les Républicains de Franz Schönhuber et le Parti national-démocrate (NPD). La DVU s'est constituée en parti politique dans les années 70 à partir de la mouvance gravitant autour de Gerhard Frey, un éditeur fortuné de Munich. Au lendemain de la défaite du nazisme, il avait obtenu des autorités d'occupation américaines la licence de publication d'un quotidien destiné aux cadres démobilisés de la Wehrmacht, le *Deutsche National und Soldatenzeitung.*

Le souhait de l'occupant était à l'époque de ramener vers un nationalisme « convenable » des militaires imprégnés de l'idéologie nazie. La guerre froide aidant, ce journal, sous couvert d'anticommunisme virulent, remettait en cause l'annexion par la Pologne et l'URSS de territoires du Reich d'où les Allemands de souche avaient été expulsés.

IDÉES XÉNOPHOBES

A la fin du régime d'occupation, le journal se fit de plus en plus ouvertement le relais des théories négationnistes du génocide des juifs, jusqu'à ce qu'une législation ad hoc le contraigne à plus de prudence. A cette idéologie « revancharde », visant la reconquête des territoires perdus à l'Est s'ajoute aujourd'hui la diffusion d'idées xénophobes incitant au rejet des immigrés et des demandeurs d'asile.

Créditée de quelque deux mille militants, la DVU est surtout implantée électoralement dans le nord de l'Allemagne, à Brême, Hambourg ou dans le Schleswig-Holstein, où elle compte quelques élus locaux. Dans le Sud et le Sud-Ouest de l'Allemagne, le créneau de l'extrême droite électorale est principalement occupé par les Républicains, en raison de la notoriété de son leader, l'ancien Waffen-SS Franz Schönhuber, qui fut longtemps un animateur vedette de la télévision bavaroise. Aucun parti d'extrême droite n'est pour l'heure parvenu à franchir la barre des 5 % des suffrages à l'échelle nationale qui lui permettrait d'obtenir des sièges au Bundestag.

Luc Rosenzweig

CORRESPONDANCE

Une lettre de la revue « Golias »

A la suite de la publication d'un point de vue dans nos éditions du 26 février et d'un article nécrologique dans celles du 12 mars, qui tous deux mettaient en cause la revue Golias, *nous avons reçu de son directeur, Christian Terras, la mise au point suivante :*

La publication du texte de Philippe Warnier (*Le Monde* du 26 février), en réponse à notre tribune du 13 février sur l'association Croyances et Libertés, appelle au moins deux remarques :

1) J'ai toujours préféré les vrais débats d'idées, mais la réponse de Philippe Warnier débute par des offenses et des injures qui n'honorent ni le directeur de la revue *Prier*, ni le diacre qu'il est.

2) La compétence de Philippe Warnier en matière de droit et son honnêteté intellectuelle sont singulièrement éclairées par son retour sur la chose jugée. Le jugement du tribunal de grande instance de Lyon du 11 septembre 1996, statuant sur ce que Philippe Warnier qualifie d'*« enquêtes bidon »* et qu'il prétend avoir été *« justement stigmatisées par Reporters sans frontières en ce qui concerne l'affaire rwandaise »*, a précisément débouté Reporters sans frontières et l'abbé André Sibomana qui poursuivaient *Golias* en justice.

D'autre part, *Le Monde* du 12 mars publie la nécrologie de l'abbé Sibomana. Pourquoi faire de ce décès l'occasion de relancer une polémique dont le sujet est désormais absent ? Pourquoi faut-il s'en prendre de manière aussi hostile à la revue *Golias* dont l'enquête serait, d'après l'article, *« un tissu de mensonges »* ? Et ce, là aussi, au risque de revenir sur la chose jugée...

Faut-il rappeler, en outre, que si André Sibomana a *« été éloigné de la direction de son journal »*, c'est suite à une décision prise par les responsables de l'Eglise du Rwanda dont plusieurs réclamaient son départ depuis deux ans. Il en est de même pour le Vatican qui n'a pas souhaité sa promotion à l'épiscopat après l'exercice de sa charge d'administrateur apostolique du diocèse de Kabgayi.

Alors, *Golias* sous influence d'African Rights ? Pour affirmer cela, il faut ignorer que cette ONG britannique n'a jamais parlé, dans ses différents rapports, de l'abbé Sibomana et que *Golias*, en toute indépendance, a passé plusieurs semaines au Rwanda pour réaliser son enquête sur ce prêtre rwandais.

Les médecins à diplôme étranger craignent pour leur statut

Ils jugent insuffisantes les propositions d'intégration du rapport Amiel

LA CRÉATION, par une loi du 4 février 1995, du statut de praticien adjoint contractuel (PAC) pour les médecins titulaires d'un diplôme étranger (hors Union européenne) se révèle un véritable casse-tête.

Adopté dans le souci – louable – de régulariser la situation des quelque 7 000 médecins diplômés à l'étranger employés dans les hôpitaux publics, souvent aux tâches les plus ingrates et avec des statuts sous-payés d'« attachés-associés » ou de « faisant-fonction d'interne », le PAC est devenu un instrument d'exclusion. Depuis le vote de la loi de 1995, deux séries d'épreuves d'aptitude obligatoires ont été organisées : en 1996, sur 4 254 inscrits, 1 036 praticiens ont décroché le PAC et en 1997, sur 3 277 candidats inscrits, 913 ont réussi.

Une commission officielle installée en septembre 1997 et présidée par le professeur Michel Amiel (CHU de Lyon) vient de remettre plusieurs propositions à Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, qui visent à corriger les injustices nées de la création du PAC et qui pourraient, à terme, déboucher sur sa suppression.

« De façon unanime, la commission souhaite que ce statut soit considéré comme un statut en voie d'extinction », prévient le rapport, qui prévoit qu'*« une déflation trop importante ou trop brutale de ces médecins à diplôme étranger pourrait mettre en péril le bon fonctionnement de certains hôpitaux ».*

La commission souhaite d'abord voir modifier la loi du 4 février 1995 dans le sens d'un assouplissement des conditions de candidature au PAC – trois ans d'exercice dans le service public hospitalier suffiraient. Les experts proposent de porter la durée possible d'interruption d'exercice à un an et de mentionner que les périodes de formation *« ne sont pas interruptives »* des fonctions. Cette réforme concernerait, selon le docteur Mohamed Ettahiri, président du Comité des médecins à diplôme étranger (CMDE), *« 300 à 500 personnes qui n'étaient pas en fonction au moment de la parution de la loi ».*

« PASSERELLE »

Pour les titulaires du PAC, la commission recommande *« une série de mesures incitatives pour les intégrer progressivement, et s'ils le souhaitent, dans le droit commun »*. Le 24 février, en réponse à une question du sénateur socialiste de Loire-Atlantique, François Autain, M. Kouchner s'était déclaré *« persuadé (...) que la filière (...) n'a de sens que si elle représente une passerelle vers le statut habituel de praticien hospitalier »*. La commission Amiel prévoit à cet égard de *« pouvoir leur accorder le droit de plein exercice de la médecine générale (...) après trois ans minimum de fonctions au titre de PAC et sous la condition suivante : avis motivé de la commission médicale d'établissement et avis favorable de la commission de spécialistes interrégionale compétente ».*

Une fois cette autorisation de plein exercice acquise – 70 autorisations ministérielles de ce type ont été délivrées en 1995 –, les PAC qui justifieront de six ans d'activité à temps plein pourront se présenter au concours de praticien hospitalier (PH).

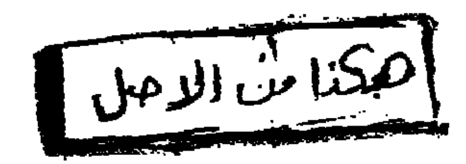
Le président du CMDE juge ces propositions *« complexes et manquant de réalisme »*. *« Nous sommes d'accord pour un passage sur dossier, avec un entretien éventuel mais pas pour repasser un examen !*, nous a-t-il expliqué. *2 400 dossiers sont en attente devant la commission d'autorisation d'exercice. Les prétendants ont déjà passé les épreuves obligatoires du certificat de synthèse clinique et thérapeutique et certains attendent une réponse depuis dix ans. Enfin, en exigeant six années d'activité, la commission Amiel semble avoir oublié l'âge limite pour le concours de praticien hospitalier, qui est de quarante-cinq ans, alors que notre moyenne d'âge est de quarante ans ! Cette prétendue passerelle est en réalité une impasse. »*

Le docteur Ettahiri s'inquiète par-dessus tout que les experts n'aient pas évoqué l'alinéa de la loi qui interdit, à compter du 1er janvier 1999, tout recrutement de médecin à diplôme étranger par les établissements hospitaliers. *« Il faut supprimer cette disposition »*, assure-t-il.

De leur côté, les membres du collectif national des médecins à titre extra Union européenne (Metek) ont estimé que le rapport Amiel proposait *« une prolifération d'autres examens et d'autorisations virtuelles »* et dénoncé le fait que *« M. Kouchner persiste à vouloir appliquer une politique de préférence nationale et de "désintégration" des immigrés ».*

Dans l'entourage du secrétaire d'Etat à la santé, on indique qu'un décret visant à favoriser les échanges universitaires de médecins va paraître *« dans les prochains jours »* et on précise que M. Kouchner *« souhaite revaloriser le statut de PAC »* pour *« qu'il puisse déboucher sur une carrière hospitalière ».*

Laurence Folléa



Des sans-papiers reçoivent le parrainage de cinéastes à la mairie de Saint-Denis

Les artistes ont promis de soutenir leurs « filleuls » dans leurs démarches

Quarante-cinq réalisateurs, qui avaient signé dans *Le Monde* un appel pour la régularisation de tous les sans-papiers qui en ont fait la demande, ont participé, samedi 11 avril, à une cérémonie de parrainage d'étrangers menacés de reconduite à la frontière. *« Nous nous sentons responsables de l'état de ce pays et de comment on y vit à côté des autres »*, a souligné la réalisatrice Pascale Ferran.

COMME ils l'avaient annoncé dans un texte signés par cent trent-trois d'entre eux (*Le Monde* du 8 avril), les cinéastes mobilisés contre la loi Chevènement et pour une régularisation massive des sans-papiers ont organisé des parrainages d'étrangers menacés de reconduite à la frontière. Samedi 11 avril, la « cérémonie », imitant pour partie celle d'un mariage civil, a eu lieu à la suite d'une conférence de presse, à la mairie de Saint-Denis. Les artistes ont promis de soutenir leurs filleuls dans leurs démarches administratives, et, plus généralement, de les aider à vivre *« de plein droit dans la cité »*.

Réalisateurs, membres des collectifs de sans-papiers, représentants des associations qui les défendent et journalistes occupaient dans un désordre bon enfant la grande salle de l'hôtel de ville. La séance débuta pourtant par un curieux incident opposant pétitionnaires et gens de médias. Pour ne pas mettre en danger les « illégaux » qu'ils protègent, les cinéastes avaient prévu de ne pas s'afficher devant les caméras en leur compagnie.

« REPLÂTRAGE FURTIF »

Cette décision a suscité le mécontentement des photographes et caméramans, qui ont menacé de quitter la salle illico. Trois réalisateurs, Robert Guédiguian, Cédric Klapisch et Romain Goupil, ont finalement décidé de se montrer en compagnie de leurs filleuls respectifs, ceux-ci ayant au préalable donné leur accord. En toute autre circonstance, l'incident aurait seulement confirmé l'usuelle indélicatesse des « médias d'image », prêts à mettre en péril ceux qu'ils montrent pour réussir un coup... En l'occurrence, s'agissant de cinéastes, l'affaire démontrait aussi une singulière incapacité à mettre en scène le parrainage afin qu'il soit à la fois sans danger pour les sans-papiers et correspondant aux besoins des médias, alors même que la cérémonie avait été délibérément conçue comme une opération médiatique, par des gens dont la mise en scène est le métier.

Une fois la solution des trois parrains symboliques trouvée, Pascale Ferran a lu le texte signé par les réalisateurs intitulé « Pourquoi un tel acharnement répressif ? » et rappelé le processus qui a mené à sa rédaction : mobilisation contre les lois Pasqua-Debré de février 1997, promesses électorales du PS lors des législatives de juin, puis recul du gouvernement Jospin lors de l'élaboration de la circulaire de régularisation et du projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers... *« Depuis l'automne, on nous traite d'irresponsables parce que nous continuons de demander ce qui était considéré comme raisonnable six mois auparavant,* a lancé la cinéaste. *Nous nous sentons au contraire responsables : responsables de l'état de ce pays, et de comment on y vit à côté des autres gens. »*

Faisant référence au choix du gouvernement de privilégier les familles dans l'opération de régularisation, Aminata Diane, porte-parole des sans-papiers, a souligné, de son côté, que *« grâce à M. Chevènement, on avait découvert qu'en France être célibataire pouvait être un délit grave, entraînant la peine d'expulsion »*. Claire Denis est revenu sur le comportement du gouvernement en disant refuser un *« replâtrage furtif »* de la situation des immigrés, engendrant de nouvelles injustices.

Patrick Braouezec, député communiste refondateur ayant voté contre le projet de loi Chevènement, et hôte de la cérémonie en tant que maire de Saint-Denis, a ensuite pris la parole. Il a rappelé que la pratique du parrainage n'était pas récente et qu'elle était appellée à se poursuivre. Affirmant que 1 200 opérations de ce type ayant eu lieu dans 28 mairies depuis février 1997, M. Braouezec a souligné cependant *« l'effet cinéastes » : « pour les autres parrainages, il y avait moins de monde »*.

« UNE GAUCHE DE GAUCHE »

Le député-maire a également réfuté la division entre une gauche morale et une gauche réaliste, optant pour la simple renaissance d'une *« gauche de gauche »*, comme l'avait récemment réclamée Pierre Bourdieu (*Le Monde* du 8 avril).

Jean-Luc Benhamias, secrétaire national des Verts, et Jean-Claude Amara, président de l'association Droits devant !, inscrivaient la mobilisation en faveur des sans-papiers dans le cadre d'un refus des *« dérives »* de la majorité et comme la meilleure manière de s'opposer sans compromis aux thèses du Front national. Après quoi, ceint de son écharpe tricolore dans la salle des mariages, Patrick Braouezec pouvait commencer de demander un par un à quarante-cinq réalisateurs s'ils *« acceptaient de parrainer monsieur ou madame... »*, à l'intéressé (e) de dire à son tour « oui » à cette alliance originale, avant d'être remercié (e) par le maire pour avoir ainsi donné l'occasion d'accomplir *« un acte civique et démocratique »*.

Jean-Michel Frodon

Pâques dans les églises occupées

Les messes de Pâques se sont déroulées sans incident, dimanche 12 avril, dans les six églises occupées par des sans-papiers. Dans les églises Saint-André de Bobigny (Seine-Saint-Denis) et Saint-Paul de Nanterre (Hauts-de-Seine), les offices ont été célébrés sous le signe du partage. Des buffets avaient été organisés. Des représentants des sans-papiers ont été invités à s'exprimer. Présence plus discrète à Evry (Essonne), où les occupants ont assisté à l'office sans intervenir. A la cathédrale Notre-Dame de Créteil (Val-de-Marne), les étrangers n'ont pas participé à la messe, mais avaient été invités samedi soir pour la veillée pascale. Discrétion également au centre paroissial d'Argenteuil (Val-d'Oise), où l'occupation d'un local paroissial a commencé samedi 11 avril. *« Pour ne pas perturber l'office et par respect pour leurs amis chrétiens »*, les sans-papiers ont préféré ne pas se montrer en ce jour de fête. Au Havre, où des irréguliers occupent l'église Saint-Pierre depuis le 14 mars, l'évêque, Mgr Michel Saudreau, a plaidé pour *« la plus large régularisation possible »*.

Les agences de voyages lancent une campagne contre le tourisme sexuel

Des brochures seront distribuées en juillet

PLUS DE 300 000 brochures dénonçant le tourisme sexuel impliquant des enfants vont être distribuées en juillet aux voyageurs français, belges, allemands et hollandais par les agences de voyage. L'association Ecpat (End Children Prostitution and Trafficking) est à l'origine de cette initiative relayée en France par l'organisation non gouvernementale Groupe Développement, créée et soutenue par les compagnies aériennes. Des autocollants *« Non au tourisme sexuel avec des enfants »* pourront être placés par les voyageurs sur leurs bagages.

Le Syndicat national des agences de voyage (SNAV), qui rassemble 85 % des professionnels de ce secteur, est partie prenante de cette initiative. *« Il est important,* précise son président, César Balderacchi, *que l'ensemble des professionnels du tourisme soient vigilants. Il est tout aussi nécessaire de rappeler aux touristes les risques qu'ils encourent. »* En France, depuis une loi de 1994, les actes de pédophilie commis à l'étranger peuvent en effet être réprimés en vertu du principe d'extra-territorialité. Le 29 octobre 1997, sept Français ont été condamnés à des peines de cinq à quinze ans de prison par le tribunal correctionnel de Draguignan. C'était la première fois que ce texte était appliqué.

Financée par la Communauté européenne, cette campagne d'information des voyageurs est l'une des trois initiatives prises en France par l'association Ecpat, qui est à l'origine du Congrès sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, organisé à Stockholm en 1996. Parallèlement à cette opération, Ecpat cherche à sensibiliser les professionnels du tourisme par un dossier.

Ce livret leur précise l'ampleur du phénomène : deux millions d'enfants dans le monde sont livrés à la prostitution, dont la moitié en Asie. Si la Thaïlande, les Philippines et l'Inde sont les destinations *« traditionnelles »*, le Cambodge et le Vietnam apparaissent comme de nouveaux pôles d'attraction. Le tourisme sexuel est aussi en développement au Brésil, en République dominicaine et à Cuba. Les pays de l'Est ne sont pas épargnés. La paupérisation de la population laisse apparaître un essor de la prostitution enfantine, notamment en Roumanie et en Russie.

« EXPLOITATION DES ENFANTS »

Pas question cependant, pour le SNAV, de réclamer un boycottage des destinations recherchées par les touristes sexuels. *« Il n'y a pas en France de voyages organisés pour les touristes sexuels, à la différence de ce qui a pu se faire il y a quelques années dans les pays nordiques,* reprend César Balderacchi. *Il n'y a que quelques personnes qui voyagent à titre individuel dans ce but. Nous ne pouvons donc pas bannir certaines destinations sans pénaliser tous les autres touristes qui veulent seulement voyager. »*

Enfin, l'association Ecpat est parvenue à sensibiliser les écoles de tourisme. Le *Bulletin officiel de l'éducation nationale* du 25 décembre 1997 prévoit la *« mise en garde des publics en formation dans les domaines du tourisme sur l'exploitation sexuelle des enfants »*. Les étudiants en BTS tourisme-loisirs et hôtellerie-restauration seront sensibilisés à ce problème par des dossiers pédagogiques remis aux enseignants.

Michèle Aulagnon

DISPARITIONS

Nguyen Co Thach

Le diplomate vietnamien des mauvais jours

GRAND diplomate, Nguyen Co Thach est mort à Hanoï, vendredi 10 avril, à l'âge de soixante-quinze ans. Ministre des affaires étrangères de 1979 à 1991, il avait géré avec brio les dossiers les plus durs de la diplomatie vietnamienne. Le *« renard à deux têtes »*, disait-on de lui dès 1945 quand il commandait, à l'âge de vingt-deux ans, une unité vietminh dans le delta du fleuve Rouge, région dont il est originaire. Pour être un peu forcé, le jugement a dû convenir à de nombreux interlocuteurs de cet homme affable, enjôleur, délaissant la langue de bois mais cédant rarement sur le fond.

Elevé dans le giron communiste, il a été très tôt versé dans la diplomatie : il est consul général en Inde en 1956, à l'âge de trente-trois ans. On le retrouve aux côtés de Le Duc Tho lors des très difficiles négociations de Paris avec Henry Kissinger, au début des années 70. Promu vice-ministre des affaires étrangères en 1973, il est chargé du dossier américain après la victoire communiste de 1975, et c'est lui qui tente, à New York en 1978, un rapprochement avec les Etats-Unis. En vain. A la fin de la même année, avec le soutien de Moscou, l'armée vietnamienne chasse les Khmers rouges du pouvoir et s'installe au Cambodge.

Elu au comité central du PC en 1976 et nommé ministre d'Etat en 1978, il devient le chef de la diplomatie vietnamienne au moment le plus crucial : en raison de l'hostilité occidentale et chinoise à l'intervention vietnamienne, le dossier cambodgien est ingouvernable. Peut-il imposer un repli alors qu'on dit qu'il dispose d'une base étroite au sein du parti ? En 1982, à l'occasion du 5e Congrès du PC, le voilà promu membre suppléant du bureau politique dont il devient, quatre ans plus tard, membre à part entière avec le rang de vice-premier ministre.

A l'âge de soixante-trois ans, faisant figure de jeune dans un club fermé d'anciens, les yeux rieurs sous des cheveux presque blancs, très à l'aise en français et capable de s'exprimer en anglais, l'homme paraît s'épanouir encore davantage. L'ancien élève de Le Duc Tho et l'ancien fidèle de Le Duan est devenu son propre maître et semble promis à d'autres avancements. Mais c'est compter sans la tourmente qui va s'abattre sur les partis communistes frères d'Europe de l'Est. Le Kremlin répond de moins en moins aux appels. Le Vietnam plonge dans l'isolement et doit, du coup, préparer la fin d'une brouille qui s'éternise avec la Chine, dont Thach est la bête noire.

Avocat d'un retrait anticipé du Cambodge – qui se réalise en septembre 1989 alors que les chefs de l'armée comptaient sur un délai supplémentaire de douze mois –, il n'est pas payé de retour. Le règlement cambodgien, en 1991, et la levée de l'embargo économique américain, en 1994, se feront cependant un peu attendre. Entretemps, le chef de la diplomatie vietnamienne passe de très mauvais moments lors des plénums du comité central. Pékin n'en veut pas au sein de la délégation vietnamienne accueillie secrètement en territoire chinois en septembre 1990. Pour les Occidentaux, il est toutefois devenu, au fil des années, l'homme de l'ouverture. Sa marge de manœuvre n'en est que plus limitée au sein d'un PC qui prend l'eau, se sent menacé et, au moins dans un premier temps, se recroqueville sur lui-même. Thach n'a pas le choix : il encaisse et s'aligne.

Il est sacrifié en 1991 sur l'autel de la « normalisation » avec Pékin, abandonnant à d'autres les dividendes d'une diplomatie qui avait permis à son pays de se retirer du bourbier cambodgien et de s'ouvrir sur le monde. Il n'avait jamais refait surface depuis.

Jean-Claude Pomonti

Kim Ki-young

Un cinéaste coréen proche de l'univers de Luis Buñuel

LA NOUVELLE de la mort du cinéaste Kim Ki-young, le 5 février, dans l'incendie de son domicile, à Séoul, n'a été annoncée que tardivement, grâce à la revue de cinéma *101*. Cette même nouvelle, il y a six mois, serait sans doute passée tout aussi inaperçue dans le pays d'origine de Kim Ki-young, la Corée du Sud. Voilà beau temps que la quasi-totalité de ses compatriotes avaient oublié ce réalisateur inclassable qui avait connu une relative notoriété dans les années 60 et 70. Il avait réalisé trente et un films, dont la plupart sont perdus. Le Festival de Pusan avait projeté à l'automne 1997 la presque totalité de son œuvre encore accessible (*Le Monde* daté 26-27 octobre 1997). La Corée redécouvrait ce fils d'un peintre célèbre, qui avait hésité entre une carrière d'ORL et le cinéma et n'avait jusqu'alors jamais reçu confirmation publique de son talent.

Ses films s'intitulent *La Servante* (1960), *La Femme insecte* (1972, le seul montré en Occident du vivant de son auteur, grâce au Festival des trois continents), *La Promesse de la chair* (1975), *Papillon tueur* (1978), *La Femme de feu 82* (1982), *Carnivore* (1984)... On y découvre un créateur obsessionnel, hanté par de troubles histoires de famille et de désir fou, d'adultère, de malédiction et de sang. Construit sur le même canevas, la plupart des scénarios reprennent, dans des tonalités différentes allant du mélodrame au burlesque, du classicisme tragique au fantastique, les motifs de la régression, de l'abandon de soi, de la générosité bafouée par les règles sociales. Sensuelle, impudique, la caméra de Kim creuse l'âme humaine, met au jour les visages des femmes trahies et des blessures inguérissables.

Ce cinéaste des abîmes psychologiques est tout autant témoin impitoyable des compromissions et des injustices sociales imposées, à l'occasion par la terreur, à cette Corée du Sud alors lancée à marche forcée sur le chemin du progrès à l'occidentale et de l'enrichissement matériel. D'une sidérante versatilité, le cinéma de Kim Ki-young s'autorisait des audaces formelles, pulvérisant les frontières du bon et du mauvais goût, forgeant ses partis pris stylistiques dans une tendance à la transgression capable aussi d'une infinie et inattendue tendresse. On songeait aux grands films d'Imamura, et, davantage encore, à Luis Buñuel, le cinéaste dont Kim était assurément le plus proche, y compris par sa dimension religieuse.

A Pusan, sous les applaudissements des festivaliers séduits, ce grand vieillard âgé de soixante-dix-huit ans paraissait le premier surpris de revenir ainsi dans la lumière, mais promettait de se remettre au travail. Le Festival de Berlin l'attendait pour lui rendre le premier hommage occidental d'envergure. Il est mort juste avant l'ouverture de la Berlinale. Le destin venait de lui imposer un sort digne de ses propres films. Ragaillardi, il avait d'abord mis sur pied un projet intitulé *La Légende Arari*, en tandem avec le grand chef-opérateur Jung Il-sun. Mais celui-ci décédait brusquement le 16 janvier. Kim sortait alors de ses tiroirs une nouvelle variation sur son thème fétiche du triangle amoureux parasité par la différence de condition sociale qui devait s'appeler *La Femme méchante*.

Kim Ki-young vivait avec Kim You-bong, son épouse, qui l'avait poussé à continuer à faire du cinéma quand les réactions du public l'incitaient plutôt à se tourner à nouveau vers sa pratique médicale. Ils habitaient une vieille bicoque du quartier de Myungryung-dong, à Séoul. Pour des raisons inexpliquées, dans la nuit du 5 février, à 3 heures, la maison s'est embrasée, et le vieux couple a péri dans les flammes. A Pusan, amusé par les honneurs soudains, Kim répétait, comme une conjuration, ou comme une revanche : *« L'homme doit vivre longtemps. »* Et il riait d'un air triste.

Jean-Michel Frodon

LÉGION D'HONNEUR

André Chandernagor a été promu commandeur

LES NOMINATIONS et promotions de Pâques dans l'ordre de la Légion d'honneur sont parues au *Journal officiel* du dimanche 12 avril.

Sont promus *commandeurs :* Jacques Treffel, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale ; Jean-Marc Erbes, ancien chef de l'inspection générale de l'administration ; Michel Lucas, président de l'Association pour la recherche sur le cancer ; Gilles Martinet, ambassadeur de France ; Fernand Sastre, coprésident du comité d'organisation de la Coupe du monde de football 1998 ; Jean-Jacques Dupeyroux, ancien professeur des universités ; Charles Libman, avocat au barreau de Paris ; Guy Ourisson, professeur honoraire des universités ; Léon Jozeau-Marigné, ancien sénateur, ancien membre du Conseil constitutionnel ; Bertrand Labrusse, président de chambre honoraire à la Cour des comptes ; Jérôme Monod, président du conseil de surveillance de la Lyonnaise des eaux ; Jean Leducq, président de sociétés ; Jacques Hablot, conseiller dans une société ; Léon Rodier, président de l'Association nationale du souvenir de la bataille de Verdun ; Emilie Weisheimer, déportée-résistante ; Bernard Cesari, vice-président d'une société d'études internationales ; Marius Constant, compositeur, chef d'orchestre ; Yves Bétolaud, président honoraire d'une société de protection de la nature ; André Chandernagor, ancien ministre, président honoraire de la Cour des comptes ; Albert Ferrasse, ancien président de la Fédération française de rugby.

Parmi les personnalités promues *officiers*, on relève les noms de Jean-Pierre Aubert, ancien président du CIC ; Pierre Nora et Michel Vovelle, historiens ; Lucien Israël, praticien hospitalier honoraire des hôpitaux ; Mgr Henri Derouet, évêque d'Arras ; Georges Valbon, ancien président du conseil général de la Seine-Saint-Denis ; Philippe Lagayette, inspecteur général des finances, ancien directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ; Jacques Lagardère, directeur de l'Ecole nationale des ponts et chaussées ; Claude Quin, ancien président de la RATP ; Gabriel Garan, homme de théâtre ; Michel Macary, architecte ; Marie-Claire Mendès France ; Jacques Saint-Cricq, président du directoire de *La Nouvelle République du Centre-Ouest* ; Eugène Teisseire, ancien député.

Enfin, dans les nominations comme *chevaliers* figurent notamment Jérôme Jaffré, politologue ; Elisabeth Chojnacka, claveciniste ; Brigitte Lefèvre, directrice de la danse à l'Opéra de Paris ; Nicole Calfan, comédienne ; Françoise Wagener, historienne ; Jacques Attali, conseiller d'Etat ; Joseph Klifa, ancien député ; Pierre-Christian Taittinger, ancien ministre ; Jean Tartier, président de la Fédération protestante de France ; Jean-Paul Bucher, président du groupe Flo ; Jean-Martin Folz, président du directoire du groupe PSA ; Charles Fiterman, ancien ministre ; Jean-Claude Camus, producteur de spectacles ; Jean-Marie Cavada, journaliste, directeur de RFO ; Serge Golovine, professeur à l'école de danse de l'Opéra de Paris ; René Koering, directeur artistique du Festival de Radio-France et de Montpellier ; Paul Kuentz, chef d'orchestre ; Marielle Nordmann, harpiste ; Elisabeth Platel, danseuse étoile à l'Opéra de Paris ; Robert Jarry, maire du Mans ; Pierre Maille, maire de Brest ; Roger Bambuck, ancien secrétaire d'Etat ; Philippe Omnès, directeur technique national d'escrime.

★ **Nous publierons dans nos éditions du mardi 14 avril (daté 15), la liste complète des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur.**

NOMINATIONS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Georges Molinié, professeur de philologie française, a été élu, jeudi 26 mars, président de l'université Paris-Sorbonne (Paris-IV). Il succède à Jean-Pierre Poussou, parvenu au terme de son mandat. **Jean-Louis Gout**, professeur de mathématiques, a été élu, jeudi 2 avril, président de l'université de Pau et des pays de l'Adour, en remplacement de Claude Laugénie.

[Né le 28 décembre 1944 à Cahors (Lot), Georges Molinié, agrégé de lettres, docteur ès lettres, a été nommé assistant à la Sorbonne en 1970. Maître de conférences, puis professeur des universités, il enseigne, de 1979 à 1988 à l'université de Toulouse-Le Mirail, avant d'être nommé de nouveau à l'université Paris-Sorbonne. Directeur de l'UFR de langue française, il est élu, en 1997, vice-président du conseil scientifique de l'établissement. Ancien membre du comité national du CNRS, spécialisé dans les sciences du langage, il a également été chargé de liaison à la mission scientifique et technique du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.]

[Né le 13 mars 1944 à Albi (Tarn), agrégé et docteur d'Etat en mathématiques, Jean-Louis Gout est professeur des universités depuis 1984. Vice-président de l'université de Pau en 1982, il en a été président de 1988 à 1993, avant de prendre la direction de l'Ecole doctorale de mathématiques et de sciences physiques.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Chantal et Christian BUCHER
ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Bérénice, Maria,

le 8 avril 1998, à Strasbourg.

3, rue Brûlée,
67000 Strasbourg.

Décès

– Saint-Etienne.

Sa femme,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles Kaczmarek et Bellet,
font part du décès de

Roger BELLET,

survenu le 9 avril 1998.

Les obsèques civiles auront lieu le mercredi 15 avril, à 11 h 30, au crématorium de la Guillotière, à Lyon.

Ni fleurs ni couronnes.

La famille ne recevra pas de condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Raimond Castaing,
son épouse,

M. et Mme Bernard Castaing
et leurs enfants,
M. Pierre Castaing
et sa fille,
M. et Mme Daniel Maudinet
et leurs enfants,
Ses enfants et petits-enfants,

Les familles Gadrat, Cazenave, Rey,
Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raimond CASTAING,
professeur émérite
de l'université Paris-Sud,
membre de l'Académie des sciences,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 10 avril 1998, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée mercredi 15 avril, à 10 h 30, à la cathédrale Saint-Pierre de Condom (Gers).

64 *bis*, avenue Paul-Langevin,
92260 Fontenay-aux-Roses.
33, rue Dutoya,
32100 Condom.

– Bernard Jubard, président du groupe de recherches et d'essais cinématographiques,
François Barat, délégué général du GREC,
Les membres du conseil d'administration,
Et tous les sociétaires,
ont la tristesse d'apprendre le décès de

Anatole DAUMAN,
membre fondateur
du GREC.
(*Le Monde* du 10 avril.)

Anniversaires

– Aujourd'hui,

Benjamin FOLLIN,
13 avril 1970 - 7 mars 1993,

si près, si près.

« C'est les oiseaux,
jamais les balles, qu'on arrête
en plein vol. »

Anniversaires de décès

– 14 avril 1998.

En ce dixième anniversaire de sa mort, nous vous rappelons le souvenir de

Jean-Claude MARTINET,
historien de la Résistance
dans la Nièvre,
maire d'Urzy.

21, quai Clemenceau,
58400 La Charité-sur-Loire.

– Il y a un an, le 14 avril 1997, disparaissait

Paul POUJOL,
directeur honoraire de la CCIP.

Sa femme,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
demandent à ceux qui l'ont connu et aimé de lui accorder une pensée fidèle.

– Le 14 avril 1997,

Antoine SAINT-JOANIS,
inspecteur honoraire
de l'éducation nationale,

nous quittait.

Pour cet anniversaire, que ceux qui l'ont connu se souviennent.

Affectueuses pensées de la part de
Isabelle et Roger Roche,
Agnès et Alain Delaunay,
leurs enfants, Manon et Antoine,
Sophie Roche, Alain Dumont
et leur fils Lucas,
Ludovic et Sabrina Roche,
Laurence Roche.



Chandernagor
mu commandeur

La difficile éradication des coca-dollars



Pendant douze ans, les comités de défense civile de la vallée d'Apurimac-Ene, au Pérou, ont combattu le Sentier lumineux. Mais la « mamita coca » est un ennemi autrement coriace, qui résiste aux programmes d'aide au développement alternatif

ANTONIO CARDENAS est l'antiportrait de Rambo. Miné par la tuberculose, cet homme vit dans le plus complet dénuement, comme tous les *cocaleros* (les producteurs de coca) de Pichihuillca. Il est pourtant l'un des héros de la guerre contre les maoïstes du Parti communiste péruvien-Sentier lumineux (PCP-SL), qui a duré douze ans, entre 1983 et 1995, dans cette vallée de l'Apurimac-Ene (VRAE), située au cœur du pays. Cardenas était alors le président des comités de défense civile antisubversive, les redoutables « Decas ».

Pris dans le feu croisé entre le PCP-SL et l'armée, lui et ses hommes ont dû abandonner leurs champs de café, de cacao, de sésame et d'arbres fruitiers. Ils se sont regroupés en hameaux pour mieux se défendre. Et ils se sont mis à la coca, qui pousse comme du chiendent, sèche sur un simple bout de plastique, avant d'être emportée sur place par les factotums des trafiquants de drogue.

Au début des années 80, la coca rapportait dix fois plus que n'importe quelle autre culture. Grâce aux coca-dollars, les Decas remplacèrent leurs armes à feu, fabriquées chez eux avec de simples tuyaux, par de vrais fusils. Ils achetèrent des munitions, des bottes et de la nourriture. Ils financèrent aussi leurs expéditions, qui les entraînaient, parfois des mois durant, à la poursuite des sentiéristes réfugiés dans la brousse de l'Ene ou dans les grottes de l'altiplano d'Ayacucho. A l'époque, le gouvernement fermait les yeux sur l'alliance entre Decas-*cocaleros* et « narcos » : les Decas, chair à canon de cette sale guerre, réussissaient là où l'armée avait baissé les bras.

Mauro Canales fut recruté et entraîné pour organiser les Decas. Il est devenu le *« comando Sombra »* (l'ombre), le chef militaire, bras droit de Cardenas. *« Pour lutter contre l'ennemi*, explique "Sombra", *nous avons embrigadé toute la vallée. Cela nous a coûté beaucoup d'argent et de sang.* » Vers la fin de 1991, les trois cents comités de défense civile avaient repris le contrôle de la région basse. *« En mai, avec deux mille hommes, nous avions peigné les deux rives de l'Ene,* ajoute "Sombra", *libérant des centaines d'indigènes ashaninkas réduits à l'esclavage.* » Les Decas harcelaient alors les deux bastions du PCP-SL, situés dans les montagnes de Sello de Oro et de Vizcatan, à plus de 3 000 mètres d'altitude. En octobre 1993, près de deux cents membres du comité populaire de Sello de Oro capitulèrent après avoir assassiné leurs chefs. En août 1994, la base de Vizcatan tomba à son tour. Dans sa fuite, Oscar Ramirez Durand, dit *« Feliciano »*, ou « le boiteux », le successeur d'Abimaël Guzman – fondateur du PCP-SL, emprisonné depuis 1992 –, perdit sa canne surmontée d'un petit fanion brodé au point de croix. Ce trophée est exhibé aujourd'hui au QG de Pichari, la principale base militaire de la vallée.

Mais le repos des guerriers fut escamoté. En mars 1995, les prix de la coca se sont effondrés. L'arrobe (11,5 kilos), qui se vendait à 150 soles (environ 300 francs), est tombée à 7 soles. Une banqueroute s'ensuivit, puisque la presque totalité de l'activité économique de cette zone reposait sur les coca-dollars. Au lieu de faire pousser du maïs pour alimenter leurs basses-cours, les agriculteurs achetaient, à des prix faramineux, des poulets rôtis dans le port fluvial de San Francisco, et aussi des nouilles, du pain, des conserves. La terre, appauvrie par la monoculture de la coca, avait besoin de repos et d'engrais pour redevenir fertile.

Près de deux cent mille hectares de forêt avaient été détruits. Aujourd'hui, on n'y trouve plus ni gibier ni oiseaux, et de moins en moins de bois pour cuire les aliments. Les poissons ont disparu des fleuves, à cause de la contamination produite par les acides nécessaires à la fabrication de la drogue. Le boom de la coca n'a profité qu'aux trafiquants et aux commerçants : la malnutrition et la tuberculose sévissent dans la région. La « queue de mule », une mauvaise herbe d'un mètre de haut, coiffée d'un plumet gris argenté, a alors envahi la moitié des champs de coca. Mais, en 1997, les prix ont de nouveau grimpé pour atteindre 30 soles. Certains monoproducteurs ont désherbé et fumigé leurs plants pour que resurgisse la *« mamita coca »*, la petite mère coca. *« Nous n'avions pas un sou pour acheter du sel,* explique Cardenas. *Le besoin nous a obligés à nous y remettre... Tout le monde nous a tourné le dos dès que nous avons expulsé le Sentier lumineux. Pas de pension pour les veuves, pas d'aide pour les orphelins ! La population a raison d'être en colère. C'est très grave.* » Très grave, parce que les Decas ne se sont pas démobilisés (en 1996, ils ont menacé de retourner leurs armes contre le gouvernement) ; parce que « Feliciano » a pu réorganiser ses troupes, qui hantent à nouveau Vizcatan, Sello de Oro et la rive gauche de l'Ene ; et parce que les trafiquants de drogue réapparaissent de façon sporadique.

PICHIHUILLCA, la « capitale de la pacification », a été parallèlement la « chasse gardée » des trafiquants, comme ses voisines de Palmapampa et de Santa Rosa. *« Il ne faut pas l'oublier,* commente le commandant Luis Rojas, chef de la base militaire de Pichari, *il n'y pas si longtemps encore, il nous fallait presque un sauf-conduit pour rentrer dans cette région. Maintenant, il faudrait donner le bon Dieu sans confession.* » Le commandant est aussi le président du comité de développement de la VRAE, chargé de coordonner avec toutes les institutions – Decas et syndicat des *cocaleros* compris – l'essor de la vallée. Tout ne marche pas aussi bien qu'il le voudrait : le centralisme et la bureaucratie étouffent de nombreuses initiatives, et la rivalité entre les diverses organisations disperse les efforts. Néanmoins, il parle avec une conviction contagieuse de l'énorme potentiel agricole de la vallée et ne tarit pas d'éloges sur les progrès visibles du programme de développement alternatif (PDA) à l'économie de la coca.

Ce programme ne prétend pas arracher les plantations de coca, ou les détruire avec des insecticides, comme c'est le cas en Bolivie et en Colombie, les deux autres pays andins producteurs de coca. Au Pérou, il s'agit d'inciter les *cocaleros à abandonner la coca, à diversifier* les cultures et à les associer à l'élevage, à l'apiculture. Intégrer la vallée au reste du pays oblige à réaliser d'énormes travaux d'infrastructure – routes, ponts, centrales hydroélectriques – et à installer les services essentiels – électricité, eau potable, tout-à-l'égout –, à construire écoles et dispensaires... Une entreprise titanesque, dans laquelle l'Etat péruvien, en association avec l'Agence internationale pour le développement (AID), a investi plus de 5 millions de dollars. L'Allemagne, par le biais du Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (Pnucid), et le Canada se sont attaqués à la production alternative. *«Le Pérou est soi-disant le pionnier du développement alternatif,* assure le secrétaire général de la fédération des agriculteurs de la VRAE, Francisco Barrantes, mieux connu sous son nom de guerre, « Pachin ». *Mais l'aide est concentrée près de la route ou du fleuve. Pas sur les flancs de la montagne, là où se trouve la coca.* » Cardenas renchérit : *« Le développement alternatif, à Pichihuilca ? Non ! Il n'est pas passé par là.* » Sans appui, les *cocaleros* ont essayé de se reconvertir au soja, aux cacahuètes, mais avec de piètres résultats, bien que tous leurs produits soient biologiques. Faute de marché, tout pourrit sur place. Les seize kilomètres du sentier qui relie Pichihuillca à Palmapampa ont été aménagés par les habitants, à la pioche, à la pelle, au coupe-coupe. Le financement du projet de route à Santa Rosa a été approuvé par l'AID, mais l'exécution a deux ans de retard à cause des querelles intestines de la bureaucratie locale. Seules les fontaines aux coins des rues témoignent de l'existence d'un programme : l'eau potable vient d'être installée. Un énorme panneau identifie le bienfaiteur : *« Presidencia de la Republica ».* La campagne électorale pour la réélection du président Fujimori en l'an 2000 bat déjà son plein...

> « Nous sommes conscients que ce n'est pas une économie solide. Nous ne voulons pas retomber dans le piège »

Palmapampa est un bourg semi-abandonné. La brousse a envahi l'ex-piste où atterrissaient les petits avions des trafiquants de drogue ; la circulation aérienne, fluviale et routière est désormais restreinte dans la région. Mais les membres des Decas n'ont pas lâché leurs Mausers et ils font toujours la loi. Le maire, Ernesto Huaman, se lance dans une longue diatribe : *« De nombreuses autorités sont venues sur notre place de la Pacification. Elles ont tout promis et n'ont rien fait, ici où la coca a tout gangrené. La seule institution présente est le Pnucid. Mais les bénéficiaires sont seulement cent quatre chefs de famille...* »

En effet, à Palmapampa, le Pnucid s'est lancé dans un projet pilote sur près de 400 hectares en créant des « fermes intégrales ». Sur des champs de coca, l'ingénieur Leonardo Solarzano a réussi à faire pousser du café, du cacao, des ananas et des arbres fruitiers. Le café est en fleur. Dans trois mois, l'agriculteur pourra faire sa première récolte. Neanmoins, la moitié des monoproducteurs de coca, qui possèdent moins de trois hectares, ne pourront bénéficier d'un tel programme, car il ne serait pas viable. Ils devront aller défricher plus loin un coin de forêt vierge.

« Le Pnucid a investi près de 4 millions de dollars, qui ont profité au dixième de la population de cent mille habitants », estime Jochen Wiese, le chef de la coopération technique. Les conseils en gestion ou en sélection des semences et l'assistance en crédits ont porté leurs premiers fruits en 1997. Mais les agriculteurs restent sceptiques. *« Dans les années 70, et même 80, le café rapportait gros,* se souvient Teodoro Huaman, le président du conseil d'administration de la coopérative Valle Rio Apurimac. *On pouvait s'acheter une petite voiture avec le produit de la récolte. Maintenant, c'est tout juste si on peut trouver une vieille bécane.* »

EN 1994, trente-deux mille hectares de coca étaient cultivés dans la VRAE, contre six mille hectares dix ans plus tôt. On comptait aussi douze mille hectares de cacao et six mille de café. L'économie de la coca rapportait alors 96,7 % des ressources de la vallée. En 1997, on n'a recensé « que » dix-huit mille hectares de coca, dont le tiers serait semi-abandonné, presque autant de cacao et de café, un millier d'hectares de cultures vivrières. Selon des estimations empiriques, la coca ne représenterait donc plus que 52 % des ressources globales de la vallée, qui ne s'élèvent plus qu'à 25 millions de dollars.

Mais comment remplacer cette économie illégale, surtout en pleine crise du cacao – l'épidémie a détruit 90 % de la récolte – et face à une politique économique ultralibérale qui a ouvert les frontières aux produits importés à des prix de dumping ? *« Le gouvernement vient de prendre un décret supprimant tout impôt sur les importations de cacao, soja et cacahuètes,* assure le gérant de la coopérative Valle Apurimac. *C'est un nouveau coup de poignard dans le dos...* »

A Lima, Diego Garcia Sayan, le directeur de la Commission andine de juristes, s'interroge : *« Développement alternatif ? Vous voulez dire plutôt pauvreté alternative. Privés de marché, les* cocaleros *ont abandonné leurs champs pour s'enfoncer dans la misère.* » A Pichihuillca, un récent sommet improvisé a réuni, dans le local des Decas, Antonio Cardenas et Jorge Choque, l'actuel chef des Decas de la vallée, « Pachin », et les émissaires de la coopération internationale.

Les *cocaleros* ont fait un acte de contrition : *«Nous sommes conscients que, tôt ou tard, nous allons mal finir avec la coca. Ce n'est pas une économie solide. Nous ne voulons pas retomber dans ce piège.* » Mais des reproches fusent : *« Nous avons besoin de routes, d'appui technique et de crédits pour reconvertir notre agriculture. Votre aide ne touche que 10 % des* cocaleros. »

Faut-il une solution similaire à celle appliquée dans le Chapare bolivien, où, pour chaque hectare de coca arraché, l'agriculteur reçoit 2 000 dollars ? *« Non !* répond "Pachin", *la solution est un crédit de 10 000 dollars pour chaque agriculteur, à un taux d'intérêt inférieur aux 10 % annuels.* » Qui investira 200 millions de dollars dans la seule vallée de l'Apurimac-Ene, qui ne cultive que le quart de la coca du pays ? Banex, la seule banque installée ici, offre des prêts à des taux d'intérêt usuriers, de 25 % à 43 % par an, alors qu'elle administre des donations de l'AID...

Jorge Choque renchérit : *« Nous passons pour des menteurs en prônant le développement alternatif, car, ici, il ne se passe rien. Nous avons été les agents de la pacification, nous voulons être ceux de l'essor. Mais celui-ci ne se fera pas à la tête du client, au bon gré d'agents extérieurs. Nous le ferons tous ensemble.* » Le « comando Sombra » conclut : *« Nous sommes dans une situation d'abandon total, sans argent pour affronter l'ennemi qui s'est réorganisé. Que se passera-t-il s'il repasse, demain, à l'offensive ? Nous serons battus à plates coutures.* »

Nicole Bonnet
Dessin : Frédéric Malenfer

Massimo D'Alema, secrétaire général du PDS (Parti démocratique de la gauche)

« Il faut trouver le difficile équilibre entre valeurs libérales et cohésion sociale »

L'inventeur de la nouvelle gauche italienne se fait l'avocat de l'Europe, de l'euro et de la réforme de l'Etat-providence

« L'Italie va entrer dans l'euro. Etes-vous satisfait de l'appui que la France a accordé à votre pays dans ce combat difficile ?

– Il faut remercier la France. Je pense que ce que l'on a fait est le résultat d'une politique d'amitié de la France, du gouvernement, de la gauche, mais aussi du président de la République. Ils ont choisi très clairement, dès le premier moment, que l'Italie devait être dans l'euro. Je pense que cet appui a été très important. Dans l'histoire, l'amitié entre la France et l'Italie a connu des hauts et des bas, mais, à cette occasion, la France a compris que, dans ses rapports avec l'Allemagne, elle devait être le pays qui représente l'Europe latine.

– Qu'est-ce que la social-démocratie en Europe aujourd'hui ? Comment pouvez-vous marquer une identité sociale de gauche quand la discipline de l'euro, ses contraintes budgétaires et monétaires, semblent laisser une marge faible pour marquer une différence ?

– Si nous identifions la gauche avec la dépense publique, et donc avec ce modèle particulier d'Etat-providence qui s'est construit dans les sociétés européennes d'après la guerre, alors nous pouvons dire que la discipline financière imposée à l'Europe par la globalisation met fin à la gauche. En Italie, il y a une culture extrémiste, de radicalisme de gauche, qui prétend qu'à l'époque de la globalisation il n'y a plus de gauche, mais deux droites, qui se disputent le gouvernement : une droite nationaliste et une droite libérale – nous en l'occurrence. Et, ainsi, la gauche disparaît. Cette thèse est paradoxalement contredite par la réalité : à l'époque de la globalisation, la gauche se trouve au pouvoir dans presque tous les pays d'Europe. Pourquoi la gauche gagne-t-elle, alors que le modèle traditionnel sur lequel elle a fondé sa force est en crise ?

– Votre explication ?

– Au moment où les citoyens comprennent que le vieux schéma social est en crise, ils pensent qu'il faut en construire un nouveau. Et, pour cela, ils font confiance à une force qui, même dans la modernisation, n'oublie pas les exigences d'un pacte de solidarité. La gauche semble être l'unique force en mesure de concilier la modernisation et la solidarité. Naturellement, à condition qu'elle le fasse d'une manière nouvelle. Le vieux pacte social ne tient plus, à cause de la crise du modèle social-démocrate. Les citoyens se fient à qui peut construire un nouveau pacte social, différent, moins fondé sur les dépenses publiques, sur la garantie d'Etat, mais fondé davantage sur la capacité de réguler la fonction publique. La fonction de régulation reste capitale, et cette fonction de régulation a de plus en plus besoin de la supranationalité.

– Cela signifie-t-il une uniformisation de la gauche en Europe ?

– Il y a des différences, cela ne fait pas de doute, mais il y a aussi une recherche commune. C'est pourquoi la représentation selon laquelle, dans la gauche, il y a ceux qui sont plus avancés, comme Tony Blair, et ceux qui le seraient moins, comme le SPD allemand ou le socialisme français, est pour moi schématique. En réalité, la gauche européenne tend à s'unifier.

– Comment peut se définir cette gauche européenne ?

– Le socialisme européen a aujourd'hui un débat commun. On ne peut gouverner nos sociétés complexes que sur la base d'un mélange de valeurs socialistes et libérales. Réduire la gestion publique ne signifie pas réduire la capacité régulatrice de l'Etat. La réforme libérale de nos sociétés doit être conduite sur la base de la solidarité et de la cohésion sociale. La libéralisation détruit la cohésion sociale, et, donc, affaiblit l'Europe. Il faut trouver le difficile équilibre entre valeurs libérales et capacité de réinventer la cohésion sociale en des termes moins étatiques.

– Est-ce que les 35 heures peuvent être un des éléments d'identification de cette gauche européenne ?

– Les 35 heures sont un instrument. Ce qui identifie la gauche, c'est la création de nouveaux emplois. La croissance économique ne produit pas automatiquement des emplois. Je suis favorable à la réduction du temps de travail, mais, par-dessus tout, à encourager la transformation de la réduction du travail en nouveaux emplois. C'est l'un des éléments qui identifient la gauche. La politique de rigueur est aussi l'une des conditions du développement. Nous avons aujourd'hui, en Italie, 2 millions de milliards de lires de dette publique, soit un peu plus de 120 % du PIB. La dépense la plus « dévastatrice » de l'Etat italien est celle des intérêts. Si nous voulons avoir la moindre chance de faire une politique de développement, la réduction de cette dette en est la condition.

– Pour ce faire, vous avez mené une cure d'austérité sans précédent. Comment expliquer que les Italiens n'ont jamais protesté ?

– Parce que les Italiens ont compris qu'entrer dans l'euro signifiait que leur épargne était préservée et que, en revanche, l'inflation et les taux d'intérêt élevés auraient dilapidé leurs économies. Ils ont compris que ces sacrifices avaient une contrepartie immédiate. L'épargne des familles est la plus grande richesse du pays. Il y a eu aussi une question d'orgueil national. Nous ne voulions pas être déclassés, finir en série B.

– Il y a, en Italie comme en France, une critique de gauche de l'entrée dans l'euro, une critique qui voit dans la monnaie unique le cheval de Troie du libéralisme à l'anglo-saxonne.

– Dans le passé, il était raisonnable de penser ceci : plus il y a de dépenses publiques, plus il y a de croissance, et plus il y a d'emploi. Aujourd'hui, davantage de dépenses publiques signifie davantage d'inflation, donc des taux d'intérêt plus élevés, donc des fuites de capitaux vers des monnaies plus stables, donc moins de développement et moins d'emploi. Que cela nous plaise ou non, la réalité de la globalisation économique est celle-ci. Ce n'est pas l'euro qui crée cette réalité, l'euro n'est jamais qu'un instrument pour l'affronter.

» Il faut voir comment doit être utilisé cet instrument. Mais la globalisation économique ne naît pas avec l'euro. Je dirais, au contraire, que, face à l'économie globale, il faut des institutions qui aient une certaine dimension. La monnaie en est une. Le problème en Europe est de redevenir plus compétitifs. Avec, certainement, plus de flexibilité, et flexibilité ne veut pas forcément dire élimination des droits des travailleurs.

– Comment concilier les deux ?

– C'est l'un des grands problèmes actuels. Moi, je pense qu'il peut y avoir flexibilité et droits des travailleurs. Certes, ces droits doivent être élaborés de manière innovatrice. En plus de la flexibilité, l'Europe a d'autres ressources : la culture, l'histoire, la tradition, qui sont des capitaux fixes. Il y a le problème de la stratégie européenne de la concurrence. La classe dirigeante européenne est obligée de mener une bataille commune : ou nous vaincrons ensemble ; ou nous perdrons ensemble dans ce défi. Avec l'euro, c'est une occasion. Nous disposerons d'une des deux grandes monnaies de référence avec laquelle se fera l'économie mondiale.

– En Italie, l'ancienne extrême droite s'est fondue dans le paysage démocratique, contrairement à ce qui se passe en France, où elle reste ce qu'elle a toujours été. Qu'en pensez-vous ?

– En Italie, il est difficile pour un parti démocratique de se présenter comme l'héritier du fascisme. Ils en sont sortis par un réel processus de changement. Dans ce parti, il y a des forces hostiles, mais le leader est décidé. Il travaille au changement, j'en suis convaincu. Gianfranco Fini essaie de transformer son parti en parti de droite démocratique. Il recherche aussi des liens européens. Il est sincère, et je pense qu'il faut l'aider. Mais, en même temps, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de racisme en Italie. Il est présent plutôt dans la Ligue du Nord que dans l'Alliance nationale. Cependant, la Ligue du Nord n'est pas fasciste ; elle est antifasciste, mais ils sont racistes. Chez nous, il n'y a pas une extrême droite fasciste.

– Vous n'êtes donc pas inquiets pour l'avenir ?

– Nous avons une vision de l'avenir du pays, c'est pour cela que nous avons gagné. Nous avons fait un choix fort : l'Europe tout d'abord, l'intégration européenne comme condition pour moderniser le pays, pour surmonter les retards. Ensuite, nous avons mis sur pied une coalition pour former un gouvernement de centre-gauche et, enfin, nous avons fait le choix de réformer les institutions en impliquant la droite dans un processus de normalisation démocratique pour construire une démocratie normale. Ce sont ces trois points qui définissent notre vision du futur.

– Vous pensez que la Ligue est une menace sérieuse pour l'unité nationale ?

– Pour l'unité nationale, non. Mais pour la vie politique italienne, oui. La Ligue continuera de représenter une partie importante des couches moyennes du pays. Ce n'est pas un phénomène passager, mais profond, une étrange forme de lepénisme non fasciste du Nord. Il y a effectivement un élément lepéniste dans ce racisme envers les méridionaux.

– Avez-vous, personnellement, des ambitions gouvernementales ?

– Nous ne pouvons pas l'exclure dans le futur. Nous ne l'avons jamais exclu. Mais le problème est celui-ci : le pays doit être gouverné par la personne qui se présente à l'élection avec l'objectif de gouverner le pays. Et cette personne se nomme Romano Prodi. Donc nous le soutenons, parce qu'il fait du bon travail. Pour le moment, en tant qu'actionnaire de la majorité, je suis satisfait du travail qu'accomplit l'administrateur délégué ! »

Propos recueillis par Michel Bôle-Richard, Jean-Marie Colombani et Alain Frachon



Le « designer » de la politique italienne


MASSIMO D'ALEMA

IL EST fin, sec, sobrement mais fort élégamment habillé – chemise américaine, blazer de laine et chaussures à boucles. Ses ennemis le disent *« froid »*, *« bureaucrate »*, *« calculateur »* ; plus simplement, il est réfléchi, posé, calme. Et Massimo D'Alema sait même être diablement éloquent quand, à quarante-neuf ans, il dit, dans ses bureaux de l'ancien Parti communiste italien, pouvoir contempler avec *« une certaine satisfaction »* le chemin parcouru ces dernières années. Ce fils d'un général membre du parti communiste, lui-même ex-numéro deux du PCI, est l'inventeur – en bonne tradition transalpine, on dirait le *« designer »* – de la nouvelle gauche italienne, sinon du nouveau paysage politique du pays.

C'est lui, avec quelques amis, qui transforme le vieux PCI en un grand parti social-démocrate moderne, le Partito democratico della sinistra (PDS). C'est lui encore qui conçoit le profil sage de la coalition gouvernementale de gauche, celle dite *« de l'Olivier »*, que domine donc son parti, mais inclut aussi des écologistes et d'anciens démocrates-chrétiens. C'est toujours lui qui a fait appel à la rassurante personnalité du *professore* Romano Prodi pour diriger le gouvernement.

En coulisse, il poursuit, obstinément, deux autres batailles. La première est celle de l'Europe, avec la conviction que l'Italie, notamment pour ne pas se casser entre Nord et Sud, doit, plus que jamais, être aux avant-postes de l'intégration européenne. La seconde est celle de la modernisation de la vie politique italienne, en menant le combat, à la tête d'une commission parlementaire *ad hoc*, pour la réforme de la constitution. Achever la transformation de l'ancien PCI en grand parti social-démocrate, ancrer le pays dans le noyau dur de l'Europe, enfin en rajeunir les institutions. L'ancien *camarade* D'Alema pense l'Italie du XXI[e] siècle.

A. Fr.

Mgr Olivier de Berranger, évêque de Saint-Denis, au « Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI »

« Nous croyons à la nécessité de réguler les flux migratoires, mais ce n'est pas notre travail »

« Jean-Pierre Chevènement a-t-il eu tort de vous mettre en garde contre l'exaspération que pourrait susciter l'appui de l'Eglise aux étrangers en situation irrégulière ?

– Toutes les eglises chrétiennes ont demandé depuis longtemps au gouvernement d'avoir la plus large comprehension à l'égard des sans-papiers. Nous sommes situés sur un axe qui n'est pas celui d'un debat ou d'une polémique, mais plutôt celui de la conscience et de la prise en compte de la détresse de beaucoup de personnes qui vont se trouver dans des situations encore plus difficiles avec la nouvelle loi.

» Nous ne sommes pas a priori contre les lois de la République. Nous en avons donné maintes preuves, et les évêques de France, dans leur déclaration de 1996 intitulée "Lettre aux catholiques de France", ont souligné leur attachement à la laïcité telle qu'on la comprend en France. Nous n'avons pas à empiéter sur le pouvoir politique. Ce qui nous intéresse, c'est de souligner que le problème des sans-papiers doit être relié à celui du développement de l'ensemble des pays de la planète avec lesquels la France a des engagements, particulièrement ceux où certains sans-papiers seraient menacés dans leur vie s'ils devaient y retourner. Je pense à la Mauritanie ou à l'Algérie, par exemple.

» Nous croyons à la nécessité de réguler les flux migratoires, mais ce n'est pas notre travail : c'est celui des politiques. Nous, nous avons rappelé qu'un certain nombre d'hommes sont menacés dans leur vie ou dans leur situation familiale. Nous interpellons aussi, à ce sujet, la conscience des élus.

» Je suis très vigilant sur le fait que nous pourrions être manipulés ou instrumentalisés. J'alerte les prêtres extrêmement généreux de mon diocèse qui sont ouverts aux sans-papiers et à toutes les autres détresses, pour leur dire : "Oui, soyez ouverts, soyons ouverts, mais soyons nous-mêmes !" Donc, ayons des dialogues qui respectent les autres organisations, mais nous ne sommes pas une association parmi d'autres, une organisation qui aurait à être à la remorque de tel ou tel.

– Que dites-vous aux habitants de votre diocèse en situation régulière et qui pourraient avoir le sentiment que vous ne vous occupez pas d'eux ?

– Nous nous adressons aux Français qui habitent le département. Le malheur des uns ne nous empêche pas de voir le malheur des autres. Nous cherchons ensemble à combattre et l'un et l'autre, avec ceux, parmi les migrants comme parmi les Français de souche, qui veulent résister et qui ne baissent pas les bras. Ce qui me surprend, voyez-vous, c'est que ceux qui sont le plus "exaspérés" sont souvent ceux qui sont le moins présents à la vie des migrants quotidiennement.

» Nous avons tous à faire un très gros effort pour rejoindre ce qu'il y a de meilleur dans chacune des cultures représentées dans notre département. Les musulmans aussi ont une morale ! Les musulmans aussi ont un idéal humain et religieux ! Les Asiatiques, qui sont de plus en plus présents chez nous, notamment les Sri-Lankais ou les Indiens du Sud, ont eux aussi une culture et des valeurs morales ! Le problème, c'est qu'il faut beaucoup de patience et de temps pour que la laïcité comprise à la française soit capable d'intégrer ces cultures et ces idéaux religieux, différents de ceux que nous avons connus par le passé.

– L'Eglise condamne le Front national, parti non démocrate, mais que répondez-vous à ceux qui s'étonnent que vous acceptiez de travailler avec les élus communistes ?

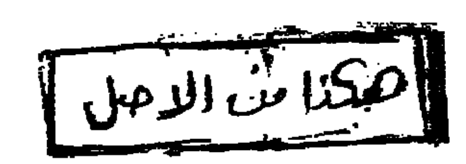
– La Seine-Saint-Denis est un département qui, à cause d'une longue industrialisation, a été et reste géré par le Parti communiste. C'est un Parti communiste "pluriel" – si j'ose me permettre cette allusion –, puisque nous avons des "réformateurs", des "rénovateurs"... C'est à eux que nous avons affaire, et c'est avec eux que nous avons à dialoguer et à négocier sur les questions fondamentales qui touchent la société en Seine-Saint-Denis. Je ne dis pas que le Parti communiste, si je l'entends au plan international et si je me réfère au *Livre noir du communisme*, par exemple, est un parti démocrate par essence.

» Le Front national, pour le moment, représente quelque chose de beaucoup plus dangereux, en Seine-Saint-Denis, parce qu'il alimente les peurs. Le Front national risque de susciter un extrémisme qui est très dangereux, une autodéfense tournée contre ceux qui seraient les boucs émissaires d'une société marquée par le chômage, les inégalités...

– Le jour de Pâques, c'est la résurrection du Christ, qui a fait le sacrifice suprême, celui du Dieu fait homme qui donne sa vie pour sauver l'humanité. Comment pouvez-vous l'expliquer aux jeunes d'aujourd'hui ?

– Tout le problème est dans la chair : le Dieu que nous confessons est un Dieu dans la chair, c'est un Dieu incarné, avec tout ce que cela représente de faiblesse, de fragilité, de mortalité. Ce n'est pas un Dieu du New Age, un Dieu idéal. Ce n'est pas un dieu qui serait dans l'Olympe. C'est un Dieu qui a pris vraiment sur lui notre condition, jusqu'à sa souffrance, jusqu'à son désespoir, puisqu'il a crié : "Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné ?" Il est allé très loin dans la dépression absolue de l'homme face à l'absurde de l'existence apparente. Et c'est parce que le vendredi saint est suivi du grand silence du samedi saint et, enfin, par cette petite lueur qui naît du tombeau vide, que nous retrouvons notre espérance, une espérance qui a traversé tous les désespoirs. »

Propos recueillis par Jacques Collet, Patrick Jarreau et Olivier Mazerolle



Un procès bordelais oublié

par Georgette Elgey

MAINTENANT que le procès Papon est – enfin – terminé, on peut s'étonner que ni la défense, ni l'accusation, ni les parties civiles, ni les commentateurs n'aient jamais rappelé que Bordeaux avait déjà été le lieu d'un débat judiciaire dramatique, lié à l'Occupation et portant finalement sur le fond de « l'affaire Papon » : l'obéissance à des ordres déshonorants.

Le 13 janvier 1953 s'ouvrit devant le tribunal militaire de Bordeaux le procès du massacre d'Oradour-sur-Glane, ce village de la Haute-Vienne anéanti le 10 juin 1944 par la division SS Das Reich commandée par le général Lammerding. La presque-totalité de ses habitants : six cent quarante-deux civils civils, dont deux cent sept enfants, avaient été massacrés, la plupart enfermés et brûlés vifs dans l'église.

Le gouvernement français ne put obtenir l'extradiction du général SS Lammerding qui coulait des jours paisibles chez lui en Allemagne, pas plus que celle des cent cinquante SS qui avaient participé au carnage. Au banc des accusés de Bordeaux n'avaient donc pris place que vingt et un hommes, presque tous de simples soldats : sept Allemands seulement et quatorze Français, Alsaciens et Lorrains. Deux étaient responsables de leur destin : ils s'étaient engagés volontairement dans la Waffen SS. Mais les douze autres... Incorporés de force dans la Wehrmacht, affectés à la SS comme à un bataillon disciplinaire, ils furent nombreux à déserter après Oradour ; quelques-uns avaient rejoint l'armée française.

Longtemps la justice ne les avait pas poursuivis ; trois d'entre eux avaient même bénéficié, le 17 août 1948, d'ordonnances de non-lieu. Mais le 15 septembre 1948, afin de se conformer à la règle établie lors du procès de Nuremberg, la France s'était dotée, par un vote unanime de l'Assemblée nationale, d'une nouvelle *loi*, stipulant la responsabilité pénale de tous les individus ayant appartenu à une organisation déclarée criminelle par le tribunal militaire international, « *à moins qu'ils n'apportent la preuve de leur incorporation forcée* ».

A trois titres, cette loi innovait : elle admettait la criminalité collective ; elle déchargeait l'accusation de l'obligation de prouver la culpabilité de l'accusé : il incombait désormais à ce dernier de démontrer son innocence ; enfin, la loi pénale était rétroactive, puisque les faits incriminés lui étaient tous antérieurs.

> Le débat fondamental que soulève le procès du massacre d'Oradour-sur-Glane à propos du devoir de désobéissance n'est pas tranché

Durant deux ans, de tribunal militaire en cours d'appel, juges civils et militaires hésitèrent : les Alsaciens et les Lorrains incorporés de force étaient-ils ou n'étaient-ils pas visés par la loi du 15 septembre 1948 surnommée « *Lex Oradour* » ? Finalement, la Cour de cassation trancha par l'affirmative. Et ce fut le procès de Bordeaux.

La douleur s'empara alors des Alsaciens et des Lorrains. En 1940, déjà, la France les avait abandonnés ; nombre d'entre eux l'avaient cru, en tout cas. Leur province avait été annexée au Grand Reich, leurs enfants, victimes des nazis, enrôlés à l'âge de quatorze ans dans les Jeunesses hitlériennes, avaient dû, à dix-sept ans, revêtir l'uniforme allemand. Ils étaient à nouveau victimes : la France, ignorant leur esclavage, les traite comme ses bourreaux. L'indignation étreignait les habitants du Limousin. Maintenant que l'heure de la justice était enfin venue, neuf ans après leur calvaire, on aurait voulu apitoyer l'opinion sur le drame des SS alsaciens ! Qu'importe qu'il ait été français ou allemand, le SS qui, le 10 juin 1944, jeta un enfant vivant dans le four d'un boulanger d'Oradour... Il est des ordres que les soldats ont le devoir de ne pas exécuter.

Devant ce déferlement de passion, sans se soucier de l'énormité que constituait le changement d'une loi pendant le déroulement d'un procès qu'elle avait rendu possible, le Parlement intervint. Le 27 janvier 1953, quinze jours après le début du procès de Bordeaux, les députés modifièrent la loi du 15 septembre 1948, rétablissant le principe de la culpabilité personnelle et la charge de la preuve au ministère public.

Pour « *les procès dont les débats seraient commencés, Alsaciens et Allemands seront l'objet de réquisitoires et jugements distincts* ». Ce texte, adopté par trois cent soixante-cinq voix contre deux cent trente-huit, suscita émotion et division à l'intérieur de la plupart des groupes politiques.

Dans la nuit du 12 au 13 février, le tribunal militaire rendit son verdict : deux furent condamnés à mort (un Alsacien et un Allemand), treize aux travaux forcés (neuf Alsaciens et quatre Allemands), cinq à l'emprisonnement (quatre Alsaciens et un Allemand). Les peines de travaux forcés et d'emprisonnement variaient de deux à douze ans. Un Allemand fut acquitté.

A l'annonce du jugement, les trois départements d'Alsace et de Lorraine entrèrent en rébellion. A 18 heures, toutes les églises sonnèrent le glas ; ici et là, des drapeaux en berne ; les réjouissances du carnaval furent annulées ; des combattants, des résistants renvoyèrent leurs décorations ; des maires, des conseillers municipaux démissionnèrent ; une grève administrative fut décidée.

A l'exception des communistes, tous les élus défilèrent à Strasbourg, devant le monument aux morts voilé de noir, implorant de Paris une mesure de clémence.

Ephémère président du conseil, le radical socialiste René Mayer, parfait parangon d'une certaine haute bourgeoisie, imbu des mérites de sa caste, fut bouleversé. Et le 17 février 1953, au Palais-Bourbon, il lança un appel solennel à « *l'unité nationale, nécessité impérieuse... supérieure à toutes les douleurs. Nous périrons tous ou nous deviendrons esclaves, si nous ne savons pas le voir et le comprendre...* »

Le lendemain, le garde des sceaux, René Pleven, intervint à son tour : « *Un de ceux qui commandèrent la tuerie est peut-être encore vivant : le sinistre capitaine Kahn (...) Songez à ce que serait la joie mauvaise de cet assassin, s'il pouvait penser que, non seulement il a réussi à exterminer la population d'Oradour, mais que, par une conséquence imprévisible de son action, il est parvenu à créer un fossé d'incompréhension et de discorde entre des Français. Cela ne peut pas être. Cela ne sera pas...* »

Par trois cent dix-neuf voix contre deux cent onze et quatre-vingt-trois abstentions, l'Assemblée nationale vota l'amnistie pleine et entière pour les Français condamnés une semaine auparavant par le tribunal militaire de Bordeaux. Le 21 février 1953, les quatorze condamnés français quittèrent libres la prison de Bordeaux. Mais le maire d'Oradour-sur-Glane rapporta à la préfecture de la Haute-Vienne la croix de guerre décernée à sa cité : « *La loi d'amnistie est une nouvelle insulte à son martyre...* »

Quarante-cinq ans plus tard, l'oubli a enseveli ce procès. Le débat fondamental qu'il soulève à propos du devoir de désobéissance n'est pas tranché. Peut-être l'opinion commence-t-elle enfin à prendre conscience de son urgence.

Georgette Elgey *est historienne.*

Les erreurs d'Ismaïl Kadaré

par Jean-François Colosimo

IL faut immédiatement rétablir la paix civile au Kosovo, empêcher tout nouveau massacre, et pour cela mettre un terme aux menées nationalo-communistes de Slobodan Milosevic. Ce drame n'est ni plus ni moins d'essence religieuse que ne le sont la guerre civile en Irlande ou le conflit israélo-arabe au Proche-Orient. Un grand talent littéraire ne préserve pas de la passion politique, et, avant de dénoncer de prétendues manipulations de l'histoire, mieux vaut s'assurer de ne pas soi-même opposer, substituer une mythification à une autre et d'accentuer ainsi, même involontairement, la cristallisation des haines.

Il est à craindre que cette aventure paradoxale ne soit malheureusement advenue à Ismaïl Kadaré, à l'occasion de sa « réponse » sous forme d'anathème à un article d'Henri Tincq (*Le Monde* du 10 et du 14 mars). Passons sur le vocabulaire, qui rappelle certains procès d'hier, où les attaques tiennent lieu d'arguments et les accusations les plus graves de condamnation sans appel. Passons sur le manichéisme, lui aussi d'antan, qui voudrait que, généralement, « *historiens, écrivains accourent en foule à l'aide des assassins* » alors que, nécessairement, les voix albanaises seraient « *empêchées de parler* ». Passons, enfin, sur cette manière que l'on espérait, elle aussi, révolue de disqualifier un journaliste – jugé « *grotesque* » – parce que son métier ne serait pas précisément de rapporter les thèses en présence afin d'élucider les facteurs symboliques d'une crise aux profondes racines.

Allons au fait : le texte de M. Kadaré s'inscrit dans un registre nationaliste, albanais en son cas, balkanique avant tout, dont on trouverait sans peine l'équivalent – à front renversé – en Serbie, en Croatie, en Bosnie ou en Macédoine. Là justement est le nœud de la crise. Car on ne le saura jamais assez : dans les Balkans, l'histoire est une science exacte, une affaire de propriété. Et le recours à l'interprétation, une transgression.

Cependant, a-t-on le droit, oui ou non, de reconnaître que la bataille du Kosovo exerce un certain rôle dans la conscience, la mémoire et l'imaginaire serbe tout en refusant l'instrumentalisation idéologique qu'en opère désormais Belgrade ? A-t-on le droit, oui ou non, de ne pas ignorer que le Kosovo est aussi un haut lieu de l'orthodoxie byzantine, comme en témoignent les fresques de Gracanica, de Decani, tout en condamnant sans ambiguïté les actes de barbarie qui y sont perpétrés ? Ou alors, afin de ne pas être assimilé à un « *criminel* », faut-il répéter, à la suite de M. Kadaré, que les « *Albanais* » (sans doute pense-t-il aux Illyriens) bénéficient du primat de l'origine (notion douteuse entre toutes), ou encore que les « *Roumains* » (sans doute pense-t-il aux Valaques) furent présents à la bataille du Kosovo en 1389 (anticipant ainsi de quelques siècles la réforme des manuels scolaires voulue par Ceausescu) ?

Et tout cela quitte à peiner par tant d'approximations et d'anachronismes « *l'historiographie sérieuse mondiale* » qu'il invoque si aisément ? Faut-il, du même coup, minimiser en sa compagnie les récentes mutations qui ont précipité le drame : accélération du déséquilibre démographique, désordre inhérent à la politique titiste des nationalités, déstabilisations encouragées par les voisins – dont le régime Hodja ?

> Son texte s'inscrit dans un registre nationaliste, albanais en son cas, balkanique avant tout

Le fait est, pourtant, que la paix fera défaut tant que l'idolâtrie de la terre servira à dissimuler le double malaise, la part refoulée, l'omission des Serbes et des Albanais quant à leur héritage respectif. Les Serbes ont beau jeu d'élire le Kosovo comme signe de leur esprit de résistance à l'envahisseur turc : ils oublient néanmoins que leur présence y est résiduelle en raison d'un exode qui, de force, est devenu, au fil des siècles, consenti. Les Albanais ont beau jeu de naturaliser leur présence croissante : ils oublient que leur conversion massive à l'islam, à partir du XVe siècle, a fait d'eux et pour longtemps les alliés de l'envahisseur.

Sans exonérer ou accabler les uns plutôt que les autres, force est de constater qu'il manque à chacun un retour lucide et critique – un repentir – sur son passé afin de surmonter la suspicion de l'autre. Et que le principal obstacle demeure, comme ailleurs dans les Balkans, la réactivation communiste, après-guerre, des mythologies nationales souvent fabriquées, avant-guerre, par des pouvoirs autoritaires. Les morts du Kosovo sont, en premier lieu, les victimes de cet hybride monstrueux.

C'est cette renaissance de l'alliance brun-rouge que l'on veut toutefois transformer en guerre de religion, en rendant l'orthodoxie otage d'un désastre et d'une horreur qu'elle ne peut que réprouver.

Jean-François Colosimo *est maître de conférences à l'Institut orthodoxe Saint-Serge de Paris.*

Algérie : quand des intellectuels ne veulent pas trop en savoir

par Olivier Mongin et Lucile Schmid

POURQUOI le débat sur l'Algérie entre intellectuels français est-il devenu plus âpre ? Pourquoi prend-il les allures d'un règlement de comptes ? Comment ceux qui étaient en accord pour combattre Milosevic en ex-Yougoslavie en viennent-ils à s'injurier sur la question algérienne ? La parole sur l'Algérie est comme gangrenée par la guerre et la cacophonie.

Ce qui frappe dans ce débat franco-français, c'est son aspect passionnel. En six ans de conflit les paroles ont pourtant été rares. Parler de l'Algérie, c'était parler de la France, lorsque les premiers étrangers assassinés sur le sol algérien étaient des Français, lorsque une vague d'attentats attribuée aux GIA frappait Paris en 1995, lorsque la France reste considérée comme le seul pays apte à expliquer la situation algérienne, voire à définir une attitude commune des principaux Etats partenaires en ce domaine.

Qu'est-ce qui a changé à l'automne 1997 ? Les grands massacres ont été un événement choc. Avec ce que cela comporte comme réflexes : il fallait aller voir, se rendre compte. Même en quelques heures, même sous escorte. Vérifier vite, le plus vite possible ses intuitions, ses certitudes. L'Algérie pouvait relever, comme la Bosnie ou le Rwanda, d'une impression forte et vécue. Les images et les témoignages pouvaient l'emporter sur les analyses historiques et la réflexion politique.

Le traitement de la question algérienne a illustré le rôle central d'un caractère propre à l'époque : l'intellectuel grand reporter. Celui-ci, tel André Glucksmann, est un apôtre de la laïcité et de la distinction du bien et du mal, qui sait en appeler à la vigilance vis-à-vis du surgissement d'un nouvel Hitler génocideur. Ces anathèmes expliquent que la confusion entre le reportage et certains engagements soit naturelle. L'organisation de « meetings » avec le parti de Saïd Saadi, opposé à toute discussion avec la mouvance de l'islamisme politique, devient la seule issue possible au voyage en Algérie. Est-ce pourtant notre rôle de prendre parti sur la question algérienne, de trancher en lieu et place des Algériens eux-mêmes les interrogations sur qui est fréquentable, qui est légitime, qui tue et qui doit garder le pouvoir ?

Aujourd'hui, sur fond de violence sporadique, d'inquiétude sécuritaire réelle, mais sans massacres, l'Algérie est devenue une pierre dans le jardin de tous ceux qui ne voulaient parler d'elle que sur le mode de l'insoutenable, en esquivant toute interrogation politique. Mais parler d'Algérie a pour certains ouvert la boîte de Pandore de leurs propres affects. D'extérieures, les paroles sont devenues engagées ; les témoignages ont glissé vers la revendication d'un monopole de l'analyse et de la compréhension. Revendication paradoxale puisqu'elle consiste à exiger de ne pas vouloir en savoir trop.

Pour ces intellectuels engagés, c'est à la société algérienne, particulièrement à sa frange la plus « *progressiste et la plus lucide* », de déterminer son destin ; l'Etat algérien, parce qu'il n'est pas l'auteur des massacres de cet automne, ne saurait être soumis à la pression internationale, et le FIS, qui a enfanté les GIA, est responsable des tueries perpétrées au nom de Dieu. Pour eux, tous ceux qui, en France, sont « dialoguistes », c'est-à-dire favorables à une négociation entre le régime et tous les acteurs politiques (y compris les islamistes) qui auraient pris position en faveur de la paix, sont, de fait, dans le camp des « égorgeurs ».

Est-il vraiment question de l'Algérie dans cette mise en scène de la cruauté en Islam et des bienfaits des Etats forts pour certains peuples ? Certains oublient que l'une des caractéristiques de ces Etats forts est de diffuser autour d'eux la barbarie pour mieux survivre. Faut-il redire que la laïcité et la démocratie sont loin de faire toujours bon ménage comme le rappellent les exemples de l'Irak ou de la Syrie ? Reconnaître l'indulgence coupable dont la plupart d'entre nous ont fait preuve à l'égard des pratiques de l'Etat-FLN ne doit pas conduire à exonérer le régime actuel de sa responsabilité sous prétexte de combat contre l'islamisme. Car entre un Ben Bella qui prit le pouvoir par un coup d'Etat en 1962, un Boumediène qui mit en place un régime policier qui ne reculait pas devant l'assassinat politique et la clique de Zeroual, il n'y a pas de différence de nature. Le sentiment d'impunité qu'éprouvent aujourd'hui les assassins en Algérie résulte directement de la substitution de la violence au droit comme mode de règlement des conflits : politiques, économiques, publics ou privés.

> Les témoignages ont glissé vers la revendication d'un monopole de l'analyse et de la compréhension

Ce n'est pas l'Etat qui organise les massacres en Algérie, et les GIA n'ont jamais été l'émanation de la Sécurité militaire comme certains s'en sont fait l'écho. Le régime algérien a simplement choisi de ne pas protéger ses citoyens, particulièrement dans certaines zones sensibles dont les habitants avaient voté pour le FIS. Si le débat sur l'Algérie continuait d'opposer un camp – les dialoguistes – à un autre – les éradicateurs – c'est qu'il serait posé en termes impropres.

L'époque de Sant'Egidio est révolue ; le FIS ne joue plus le rôle politique de la période 1992-1994. La question posée aujourd'hui est celle de la normalisation organisée par le régime. Normalisation politique avec la tenue d'élections truquées, normalisation économique qui respecte sur le papier les directives des institutions internationales, normalisation sécuritaire enfin. Normalisation qui permet au régime de présenter les apparences d'une modernisation en esquivant les attentes de la société algérienne. Comment la communauté internationale peut-elle concevoir ses relations avec l'Algérie de manière à transformer cette normalisation en processus de démocratisation ?

L'avenir de l'Algérie est d'abord l'affaire de l'ensemble des Algériens. Mais il est tout aussi naturel que nous sachions appuyer les initiatives de dialogue qui redonneraient à la société algérienne ses libertés d'expression et entraîneraient un partage du pouvoir. Que nous sachions dissocier notre souci de proximité avec cette société d'un soutien sans mélange au régime ; admettre que l'Algérie et sa société valent mieux que la transposition des débats franco-français sur la laïcité et la République, l'invocation incantatoire d'Hitler et des génocideurs et les simplifications abusives sur ceux qu'il importe de soutenir (femmes, intellectuels francophones) et ceux qu'il importe d'oublier (intellectuels arabisants, sympathisants du FIS).

C'est toute la société algérienne qui mérite le droit, la justice et la démocratie. Au lieu de s'invectiver, les intellectuels français devraient se montrer à la hauteur de ce défi. L'urgence est de rompre progressivement avec la violence, d'enquêter pour savoir et d'ouvrir un espace politique par la négociation.

Olivier Mongin et Lucile Schmid *sont respectivement directeur et membre du comité de rédaction de la revue « Esprit ».*

AU COURRIER DU « MONDE »

PARALLÈLE

Elle s'appelait Maryse Gagnier. Elle n'était pas haut fonctionnaire mais professeur dans le secondaire. Et comme des milliers d'autres, paysans, ouvriers, petits fonctionnaires, retraités... elle a risqué sa vie pour sauver ma famille. Pas plus que Papon, elle ne savait de façon précise la manière dont le régime nazi avait décidé de traiter les juifs, mais elle se doutait bien que si on les entassait dans des wagons à bestiaux, ce n'était pas pour les emmener en villégiature, un peu plus loin à l'est, prendre le bon air.

Dominique Berthié
Paris

TABOUS

Hans Magnus Enzensberger a récemment expliqué dans ce journal, pourquoi l'extrême droite allemande, durant les années passées, n'a pu remporter que de piètres succès politiques.

Il estime que le tabou engendré par le souvenir du national-socialisme empêche les grands partis de se compromettre avec des nationalistes ouverts. « *Jusqu'à présent les grands partis sont parvenus à absorber le ressentiment de droite (...) parfois au prix de certaines concessions, surtout dans le domaine de l'immigration.* » Cette courte phrase ne devrait pas suggérer que l'on a payé un prix acceptable. Il se peut que les dernières modifications des lois sur le droit d'asile ne l'aient pas encore dépourvu de son essence : elles l'ont déjà rendu moins flexible, moins favorable aux demandeurs d'asile, ce qui veut dire moins humanitaire. Ces modifications ont été votées par l'ensemble des grands partis allemands. Que l'opposition ne s'y soit pas opposée est symptomatique.

Le Parti social-démocrate se veut toujours plus *regierungsfähig*, c'est-à-dire habile à gouverner. On le devient, *regierungsfähig*, en suivant certains courants de l'opinion publique, même s'il faut solder ses principes.

En 1997, Gerhard Schröder, l'actuel candiat social-démocrate à la chancellerie, a déclaré: « *Nous ne devrions pas être aussi timorés envers les délinquants étrangers que l'on attrape. Pour celui qui abuse de notre droit de l'hospitalité, il n'y a qu'une solution : dehors et vite* » (cité d'après Arnaud Leparmentier, *Le Monde* daté 29-30 mars). (...) Si le tabou sur l'extrême droite est très fort en Allemagne, il ne l'est plus sur les aspects xénophobes et nationalistes de son programme.

Stefan Boin
Giessen (Allemagne)

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Ordre républicain et monde rural

ON attendait les producteurs de fraises de la vallée de la Garonne et l'attaque de camions espagnols... Ce sont les maraîchers de Bretagne qui sont passés à l'action en s'en prenant à des installations ferroviaires. Et – comme souvent lorsque des paysans finistériens et costarmoricains crient leur colère – avec une violence aussi disproportionnée qu'inqualifiable. Moins souvent mis en vedette dans la chronique agricole que les céréales ou l'élevage bovin, atomisé et mal organisé pour résister aux pressions des négociants, mandataires et dirigeants des centrales d'achats, le secteur des fruits et légumes, que dominent l'Italie et l'Espagne, n'en constitue pas moins pour plusieurs régions françaises une source de revenus et d'emplois essentielle. Cavaillon, Saint-Pol-de-Léon, Marmande ou Perpignan sont des marchés de référence pour le melon ou le chou-fleur, la tomate ou la laitue. Très sensible aux conditions climatiques qui peuvent désorganiser la pousse comme la consommation – c'est le cas aujourd'hui avec une offre surabondante face à une demande frileuse – ce secteur, où les charges sociales pèsent lourd, peut moins compter que d'autres sur la grande exportation. Il subit le choc d'importations venant de pays plus compétitifs, tel le Maroc, ou bien placés pour écouler leur production à contre-saison, comme le Chili ou l'Afrique du Sud.

La colère des légumiers peut s'expliquer lorsqu'ils voient les milliards que l'Europe verse aux céréaliers de Beauce ou aux éleveurs du Massif central. La future réforme de la PAC ne les concerne guère, puisque l'organisation commune de marché de ce secteur est en place depuis l'an dernier, obligeant notamment les producteurs à mettre la main à la poche lorsque l'Europe les aide. *« Des producteurs qui doivent s'autodiscipliner »*, note, non sans à propos, la FNSEA dans son dernier rapport.

La destruction des systèmes de signalisation ferroviaire ici, le bâton d'explosif où l'incendie de véhicules ailleurs n'ont jamais servi la cause de ceux qui recourent à ces méthodes irresponsables. Le monde agricole, de plus en plus restreint, continue à recevoir, par l'impôt national ou le budget communautaire, des aides que plusieurs leaders agricoles persistent à considérer, à tort, comme des « droits acquis ». Sans doute ces soutiens n'ont-ils pas été toujours accordés selon l'équité souhaitable. C'est pourquoi l'orientation actuelle de « redéploiement » des crédits publics va dans le bon sens.

En condamnant sans tarder les déprédations de biens publics, tout en restant ouverts au dialogue, les deux ministres finistériens, Louis Le Pensec et Marylise Lebranchu, montrent la volonté de l'Etat de ne pas laisser l'agriculture bénéficier d'un régime de tolérance exorbitant. L'ordre de la République vaut pour les villes, les îles, les lycées... et les campagnes.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Notre millième numéro

LANCÉ seulement quelques mois après la Libération, *Le Monde* atteint à son tour le millième numéro. Brève étape dans la vie d'un grand journal. Longue étape en réalité si l'on pense aux difficultés exceptionnelles qui ont déjà coûté la vie à quatorze quotidiens parisiens et en mettent beaucoup d'autres en danger. A nos lecteurs de saisir, s'ils le veulent bien, cette nouvelle occasion de nous juger et de dire si nous avons su tenir les promesses que nous leur faisions au départ – dans une hostilité à peu près générale – le 19 décembre 1944.

Ce que nous pouvons affirmer, à ceux qui nous aiment comme à ceux qui ne nous aiment pas – mais qui nous lisent –, c'est que nous avons toujours voulu, dans la mesure du possible, orienter nos informations vers la vérité et nos commentaires vers l'équité.

Quoi qu'il arrive, rien ne pourrait désormais empêcher que pendant plus de trois ans un journal de la formule du *Monde* ait vécu aisément dans la plus parfaite indépendance. Bien des efforts, bien des peines trouvent ainsi leur justification et leur récompense.

Ce passé répond de l'avenir, et nous pouvons assurer nos amis et nos lecteurs que, à cet égard du moins, ils ne seront pas déçus. Qu'ils nous aident comme ils l'ont fait jusqu'ici – et mieux encore s'il se peut – de leur fidélité active et rayonnante, de leurs renseignements, de leurs remontrances aussi, comme de leurs encouragements. *Le Monde* s'efforcera de leur assurer en retour – sans préjudice des jugements politiques qui appellent discussion – l'information la plus complète, la plus sérieuse et la plus vraie.

(14 avril 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http ://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

L'éternelle bataille du Kosovo

Suite de la première page

Le Bosno-Serbe Princip a choisi le 28 juin 1914 pour assassiner à Sarajevo l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche, donnant ainsi le coup d'envol de la première guerre mondiale. Sept ans plus tard, c'est encore un 28 juin que l'Assemblée élue à cet effet adopte la Constitution centraliste dite *« du Vidovdan »*. Le nouvel Etat a beau être officiellement appelé *« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes »*, il ne s'agit aux yeux de Pierre Ier et de son fils Alexandre que d'une extension de la Serbie, associant *« trois tribus d'un même peuple »*. Pas question donc de donner satisfaction aux aspirations fédéralistes des Croates, qui boycottent le scrutin. On sait à quels drames mènera ce *« divorce au soir des noces »* dont parle Paul Garde.

Invitation aux Serbes à se débarrasser de Tito, Croate de mère slovène, adversaire de toujours de leur prépondérance ? On a peine à croire que Staline ait décidé sans quelque arrière-pensée de faire prononcer un autre 28 juin, en 1948, son excommunication par le Kominform. En tout cas Slobodan Milosevic savait ce qu'il faisait lorsqu'il s'est posé en hélicoptère sur le champ des Merles, en 1989, pour le six centième anniversaire de la bataille, déclarant : *« Nous voici à nouveau obligés de combattre ou de nous y préparer. Sauf qu'il ne s'agit pas cette fois de lutte armée, encore qu'on ne puisse l'exclure.... »*. *« Tsar Lazare*, chantait la foule *: tu n'as pas eu la chance d'avoir Slobo à tes côtés... »*

TROMPETTE NATIONALISTE

Le communisme, et avec lui le mythe de *« l'internationalisme prolétarien »*, était en train de faire eau dans toute l'Europe. L'état de l'économie, la corruption du parti, tout annonçait que la Yougoslavie suivrait tôt ou tard. Quelle meilleure façon pour un vieil apparatchik de garder le pouvoir que d'entonner la trompette nationaliste ? Aussi bien y a-t-il déjà six mois qu'il s'est écrié : *« Cette fois, nous gagnerons la bataille du Kosovo. »*

Qu'est-ce à dire ? Il y a belle lurette que les Turcs ont évacué le Kosovo, mais beaucoup de Serbes font mal la différence entre eux et ces Albanais qui, après avoir farouchement défendu leur indépendance sous Skanderbeg, au XVe siècle, ont fourni au sultan bien des pachas et des mamelouks, et même des khédives. Une *« lettre ouverte à l'opinion française »*, publiée en 1989, les accuse d'avoir provoqué au XVIIIe siècle un exode *« prenant des dimensions de génocide »* dans le dessein de *« séparer les territoires serbes pour la sécurité des Ottomans »*.

Premiers des Slaves du Sud, dont ils constituent le groupe le plus nombreux, à secouer le joug turc, les Serbes ont récupéré le Kosovo en 1912, grâce à un compromis entre les grandes puissances, qui n'ont laissé à l'Albanie, dont elles reconnaissaient l'indépendance, que la moitié des populations albanaises. Occupée pendant la première guerre mondiale par les Autrichiens et les Bulgares, la région a fait ensuite retour à Belgrade, qui n'a pas fait grand-chose pour son développement, sinon laisser un universitaire de renom, Vasa Cubrilovic, futur ministre de Tito, préconiser sa *« serbisation »* par tous les moyens.

Nouvelle épreuve en 1941 avec le démembrement de la Yougoslavie par les puissances de l'Axe : le Kosovo est rattaché à l'Albanie, que l'Italie a envahie deux ans plus tôt et placée sous son protectorat. Nouvelles violences, nourrissant partout un appétit de vengeance, nouvel exode serbe. A la Libération, le Kosovo est constitué en région autonome à l'intérieur de la République fédérée de Serbie, selon un schéma inspiré de la Constitution soviétique. C'est une déception pour les Serbes, qui espéraient que la masse albanaise ne serait plus, grâce à sa dilution dans l'ensemble de la République, qu'une minorité. Mais ils ont un compatriote à la tête de la police, Alexandre Rankovic, alors bras droit et successeur désigné de Tito, centralisateur à outrance.

La tendance s'inverse en 1966 avec son limogeage pour complot. De nombreux Serbes quittent le Kosovo, où les Albanais réclament, au cours de manifestations violentes, durement réprimées, le statut de République fédérée. Ils devront se contenter de devenir une République autonome au sein de la Serbie, mais la Constitution de 1974 leur donne un poids égal aux Républiques tout court dans le choix du chef de l'Etat yougoslave, qui doit être pourvu, par rotation annuelle, une fois Tito disparu, selon un système inspiré du modèle helvétique.

TAUX DE FÉCONDITÉ

Après la mort du maréchal, en 1980, les Albanais réclament avec insistance le statut de *« nation constituante »* au sein d'une *« République yougoslave du Kosovo »*. Leur taux de fécondité suffirait à affoler les Serbes, qu'ils poussent par divers moyens à prendre le large. Une vingtaine de personnalités ecclésiastiques signent un appel faisant état du départ forcé de cent mille Serbes en dix ans, alors que le taux de fécondité très élevé de la population albanaise rend sa prépondérance de plus en plus écrasante. Or, à les en croire, le Kosovo est la *« mémoire, le foyer, la flamme de notre être »*. Les incidents se mutiplient, aussitôt grossis par Belgrade, le régime communiste de Tirana prend fait et cause pour les *« Kosovars »* qu'il approvisonne, entre autres, en livres scolaires. Un étudiant irrédentiste déclare devant ses juges : *« L'histoire a condamné la Yougoslavie à mort et c'est aux Albanais du Kosovo qu'il appartient de lui porter le coup de grâce. »* La suite des événements devait lui donner raison.

En 1986 commence à circuler sous le manteau un *« mémorandum »* de l'Académie des sciences et des arts de Belgrade faisant état d'un *« génocide physique, politique, juridique, culturel, de la population serbe du Kosovo »* présenté comme *« la défaite la plus grave subie par la Serbie dans ses luttes de libération. »* C'est en 1987 qu'à l'occasion d'une visite à Pristina, la capitale du Kosovo, Milosevic se rallie de manière spectaculaire aux thèses panserbes. La *« République autonome »* se voit retirer ce statut par le Parlement serbe, en parfaite violation de la Constitution yougoslave. Du coup son représentant à la direction collégiale fédérale, jusque-là un Albanais, est remplacé par un Serbe. Le même traitement étant appliqué aux Hongrois de l'autre République autonome, celle de Voïvodine, Milosevic est en mesure de bloquer l'élection présidentielle fédérale, rendant ainsi inévitables – mais s'en rend-il compte ? – l'implosion de l'ex-Yougoslavie et la guerre qui pendant quatre ans l'a ravagée.

RÉACTION À LA GANDHI

Beaucoup de Kosovars ont émigré, Mais ceux qui sont restés sur place, l'écrasante majorité de la population, ont réagi à la Gandhi à des mesures visant à remettre en cause non seulement leurs droits politiques, mais leur statut social. Ils ont organisé des référendums clandestins pour proclamer leur volonté d'indépendance. Ils ont élu clandestinement un président et un Parlement. Ils ont organisé un enseignement clandestin. L'actuel régime de Tirana les encourage dans cette voie, tout en se dissociant d'une revendication d'indépendance en soi passablement explosive, puisqu'elle aboutirait à faire vivre côte à côte deux Albanies, dont l'une serait souveraine et l'autre pas.

Et la situation se dégrade sur place, les Kosovars étant de plus en plus nombreux à se décourager face à un gouvernement, à Belgrade, sourd à leurs revendications. Un front de libération armé s'est donc constitué, qui a commis plusieurs attentats. Les forces de l'ordre ont réagi avec une brutalité dont le plus sûr effet a été de convaincre un certain nombre d'exilés de rentrer au pays les armes à la main. C'est dire que la solution n'est pas précisément en vue et que les grandes puissances seraient bien avisées d'accroître leur pression sur Milosevic, pour l'amener à mettre fin au dernier régime colonial d'Europe, comme aux risques d'embrasement de la région qu'implique son maintien...

André Fontaine

Les gens *par Kerleroux*



RECTIFICATIFS

ELECTIONS

Un certain nombres d'erreurs se sont glissées dans les résultats des élections régionales et cantonales, tels que nous les avons publiés dans nos éditions du mardi 17 mars et du mardi 24 mars. Nous les corrigeons ci-dessous.

Régionales

● **Haut-Rhin** : Nous avons inversé les résultats des listes de la « gauche plurielle » et des « divers gauche ». C'est la première, conduite par Serge Rosenblieh, qui a obtenu 35 976 voix, 15,1 % des suffrages exprimés et 4 élus. La seconde, menée par Roger Winterhalter, a obtenu 9 668 voix, 4,06 % et aucun élu.

Cantonales

● **Bouches-du-Rhône** : Canton de Port-Saint-Louis, second tour, **ÉLU** : Philippe Caizergue, div., s., m. de Port-Saint-Louis, 2 353. Vincent Porelli, PC diss., 2 202.

● **Orne** : Canton de Bellême, Luc de Romanet, div. d., qui a été élu au second tour, n'est pas conseiller municipal de Bellême, mais adjoint au maire de Saint-Martin-du-Vieux-Bellême.

● **Pyrénées-Atlantiques** : Canton de Nay-Est, second tour, **RÉÉLU** : Pierre Lavigne-du-Cadet, PS, m., m. de Bénéjacq, 4187. Isabelle Lathelize, div. d. sou. RPR-UDF, 2 041.

● **Var** : Canton de Callas, nous avons inversé les résultats de Pierre Blanc, div. g., m. de Bargemon, et d'Hélène Blanc, PC. Au premier tour, M. Blanc a obtenu 714 voix et 22,26 % des exprimés, Mme Blanc 188 voix et été éliminé. Au second, c'est donc Pierre Blanc qui est arrivé en deuxième position avec 954 voix et 30,56 %.

Solidarité et progrès

Le mouvement Solidarité et progrès, dont le président est Jacques Cheminade, refuse l'étiquette *« extrême droite »* que nous avons donnée à son candidat dans le canton de Maisons-Alfort (Val-de-Marne), Christophe Lavernhe, et à la liste que menait, en son nom, Eric Sauzé dans la Drôme aux régionales. Il assure réprouver *« totalement l'idéologie en cause »*, ses statuts rejettant *« toute idéologie du sol, du sang ou de la race »*.

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Nous avons indiqué par erreur qu'Henri Noguères avait protesté, au nom de la Ligue des droits de l'homme (LDH), contre les reconduites à la frontière d'étrangers sans papiers (*Le Monde* du 7 avril). L'ancien président de la LDH est mort le 15 novembre 1990. La position de la LDH était en réalité défendue par sa fille, l'avocate Dominique Noguères.

CORSE

Dans notre édition du 9 avril, dans un article consacré aux investigations judiciaires sur les affaires financières et immobilières corses, nous indiquions que le conseiller territorial Jean-Charles Colonna, maire de Corte, avait édifié un mur long de 50 mètres sur sa propriété sans permis de construire et que cette initiative avait été déférée par le préfet devant le tribunal administratif. Il fallait lire, en fait, Charles Colonna, ancien conseiller territorial et ancien président de l'agence de tourisme corse.

RÉGIS DEBRAY

Le titre du dernier ouvrage de Régis Debray, paru aux éditions Gallimard, est *Par Amour de l'art, une éducation intellectuelle* et non *Par l'Amour de l'art* comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 7 avril.

CLAUDE LANZMANN

Une erreur s'est glissée dans l'entretien que nous a accordé le cinéaste Claude Lanzmann dans *Le Monde* du 1er avril. Le véritable nom du courrier du gouvernement polonais en exil dont Claude Lanzmann évoque le témoignage est Jan Karski, et non « Kraski » comme noté dans le texte.

GEORGES PRÊTRE

Comme indiqué dans le début de la critique de *Pelléas et Mélisande*, opéra de Debussy à l'affiche de l'Opéra-Comique à Paris (*Le Monde* du 10 avril), le chef Georges Prêtre était bien à la tête de l'Orchestre national de France et non de l'Orchestre de Paris, comme écrit plus loin dans le corps de l'article.

PRÉCISION EXTRÊME DROITE

Notre article sur les publications de l'extrême droite française (*Le Monde* du 2 avril) appelle trois précisions. Le prix de vente du quotidien *Présent* est de 10 francs, sauf le samedi, où le numéro, accompagné d'un supplément littéraire, est vendu 15 francs. L'hebdomadaire *Rivarol* a eu, en 1997, une diffusion totale de 5 316 exemplaires par semaine, dont 2 270 abonnements payants. Enfin, nous précise la direction de l'hebdomadaire, le mensuel *Ecrits de Paris* n'est pas un *« satellite »* mais *« plutôt la matrice »* de *Rivarol*, sa création, en 1947, précédant de quatre ans celle de *Rivarol*.

CONCURRENCE Les salariés français, particulièrement dans le monde de la finance, seraient de plus en plus nombreux à envisager de s'expatrier en Grande-Bretagne pour des raisons fiscales. ● UNE ENQUÊTE réalisée par le poste d'expansion économique français à Londres minimise les avantages que procure la capitale britannique. ● LE FISC BRITANNIQUE ignore le quotient familial. Si les impôts sur le revenu sont plus faibles pour un célibataire, les salariés ayant des enfants ne sont pas forcément gagnants outre-Manche. ● LES COTISATIONS SOCIALES sont nettement moins élevées en Grande-Bretagne. Mais, les prestations servies étant inférieures, de nombreux expatriés prennent des assurances privées fort onéreuses. ● PIERRE, jeune banquier français expatrié dans la City, est content de son sort, mais relativise les attraits de Londres.

A moins de 1 million de francs par an, Londres n'est pas un paradis fiscal

De nombreux jeunes banquiers français rêvent de s'expatrier outre-Manche. Si un passage par la capitale britannique, première place financière en Europe, constitue un bon tremplin professionnel, ses avantages fiscaux et sociaux sont à relativiser

LONDRES
de notre correspondant dans la City

Imaginons : vous êtes ambassadeur de la République à Londres et il n'est pas de dîner en ville sans qu'un convive ne mentionne l'exode en Grande-Bretagne de Français fuyant le fisc et les vicissitudes politico-sociales de l'Hexagone. C'est déprimant d'entendre à longueur de soirée qu'après les huguenots, les royalistes, les proscrits de la Commune et les gaullistes, c'est aujourd'hui au tour des grosses fortunes, des hauts salaires et des entrepreneurs dans la force de l'âge, de trouver refuge de l'autre côté de la Manche !

Alarmé par cette immigration dorée, le plénipotentiaire a demandé au poste d'expansion économique de se livrer à une enquête. La note, intitulée « Le shopping fiscal et social au Royaume-Uni : du mythe à la réalité », publiée en décembre, détruit la légende de l'existence d'un paradis fiscal britannique. Parti pris normal, diront certains. Mais cette conclusion est corroborée par l'enquête du *Monde* dans les milieux financiers anglais.

La première idée préconçue est que l'impôt sur le revenu est moins lourd au Royaume-Uni. Il s'agit d'une retenue à la source (*pay as you earn*) prélevée par l'entreprise tous les mois. Seuls les travailleurs indépendants et les contribuables qui perçoivent leurs revenus de l'étranger sont contraints de remplir une déclaration de revenus annuelle à la française. Le taux marginal est moins élevé qu'en France et frappe moins lourdement les très hauts revenus. Mais le système ignore le quotient familial, c'est-à-dire le nombre de personnes à la charge du contribuable. Il prend donc en compte l'individu au lieu du foyer et se révèle beaucoup plus favorable aux célibataires qu'aux ménages. Résultat : en dessous d'un revenu annuel brut de 1 million de franc pour un célibataire, de 1,2 million pour un homme marié sans enfant et de 1,5 million de francs avec deux enfants, l'impôt versé, au sens strict, c'est « bonnet blanc et blanc bonnet ».

FAIBLES COTISATIONS SOCIALES

« L'avantage du système fiscal britannique est qu'il y a moins d'incertitude, d'erreurs et que vous n'avez pas besoin de planifier si vous êtes un salarié, puisque l'impôt est prélevé à la source. Contrairement à ce qu'on croit, les contrôles ne sont pas laxistes. Les tribunaux punissent sévèrement les fraudeurs, en particulier les gens aisés » : pour Andrew Dilnot, directeur de l'Institute for Fiscal Studies, la clef de la réussite britannique est fiscale. Pourtant, comparé à l'administration française des impôts, l'Internal Revenue (IR), son homologue britannique, fait piètre mine : manque de moyens financiers, agents formés sur le tas, procédures de contrôle bureaucratiques et routinières inadaptées, par exemple, aux besoins des 9 millions de travailleurs indépendants. L'absence de code des impôts, le non-accès aux mouvements de comptes bancaires britanniques et la présence de bureaux d'avocats et d'experts-comptables internationaux très inventifs pénalisent l'action des vérificateurs. Sous la pression du nouveau gouvernement travailliste, l'IR s'est engagé à surveiller de plus près les hauts revenus et le recours aux places off-shore.

Sur le plan des cotisations sociales, l'avantage est, en revanche, clairement au Royaume-Uni. La part salariale de la sécurité sociale, plafonnée à un niveau très bas, représente environ 10 % du salaire brut, soit la moitié du taux français. Côté français, on réplique que la protection sociale n'est pas seulement une affaire de pourcentage mais de modèle de société. La maladie ? La couverture du National Health Service, gratuit pour tous (sauf les médicaments), est minimale. L'indemnité de maladie est dérisoire et les assurances privées très onéreuses. La retraite ? Universelle à 2 300 francs par mois pour un salarié. L'allocation-chômage, plafonnée à 1 810 francs par mois, est limitée à six mois afin d'encourager le retour au travail et nécessite au moins deux ans de cotisations préalables. Les allocations familiales sont moins généreuses et sont versées à la semaine, en liquide et au bureau de poste. La participation à une caisse de retraite complémentaire, non obligatoire, est généralement prise en charge par le salarié à hauteur de 50 %.

Martine Aubry a déclaré un jour qu'elle préférait vivre dans la banlieue de Paris que dans celle de Manchester. Cette perfidie n'impressionne guère des jeunes prodiges de la finance, en bonne santé, surtout motivés par le montant de leur prime de rendement, qui peut constituer entre 50 % et 200 % du salaire. Si à Londres, première place boursière européenne, le bonus de fin d'année est taxé au titre de l'impôt sur le revenu (avec un plafond de 40 %), il est exonéré de charges sociales, ce qui n'est pas le cas à Paris. Même si certains allègements fiscaux ont été supprimés en 1995, l'IR encourage la distribution de *stock-options*, actions consenties à bas prix aux dirigeants, qui peuvent ensuite les revendre avec de gros bénéfices au prix du marché. Quant aux avantages en nature, les fameux *perks* auxquels ont droit les cadres en Grande-Bretagne après deux ou trois ans de maison – voiture de fonction, club de sport, assurance médicale privée, scolarité des enfants, voire téléphone cellulaire –, ils sont associés à un revenu et fiscalisés en conséquence. Ils ne sont plus, comme dans les années 70, destinés à compenser le taux élevé des impôts directs.

Les banquiers débutants sont conscients que la marge de manoeuvre à Londres est moins étroite qu'en France et qu'ils peuvent gagner ici, s'ils réussissent, deux, cinq, voire, pour les traders les plus doués, dix fois plus que sur le continent. *« Une expérience de la finance anglo-saxonne, le milieu cosmopolite, l'acquisition de la connaissance de l'anglais des affaires, tout cela est excellent pour le CV. Il y a aussi une prime au talent »*, insiste un gestionnaire de fonds français. L'attraction de Londres s'explique davantage par la réputation et le professionnalisme de ses financiers que par des avantages fiscaux et sociaux, plus relatifs qu'il y paraît.

Marc Roche

Fiscalité comparée Grande-Bretagne/France

(En gras, les chiffres britanniques.)

● Recettes fiscales totales (en milliards de francs ; 1 livre = 10 francs) :
1 270/1 213, dont
– impôt sur le revenu : **600**/314
– impôt sur les sociétés : **250**/171
– TVA : **420**/728.

● Nombre de contribuables :
30 millions/30 millions.

● Taux d'imposition :
– **0-41 000 francs : 20 %**/0-25 610 : 0 %.
– **41 000-261 000 :
23 %**/25 610-50 380 : 10,5 %
– **au-delà, 40 %**
/50 380-88 670 : 24 %
/88 670-143 580 : 33 %
/143 580-233 620 : 43 %
/233 620-288 100 : 48 %
/+ de 288 000 : 54 %.

● Cotisations sociales (pourcentage du salaire brut) :
10 %/20 %.

● Charges patronales (pourcentage du salaire brut) :
10 %/40 %.

● TVA : **17,5 %**/20,6 %.

● Impôt sur les sociétés :
31 %/40,6 % ; **23 %** pour les PME dont le bénéfice est inférieur à 3 millions de francs.

● Taux d'imposition des primes de fin d'année : **40 %**/54 %.

● Impôt de solidarité sur la fortune : **0 %**/0,5 % à 1,52 % sur la valeur nette du patrimoine.

(Source : « Le shopping fiscal et social au Royaume-Uni : du mythe à la réalité », poste d'expansion économique de Londres, décembre 1997.)

Des statuts fiscaux à l'anglaise

Les nouveaux résidents fiscaux bénéficient d'un traitement favorable, pouvant aller jusqu'à cinq ans : les revenus acquis hors de Grande-Bretagne – à l'exception des dividendes d'actions et des revenus locatifs – *échappent à l'impôt tant qu'ils ne sont pas rapatriés.* Est ainsi autorisé, en toute légalité, le recours aux paradis fiscaux environnants, particulièrement rémunérateurs pour les placements en livres sterling sur des comptes à terme ou, plus rarement, dans des trusts qui font fructifier l'épargne à la place des déposants. L'île de Jersey, au secret bancaire absolu, est particulièrement prisée par les expatriés français.

Il existe aussi un statut de résident non ordinaire qui, en théorie, permet pendant trois ans de déduire de sa déclaration le temps passé à l'étranger. Mais son utilisation, par exemple par les professionnels couvrant la France, est limitée en raison de sa complexité et des contrôles tatillons effectués par le fisc sur les billets d'avion ou de train et les relevés de cartes de crédit.

Moi, Pierre, yuppie français dans la City

PORTRAIT
Rémunération importante, avantages nombreux
mais charges élevées

LONDRES
de notre correspondant dans la City

Corney & Barrow. Midi. Le bar à vin le plus célèbre de Broadgate, le coeur de la City. Pierre se présente : trente et ans, expert en produits dérivés dans une banque anglaise, huit ans dans la finance, dont six à Londres. Notre homme a des épaules larges de rugbyman, la mine blafarde (le travail !), l'oeil bleu et l'ironie parisienne. Marié, père d'un petit garçon, il est visiblement content de son sort : une rémunération annuelle brute – tout compris – de 1 million de francs, et un revenu disponible, selon ses dires, de près de 600 000 francs.

La banque lui paie la moitié de son plan de santé privé (couvrant le spécialiste et l'hospitalisation mais pas le généraliste), soit 10 000 francs par an. Son fils est traité par une pédiatre française (la visite est à 500 francs) hors du National Health Service : à en croire Pierre, *« il n'est pas question de faire confiance à la médecine anglaise. C'est du Dickens »*. Les allocations familiales sont de 100 francs par semaine, l'abattement fiscal pour un enfant à charge de 1 000 francs. Question retraite, il souscrit à un fonds de pension de la « boîte », à concurrence de 7 000 francs par mois, mais ignore tout du montant qui lui sera dû à soixante ans puisqu'il s'agit d'un plan en actions dont la valeur dépend des mouvements de la Bourse.

Sa prime de fin d'année, taxée à 40 %, correspond environ à 120 % de son salaire. Elle est en partie composée d'actions de la société qu'il ne peut revendre avant un délai de trois ans... afin de renforcer sa loyauté à la firme. La fiscalité réduit l'impact des avantages en nature (une allocation voiture de société de 60 000 francs par an et un téléphone portable). De treizième mois, point, mais il touche une petite participation aux profits de son établissement.

En raison de la charge de travail, il ne parvient pas à utiliser ses quatre semaines de vacances. *« On appuie sur les hommes comme sur des boutons. Il faut bosser, et beaucoup. On est payé pour ça. »* La liberté de licenciement est totale, l'indemnité de départ correspond à un mois de salaire.

Le loyer mensuel de son appartement – 65 mètres carrés dans un quartier branché de l'Ouest londonien – est de 18 000 francs, soit trois fois l'équivalent parisien, auquel il faut ajouter les impôts locaux (600 francs par mois) et le permis de stationnement (800 francs par an).

Quand on mentionne l'actuelle ruée sur Londres, Pierre évoque les difficultés de la vie quotidienne : la cherté des restaurants, le prix de l'école privée à venir (8 500 francs par trimestre à la maternelle du Lycée français, une des moins chères de Londres), le salaire de la *nanny* (4 000 francs par mois) qui aide l'épouse qui travaille, le métro vétuste et bondé, l'infrastructure urbaine lézardée... Bref, des problèmes non quantifiables qui n'apparaissent pas dans la feuille de paie. *« Je rentrerai en France dans quelques années. Malgré tout, on y vit mieux qu'ici. »*

M. R.

Deux fusions bancaires géantes aux Etats-Unis

DEUX FUSIONS impliquant quatre grandes banques américaines devaient être annoncées lundi 13 avril aux Etats-Unis, selon le *New York Times*. Les discussions auraient été conclues dimanche soir, les conseils d'administration approuvant les fusions sous forme d'échange d'actions. Nationsbank Corp. et BankAmerica Corp. créeront la première banque américaine active sur l'ensemble du territoire, avec le plus grand nombre de branches et les dépôts les plus importants, mais en deuxième position en termes d'actifs (570 milliards de dollars). La transaction est estimée à plus de 60 milliards de dollars (plus de 360 milliards de francs). De son côté, Banc One Corp., en rachetant First Chicago NBD Corp. pour 30 milliards de dollars, devrait devenir la cinquième banque américaine.

DÉPÊCHES

■ **BOURSE : Tokyo, l'une des rares places financières ouvertes, a enregistré, lundi 13 avril, une baisse de 1 %. L'indice Nikkei a perdu 163,54 points, à 16 317,58. Le dollar s'est repris à 129,25-30 yens (contre 129,01-05 en clôture vendredi) après être descendu dans la matinée à 127,60 yens.**

■ **ALL NIPPON AIRWAYS : la compagnie aérienne japonaise est contrainte d'annuler plusieurs vols internationaux en raison de la grève de ses pilotes, depuis le 6 avril. Ceux-ci protestent contre une modification de leur mode de rémunération, qui ampute leur salaire.**

■ **THOMAINFOR : l'ex-filiale de Thomson-CSF, spécialisée dans la maintenance informatique, devrait être introduite en Bourse, révèle le *Journal des finances*, samedi 11 avril. Thomainfor avait été reprise, en novembre 1997, par Walter Butler Finance Partner.**

SPORTS Le champion cycliste italien Franco Ballerini (Mapei), 33 ans, a gagné le 96e Paris-Roubaix couru, dimanche 12 avril, dans des conditions météorologiques qui ont rendu les 50,2 kilomètres de pavés (pour une distance totale de 226,5 kilomètres) encore plus cruels. ● L'ÉQUIPE MAPEI a réalisé un nouveau triplé grâce à Andrea Tafi (2e) et Wilfried Peeters (3e), deux ans après le succès, fort contesté, de Johan Museeuw (1er), Gianluca Bortolami (2e) et Andrea Tafi (3e). ● DÉJÀ VAINQUEUR EN 1995, Franco Ballerini, qui est en fin de carrière, rejoint les grands spécialistes de l'épreuve. ● LE FRANÇAIS FRÉDÉRIC MONCASSIN (GAN), annoncé comme favori, a dû se contenter de la cinquième place. ● LE CHAMPION DU MONDE 1996, le Belge Johan Museeuw, a été victime d'une fracture de la rotule du genou gauche consécutive à une chute et sera indisponible pour six semaines au moins.

L'équipe Mapei transforme l'enfer de Paris-Roubaix en paradis

En plaçant trois des siens aux trois premières places de la « reine des classiques », l'équipe italienne a réédité son exploit de 1996. Mais, cette fois, c'est le terrain qui a déterminé l'ordre d'arrivée et non pas un long palabre téléphonique avec le patron de la firme partenaire

ROUBAIS
de notre envoyé spécial

La victoire de Franco Ballerini, dimanche 12 avril, dans le 96e Paris-Roubaix fut grande, immense. Après 43 kilomètres en solitaire, l'Italien s'est imposé sur le vélodrome nordiste avec 4 min 16 s d'avance sur le deuxième. Le coureur de Florence est entré en action dans le secteur de Mons-en-Pévèle (Nord). Il a remonté mécaniquement ses adversaires, les semant aussitôt sur le pavé. Une fois seul, il n'a cessé d'accroître son avance sur la petite coalition qui tentait vainement de refaire son retard.

Le succès fut beau. Il l'a été d'autant plus que les deuxième et troisième du classement sont ses partenaires, l'Italien Andrea Tafi et le Belge Wilfried Peeters. Comme en 1996, l'équipe Mapei a réussi le triplé dans la classique. Il y a deux ans, la victoire sans combattre de Johan Museeuw sur Gianluca Bortolami et Andrea Tafi avait provoqué la polémique. Cette fois, le tiercé sur la ligne ne fut pas dicté par le directeur sportif, Patrick Lefévère, en liaison téléphonique avec Milan et le sponsor, Giorgio Squinzi. Il suivit l'ordre décrété par les événements.

La « dream team » du cyclisme professionnel s'est jouée de la concurrence. Une fois Franco Ballerini assuré de la victoire, Andrea Tafi et Wilfried Peeters ont aisément usé, dans le tronçon du carrefour de l'Arbre, les dernières résistances de Frédéric Moncassin (GAN). Les deux hommes sont partis, sans même un regard, se partager les accessits. La supériorité du conglomérat italo-belge a une nouvelle fois été éclaboussante, confirmée jusqu'à l'écœurement par la huitième place de l'inconnu Bart Leysen.

On dit d'une telle domination qu'elle est outrageuse. La mainmise que Mapei a infligée à la course n'a pas seulement humilié les adversaires. Elle a également égratigné le prestige de l'épreuve. Trois victoires, deux deuxièmes places et quatre troisièmes places, en quatre ans, ce palmarès impliquant cinq coureurs différents, ressemble à de la constance. Des champions comme Roger de Vlaeminck (quatre succès, 1972, 74, 75, 77) ont déjà tenu le haut du pavé dans le passé, mais jamais une équipe n'aura imposé un tel joug à la « reine des classiques ».

« ILS SONT HORS CATÉGORIE »

A l'arrivée, le commun du peloton dissimulait difficilement son accablement. Après la démonstration du Tour des Flandres (Johan Museeuw premier, Stefano Zanini deuxième) et de Gand-Wevelgem (Franck Vandenbroucke), le même maillot s'imposait une nouvelle fois en huit jours. « *Ils sont hors catégorie* », se plaignait Jean-Luc Vandenbroucke, directeur sportif de Lotto. Ce dimanche gras et froid réunissait pourtant les conditions premières d'une édition d'anthologie. La boue qui recouvrait les cinquante kilomètres de pavés répartis en vingt-sept secteurs laissait augurer figures libres et chutes imposées.

Au départ de Compiègne (Oise), les regards des coureurs trahissaient l'appréhension et les voitures d'assistance surchargées de matériel la peur de manquer. Deux cent soixante-six kilomètres plus loin, force était de constater que l'équipe Mapei s'était gaussée de l'« enfer du Nord ». Encore a-t-elle connu plus que son lot de malchances ! A Arenberg, où s'entamait véritablement la guerre des tranchées, Stefano Zanini et Johan Museeuw se retrouvaient impliqués dans une chute provoquée par un photographe trop hardi. Le premier se relevait avec une lèvre abîmée et un retard insurmontable. Le second en restait là : victime d'une fracture de la rotule gauche, il était contraint à l'abandon.



PASCAL ROSSIGNOL/REUTERS/MAXPPP

Franco Ballerini déjà en tête de la course à Orchies.

Le champion de Belgique, Tom Steels, fut à peine plus heureux. Animateur de la première échappée de la journée, dès le kilomètre 57, le sprinter de la maison s'est maintenu aux avant-postes plus de 150 kilomètres. Une chute puis un saut de chaîne l'ont alors renvoyé en deux temps dans les profondeurs du classement (24e). Trois hommes poursuivis par le mauvais sort : dimanche, à l'arrivée, les autres directeurs sportifs invoquaient moins que cela pour crier leur infortune.

Mais Mapei craint moins le vide que le trop-plein. Sur un budget annuel sans doute supérieur à cinquante millions de francs, soit le double de la plupart de ses concurrents, s'est bâtie depuis quatre ans une exceptionnelle formation. La saine émulation s'est vite muée en guerre ouverte entre contingents italien et belge : le sprint final d'Andrea Tafi pour souffler la deuxième place à Wilfried Peeters résume l'état d'esprit général. Les dénégations de l'encadrement et des intéressés n'empêchent pas la rumeur de parier sur l'explosion prochaine de cette pétaudière.

A la fin du mois d'avril ou au début du mois de mai, le *dottore* Giorgio Squinzi doit annoncer s'il maintient sa présence dans le cyclisme à la fin de la saison. En cas de prolongation, l'équipe pourrait être reconfigurée. Dans l'hypothèse d'un retrait, Patrick Lefévère recherche déjà un nouveau commanditaire pour la colonie belge. De quoi alimenter la rumeur. Dimanche, installés dans leur bus, à l'écart, les vainqueurs n'avaient cure des jalousies et racontars. Tandis que les autres se décrassaient dans les installations vétustes du vélodrome, ils profitaient des trois douches privatives de leur luxueuse roulotte. Mardi 14 avril, une nouvelle équipe, composée d'hommes frais, est convoquée à Charleroi pour participer aux courses ardennaises : Flèche wallonne et Liège-Bastogne-Liège. Elle tentera de poursuivre la razzia.

Benoît Hopquin

TROIS QUESTIONS À...

PATRICK LEFÉVÈRE

1 Quel est votre sentiment sur ce 96e Paris-Roubaix, vous qui êtes le directeur sportif de l'équipe Mapei ?

Je suis heureux, car Franco Ballerini ne gagne pas souvent, mais il a maintenant deux Roubaix. J'oserai presque dire que c'est dommage qu'il ait fait cadeau de la victoire à Gilbert Duclos-Lasalle en 1993. A trente-trois ans, apparemment, il n'est pas fini. Ce matin, il a demandé à être « protégé », car il ne gagne que peu de courses, et celle-ci lui réussit. Mais je n'ai pu donner mon accord, car j'avais quatre coureurs à protéger. Alors, il est parti tôt. C'était risqué avec le vent, mais derrière, nos deux équipiers, Andrea Tafi et Wilfried Peeters, ont fait un bon travail. Je suis malgré tout triste que Johan Museeuw, victime d'une fracture de la rotule gauche, ait dû abandonner et soit indisponible pour au moins six semaines.

2 Ce triplé est-il plus beau que celui, très controversé, de 1996, où l'ordre d'arrivée de vos coureurs – Johan Museeuw, Ginaluca Bortolami et Andrea Tafi – avait été établi avec la direction de la firme Mapei avant l'arrivée ?

Ce second triplé est, pour moi, aussi beau beau que le premier. Certains n'ont pas apprécié celui d'il y a deux ans. Moi, je m'en fous. Personne ne peut me le reprendre. Nous avons gagné parce que tous mes coureurs sont de grands gabarits et des rouleurs remarquables qui font aussi preuve d'une discipline et d'une volonté particulières pour cette course.

3 La société Mapei parlait de modifier ses vecteurs de communication, quel est avenir peut-on envisager pour l'équipe cycliste ?

Le patron, Giorgio Squinzi, est en Amérique pour deux semaines, j'espère qu'il prendra une bonne décision sans se laisser guider par l'émotion. Il faut être confiant. On a gagné toutes les grandes courses depuis Milan-San Remo, et on va avec une nouvelle équipe à la Flèche Wallone, où j'espère beaucoup de Franck Vandenbroucke, motivé.

Propos recueillis par Patricia Jolly

Franco Ballerini n'aime que le haut du pavé

ROUBAIX
de notre envoyée spéciale

On cajole et on embrasse dans le cou le grand garçon de trente-trois ans. Le gant de toilette du soigneur frotte le visage moucheté de boue et les jambes crottées de Franco Ballerini comme on débarbouillerait un gamin pour le rendre présentable. La deuxième victoire de l'Italien dans Paris-Roubaix est un double sujet de réjouissance : elle lui permet aussi d'endosser le maillot blanc de leader de la Coupe du monde. A peine descendu de selle, après une chevauchée de 6 h 55 min 16 s, le radieux Toscan doit non seulement brandir un vilain pavé gris fixé sur un socle – le trophée –, mais aussi jurer qu'il défendra son honneur de leader provisoire.

PORTRAIT

« Entrer en tête dans le vélodrome, c'est comme marquer un but en finale de la Coupe du monde de football. »

La quatrième des dix manches de la compétition aura lieu dimanche 19 avril. Un simple aller-retour en territoire belge connu sous le nom de Liège-Bastogne-Liège. « *Une course qui n'était même pas à mon programme* », soupire Franco Ballerini. Mais il n'a pas suffisamment tutoyé le succès à son goût pour jouer les stars. Après treize saisons dans les pelotons professionnels et à deux ans de la retraite, il est trop tard pour cela. « *Si on ne dit pas que je suis un grand champion, on ne pourra pas nier que j'ai été un bon coureur* », lance-t-il l'œil malicieux.

Sa chevelure rase à longues pattes qui dégagent des oreilles légèrement décollées lui donne l'air d'un sympathique cancre du début du siècle. Souvent, il a mal choisi ses échappées, gâchant quelques belles occasions en championnat du monde. Les lignes les plus glorieuses de son CV ? Grand Prix des Amériques, Paris-Bruxelles et Tour du Piémont, en 1990 ; Tour de Romagne et victoire d'étape au Tour d'Italie, en 1991. Heureusement, avec son pavé buriné par les plus déroutants micro-climats, Paris-Roubaix bouscule les lois du vedettariat cycliste. L'Italien en a profité pour rajouter deux lignes à son palmarès. Ce sont les plus belles. Dans « l'Enfer du Nord », Franco Ballerini sait d'instinct où poser sa roue. « *Je suis né comme ça*, dit-il, *pour les pavés. Comme Marco Pantani est né pour réussir dans la montagne.* »

Ni zèle ni masochisme. Juste une grande sérénité devant l'épreuve. « *Un beau Paris-Roubaix*, affirme-t-il, *c'est gadouilleux, avec une embûche au détour de chaque virage.* » Et là où le commun des mortels s'englue, le funambule italien au maillot d'Arlequin « mouline », souple, bien en équilibre. « *Je me sentais mieux sur les pavés que sur l'asphalte*, assure-t-il. *Je me suis retrouvé devant sans grand effort et je me suis échappé sans vraiment le vouloir.* »

Avant la Mapei, ralliée en 1994, Franco Ballerini a connu cinq autres équipes. La famille du cyclisme a ses conventions. Sagement, il a attribué une partie de sa réussite à la « *bonne entente* » qui règne au sein de sa formation et déploré l'accident survenu à Johan Museeuw, son coéquipier, le champion du monde en 1996, donné grand favori. Mais les dissensions entre les coureurs belges et italiens y sont bien connues. Et Franco Ballerini n'était pas le leader désigné pour cette course. Avant son échappée solitaire, il n'a rien dit à Andrea Tafi et Wilfried Peeters, les deux compères d'entraînement, pourtant à portée de voix. « *Sur les pavés, on ne s'entend pas* », a-t-il argué.

Franco Ballerini a lancé son offensive à 62,5 kilomètres de l'arrivée. « *C'est beaucoup*, a-t-il admis, *mais, pour gagner une grande course, il faut parfois un peu de folie.* » Plus tôt, il avait été victime d'une crevaison. Ces choses-là se reproduisent rarement, autant s'en convaincre. Il a donc abandonné le menaçant Français Frédéric Moncassin (GAN), qui tentait de le suivre, à la surveillance d'Andrea Tafi et de Wilfried Peeters. Mais avant que Paris-Roubaix ne devienne sa course fétiche, notre héros y a eu sa part de poisse.

En 1993, il a échoué pour 8 centimètres face au vétéran français Gilbert Duclos-Lasalle. Il avait juré de ne plus revenir. Mais, 5e en 1991 et 11e en 1992, il sentait que cette course serait la sienne. En 1995, en démarrant au 32e kilomètre, il a découvert que son compatriote Francesco Moser, vainqueur de 1978 à 1980, ne l'avait pas trompé. « *Si les pavés c'est l'enfer, le vélodrome et sa clameur, c'est le paradis* », avait-il constaté à l'époque. Dimanche 12 avril, il l'a confirmé : « *Entrer en tête dans le vélodrome, c'est comme marquer un but en finale de la Coupe du monde de football.* » Alors, pour profiter un peu plus de la gloire, il s'est offert quelques tours supplémentaires en attendant ses deux coéquipiers.

Patricia Jolly

Les classements

● **Classement de la 96e édition de Paris-Roubaix courue dimanche** : 1. Franco Ballerini (Ita./Mapei), les 266,5 km en 6 h 55 min 16 s (moyenne : 38,505 km/h) ; 2. Andrea Tafi (Ita./Mapei), à 4 min 16 s ; 3. Wilfried Peeters (Bel./Mapei), à 4 min 19 s ; 4. Leon Van Bon (P-B/Rabobank), à 4 min 49 s ; 5. Frédéric Moncassin (Fra./Gan) m. t., 6. Rolf Sorensen (Dan./Rabobank), à 4 min 50 s ; 7. Magnus Backstedt (Suè./Gan), à 4 min 52 s ; 8. Bart Leysen (Bel./Mapei), à 6 min 34 s ; 9. Gianluca Bortolami (Ita./Festina), à 6 min 34 s ; 10. Henk Vogels (Aus./Gan), à 6 min 34 s ; etc.

● **Classement individuel de la Coupe du monde** (après trois épreuves : 1. Franco Ballerini (Ita./Mapei), 124 points ; 2. Emmanuel Magnien (Fra./Française des jeux), 115 pts ; 3. Stefano Zanini (Ita./Mapei), 110 pts ; 4. Erik Zabel (All./Telekom), 100 pts ; 5. Johan Museeuw (Bel./Mapei), 100 pts ; etc.

● **Classement par équipes de la Coupe du monde** : 1. Mapei (Ita.), 28 points ; 2. Rabobank (P-B), 17 pts ; 3. La Française des jeux (Fra.), 17 pts ; 4. TVM (P-B), 13 pts ; 5. Polti (Ita), 13 pts ; etc.

A l'arrière, la terrible soustraction

ROUBAIX
de notre envoyé spécial

Il y avait ceux qui croyaient en eux et ceux qui n'y croyaient pas. Dimanche 12 avril, avant même l'envol de Compiegne (Oise), le peloton était scinde en deux. D'un côté, les coureurs qui aspiraient à la victoire, nantis de solides créances ou de fragiles illusions. De l'autre, des professionnels qu'on avait envoyés là et qui s'étaient exécutés. Sous la banderole de départ, ces purs participants – on se gardera de les appeler « touristes » – s'étaient déjà raisonnablement placés en deuxième rideau, afin de ne pas gêner.

Nos hommes de bonne volonté poussèrent l'affaire 113 kilomètres durant, jusqu'à la tranchée d'Arenberg. Il en fut tout de même une poignée pour mettre pied à terre avant même ce premier obstacle, incapables de suivre le rythme, fût-ce sur le meilleur asphalte. L'Italien d'Asics, Carlo Marino Bianchi, fut le premier à monter dans la voiture-balai. Deux ou trois autres ne tardèrent pas à le suivre. Pour ceux-là, Paris-Roubaix était déjà fini quand il n'avait pas encore commencé.

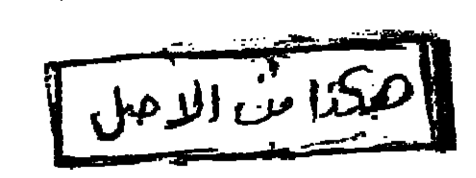
Les autres s'en allèrent tâter de quoi l'Enfer était pavé. Dès les premiers mètres de la forêt d'Arenberg, ils en perçurent la criante injustice. Le peloton se disloqua violemment, étalonnant impitoyablement les valeurs. Au sortir de ces 1 600 m de shaker, une bonne demi-douzaine de gaillards se rangèrent définitivement sur le bas-côté. Cet exercice n'était pas pour eux. De petits groupes d'attardés – le plus important comptait treize coureurs – erraient dans la campagne. Avec la fatigue, les chutes se multipliaient.

A chaque secteur pavé, l'ambulance enfournait son lot d'éclopés, soignant les corps. « *En fait, la plupart des coureurs, à l'arrière, flottaient dans une sorte d'état intermédiaire*, expliquait Gérard Nicolet, médecin de l'épreuve. *Ils étaient tombés, souffraient de blessures minimes, mais en prenaient surtout un gros coup au moral.* » La triste soustraction dura jusqu'au dernier ravitaillement, à Merignies (Nord), au kilomètre 207. Une partie de l'arrière-ban s'arrêta alors, remisa le vélo sur les râteliers des voitures d'équipe et se fit motoriser dare-dare jusqu'à l'arrivée. Ils étaient ainsi une bonne trentaine d'auto-stoppeurs déjà sous la douche quand Franco Ballerini entra sur le vélodrome. L'ambiance parmi ces vaincus était plutôt gaie : moins qu'ailleurs, il n'y a de honte à abandonner dans Paris-Roubaix.

Pendant cinquante kilomètres, tandis que l'avant se déchirait, l'arrière se soutenait. A vingt-cinq kilomètres du but, Yvon Sanquer, le directeur sportif de la Mutuelle de Seine-et-Marne, offrit ainsi un vélo à un coureur d'Aubervilliers qui désespérait sur le bas côté, son cadre endommagé à la main.

Poussé par la voiture-balai, un dernier groupe de sept hommes entra sur le vélodrome, recueillant à son tour l'ovation du public, près de vingt-huit minutes après le vainqueur. L'Américain George Hincapie (US Postal Service) fermait la marche. Lui et seize autres qui franchirent la ligne furent finalement déclarés hors délai. Dans ce 96e Paris-Roubaix, sur 192 partants, 49 coureurs furent classés.

B. H.



L'air des sommets réussit au Racing club de Lens

Leader du championnat de France, le club nordiste s'est qualifié pour la finale de la Coupe de France, qu'il disputera face au Paris-Saint-Germain

Rien ne résiste au RC Lens. En tête du championnat de France à trois journées de la fin de l'épreuve, l'équipe nordiste s'est qualifiée, samedi 11 avril, pour la finale de la Coupe de France, jouée le 2 mai, au Stade de France. Sur leur pelouse du stade Bollaert, les Lensois ont dominé Lyon (2-0) grâce à un doublé de leur meneur de jeu, Stéphane Ziani. Le club, dont le palmarès est toujours vierge depuis sa création, a ainsi l'occasion de s'adjuger deux titres la même année, comme l'AJ Auxerre en 1996. Une perspective qui ne trouble en rien la sérénité des dirigeants et celle des supporteurs. En finale, les hommes de Daniel Leclercq affronteront le Paris-Saint-Germain.

LENS
de notre envoyé spécial

« On a faim. » L'expression est devenue familière chez les supporteurs lensois. Faim de titre, faim de reconnaissance, faim de gloire. La dernière participation à une finale de Coupe de France remontait à 1976 pour l'Olympique lyonnais, à 1975 pour le Racing club de Lens, battu (0-2) par le Saint-Etienne de la grande époque, à la suite de la plus célèbre reprise de volée du football français, celle de Jean-Michel Larqué. Lyon et Lens avaient donc également faim, samedi soir 11 avril, d'une première finale de Coupe depuis plus de vingt ans, et pour la première fois disputée, le 2 mai, au Stade de France.


FOOTBALL

A ce jeu, ce sont les nerfs des Lensois qui ont le mieux tenu : deux buts de Stéphane Ziani (24e et 90e) et deux frappes de la tête sur la transversale d'Anto Drobjnak, en début de partie, et de Vladimir Smicer à la fin. Lyon a manqué sa chance en première mi-temps sur des tirs de Patrice Carteron et Christophe Cocard, stoppés par des arrêts-réflexes du gardien, Guillaume Warmuz, sur sa ligne. Pour Lens, l'heure de la revanche de la demi-finale ratée de 1994 contre Montpellier (0-2 au stade Bollaert) avait sonné. En quatre ans, c'est précisément ce réalisme offensif et la sérénité dans les esprits qui font toute la différence et permettent aux Lensois d'envisager un doublé – titre de champion et Coupe de France – qui donne déjà le vertige à toute une région.

« ON VEUT LE DOUBLÉ »

Fatigués et déçus, les joueurs de Lyon sont restés allongés de longues minutes sur la pelouse détrempée. Pendant près de deux heures, sans désemparer, les tribunes à l'anglaise du stade Félix-Bollaert ont chanté, crié, soufflé dans leur nuque. Ivres de bonheur, les 42 000 spectateurs détournent la Marseillaise (*« L'étendard sang et or est levé »*) et, tout à coup, se mettent à crier sur l'air des lampions : *« On veut le doublé. On veut le doublé. »* Dans les vestiaires, après les prudences d'usage, Gervais Martel, président du Racing club de Lens et grand amateur de cartes, dévoile son jeu : *« On veut faire belote et rebelote. »*

Alors, au sceptique qui demande comment une équipe qui n'a jamais rien gagné pourrait demain remporter le doublé, joueurs, dirigeants et public lensois répondent à l'unisson que les meurtrissures d'une région sont en passe d'être consolées. Que l'image d'éternel perdant du Nord-Pas-de-Calais est en train de changer. A entendre la rumeur du *Zébulon*, le café de l'ancien joueur Richard Krawczyk, devenu le temple des supporters du Racing, un doublé aurait pour la région le même effet que l'implantation de Toyota à Valenciennes. Le Nord-Pas-de-Calais prend le virage de la modernité deux ans avant la fin du siècle. Deux cent trente entreprises ont déjà loué une loge dans la tribune d'honneur de Félix-Bollaert pour la saison 1998-1999.

C'est un rêve qui dépasse les limites du bassin minier. Pour la demi-finale contre Lyon, on était venu de la Somme, de l'Aisne, de la Côte d'Opale, du Cambrésis, de Valenciennes, de Lille, fief du vieux rival, de Paris aussi. Comme dit Daniel Lesix, commentateur de tous les matches du Racing à Radio-Bruaysis (99,2 FM), le football à Bollaert, c'est quasiment *« le seul et le plus grand spectacle au nord de Paris »*. Que les succès de l'équipe « sang et or » surviennent l'année même de la Coupe du monde... à Lens, prouve que le vent a tourné. Pour la région et ses soixante-cinq sections de supporters, 1998 est bien l'année bénie des dieux. *« Plus rien de grave ne pourrait nous arriver »*, disent-ils, sûrs de leur fait.

Pas fanfarons pour autant. Lens a déjà perdu deux finales de la Coupe de France, en 1948, contre Lille (2-1), et en 1975, devant Saint-Etienne (2-0). En championnat, Metz ne compte que deux points de retard. Mais c'est précisément l'expérience des échecs passés, des défaites jamais consolées et la succession des *« gros matches à pression »*, selon l'expression de l'attaquant Tony Vairelles, qui expliquent la montée en puissance de l'équipe.

De cette alchimie, les principaux artisans sont un duo d'hommes que tout semble séparer – le flegme de l'entraîneur, Daniel Leclercq, la faconde du président, Gervais Martel –, mais que réunit un amour immodéré pour leur club et leur région. *« A Lens, depuis la dernière finale manquée de 1975, à part le nom du club, tout a changé,* explique Gervais Martel. *On est entré dans une ère nouvelle. Mais, jusqu'à présent, on avait toujours été un club sympa. Maintenant, je veux qu'on soit un grand club. »*

Henri Tincq

Nouvel épisode de l'affaire Guérin-Arribagé

La commission de conciliation du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) a proposé, vendredi 10 avril, à la Fédération française de football (FFF) de prolonger la durée de la suspension de la sanction concernant Vincent Guérin (PSG) et Dominique Arribagé (Toulouse FC), *« afin d'élucider les questions posées par cette affaire »*. Ayant fait appel de leur suspension de dix-huit mois dont six ferme pour dopage aux stéroïdes anabolisants, les deux joueurs peuvent actuellement exercer librement leur métier. Si la FFF rejette la proposition de conciliation (dans un délai d'un mois), les suspensions redeviendraient effectives.

Le Paris-Saint-Germain retrouve la Coupe des coupes

GRÂCE À UN BUT de son avant-centre Florian Maurice marqué dès la 4e minute de jeu, le Paris-Saint-Germain a battu En Avant Guingamp (1-0), dimanche 12 avril, en demi-finales de la Coupe de France. La rencontre, d'un niveau technique médiocre, n'a pas enthousiasmé les 24 106 spectateurs du Parc des Princes. Déjà vainqueur de la Coupe de la Ligue, le 4 avril, le PSG va retourner en toute décontraction au Stade de France, le 2 mai, pour disputer la finale de la Coupe de France. D'une part, la pression sera sur Lens, qui endossera le rôle du favori. D'autre part, les Parisiens sont d'ores et déjà assurés de participer la saison prochaine à la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe. Les Lensois, actuellement en tête du championnat, disputeront en effet la Ligue des champions, réservée aux deux premiers de la première division.

Depuis sa reprise par Canal Plus, le 31 mai 1991, le Paris-Saint-Germain collectionne les coupes. La série a démarré le 12 juin 1993 avec la conquête de la Coupe de France (3-0 devant Nantes). Deux ans plus tard, le PSG a réussi le doublé Coupe de la Ligue (2-0 face à Bastia) et Coupe de France (1-0 contre Strasbourg). Dans les compétitions européennes, le PSG s'est adjugé la Coupe des coupes, le 8 mai 1996 à Bruxelles, en s'imposant (1-0) aux dépens du Rapid Vienne. Dans cette même épeuve, les Parisiens n'ont été battus (0-1) par Barcelone qu'en finale, le 14 mai 1997, à Rotterdam.

« Je suis heureux de laisser le club dans un meilleur état qu'à mon arrivée », a déclaré Michel Denisot à l'issue du succès devant Guingamp. Son successeur, Charles Biétry, planche depuis plusieurs semaines sur le renouvellement de l'effectif et de l'encadrement technique pour aborder le retour en Coupe des coupes avec l'ambition de parvenir au moins jusqu'en demi-finales. L'identité du nouvel entraîneur devrait être révélée cette semaine. Qu'il s'agisse de Gérard Houllier (l'actuel directeur technique national), de Jean-Claude Suaudeau (ancien entraîneur de Nantes) ou de Philippe Troussier (sélectionneur du Nigeria), le budget du club ne devrait pas trop en souffrir, ce qui pourrait préfigurer une politique générale moins dispendieuse.

L'Inter Milan à l'épreuve du football moderne du Spartak Moscou

MOSCOU
correspondance

Une défaite à enrager et des espoirs pour y croire encore : tel est le bilan du Spartak Moscou, à l'issue du mach aller des demi-finales de la Coupe de l'UEFA. Battus de justesse (1-2) par l'Inter Milan de Ronaldo et Youri Djorkaeff sur la prestigieuse pelouse de San Siro, le 31 mars, les joueurs russes aborderont la seconde manche, mardi 14 avril, avec l'ambition de refaire leur handicap pour confirmer leur exploit du tour précédent, où ils avaient renvoyé l'Ajax Amsterdam au train-train de son championnat national.

Le 3 mars, sur le prestigieux terrain de l'Ajax, les Moscovites y avaient récité dans la joie leur leçon favorite, la contre-attaque à grande vitesse, pour s'imposer sans discussion (3-1). Le match retour fut une simple confirmation (1-0). Cette double performance est remarquable, du fait de la renommée de l'adversaire, mais surtout de sa date : le début du mois de mars.

A cette époque de l'année, alors que les grands championnats européens s'engagent dans le dernier col où s'opère une sélection définitive entre les lauréats et les recalés, les joueurs russes luttent contre la rouille, en attendant la reprise. Les équipes s'offrent des tournées à l'étranger et révisent leurs gammes en multipliant les matchs amicaux. De ce fait, ils sont rarement en état de briller lors des derniers tours de Coupes d'Europe. Le championnat a enfin débuté le 28 mars dernier. Malgré une défaite à domicile lors de la première journée, difficile de parier sur une autre équipe que le Spartak dans la course au titre.

Depuis la décomposition de l'URSS, le championnat russe est orphelin des grands chocs contre le Dynamo Kiev. Le niveau de jeu a baissé, les meilleurs joueurs émigrent sous des cieux plus verts de dollars.

LE PLUS POPULAIRE DU PAYS

Même le Spartak, club le plus riche (budget : 90 millions de francs) et le plus populaire du pays, ne peut retenir ses plus brillants solistes. Il y a deux ans, le plancher de l'équipe s'est effondré, avec le départ de trois défenseurs majeurs (Ramiz Mamedov, Youri Nikiforov et Victor Onopko).

Cet exode, le club n'est toujours pas parvenu à le compenser, du fait d'une autre faiblesse du football russe : l'absence de bons défenseurs. Par un étrange phénomène de mode, les jeunes sont aimantés par les postes offensifs, ce que le président-entraîneur du Spartak, Oleg Romantsev, résume en une formule désabusée : *« En Russie, si tu es bon, tu joues en attaque ; si tu es moins bon, tu joues en défense, et si tu ne sais pas jouer, tu deviens gardien de but. »* Les étrangers étant trop chers et les jeunes trop jeunes, le club doit faire confiance à un ancien, Sergeï Gordukovitch, pour orchestrer la manœuvre derrière. A trente-six ans, celui-ci s'efforce de remédier à sa lenteur par son sens de l'anticipation et l'expérience. Plus difficile à faire en Coupe d'Europe.

Ce manque de bons défenseurs a une conséquence directe sur le jeu de Spartak : sa fuite en avant offensive tient autant de la profession de foi que de la contrainte. Lorsque l'adversaire est faible, Dimitri Alenitchev, Igor Titov, Alexander Shirko et les autres expriment à pleins poumons leur potentiel offensif. Lorsque l'opposition sait confisquer le ballon, exercer une pression sur les lignes arrière moscovites et imposer un combat physique, le Spartak ne fait plus le fier, souffre, plie, et finit souvent par craquer.

Le premier enseignement du match aller à Milan fut la difficulté du Spartak à desserrer l'étreinte italienne et à relancer proprement. L'importance cruciale du jeu sans ballon, magnifié de nos jours par une équipe comme la Juventus Turin, est peut être le plus gros handicap des Moscovites contre une équipe aussi expérimentée que l'Inter. Le club manque de temps pour roder son jeu et améliorer sa condition physique. Face au bloc milanais, qui viendra défendre son petit but d'avance armé jusqu'au bout des crampons de son légendaire réalisme, le Spartak ne pourra pas profiter d'une opération *« portes ouvertes »*, comme celle que lui avaient gentiment organisée les joueurs de l'Ajax, le 17 mars. D'autant plus que le terrain, au stade Dynamo, ne se prête pas vraiment aux grandes effusions sportives.

L'équipe de France, qui y a affronté la Russie (1-0), le 25 mars dernier, peut témoigner de son piètre état. Brûlée à un degré alarmant, réservant d'imprévisibles rebonds du ballon, elle est indigne d'une demi-finale de Coupe d'Europe. Malheureusement, le Spartak est un club sans stade fixe. Obligé de disputer ses matchs à domicile sur les terrains de ses voisins moscovites du Lokomotiv ou du Dynamo, le champion de Russie en titre attend avec impatience la construction d'une nouvelle enceinte, promise par le maire de Moscou, Iouri Loujkov. Coût prévu : 600 millions de francs au bas mot. La première pierre n'est sans doute pas pour demain.

Damien Violette

Les rendez-vous de la semaine

● **Mardi 14 avril :**
Demi-finales retour de la Coupe de l'UEFA : Spartak Moscou-Inter Milan (1-2), Lazio Rome-Atletico Madrid (1-0).

● **Mercredi 15 avril :**
Demi-finales retour de la Ligue des champions : Monaco-Juventus Turin (1-4), Borussia Dortmund-Real Madrid (0-2).

● **Jeudi 16 avril :**
Demi-finales retour de la Coupe des vainqueurs de coupe : Chelsea-Vicence (0-1), Lokomotiv Moscou-VfB Stuttgart (1-2)
(Entre parenthèses, les scores des matches aller.)

● **Vendredi 17 avril :**
32e journée de championnat de France de première division (matches avancés) : Metz-Nantes ; Cannes-Lens.

● **Samedi 18 avril :**
32e journée de championnat de France de première division :
Auxerre-Marseille ;
Monaco-Toulouse ;
Paris-SG-Bordeaux ;
Châteauroux-Lyon ;
Bastia-Montpellier ;
Strasbourg-Le Havre ;
Rennes-Guingamp.

Mary Pierce réalise un doublé à Amelia Island

MARY PIERCE S'EST HISSÉE À LA CINQUIÈME PLACE MONDIALE, dimanche 12 avril, en gagnant le tournoi sur terre battue d'Amelia Island (Floride). Finaliste en 1996 et 1997, la Française a battu l'Espagnole Conchita Martinez (6-7 (8-10) 6-0, 6-2). En demi-finales, elle avait dominé l'Américaine Lindsay Davenport (4-6, 6-3, 6-3) pour la première fois depuis 1993. Remise d'une douleur au dos, Mary Pierce s'est offert la victoire en double aux côtés de l'Américaine Sandra Cacic. Les deux joueuses ont battu l'Autrichienne Barbara Schett et la Suisse Patty Schnyder (7-6 (7/5), 4-6, 7-6 (7/5).

Mary Pierce n'a pas été sélectionnée pour le premier tour de la Fed Cup, qui se dispute les 18 et 19 avril à Gand, car elle avait annoncé son retour en Europe, jeudi. Le capitaine de l'équipe de France, Yannick Noah, a jugé cette arrivée beaucoup trop tardive pour récupérer le décalage horaire et s'adapter à la surface rapide installée par les Belges.

Chez les messieurs, le week-end a été marqué par la victoire de l'Espagnol Alberto Berasategui à Estoril, devant l'Autrichien Thomas Muster (3-6, 6-1, 6-3). Au tournoi de Hongkong, Kenneth Carlsen a battu le Zimbabwéen Byron Black (6-2, 6-0), signant la première victoire d'un Danois dans l'histoire de l'ATP Tour. Enfin, Patrick Rafter a renoué avec le succès à Chennai (Inde), en dominant le Suédois Mikael Tillström (6-3, 6-4). L'Australien n'avait plus gagné de tournoi depuis les Internationaux des Etats-Unis, en septembre.

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILISME : le Français Jean-Louis Schlesser (Buggy Schlesser)** a gagné, samedi 11 avril, son premier Rallye de Tunisie, devant le Japonais Kenjiro Shinozuka (Mitsubishi). Chez les motards, le Français Richard Sainct (KTM) a réussi une première en devançant l'Italien Fabrizio Meoni (KTM), vainqueur de l'édition 1997.

■ **BASKET-BALL : après leur triomphe européen,** les joueuses du FC Bourges se sont imposées, chez elles, dimanche 12 avril, en finale retour du championnat de France, face à Valenciennes-Orchies (56-46). Le titre sera donc attribué, mardi 14 avril, sur le parquet des championnes d'Europe.

■ **Pau-Orthez s'est assuré la deuxième place de la saison régulière, derrière Villeurbanne** (victorieux contre Evreux 78 à 61), en l'emportant à Limoges (68-67), samedi 11 avril, pour le compte de la vingt-neuvième et avant-dernière journée du championnat de France. Dijon, vainqueur à Toulouse (93-54), et Cholet, qui a dominé Chalon-sur-Saône (84-65), se partagent la troisième place.

■ **FOOTBALL : L'Ajax Amsterdam est devenu champion des Pays-Bas,** dimanche, pour la 27e fois de son histoire, à l'issue de la 30e journée de la compétition. L'Ajax Amsterdam totalise 18 points d'avance sur le PSV Eindhoven et ne peut plus être rejoint par son dauphin, qui était champion en titre. Vainqueur d'Heerenveen, samedi, (7-2) l'Ajax a profité de la défaite (1-3) du PSV Eindhoven, dimanche, face au Sparta Rotterdam. Sous la direction de son nouvel entraîneur danois, Morten Olsen, l'Ajax a dominé le championnat, ne perdant qu'une seule fois en 29 rencontres.

■ **Manchester United consolide sa place en tête du championnat d'Angleterre** en allant battre Aston Villa (0-2), samedi 11 avril, lors d'un match avancé de 34e journée. Arsenal, son dauphin, qui compte quatre points de retard mais trois matches en moins, devait se déplacer à Blackburn, lundi 13 avril, pendant que Liverpool, troisième avec 55 points, devait recevoir Crystal Palace, la lanterne rouge.

■ **En dominant Piacenza (2-0),** grâce notamment à un but de l'international Français Zinedine Zidane, la Juventus Turin a conservé la tête du championnat d'Italie devant l'Inter Milan, vainqueur à Rome de l'AS Rome (2-1), samedi 11 avril. A l'issue de la 29e journée, la Juve dispose toujours d'un point d'avance sur son rival Milanais, et sept sur la Lazio, tenue en échec (1-1) à Brescia.

■ **Après sa victoire, samedi 11 avril, contre Mérida (2-1) lors de la 33e journée du championnat d'Espagne,** le FC Barcelone dispose désormais de 14 points d'avance sur le Real Madrid, qui s'est incliné (2-1) à Vigo contre le Celta. Deux points suffisent désormais au Barça pour enlever le 15e titre de champion d'Espagne de son histoire.

■ **Le Bayern Munich,** en dépit du départ de son entraîneur italien, Giovanni Trapattoni, confirmé, samedi 11 avril, par l'intéressé et par Franz Beckenbauer, le président du club, n'a cette fois pas manqué l'occasion de se rapprocher du leader du championnat, le FC Kaiserslautern. Opposé au TSV 1860 Munich, à l'occasion de la 30e journée, le Bayern s'est imposé (3-1), revenant à un point de Kaiserslautern, qui compte cependant un match en moins.

■ **HANDBALL : Montpellier a fêté son titre de champion de France 1998** en offrant une ultime victoire à ses 2 500 supporteurs face à Sélestat (21-16), samedi 11 avril, lors de la 26 e et dernière journée du championnat de France. Chambéry, qualifié pour la Coupe de la Fédération grâce à sa deuxième place, et Toulouse, troisième, qui disputera la Coupe des Villes, se sont également imposés dans leur salle, respectivement devant Nice (28-22) et l'ACBB (40-24).

■ **RUGBY : lors de la 17e et avant-dernière journée du championnat de France,** disputée samedi 11 et dimanche 12 avril, Narbonne, Perpignan et Bègles-Bordeaux, respectivement vainqueurs à domicile du Stade toulousain (25-11), de Grenoble (45-20) et de Castres (17-12), se sont qualifiés pour les quarts de finale. Ces équipes ont ainsi rejoint Toulouse et le Stade français-CASG qui, bien que battus, étaient déjà qualifiées.

■ **LOTO : les tirages n° 29 du Loto effectués samedi 11 avril ont donné les résultats suivants :**
● premier tirage : 3, 4, 13, 17, 27, 45, numéro complémentaire 7. Les rapports sont pour six bons numéros de 3 799 170 F, pour cinq bons numéros et le complémentaire de 28 435 F, pour cinq bons numéros de 4 945 F, pour quatre bons numéros et le complémentaire de 200 F, pour quatre bons numéros de 100 F, pour trois bons numéros et le complémentaire de 22 F, pour trois bons numéros de 11 F ;
● second tirage : 5, 7, 16, 22, 38, 46, numéro complémentaire 15. Les rapports sont pour six bons numéros de 8 167 770 F, pour cinq bons numéros et le complémentaire de 60 965 F, pour cinq bons numéros de 4 630 F, pour quatre bons numéros et le complémentaire de 236 F, pour quatre bons numéros de 118 F, pour trois bons numéros et le complémentaire de 26 F, pour trois bons numéros de 13 F.

Mark O'Meara accède au panthéon du golf par la plus grande porte

Considéré comme le meilleur golfeur à n'avoir jamais gagné un tournoi majeur, l'Américain a emporté au dernier trou le 62e Masters d'Augusta. Il succède à l'âge de quarante et un ans au petit prodige Tiger Woods, qui peine à retrouver sa forme de 1997

L'Américain O'Meara, considéré jusqu'alors comme le meilleur golfeur à n'avoir jamais gagné un tournoi majeur, a emporté, dimanche 12 avril, le 62e Masters, disputé à Augusta (Géorgie), en réussissant un birdie au dernier trou. Il succède ainsi au palmarès à Tiger Woods, qui lui a passé la traditionnelle veste verte. Agé de quarante et un ans et vainqueur de quatorze tournois du circuit PGA, O'Meara, grâce à un putt de 6 mètres, a terminé avec une carte de 67 (cinq sous le par) et un total de 279 (neuf en dessous du par), lui donnant un coup d'avance sur ses compatriotes Fred Couples, le champion 1992, qui avait mené l'épreuve presque de bout en bout, et David Duval, qui a remporté quatre tournois ces six derniers mois. Avec O'Meara, le héros du jour a été Jack Nicklaus, six fois vainqueur du Masters, qui, à cinquante-huit ans, a terminé à la sixième place, douze années après son dernier succès. Il est devenu le golfeur le plus âgé à se classer dans les dix premiers, une performance qu'il a réalisée vingt-deux fois dans sa carrière.

LOS ANGELES
correspondance

Tout s'est joué sur le dernier trou, un par 4 très long (près de 400 mètres), que les membres du club d'Augusta appellent « Holly » (houx). La balle de Mark O'Meara est sur le green à 6 mètres du fanion. S'il réussit son putt, s'il parvient ainsi à faire un birdie (un coup sous le par), cet Américain âgé de quarante et un ans, qui a quatorze tournois à son palmarès mais aucune victoire dans une des quatre épreuves majeures du circuit, gagnera le Masters, la compétition la plus prestigieuse. S'il lui faut deux coups pour conclure le parcours, Mark O'Meara disputera un barrage selon la formule de la « mort subite », avec ses compatriote Fred Couples, champion en 1992 et leader des trois premiers tours, et David Duval, vainqueur ces six derniers mois de quatre tournois, qui viennent de boucler les quatres journées avec 278 coups.

Sans attendre qu'il ait joué, le public a fait mouvement vers le dixième trou où doit avoir lieu le barrage. Ils ne sont donc pas nombreux à le voir lever les bras puis étreindre son caddie, Jerry Higgenbothem, quand la balle est tombée au fond du pot métallique après avoir doucement glissé sur le gazon. Avec une grande économie de gestes et d'effusions, Mark O'Meara est ainsi entré dans la légende du golf avec cet ultime birdie sur le dernier trou du parcours d'Augusta, où il rend une carte de 279 (74, 70, 68, 67) pour recevoir un chèque de 576 000 dollars (près de 3,5 millions de francs). C'est le premier tournoi du Grand Chelem de sa carrière. Après cinquante-six participations vierges de victoires à des compétitions internationales, quatorze tournois du PGA Tour à son palmarès et 9 millions de dollars de gains accumulés au fil des ans, Mark O'Meara s'est imposé quand on ne l'attendait pas et qu'on ne l'attendait plus.

Comme le dicte la tradition, il a ensuite reçu des mains de Tiger Woods – le vainqueur de l'an passé – la célèbre veste verte, précieux trophée vestimentaire habillant les vainqueurs du Masters depuis soixante-deux ans. « *Gagner le Masters est un sentiment très spécial, quasiment indescriptible,* a-t-il expliqué, ému, sur la chaîne CBS, en enfilant le blazer. *Très sincèrement, je ne pensais pas à la victoire au début du tournoi, d'autant que les deux premiers jours ont été très difficiles pour moi à cause du vent. Puis, petit à petit, j'ai commencé à prendre confiance, jusqu'aux deux incroyables birdies sur les derniers trous.* »

Après avoir reçu l'officielle accolade de son ami Tiger Woods – les deux golfeurs résident dans la même communauté, près d'Orlando, s'entraînent très souvent ensemble et partagent la même passion de la pêche –, Mark O'Meara a ajouté dans un soupir : « *Cette veste est un trésor éternel. Bien sûr, j'en rêvais. D'ailleurs quand j'ai swingé au dix-septième tee, j'étais persuadé que je pouvais réaliser deux birdies... Pour être franc, je ne pensais qu'à ça.* »

La victoire inattendue de Mark O'Meara n'est pas l'unique surprise de cette 62e édition du Masters. La prestation décevante de Tiger Woods, qui termine huitième, avec un score de trois sous le par (soit quinze coups de plus qu'en 1997), a ravivé le débat sur sa forme actuelle. L'amélioration de sa technique de swing au cours des derniers mois n'a visiblement pas provoqué les effets escomptés. Avec son entraîneur, il avait pourtant misé l'essentiel de sa préparation sur le perfectionnement de son swing, mais cette stratégie a été annihilée par son manque d'assurance dans la finition.

LE RECORD DE JACK NICKLAUS

Sur le fairway, Tiger Woods a incontestablement gagné en puissance de frappe, mais sa huitième place à Augusta laisse supposer qu'il a aussi perdu une partie de sa finesse sur le green. Pourtant, l'intéressé se veut rassurant. « *J'ai perdu certains de mes réflexes dans le petit jeu, notamment lors du premier tour, mais je suis toujours resté sous le par. Finalement, je suis très fier de ma prestation, car personne ne peut saisir la difficulté de ce parcours.* »

Au-delà de la victoire de Mark O'Meara et de la bonne tenue de Fred Couples (– 8), David Duval (– 8), Jim Furyk (– 7) et Paul Azinger (– 6), le « jeune tigre » s'est fait voler la vedette par le « vieil ours » – c'est ainsi que les Américains surnomment amicalement Jack Nicklaus. Pour son quarantième Masters, Jack Nicklaus a en effet réussi un brillant score de cinq sous le par, prouvant qu'il ne fallait pas l'oublier. Avec seulement 68 coups au dernier tour pour un total de 283, il termine pour la vingt-deuxième fois parmi les dix premiers du Masters. Un record. Dimanche, quand son nom est apparu pour la première fois sur le tableau des leaders, la foule l'a récompensé par une bruyante ovation, et les vagues d'applaudissements ne se sont tues qu'a la clôture du tournoi.

En réussissant quatre birdies sur les sept premiers trous, il était à seulement trois coups de Fred Couples, alors en tête du classement. Mais, à cinquante-huit ans, le vieux Jack n'a pas su renouveler son exploit de 1986. « *J'avais la possibilité de revenir au classement sur les trois derniers trous... mais je les ai tous ratés,* a-t-il par la suite souligné. *Si j'avais réussi ce coup de poker, j'aurais pu gagner un septième titre.* » Malgré sa voix de crécelle, ses yeux rieurs et son âge avancé, Jack Nicklaus prend encore sa carrière très au sérieux. A Augusta, Jack Nicklaus et Mark O'Meara ont offert une belle leçon de courage à Tiger Woods. Le premier pourrait être son grand-père, et le second son père. Parfois, un conseil de famille a plus de valeur que n'importe quel trophée.

Paul Miquel

Matt Kuchar, le sourire d'Augusta

A défaut d'avoir consacré le règne de Tiger Woods, la 62e édition du Masters a révélé un autre jeune talent : Matt Kuchar. Etudiant ingénieur à l'université Georgia Tech (Géorgie) et âgé de dix-neuf ans, il a été invité au Masters au titre de champion amateur des Etats-Unis. Jouant crânement sa chance, il a terminé les quatre jours de compétition en vingt et unième position avec un score égal au par, ce qui constitue une petite victoire. Sa détermination et son élégance ont d'ailleurs impressionné la majorité des autres golfeurs. A la fin du tournoi, le jeune homme était encore sur son nuage : « *Je suis en train de vivre un rêve. Voir mon nom à côté de ceux de Jack Nicklaus ou Tiger Woods m'a complètement dopé.* » Finalement, Jack Nicklaus a analysé la situation d'une phrase : « *Ce gosse est merveilleux.* »


MIKE BLAKE/REUTERS/MAXPPP
Mark O'Meara au moment de son putt victorieux.

Michael Schumacher démontre en Argentine que les formule 1 McLaren ne sont pas imbattables

BUENOS AIRES
de notre envoyé spécial

Que faire pour enrayer l'écrasante domination des McLaren-Mercedes de Mika Hakkinen et David Coulthard ? La question agitait tout le plateau de la formule 1 depuis plusieurs semaines et, avant le Grand Prix d'Argentine, il n'y avait guère qu'Eddie Irvine, le fougueux Irlandais de la Scuderia Ferrari, pour oser parier sur un doublé des monoplaces rouges, dimanche 12 avril à Buenos Aires. « *Pour revenir à la hauteur des McLaren, il faudra beaucoup plus qu'une bonne mise au point* », pronostiquait Jacques Villeneuve, champion du monde « *frustré* » par son début de saison décevant.

Il fallait effectivement davantage que de bons réglages : un grand pilote, Michael Schumacher, son talent naturel, sa capacité à motiver ses troupes, pour refuser le fait accompli, sa *vista* parfaite dans l'élaboration des stratégies de course, et aussi son style, très engagé. Dès les essais, le pilote allemand avait montré le nez de sa Ferrari. Il s'était s'intercalé entre David Coulthard et Mika Hakkinen comme on met un pied en travers de la porte, en attendant de l'ouvrir complètement, en force s'il le faut. « *Vous pourrez compter sur moi !* », avait-il signalé, en substance, à ses deux adversaires de la saison 1998.

Michael Schumacher est un homme qui sait tenir ses promesses. Dimanche, il a manqué son départ – Mika Hakkinen s'est faufilé devant lui –, mais a réussi tout le reste. Parti pour une course à deux arrêts, avec une monoplace plus légère que les McLaren, plus chargées en essence, l'Allemand de Ferrari a disposé sans peine du Finlandais de McLaren dès le deuxième des soixante-douze tours de la course. L'homme qui a redonné des couleurs et des espoirs à la Scuderia a ensuite fondu sur David Coulthard.

L'Ecossais avait embrassé sa fiancée quelques secondes avant de se lancer dans le tour de chauffe. « *Fais attention à toi* », s'étaient lancé les deux amoureux, comme il est d'usage avant un bref voyage, une courte séparation : 306 kilomètres sur un tourniquet. C'était un geste machinal, une manière de réconfort ou de superstition, sans doute pour aider David Coulthard à se concentrer sur son départ, puis sur sa course et une éventuelle première victoire en 1998. Le pilote de McLaren est donc parti le cœur léger, devant la meute. Il ne pouvait imaginer pire périple. Trois fois, il a dû quitter sa trajectoire : l'une par sa propre faute, et les deux autres sous la contrainte de Michael Schumacher et Jacques Villeneuve, deux champions du monde, deux pilotes plus aguerris – « *plus agressifs* », dira David Coulthard.

A-t-il ouvert la porte à Michael Schumacher au cinquième tour, en maîtrisant mal son freinage dans un virage en épingle à cheveux ? Ou bien est-ce l'Allemand qui a forcé le passage dans une manœuvre à la limite de la régularité ? Dans les tribunes ou dans les garages, les avis étaient aussi partagés que ceux des *Porteños*, les habitants de Buenos Aires, qui se déchiraient la veille, jour du *superclasico de futbol*, entre partisans de Boca Juniors et de River Plate. David Coulthard a clos le débat, ferme et fair-play : « *Je n'aurais jamais tenté de doubler à cet endroit* », et Ron Dennis, son patron, s'est contenté d'en parler « *le moins possible* ».

PARI RISQUÉ

Michael Schumacher ne laisse pas indifférent. Il se sait épié depuis son désastreux coup de volant sur Jacques Villeneuve, lors du dernier grand prix de la saison 1997. Il s'était engagé sur la voie de la rédemption dès le lendemain de cet incident, qui lui avait valu l'opprobre du monde entier. Le regard bas – une rareté chez cet homme sûr de lui –, il avait supplié son public d'excuser son erreur « *humaine* ». Tout à son désir de plaire, il avait ensuite multiplié les déclarations de bonnes intentions et épousé quelques bonnes causes. En Argentine, pays de ferraristes et de football, il n'a pas manqué d'échanger quelques dribbles avec les joueurs du Racing et de la sélection nationale.

Il restait à Michael Schumacher de convaincre qu'il s'était débarrassé de ses démons sur la piste. Il a donc joué très gros lors de son dépassement risqué de Coulthard. Le coup est passé, de justesse. L'Ecossais, allégé d'un morceau d'aileron, a terminé la course à la sixième place, loin du vainqueur, de Mika Hakkinen, bien peu combatif derrière l'Allemand, et d'Eddie Irvine. La réussite de Ferrari, seule écurie capable de lutter avec les McLaren-Mercedes pour le moment, semble revigorer l'intérêt du championnat 1998. Mais, selon Jean Todt, le patron de la Scuderia Ferrari, la suprématie des monoplaces anglo-allemandes n'est « *malheureusement pas* » enrayée par ce triomphe de la ténacité.

E. C.

Jean Alesi avec un seul « pingouin »

Si Olivier Panis (abandon) et Jarno Trulli (onzième) ont encore souffert du manque de fiabilité de la boîte de vitesses des Prost-Peugeot, Jean Alesi et sa Sauber-Petronas ont réalisé une formidable course. Onzième sur la grille, le Français a réussi un très bon départ, puis est sorti vainqueur de sa bagarre avec Villeneuve et Coulthard pour la cinquième place. Il a pourtant effectué – sans s'en apercevoir ! – une bonne partie de la course avec un seul de ces ailerons latéraux qui ornent les pontons de quelques monoplaces cette saison. Baptisés « pingouins » par l'écurie Prost, qui vient de les adopter, ces curieux éléments avaient fait sourire le paddock lorsqu'ils avaient été inventés, en 1997, par Mike Gascoyne pour augmenter la charge aérodynamique des Tyrell. Le rétrécissement des voies imposé par la nouvelle réglementation a donné raison à l'ingénieur anglais. Les écuries Sauber, Prost et Jordan l'ont déjà imité, et Ferrari l'envisage, « *à condition de trouver une solution esthétique* ».

TROIS QUESTIONS À

JACQUES VILLENEUVE

1 Champion du monde en titre, vous n'avez pas terminé deux des trois premiers grands prix. Pensez-vous que Williams, votre écurie, sera bientôt en mesure de rattraper l'avance prise par les McLaren ?

Si je pensais que c'était impossible, j'abandonnerais tout de suite. Mais une chose est sûre : il faudra beaucoup plus qu'une bonne mise au point de la voiture pour revenir au niveau des McLaren. Personne ne s'attendait que le nouveau moteur Mercedes soit aussi performant et aussi léger. Grâce à cette légèreté, les McLaren gagnent de 30 à 40 kilos, que les ingénieurs peuvent répercuter là où ils veulent. Aucune autre formule 1 n'a cette possibilité.

2 Certains membres de votre écurie avaient peur que les pneus rainurés ne conviennent pas à votre style de pilotage, très vif. Vous sentez-vous vraiment à l'aise avec ces nouveaux pneus ?

Avec tous les essais que nous avons réalisés, je me sens tout à fait à l'aise. Grâce à tout le travail accompli à l'intersaison, les voitures vont désormais presque aussi vite que celles de l'année dernière, qui chaussaient des pneus lisses. Le pilotage des voitures de 1998 est donc devenu très similaire. Mais cela ne sera jamais plus comme avant, et je continue à penser que la décision d'imposer les pneus rainurés est une mauvaise idée. Quant aux nouveaux pneus, plus larges, de Goodyear, ils nous ont fait connaître des problèmes de survirage à l'entrée des courbes au Brésil, et je ne vois pas comment des pneus avant plus larges pourraient remédier à ce problème. Ils risquent au contraire de l'aggraver. En revanche, ils vont certainement nous faire gagner en vitesse pure.

3 Redoutez-vous de vous retrouver, comme Damon Hill en 1997, dans la situation d'un champion du monde qui n'est pas en mesure de défendre son titre ?

C'est une chose qui serait difficile à accepter.

Propos recueillis par
Eric Collier

La pluie arrive par l'ouest

UNE PERTURBATION sur le golfe de Gascogne arrivera sur les côtes atlantiques mardi matin et se décalera vers l'est dans l'après-midi. De l'instabilité persiste le matin sur l'extrême nord avec des averses. Les températures restent fraîches avec des gelées matinales dans l'intérieur.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Sur la Bretagne et les pays de Loire, le ciel se couvrira dans la matinée et la pluie arrivera à la mi-journée. Le vent de sud-est se renforcera à 60 km/heure. Sur la Basse-Normandie, les averses deviendront plus rares à la mi-journée, mais le ciel restera très nuageux. Il fera de 8 à 10 degrés.

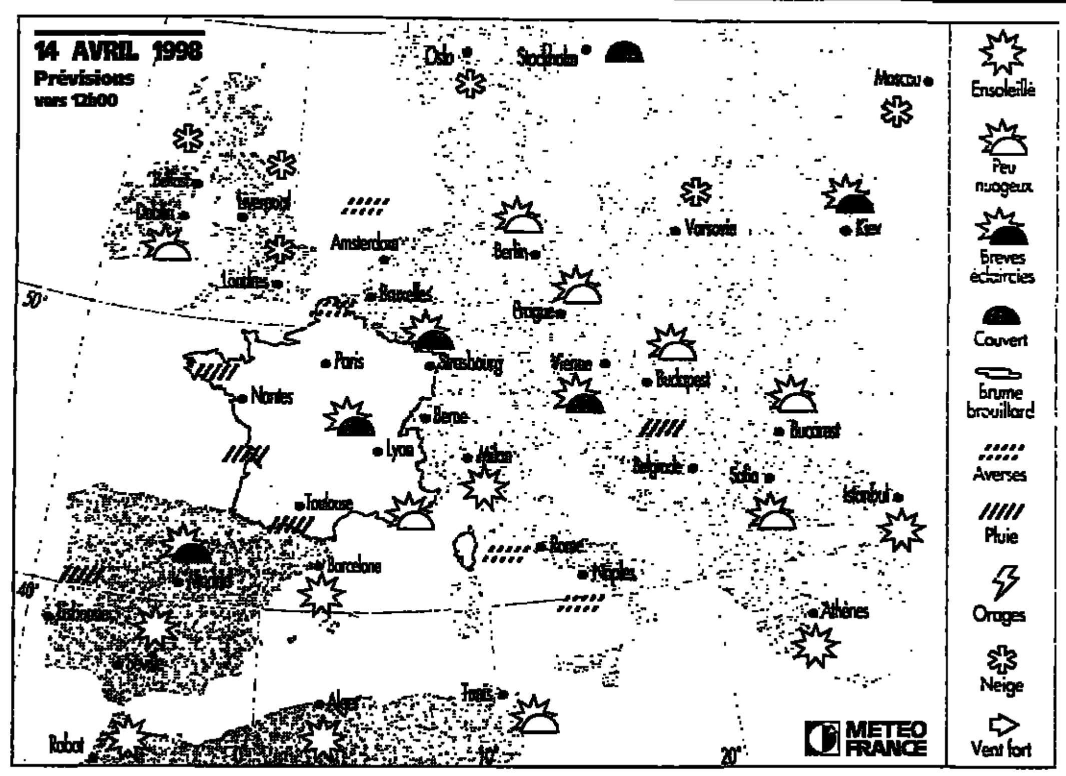
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Sur le Centre, après les éclaircies matinales, le ciel se voilera et quelques pluies arriveront l'après-midi. Ailleurs, le ciel sera très nuageux avec des averses en matinée sur Nord-Picardie et Ile-de-France. Il fera de 7 à 10 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Alternance de nuages et d'éclaircies. Quelques averses de neige se produiront sur le Jura en matinée. Il fera de 8 à 10 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Après quelques brouillards parfois givrants en matinée, la pluie arrivera dans la matinée et gagnera l'ensemble des régions. Il neigera sur les Pyrénées au-dessus de 1 200 mètres. Il fera de 9 à 13 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Sur le Limousin et l'Auvergne, le ciel se couvrira et quelques pluies arriveront l'après-midi. Il neigera au-dessus de 800 mètres. Sur Rhône-Alpes, après quelques averses de neige sur les Alpes dans la matinée, le ciel sera partagé entre nuages et éclaircies. Il fera de 9 à 12 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Journée plutôt ensoleillée avec quelques averses matinales en Corse. Sur l'Aude et le Roussillon, le temps redeviendra bien nuageux en soirée. Il fera de 11 à 15 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AÉRIEN.** La compagnie allemande Lufthansa vient de mettre en place un nouveau numéro d'appel pour le grand public, invité à composer le 0802-330-330 (nº Indigo), 7 jours sur 7, 24 heures sur 24. S'y ajoutent un serveur Minitel (3615 code LH), où l'on peut s'informer et effectuer des réservations (paiement par carte bancaire), et un site internet (http : //www.lufthansa.com).

■ **LONDRES.** A partir du 7 mai, la compagnie irlandaise Ryanair desservira la capitale britannique deux fois par jour (10 h 10 et 20 h 20, 20 h 45 le samedi) au départ de Saint-Etienne. Il en coûtera 790 F l'aller et retour. Centrale de réservations au 0803-857-857.

■ **PERPIGNAN.** La compagnie AOM ajoute un vol quotidien Paris-Perpignan, avec départ à 21 heures d'Orly et à 7 heures de Perpignan.

PRÉVISIONS POUR LE 14 AVRIL 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	25/30 N	KIEV	4/9 N	VENISE	3/14 P	LE CAIRE	25/38 S
				POINTE-A-PIT.	25/30 P	LISBONNE	10/15 P	VIENNE	4/10 N	MARRAKECH	10/20 S
				ST-DENIS-RÉ.	23/28 N	LIVERPOOL	2/6 *	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	17/25 C
				EUROPE		LONDRES	0/7 *	BRASILIA	20/29 N	PRETORIA	14/29 S
				AMSTERDAM	2/7 P	LUXEMBOURG	-3/6 N	BUENOS AIR.	16/20 C	RABAT	9/18 S
FRANCE métropole		NANCY	0/7 N	ATHENES	11/21 S	MADRID	5/10 N	CARACAS	25/29 P	TUNIS	13/20 S
AJACCIO	5/13 N	NANTES	1/9 P	BARCELONE	7/15 S	MILAN	3/16 S	CHICAGO	10/16 S	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	3/12 P	NICE	5/14 S	BELFAST	0/4 *	MOSCOU	-5/1 *	LIMA	21/29 S	BANGKOK	27/34 P
BORDEAUX	1/13 P	PARIS	1/8 N	BELGRADE	6/11 P	MUNICH	-2/10 N	LOS ANGELES	9/13 P	BOMBAY	25/32 S
BOURGES	-1/8 N	PAU	0/10 P	BERLIN	1/9 N	NAPLES	9/14 P	MEXICO	15/31 S	DJAKARTA	27/30 P
BREST	1/7 P	PERPIGNAN	3/12 N	BERNE	0/8 S	OSLO	-3/5 *	MONTREAL	1/13 S	DUBAI	21/31 S
CAEN	4/6 N	RENNES	0/8 P	BRUXELLES	2/7 *	PALMA DE M.	6/18 N	NEW YORK	6/15 N	HANOI	22/29 P
CHERBOURG	2/8 N	ST-ETIENNE	-2/8 N	BUCAREST	4/19 N	PRAGUE	1/6 N	SAN FRANCS.	8/11 N	HONGKONG	20/25 P
CLERMONT-F.	-2/9 N	STRASBOURG	0/8 N	BUDAPEST	5/10 N	ROME	7/15 P	SANTIAGO/CHI	10/15 P	JERUSALEM	24/37 N
DIJON	-2/7 N	TOULOUSE	-1/11 P	COPENHAGUE	2/5 N	SEVILLE	10/16 S	TORONTO	8/15 C	NEW DEHLI	17/37 S
GRENOBLE	-2/10 N	TOURS	0/7 N	DUBLIN	0/5 N	SOFIA	7/18 S	WASHINGTON	6/19 C	PEKIN	8/20 S
LILLE	1/6 P	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	1/10 N	ST-PETERSB.	-5/2 S	**AFRIQUE**		SEOUL	13/18 C
LIMOGES	-1/7 N	CAYENNE	26/29 C	GENEVE	1/8 S	STOCKHOLM	-1/6 C	ALGER	8/21 S	SINGAPOUR	27/32 C
LYON	-1/9 N	FORT-DE-FR.	24/30 N	HELSINKI	-5/2 *	TENERIFE	11/15 N	DAKAR	21/26 S	SYDNEY	14/19 C
MARSEILLE	2/12 S	NOUMEA	25/29 S	ISTANBUL	11/17 S	VARSOVIE	0/11 *	KINSHASA	22/31 P	TOKYO	21/23 P

Situation le 13 avril à 0 heure TU

Prévisions pour le 15 avril à 0 heure TU

TECHNOLOGIE

Realiz met les images de synthèse à la portée de tous

DIFFICILE de naître sous de meilleurs auspices. La société Realiz, qui vient d'être créée, bénéficie d'un contexte presque idéal. Dans son berceau, elle trouve une solide avance technologique, un marché potentiel en pleine expansion, des fondateurs à la fois jeunes, bardés de diplômes et, pour certains, déjà expérimentés, ainsi que des *« business angels »*, ces riches hommes d'affaires qui financent de nouvelles entreprises associant haute technologie et hauts risques.

Deux mécènes de l'industrie, Jean-Marie Hulot, ex-directeur technique de Next, l'entreprise créée par le fondateur d'Apple Steve Jobs, et Alain Tingaud, PDG de Siemens Nixdorf France, font ainsi confiance à Realiz. L'entreprise définit son activité comme l'édition de *« logiciels de traitement d'images pour le trucage numérique et l'animation en images de synthèse »*. Avec un atout de poids : un gain considérable de temps et d'argent grâce à la technologie issue des laboratoires de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria).

Aujourd'hui, l'image de synthèse séduit de plus en plus de professionnels du cinéma, de la télévision et de la publicité, mais elle reste extrêmement chère à réaliser (jusqu'à 40 % du budget d'un film à grand spectacle). Au lieu de produire de telles images sur l'écran d'un ordinateur, Realiz exploite le contenu de prises de vue réelles. A partir de quelques photos d'une église, ses logiciels sont capables de construire, en moins d'une heure, un modèle virtuel en trois dimensions (3D). Le résultat tient de la magie.

APPLICABLE À LA VIDÉO

Un passage aussi facile de deux à trois dimensions ouvre des perspectives enthousiasmantes. Un objet numérique en 3D s'intègre en effet dans n'importe quel décor. Il est possible de le visualiser sous tous les angles. L'église ainsi traitée pourra trouver sa place dans une autre ville ou en pleine campagne.

Avec deux photos d'identité prises sous des angles différents, Realiz produit, en moins d'une minute, le modèle en trois dimensions d'un visage. Quelques clics de souris suffisent pour associer ce dernier à un corps quelconque sans aucun problème d'orientation. Plus extraordinaire encore, Realiz peut effectuer la même opération sur de la vidéo. L'objet virtuel en 3D est alors intégré dans le décor voulu à l'intérieur duquel il peut rester fixe ou se déplacer. Là encore, l'opération ne prend qu'une journée de travail lorsque le même résultat demande plusieurs semaines avec les techniques classiques de traitement image par image. L'entreprise est capable de supprimer un acteur dans une scène avec la même facilité. Impossible de deviner que trois personnages arpentaient un sentier lorsqu'ils ne sont plus que deux...

Outre sa rapidité, la solution utilisée se caractérise par la qualité « réaliste » du résultat. Une telle technologie démocratise l'image de synthèse au point de la mettre à la portée du grand public. Realiz prévoit d'ailleurs d'associer ses outils aux logiciels de retouche d'image fournis avec les appareils de photo numérique. Mais le milieu professionnel constitue nénamoins sa cible principale. Là, l'entreprise estime disposer d'une avance de deux ans sur la concurrence. Une fenêtre réduite encore par le délai d'un an nécessaire pour industrialiser les logiciels. L'ojectif consiste à s'imposer comme le numéro un avant que les entreprises rivales n'aient le temps de développer une solution comparable.

Cette situation ne donne pas le droit à l'erreur. Souvent, les entreprises de haute technologie françaises trébuchent sur la délicate opération d'industrialisation. La course de vitesse commence dans de bonnes conditions. Conserver l'avance initiale impose de trouver l'argent nécessaire au moment voulu afin de suivre le calendrier établi. Les ventes doivent commencer en avril 1999 et l'argent ne commencera à rentrer dans les caisses qu'à la fin de l'an prochain. L'équilibre financier est prévu vers le milieu de l'an 2000.

Michel Alberganti

★ http ://www.realiz.com

Dix ans de travail pour vingt chercheurs

L'AVENTURE a commencé en février 1997, lors du forum Imagina, qui se tient chaque année à Monaco. Dominique Pouliquen et Emmanuel Javal, qui occupent des postes de directeur chez Medialab, la filiale de Canal Plus spécialisée dans les images de synthèse, assistent à la conférence donnée par Luc Robert et David Geldreich, chercheurs à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria). La technologie exposée résulte des travaux de l'équipe du professeur Faugeras, qui travaille dans le laboratoire Robotvis de l'Inria à Sophia-Antipolis. Celui-ci, initialement orienté vers la vision artificielle destinée à la robotique mobile autonome, fait aujourd'hui autorité sur le plan mondial. Les résultats obtenus ont demandé dix ans de travail à une équipe d'une vingtaine de chercheurs.

« Nous avons aussitôt détecté l'opportunité de créer une entreprise », raconte Dominique Pouliquen, aujourd'hui PDG de Realiz. Le projet ne traîne pas. Les deux initiateurs démissionnent de Medialab dès la fin du mois d'octobre 1997 et consacrent la fin de l'année à une étude de marché qui les conduit aux Etats-Unis et au Japon. Ils rencontrent tous les grands des effets spéciaux et des industriels comme Sony ou Toyota. Dominique Pouliquen mentionne *« l'enthousiasme »* que la technologie a suscité alors. De quoi conforter la confiance dans l'existence de débouchés pour une entreprise. Celle-ci est créée officiellement le premier mars 1998.

Le démarrage de l'entreprise est appuyé par l'Inria et sa toute nouvelle filiale, Inria Transfert, une société anonyme créée le 13 mars et dirigée par Laurent Kott. Sa vocation est de détecter les créateurs d'entreprises de haute technologie et de les aider à structurer leur projet. Une seconde entité, I-Source, viendra prochainement renforcer cette structure pour apporter des soutiens financiers. Realiz compte en profiter. Déjà, une entreprise japonaise, Nihon Itec, distributeur de logiciels d'images de synthèse, a fourni une avance sur recette de 1 million de francs.

M. Al.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 98089

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

HORIZONTALEMENT

I. Colorent la Chambre en rose. – II. Débordement fatal. Arrivé parmi nous. – III. Met la digue en fuite. Le praséodyme. – IV. Petit nom pour une grande Renaud. A partager en cas de bénéfices. – V. Faisaient sortir de ses gonds. Fait le rassemblement. – VI. Démonstratif. Partage de la couronne. Obstacles pour celui qui fonce. – VII. Résultat d'une rencontre imprévue. Manière d'être. – VIII. Fera l'ouverture. Autre manière d'être. – IX. Personnel. Petit souci à ôter. – X. Détériore. Elle aussi fut aimée de Zeus. – XI. Prêtes à reprendre leur chemin.

VERTICALEMENT

1. A toujours quelque chose à demander. – 2. Prépare le fruit. Moyen pour arriver à ses fins. – 3. Trace de fatigue. Donnes des coups. – 4. Aura du mal à faire son choix. – 5. Jeune d'aujourd'hui. Telle qu'on le dit. – 6. Mesure variable en fonction des coureurs. Dans la remise. – 7. En France et en Suisse. Tour complet. S'accompagnait sur sa lyre. – 8. Empereur romain. Partage l'écu verticalement. – 9. Repoussai les arguments. – 10. Préposition. Alliage qui durcit le coeur. – 11. Mises à l'écart.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 98088

HORIZONTALEMENT

I. Prémonition. – II. Ravigote. Ré. – III. Epître. Laïc. – IV. Dit. Eus. Cor. – V. Idem. Domino. – VI. Ci. Essuie. – VII. Atèle. Par. – VIII. Tenantes. Li. – IX. Cité. Mail. – X. Usa. Ethérée. – XI. Rangs. Esses.

VERTICALEMENT

1. Prédicateur. – 2. Rapidité. Sa. – 3. Evite. Encan. – 4. Mît. Mêlai. – 5. Ogre. Sentes. – 6. Nœuds. Têt. – 7. It. Soupe. Hé. – 8. Tel. Miasmes. – 9. Acier. Ars. – 10. Orion. Liée. – 11. Nécrophiles.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME Nº 65

Les balles de ping-pong

40 BALLES de ping-pong, numérotées de 1 à 40, sont posées, dans cet ordre, en cercle (nous n'avons pas numéroté toutes les balles pour ne pas alourdir le dessin).

On enlève la balle 1, puis la balle 3, la balle 5, et ainsi de suite, en enlevant une balle sur deux et en faisant autant de tours que nécessaire, jusqu'à ce qu'il ne reste qu'une balle.

Quel est le numéro de la dernière balle ?

Pour les amateurs de sensations fortes : généraliser à un nombre initial n de balles.

Elisabeth Busser et Gilles Cohen

© POLE 1998

Solution dans *Le Monde* du 21 avril.

Solution du problème nº 64 paru dans *Le Monde* du 7 avril

On ne peut pas, bien sûr, faire plus court que 4 étapes. Nous avons trouvé deux chaînes permettant de passer de 1999 à 2003 en 4 étapes : 1999 - 2999 - 2909 - 2903 - 2003 et 1999 - 1909 - 2909 - 2903 - 2003.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21 *bis*, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

AFRIQUE Les Salopards, cinq jeunes musiciens issus de Yopougon, sont le groupe emblématique de la jeunesse estudiantine de cet immense quartier d'Abidjan. Boudés à la radio lorsqu'ils ne sont pas interdits d'antenne à la télévision, ils jouent du zouglou, musique apparue dans la capitale ivoirienne pendant les années 80 et qui a accompagné la révolte étudiante de 1990. ● L'ENGAGEMENT des paroles rompt brutalement avec la tradition de la musique ivoirienne, hédoniste et festive. Mais, faute d'argent et de structures, l'énergie de cette jeunesse urbaine trouve difficilement sa place dans la culture du pays, comme le constate Souleymane Koly, homme de théâtre travaillant avec des jeunes. ● CHEZ LE VOISIN GHANÉEN, des réalisateurs parviennent à faire vivre un cinéma national, en fait, de la vidéo projetée sur grand écran.

Les Salopards, cinq garçons dans le vent d'Abidjan saisie par le zouglou

Presque interdits de scène, rançonnés par des programmateurs peu scrupuleux, les groupes de musique populaire ivoiriens peinent à traduire les aspirations culturelles d'une jeunesse africaine en quête d'idéal

ABIDJAN
de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

« Boro d'enjaillement » : cela veut dire « bien du plaisir », ou à peu près, en abidjanais. *« Boro »*, c'est le « sac » en dioula, langue des commerçants venus des pays mandingues qui ont fondé les premiers faubourgs d'Abidjan, de Treichville et d'Adjamé. *« Enjaillement »*, c'est le plaisir, l'*enjoyment* anglais, arrivé dans les bidonvilles ivoiriens avec les prostituées ghanéennes ou les jeunes Libériens chassés de leur pays par la guerre.

Le *boro d'enjaillement*, c'est le nom qu'ont donné les lycéens de Yopougon à l'un de leurs jeux. Le vendredi soir, à la sortie des établissements scolaires de ce gigantesque quartier (800 000 habitants, selon les dernières estimations), les adolescents, au lieu d'entrer dans le bus et de s'y asseoir, montaient sur le toit des véhicules de la Société des transports d'Abidjan. Dès que le bus repartait, sous le regard de leurs camarades, les plus audacieux dansaient, cabriolaient, donnaient des coups de pied dans les pare-brise, faisaient peur aux autres voyageurs. Jusqu'au jour où l'un deux est tombé, s'est tué. Le police est intervenue, mettant fin aux parties de *boro*. Les journaux d'Abidjan se sont demandé ce qui arrivait aux jeunes de la ville *« abandonnés à eux-mêmes, sans idéal, sans modèle*, [qui] *trouvent leur voie dans l'enjaillement »*.

Les Salopards viennent de Yopougon. Leur dernière cassette s'appelle *Génération sacrifiée*. Récemment, des étudiants ont mis à sac la maison d'un tenancier de bar parce que celui-ci avait passé une chanson de Michael Jackson au lieu du titre des Salopards qu'ils lui demandaient. Ces cinq garçons sont populaires à Yopougon et dans tout le pays. On ne le dirait pas à regarder la télévision ou a écouter la radio – sauf à Abidjan, où les radios internationales sont autorisées, le monopole d'Etat reste la règle –, où les Salopards passent rarement. Leur dernier clip, qui montrait une descente de police dans une cité universitaire, a été interdit d'antenne. Les Salopards font du zouglou, musique née à Abidjan dans les années 80. A l'époque, des jeunes chantaient sur fond de percussions dans les mariages, dans les matches de foot. Le zouglou était alors un genre plutôt comique, gentiment satirique.

Jean-Marcel Tapé, porte-parole du groupe, affirme que le zouglou est une synthèse de *« tout ce qui se joue en Côte-d'Ivoire »*. C'est vrai, dans une large mesure. Les percussions sont inspirées de la tradition mandingue et les mélodies plaintives rappellent l'Ouest de la Côte-d'Ivoire. *« Ici, les gens aiment la musique d'ambiance*, explique Jean-Marcel Tapé. *Le nombre des maquis* (les restaurants populaires où l'on écoute souvent de la musique) *s'est multiplié au fur et à mesure que la pauvreté augmentait, comme pour dire aux gens : "Oubliez vos problèmes." »* Cet hédonisme règne en maître rue Princesse, haut lieu de la vie nocturne à Yopougon. Sur quelques centaines de mètres, les bars s'alignent, débordant sur les trottoirs, avec en fond sonore un magma qui n'a presque plus rien de musical, dix musiques différentes fondues en un son saturé, douloureux. Affalés dans des fauteuils bas, les jeunes gens ont une technique simple pour attirer les « princesses » : dès leur arrivée dans le bar, ils commandent assez de bouteilles de bière pour en recouvrir totalement leur table. Vingt, vingt-cinq canettes s'alignent devant les playboys de Yopougon qui veulent ainsi signifier leur prospérité et leur capacité d'absorption.

CATHERINE MILLET

Danseurs de zouglou dans un club d'Abidjan.

Rue Princesse, on entend plus de reggae que de zouglou. Le reggae est devenu une espèce d'esperanto africain, sur le continent et parmi la diaspora. Pour simplifier à l'extrême, le reggae est la musique des jeunes apprentis, des enfants des rues ; les enfants de bonne famille garantissent le succès des groupes de rap locaux qui, pour la plupart, démarquent exactement les modèles américains ; les lycéens et les chômeurs diplômés se retrouvent dans le zouglou. En 1990, lors des mouvements étudiants qui ont annoncé et accompagné la vague de revendications démocratiques, le zouglou est devenu la musique d'ambiance de la révolte. *« Nous, on ne fait pas de musique pour blaguer, on la fait pour l'information. Quelqu'un qui écoute nos chansons sait tout ce qui se passe en Afrique »*, disent les Salopards, faisant – inconsciemment ? – écho à Public Enemy, le groupe fondateur du rap américain qui se définissait comme le « CNN de la jeunesse des ghettos ».

Cette volonté d'engagement va à rebours de toutes les traditions de la musique populaire ivoirienne. La plus grande star du pays, Alpha Blondy, a toujours fait allégeance au régime en place et les artistes se risquent rarement à organiser un concert avant d'avoir obtenu le patronage d'un haut personnage de l'Etat, ministre, président d'Assemblée ou député. Lors de l'unique concert de leur carrière, les Salopards ont accepté le patronnage de Guillaume Soro, secrétaire général de la Fédération estudiantine et scolaire de Côte-d'Ivoire, syndicat longtemps interdit et qui reste la bête noire des durs du gouvernement ivoirien. Et lorsque le président de la République a lancé l'idée du festival des Afromusiques, projet pharaonique aujourd'hui reporté aux calendes grecques, on a préféré mettre en avant le reggae d'Alpha Blondy, dont la cote commerciale n'est pourtant plus au beau fixe, plutôt que les Salopards ou les Poussins Chocs, autre groupe de zouglou, moins radical, mais qui a connu récemment un immense succès.

C'est que, de toute façon, les Ivoiriens ont des difficultés à admettre leur culture. *« Dans les discothèques chic d'Abidjan*, remarque Jean-Marcel Tapé, *on ne passe presque jamais de musique ivoirienne. Je connais un disc-jockey qui a été renvoyé pour avoir passé un disque de zouglou. »* Cette musique – contrairement aux rythmes congolais ou au reggae – reste associée à la délinquance et au désordre. Récemment, l'apparition sur les écrans de télévision du *mapouka serré*, une danse lascive, inspirée des traditions de la région de Jacqueville, a provoqué un prurit puritain étonnant. Les Ivoiriens admettent pourtant depuis longtemps le bachengue kinois ou le ventilateur dakarois, danses tout aussi indécentes que le mapouka. Il semble bien que ce soit l'« ivoirité » des mouvements de fesses qui ait provoqué le scandale médiatique, comme si les traditions régionales devaient rester les secrets bien gardés de chaque communauté. Lorsque les gens originaires de l'Ouest de la Côte-d'Ivoire veulent danser le polihet (en file indienne, en traînant les pieds), ils se retrouvent entre eux dans des dancings d'Abidjan, tout comme les dioulas écoutent de la musique mandingue dans leurs clubs. Jusqu'aux premiers succès commerciaux des groupes de zouglou, les artistes ivoiriens qui ont triomphé sur le marché national avaient adopté des idiomes étrangers, reggae, funk ou soukouss zaïrois.

> « Nous, on ne fait pas de musique pour blaguer, on la fait pour l'information. Quelqu'un qui écoute nos chansons sait tout ce qui se passe en Afrique »

Quel que soit le succès du zouglou et de certains groupes de rap, il reste dérisoire quand on le rapporte à l'ampleur de l'explosion démographique dans une ville comme Abidjan. L'énergie que dégage la jeunesse peine à trouver sa traduction musicale, faute d'argent, faute de structures. Malgré les dizaines de milliers de cassettes vendues, les Salopards n'ont quasiment jamais joué sur scène par manque de producteurs de spectacles sérieux. Les maisons de reproduction et de diffusion de cassettes ne se préoccupent pas de la carrière des artistes, qui remettent leur sorts entre les mains de managers plus ou moins corrompus, comme ces producteurs d'émissions de télévision ou de radio qui patronnent des groupes et prélèvent leur dîme en échange d'un passage à l'antenne. Pour l'instant, on ne peut saisir la vie d'Abidjan que par éclairs, le temps d'un tube qui chante la fête du samedi soir (*2 Plateaux*, du groupe de rap MAM) ou qui revient sur une tragédie d'actualité (*Asec-Kotoko*, le pogrom antighanéen qui suivit un match de football, conté par les Poussins Chocs). Ou encore le temps d'un *« boro d'enjaillement »* et ces quelques semaines où on a vu les adolescents de Yopougon au faîte de leur gloire danser sur le toit des bus.

T. S.

TROIS QUESTIONS À *SOULEYMANE KOLY*

1 Vous dirigez depuis presque vingt-cinq ans l'ensemble Koteba. Depuis un quart de siècle, vous travaillez avec des jeunes et, avec *Allama*, votre dernier spectacle, qui met en scène deux adolescentes fuyant leur famille à travers les bas-fonds d'Abidjan, vous proposez une vision dynamique, tonique de la jeunesse urbaine.

La ville est l'espace de gestation des nouvelles cultures. En Afrique, quand on parle de culture, c'est presque toujours de tradition rurale qu'il s'agit, de la culture du passé. La force, l'avenir, c'est Abidjan. On pourrait s'attendre à des choses extraordinaires. La musique, par exemple, est décevante, mais l'avenir appartient à cette ville sur le plan musical. C'est à Abidjan que se situe l'énergie la plus pure, sans arrière-pensée. Les jeunes ont des noms chrétiens, occidentaux, même s'ils ne sont pas baptisés, c'est un refus du passé, seuls ceux originaires du nord de la Côte-d'Ivoire tiennent encore compte du passé et assument leurs noms africains. De toute façon, les problèmes d'ethnie n'existent pas chez les jeunes de la ville. Leur langue est un conglomérat de français, d'anglais, de toutes les langues régionales de Côte-d'Ivoire.

2 Pourtant, les sociétés africaines, et l'ivoirienne en particulier, ne leur font guère de place.

Avant de me consacrer entièrement au théâtre, je travaillais au ministère du plan. Je me rappelle qu'en 1974 on savait déjà que le plus gros problème qu'aurait à affronter la Côte-d'Ivoire serait celui de sa jeunesse. Et aujourd'hui, je ne vois toujours pas de signe réel d'un intérêt pour ce qu'elle pense, pour ce qu'elle veut devenir. Pour qu'un jeune soit respectable, il faut, encore aujourd'hui, qu'il grossisse.

3 Du coup, on voit apparaître des comportements d'autodestruction.

C'est vrai, car on leur laisse peu de chance. Pourtant, dès qu'il y a un espoir, ils se prennent en charge. Des filles qui jouent dans *Allama*, aucune ne savait lire en entrant dans la troupe. Et je n'ai forcé personne. En voyant les autres lire, en recevant une lettre d'un ami rencontré au cours d'une tournée, elles ont voulu apprendre.

Propos recueillis par Thomas Sotinel

La vidéo, planche de salut des cinéastes ghanéens indépendants

ACCRA
de notre envoyé spécial

« Good Ghanaian Movie », « bon film ghanéen ». Un label apposé à l'entrée des « salles » de cinéma – souvent des enclos en plein air – de ce pays d'Afrique de l'Ouest comme dans celles de la région, au Nigeria, en Côte-d'Ivoire même, partout où l'on trouve des communautés anglophones. Pourtant, le cinéma ghanéen reste un secret bien gardé en dehors de son territoire. D'abord parce que ce n'est pas tout à fait du cinéma, mais de la vidéo projetée sur grand écran. Ensuite, parce que le budget consacré à chaque long métrage (les films durent souvent deux heures) est dérisoire : un grand film coûte 30 millions de cedis, ce qui, aux dernières nouvelles de l'interminable dégringolade de la monnaie ghanéenne, correspond à 75 000 francs français.

Chaque année, l'industrie ghanéenne produit une cinquantaine de films. D'abord exploités en salle, ils sont ensuite vendus sur cassettes avant d'être enfin diffusés par la télévision. La Gama Films Corporation est l'un des plus gros producteurs du pays. Héritière d'une société d'Etat, Ghana Films, rachetée par des intérêts malaisiens, elle possède des studios d'où sortent une demi-douzaine de longs métrages par an.

MÉFIANCE PUIS RÉSIGNATION

Seth Ashong en a réalisé plusieurs. Ce quinquagénaire a commencé sa carrière cinématographique en 1974. *« A l'époque, la première tâche de la société nationale de production était de filmer le chef de l'Etat. Chaque année, nous y consacrions assez de pellicule pour réaliser trois films de fiction. »* Comme la plupart de ses homologues africains créés lors de la décolonisation, Ghana Films n'a pas résisté aux crises économiques qui se sont succédé à partir des années 70. Mais, alors que dans d'autres pays cette débâcle n'a eu d'autre conséquence que la mainmise des films étrangers (américains ou indiens) sur le marché local, des réalisateurs ghanéens ont réagi.

Les premières productions tournées en vidéo sont apparues sur les écrans à peu près en même temps que le lieutenant Jerry John Rawlings à la tête de l'Etat ghanéen, au début des années 80, avec les films de William Akufo et de Robert Quartey. Au début, les réalisateurs formés à l'école de la pellicule se sont méfiés, puis ils se sont résignés. *« Je me dis que le rapport entre film et vidéo est le même qu'entre huile sur toile et aquarelle sur papier »*, dit Seth Ashong. Facilement accessibles dans les salles ou les vidéo-clubs, souvent renouvelées à l'affiche, les productions vidéo forment désormais l'aliment de base de la consommation d'images au Ghana. Presque toutes sont tournées en ville, avec quelques comédiens professionnels et une majorité d'amateurs.

LIBERTÉ DE TON

Les drames reviennent toujours sur les mêmes thèmes : naissance hors mariage, épousailles sans le consentement des parents, adultère. Les films comiques mettent en scène des bons à rien, semi-chômeurs, des maris cocus et des commerçants prospères et bernés. Seth Ashong est conscient de leurs limites : *« Je ne peux pas les exporter, à peine les montrer dans les festivals. Nous tournons en quinze ou vingt jours. Et si l'esthétique tire trop vers l'artistique, le public ne suivra pas. »*

Les films ghanéens sont d'un niveau visuel qui rappelle les telenovelas brésiliennes ou les feuilletons mexicains, avec en prime l'imprévu que suscite l'absence de normes industrielles et une liberté de ton et d'invention parfois surprenante, comme dans *With or Without You*, de Seth Ashong : un jeune homme quitte sa ravissante épouse pour une femme plus âgée, membre d'une secte chrétienne fondamentaliste, et frigide. Tous ces tabous sont à manier avec prudence. Il existe une commission de censure qui se préoccupe de la fougue des baisers, de la nudité (quand elle ne s'inscrit pas dans la culture traditionnelle des campagnes ghanéennes) et de l'amoralité des situations. Mais, pour l'instant, les cinéastes jouissent d'une grande liberté, et les Ghanéens sont peut-être les seuls Africains à voir leurs vies quotidiennement réinventée sur l'écran.

T. S.

Une Coupe du monde pour les jeunes de banlieue

L'opération Banlieues du monde 98 invite des jeunes d'une trentaine de villes françaises et étrangères à Saint-Denis

MAMADOU YAFFA, alias Mam's, est une des figures de la Goutte-d'Or, le quartier black, blanc, beur du 18e arrondissement parisien. Arrivé à la Goutte-d'Or à l'âge de trois mois, il n'a jamais quitté ce périmètre, où il vient de fonder l'association Esprit d'ébène pour aider les adolescents sur les plans culturel, sportif ou scolaire. Vendredi et samedi, il était le maître de cérémonie de deux tournois, au stade des Fillettes, à la porte de la Chapelle : entre des équipes de football, d'une part, et entre des groupes de musique, d'autre part. La manifestation avait pour but de sélectionner les joueurs et les musiciens qui participeront à une compétition parallèle, réservée aux jeunes des banlieues d'une vingtaine de pays, lors du Mondial à Saint-Denis, au pied du Stade de France.

Garde-robe Nike ou Reebok, bob ou casquette sur la tête, des centaines d'adolescents du 18e arrondissement bravent le froid pour écouter, gratuitement, plus d'une vingtaine de groupes de rap de leur quartier. Amateurs, ces groupes portent des noms tout simples – Medhi et Malek – ou plus ambitieux – Nefast, X-clusive, Griffe urbaine... Vendredi, trois gamines de douze à quinze ans, sous le nom d'Enigmatik, poussaient leur goualante rappée pour ouvrir l'après-midi de concert en plein air au stade des Fillettes. Leur ont succédé plusieurs groupes de garçons, un peu maladroits sur scène, qui roulaient des mécaniques en lançant leurs assonances sur le *« chichon »* (haschisch), la *« prison »* et le *« fourgon »*. S. Kadrille, qui a déjà enregistré un CD et ne peut donc être sélectionné, jouait pour le plaisir.

Vêtu d'un élégant survêtement vert sapin et ivoire, Mam's connaît tous les groupes et les fait applaudir. Il a participé à des concerts de la Goutte-d'Or sur le thème « Plus de bruit contre le sida ». Pendant l'année, il manage des musiciens en voie de professionnalisation. Après quelques études commerciales, il s'est tourné vers des petits jobs dans le cinéma. Mannequin à ses heures, il devait participer au défilé de mode qui clôturait les deux jours de tournoi parisien. Il semble tout aussi à l'aise avec les sélections de football qui ont lieu en même temps : *« J'avais commencé une carrière de sportif, mais j'ai dû arrêter après un accident au genou. »*

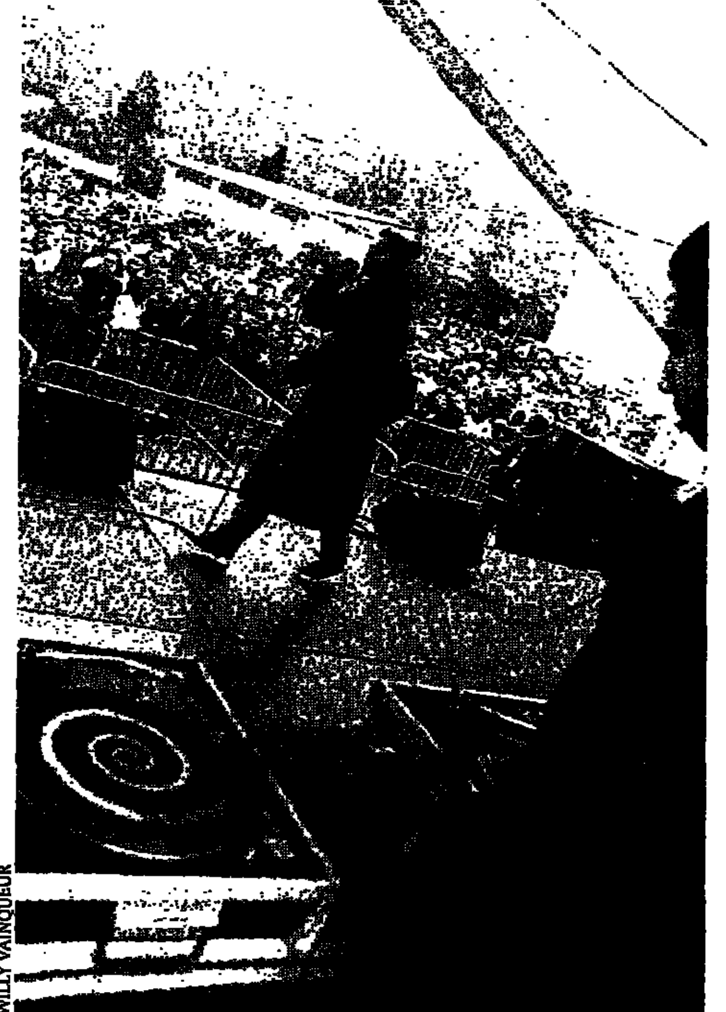
> « Notre but, ce sont les échanges entre des jeunes qui vivent des expériences différentes au Brésil, au Mali, à Marseille »

Pour que la Coupe du monde profite aux jeunes de la Seine-Saint-Denis, la ville de Saint-Denis et le conseil général ont lancé cette vaste opération baptisée « Banlieues du monde 98 ». Associée au réseau du Printemps de Bourges, elle mêle des manifestations sportives et musicales qui doivent culminer du 1er au 12 juillet sur le stade Mandela, voisin du Stade de France. *« Notre but, ce sont les échanges et les rencontres entre jeunes qui vivent des expériences différentes au Brésil, au Mali, à Marseille... »*, explique Mustapha Terki, directeur du réseau du Printemps de Bourges.

Environ quatre-vingts jeunes de Saint-Denis sont allés par petits groupes découvrir la vie d'autres adolescents de quartiers pauvres à travers le monde, de Johannesburg à Tuzla (*Le Monde* daté 11-12 janvier). Dans le même temps, vingt-deux villes étrangères et dix villes françaises ont sélectionné l'équipe de foot et le groupe de musique qui doivent les représenter en juillet. Pendant le festival de musique de Bourges, cette semaine, le réseau du Printemps va accueillir les jeunes des villes françaises pour une ultime sélection de quatre groupes qui viendront à Saint-Denis en juillet.

Un « Village du monde » doit ouvrir au stade Mandela dès le 10 juin. Plusieurs milliers de jeunes pourront y suivre les retransmissions des matchs sur un écran géant et manger au restaurant Cuisines du monde. C'est là que les délégations françaises et étrangères de Banlieues du monde 98 se rencontreront pour un grand tournoi de foot. Les footballeurs adolescents venus de Sao Paulo, Madrid, Los Angeles ou Yako (Burkina Faso) auront aussi le privilège d'assister chacun à un vrai match de la coupe au Stade de France. La trentaine de groupes musicaux qui les accompagnent se produiront dans ce Village, parrainés par des artistes confirmés – leurs noms ne sont pas encore arrêtés. Cette semaine, plusieurs de ces jeunes musiciens de rap, de rock ou de techno sont déjà au programme des Découvertes du Printemps de Bourges, un plateau qui permet de détecter les talents en herbe, comme Ithaka, du Portugal, 3K, de Pologne, et Ea !, d'Espagne.

Catherine Bédarida



WILLY VAINQUEUR

Planète Mars au concert Banlieues du monde, le 10 avril.

DÉPÊCHES

■ **CHANSON : Le Chantier, école parisienne de spectacle, et les Francofolies** de La Rochelle s'associent pour lancer une opération, Ouverture au public !, destinée à aider 17 jeunes chanteurs et 25 musiciens entendus au festival rochelais. Chacun d'entre eux disposera de quinze à trente minutes jusqu'au 21 juin dans cinq salles franciliennes : l'Espace Kiron, le Sentier des Halles, le Café-Concert Ailleurs, le Théâtre de Dix-Heures et le Théâtre de Vanves (Hauts-de-Seine), pour un prix d'entrée modique (35 et 50 F).

■ **La Martiniquaise Marie-Line représentera la France** lors du 43e concours Eurovision de la chanson, qui se tiendra le 9 mai à Birmingham. Marie-Line, 31 ans, a grandi en métropole. Elle s'est illustrée au sein du groupe de ses frères, Afro Soul Jazz, et de la formation de Raoul Petite.

■ **ARTS : Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication,** a confié à Solange Auzias de Turenne le soin de présenter vingt-quatre sculptures monumentales de Jacques Lipchitz dans les jardins du Palais-Royal, du 20 mai au 1er septembre. L'exposition ira ensuite au Yorkshire Sculpture Park, à Wakefield, en Grande-Bretagne. Solange Auzias de Turenne avait organisé l'exposition de Botero en 1992 et l'exposition de sculptures modernes sur l'avenue des Champs-Elysées en 1996.

Le mensonge est la vérité du menteur

LA PHOTO DE GROUPE, brochette d'hommes impayables, est irrésistible. Il y avait une joie palpable. Le plus jeune a parlé. Il a parlé de *« risque nécessaire »*, du goût *« du risque et de l'urgence »*. Puis il a parlé du *« rêve »*, de la *« part de rêve »* que ce *« risque »* allait susciter. De la *« passion »* qui le supportait. Comme en pente dure, il a glissé sur la *« créativité »*, l'indispensable *« talent »* que tant de créativité exigeait. On eût dit d'un discours sur le jazz.

En lisant ce qui se dit – au mieux – du jazz aujourd'hui, on retrouvera un par un ces clichés, ces incantations comiques, cette syntaxe d'attachés. Or le discours évoqué ne vient pas d'un chantre du jazz. Le risque, l'urgence, le rêve, la passion, la créativité, le talent, le combat, étaient les maîtres mots – ainsi qu'on dit des maîtres-chiens – de la déclaration par laquelle « J2M » (Jean-Marie Messier, capitaine d'industrie) annonçait la dévoration de Havas par sa Compagnie générale des eaux. Cette antienne d'alpiniste et de macho, ce mélange de métaphores aventurées et de langue du bois dont on fait les flèches, se trouve ailleurs, vient d'ailleurs, est digéré d'ailleurs. Comme d'autres, le discours sur le jazz en a, dans sa détresse, fait les frais.

Le discours sur le jazz (critique, ouvrages, chroniques, textes de pochette et, pour finir, proliférants dossiers de presse) est un point d'observation intéressant. Dès qu'il n'est plus seulement historique et informatif, il varie selon les temps. Emphatique, élégiaque et combatif, militant, exclusif et polyphonique, avec le free jazz ; plus relâché, teinté des nouveaux airs du temps, avec les années 70 ; tout à la fois (postmoderne ou bordélique, c'est selon) et parfois un peu mou, avec les derniers temps. L'historique, l'emphatique, le malencontreux et l'élégiaque, hélas, se blottissent dans les dossiers de presse comme ils épicent le propos narquois, cynique, de l'aspirateur d'Havas. Car il sait que le mensonge est la vérité du menteur.

Tenons-nous en à un exemple plutôt digne, c'est tout dire, le dernier cédé (très notable, très brillant et sérieux) de l'ONJ (Orchestre national de jazz) : *ONJ Express*, publié par la marque Evidence (EVDC 825). Le petit poulet promotionnel qui l'escorte est un modèle messiérin du genre. *« Puissance de feu »*, *« batteries espiègles et bondissantes »* (ciel ! on serait batteur de jazz, l'idée même de l'espièglerie mériterait un duel aux baguettes) ; tous les stéréotypes, les plus gênants, se succèdent avec calcul. C'est d'autant plus calamiteux pour l'ONJ de Levallet : tout dans sa musique, le sens de ses compositions, va contre cette ventriloquie pompette.

La nouvelle Compagnie générale des eaux-Havas se cherchait un nouveau nom. Elle est tombée sur Vivendi... Nous aurions pu l'aider : Pannonica (du prénom de l'égérie des musiciens, pilote de bombardier pendant la guerre, qui accueillit Charlie Parker et Thelonious Monk), tout un symbole ; Un Poco Loco (de Bud Powell), amusant ; All The Things You Could Be By Now, If Sigmund's Freud Wife Was Your Mother (composition de Mingus), un peu long pour une Générale.

Francis Marmande

Avis d'embellie sur le cinéma autrichien

GRAZ
correspondance

Resté longtemps cantonné dans l'ombre de son écrasant voisin allemand, le cinéma autrichien offre cette année les signes d'une véritable renaissance. Un premier signal était apparu il y a quelques mois avec l'écho suscité par l'œuvre violente et rigoureuse de Michael Haneke, *Funny Games*. Depuis, le Festival du film autrichien, qui s'est tenu à Graz du 24 au 29 mars, a prouvé l'existence à la fois d'un vivier de jeunes talents et, de la part de l'Etat, d'un désir de soutien efficace à l'industrie cinématographique, conditions nécessaires à tout renouveau.

Parmi la quinzaine de longs métrages produits en 1997, deux retiennent fortement l'attention : *Milk* d'Edgar Honetschläger, histoire drôle et subtile des tribulations d'un artiste autrichien à Tokyo, et son « négatif », *Suzie Washington, road movie*, sur la fuite d'une Géorgienne sans papiers à travers l'Autriche. Quant aux documentaires, genre très en vogue de ce côté-là des Alpes, pas moins de deux Autrichiens ont figuré au palmarès de Cinéma du réel 98 : *Kisangani Diary*, de Hubert Sauper, filmant avec une profonde humanité l'horreur d'un camp de réfugiés hutus, et *L'Année après Dayton*, de Nikolaus Geyrhalter, parti interroger les différentes populations dans l'ex-Yougoslavie de l'après-guerre.

LE FREIN DE LA TÉLÉVISION

Afin de mieux soutenir cette nouvelle génération de cinéastes – parmi les quatre cités ci-dessus, le plus âgé a trente-cinq ans –, le Parlement autrichien a voté, le 30 janvier dernier, une loi réformant le système de soutien au cinéma. Une structure inédite d'avance automatique de fonds a été mise en pace. Tout cinéaste se verra prêter de l'argent par l'Etat pour un nouveau film en fonction du succès commercial et artistique de son film précédent. A titre d'exemple, 120 000 spectateurs « rapporteront » au réalisateur 8 millions de schillings (4 millions de francs environ), et autant lui sera accordé pour une sélection en compétition à Cannes. Autre point important, 15 % minimum du budget annuel devront être consacrés à des premiers films.

Cependant, le montant global de cette aide reste problématique : malgré les promesses ministérielles, il stagne depuis plusieurs années autour de 100 millions de schillings (50 millions de francs). Faisant preuve d'une combativité rare dans le pays, l'Union des producteurs, soutenue par la quasi-totalité de la profession, a publié un rapport dénonçant les 25 % de chômage qui frappent le secteur de l'audiovisuel. Comme premier remède, ils exigent que cette aide soit multipliée au minimum par deux. L'autre faiblesse de cette industrie réside dans la trop grande importance du rôle joué par la télévision. L'ORF, entreprise publique qui détient les deux seules chaînes du pays, intervient dans plus de 80 % des films autrichiens. Et, par ses critères artistiques réducteurs, elle constitue un frein à tout épanouissement.

De plus, elle préfère acheter des quantités énormes de films américains, ce qui réduit à quelque 3 % la part de son budget investi dans des productions nationales (contre 15 % en Allemagne, par exemple).

Pierre Daum

La Réunion des musées nationaux sort du rouge

LE BILAN DE L'ANNÉE 1997 se traduit pour la Réunion des musées nationaux (RMN) par un résultat positif de 60,9 millions de francs. Le déficit de 1996 se montait à 86 millions de francs et celui de 1995 à 38,3 millions de francs. Un plan de redressement triennal (1997-1999) avait été exigé par le ministère de la culture et par le ministère des finances. Le résultat de 1997 aurait dû être dans ce cadre de 6,5 millions de francs. Il est dix fois plus élevé. Plusieurs facteurs expliquent cette bonne surprise : la fréquentation en hausse des 33 musées nationaux dont la RMN reçoit tout ou partie des droits d'entrée (8,9 millions de visiteurs payants contre 8,5 millions en 1995) ; une bonne fréquentation des expositions temporaires (notamment la rétrospective Georges de La Tour avec 5 000 visiteurs par jour) ; ainsi qu'une rationalisation des activités éditoriales et commerciales.

Quinze mille danseurs à Bercy pour la première grande soirée techno à Paris

La chaîne M 6 et Futuria font passer le genre du cercle des initiés à la reconnaissance industrielle

Coproduit, sur le modèle des soirées Dance Machine, par la chaîne de télévision M 6 et par Futuria, une entreprise spécialisée dans l'organisation de ce type de rassemblement, Métropole Techno a rassemblé au Palais omnisports de Paris-Bercy quinze mille danseurs. Un succès public qui devrait permettre à l'avenir à ce mouvement souvent réservé à des initiés de toucher un public plus important.

MÉTROPOLE TECHNO, Palais omnisports de Paris-Bercy, samedi 11 avril.

« *Après cela, Paris ne sera plus considérée comme la capitale européenne sinistrée de la techno* », se réjouissait, samedi soir 11 avril, un DJ allemand. Métropole Techno, organisée au Palais omnisports de Bercy, n'est pas venue à bout, en une nuit, de toutes les frilosités. Mais cette rave qui ne voulait pas dire son nom, la plus grande jamais organisée à Paris, aura probablement eu une portée symbolique dans la progression des musiques électroniques en France. Quinze mille personnes se sont retrouvées pour fêter des rythmes et des danses qui, quelques mois auparavant, affolaient encore la plupart des médias et les pouvoirs publics. Si on peut réprimer quelques fantassins allumés, comment contrer la puissance d'une industrie ? Car le genre ne se limite plus aux cercles d'initiés. Les ventes de disques techno sont en progression constante et, de manière très significative, c'est une chaîne de télévision, M 6, qui est à l'origine de Métropole.

M 6 avait pris l'habitude de transformer Bercy en une immense discothèque, lors des soirées Dance Machine. Cette célébration en play-back des Boys Bands et autres tubes formatés semblait l'antithèse de l'intégrité techno. Thierry Bizot, directeur de l'unité musique et divertissement de M 6, explique les circonstances de cette reconversion. « *Le mouvement techno n'a longtemps concerné que des* happy fews. *Notre rôle n'est pas d'aller plus vite que notre public. Cette année, la techno est devenue une lame de fond qui balaie tout sur son passage. Sans pour autant renoncer aux Dance Machine, nous avons donc décidé d'organiser Métropole avec Futuria, une entreprise spécialiste de ce genre d'événement.* »

Les organisateurs se sont donné les moyens de leurs ambitions. Trente DJ, 250 kilowatts de son, des déluges d'éclairage électronique pour plus de dix heures de rave. L'arène centrale de Bercy, baptisée Universal Floor, accueille les grosses pointures du genre : Moby, Josh Wink, Sven Vath, CJ Bolland... Déambulant dans le labyrinthe du Palais, on trouve une salle Experimental Floor (1 200 personnes), consacrée à des recherches plus avant-gardistes – Scan X, John Aquaviva, DJ Rush... –, et le club du House Floor (800 personnes), où des DJ comme Roger Sanchez, DJ Q ou les Français Charles Schillings et Didier Sinclair célèbrent les tendances plus noires et funky du genre.

Deux scènes sont disposées à chaque bout de l'Universal Floor. L'une accueille des DJ, l'autre des performances *live*. C'est là que l'Américain Moby s'active en conciliant son goût de l'énergie rock et de l'extase technoïde. Il détourne le générique de *Twin Peaks* ou le rythme du *James Bond Theme*. A ses pieds, une fourmilière de danseurs, surplombés d'écrans géants animés de sculptures cybernétiques. Les exigences du tournage télévisé – dix-sept caméras filment la soirée pour une émission diffusée sur M 6, le 25 avril – imposent une lumière constante qui tue un peu le mystère des ambiances.

Des gamins des cités plus habitués aux soirées rap observent les danseurs avec curiosité, draguent des Lolita moulées de vinyle, « dealent » parfois un petit remontant. Pas de tension pourtant ni d'agressivité. Momo est descendu de son 19e arrondissement. « *Les soirées hip-hop se terminent systématiquement en baston, les boîtes de nuit ne nous laissent pas entrer. Ici, c'est plus cool. Au départ, ce n'est pas vraiment notre musique, mais on finit par apprécier.* »

Les organisateurs ont improvisé un petit sondage. Le public est âgé de quinze à vingt ans, venu de toute la France, mélange de puristes et de néophytes. Alexis, un spécialiste parisien de vingt-neuf ans, bougonne. « *C'est l'usine. Ça manque de magie.* » D'Amiens, Loïc, vingt et un ans, est plus enthousiaste. « *Nous sommes souvent obligés d'aller en Belgique pour profiter des fêtes techno. C'est génial que Paris s'ouvre enfin à cette musique. On croise des gens stylés, la musique est super, on a l'impression d'appartenir à une grande famille.* »

Cinq heures. Certains danseurs se sont endormis sur les gradins, mais les pistes sont encore pleines. Christophe Lyard, un des responsables de Futuria, coproducteur de la soirée, peut tirer un premier bilan plein d'optimisme. « *Depuis plusieurs années, nous essayons d'expliquer aux pouvoirs publics que ce genre de fête peut se dérouler sans problème. Depuis l'arrivée d'un gouvernement de gauche, les choses sont plus faciles. Le succès de Métropole devrait débloquer les réticences parisiennes.* »

Stéphane Davet

Un « Charivari électronique » à Paris, le 19 septembre

La grande parade techno, intitulée « Charivari électronique », prévue le 19 septembre, à Paris, devrait être une autre étape de la reconnaissance de cette musique dans la capitale. Fédérés sous le nom de Technopol, les concepteurs de cette manifestation inspirée de la Love parade berlinoise, ont dévoilé quelques-unes des manifestations qui, du 7 au 20 septembre, encadreront ce défilé. Après un concert d'ouverture de Laurent Garnier (Victoire de la musique 1997) à l'Olympia, une série de performances, soirées, fêtes et animations auront lieu à la Grande Halle de La Villette. Parmi elles, la quatrième édition de l'exposition « Global Techno » consacrée à toutes les formes d'expression de la culture techno. Si le trajet de la parade n'est pas tout à fait déterminé (Denfert-Nation, Bastille-Nation ?), on sait qu'elle comprendra trente chars qui mettront l'accent sur les scènes techno et house de province.

★ Renseignements téléphoniques au 08-36-68-91-99 (2,23 F/mn) ; site internet : http : //www.reve.org.

INSTANTANÉ

DANSE AVEC LA MORT

« *TOUT EST CALME ici et il n'y a que la mort de Pouchkine qui occupe le public.* » Ce message bref est signé Nicolas Ier, tsar de Russie, au lendemain du décès du poète, blessé dans un duel le 27 janvier 1837. Sang africain et culture française, Pouchkine – on célèbre cette année le bicentaire de sa naissance – est le poète national par excellence en Russie, comme en Ukraine et en Bulgarie. Sous le titre de « *Petit* » *Pouchkine*, Margarita Mladenova, qui dirige avec Ivan Dobtchev le Théâtre Sfumato à Sofia, en a dressé un portrait pénétrant (créé au Théâtre de Mâcon), d'autant plus utile au public français que celui-ci borne trop souvent sa connaisance de Pouchkine à *La Dame de pique*. Ici, une poésie réputée obscure à l'esprit latin se révèle d'un lyrisme touchant : « *Don fragile, don sans cause, / Vie, pourquoi m'es-tu donnée ? Si la destinée t'impose / L'existence condamnée ?* »

Pouchkine, c'est Jean Alibert. Seul en scène, il engage à la plume et au pistolet son duel avec la mort. Il va au-devant d'elle comme s'il ne pouvait vivre autrement que dans cet affrontement permanent. Un corps à corps en huit reflets pour capter sous tous les angles les visages de la Faucheuse, et le cercle des fuites impossibles. Une danse et une course de vitesse, dans un blizzard qui a recouvert objets, lettres, espoirs et désespoirs d'une fine couche immaculée. Jean Alibert porte avec hauteur le tourment d'écrire du poète, une conception de l'honneur chauffée à blanc, dans un conflit permanent avec lui-même et avec le monde. Il montre la plénitude et la souffrance d'être, donnée comme une « performance », celle d'un soliste qui remet Pouchkine au present.

Jean-Louis Perrier

★ *Le « Petit » Pouchkine* : le 21 avril à 20 h 30 à l'Action culturelle du Barrois, Bar-le-Duc (Meuse). Tél. : 03-29-79-42-78. Le 13 mai à 20 h 30 au Centre d'action culturelle du Creusot (Saône-et-Loire). Tél. : 03-85-55-37-28.

Le Festival de théâtre de Bogota ou le plus sûr remède contre la violence

BOGOTA
de notre correspondante

« Gigantesque ! » Tel est l'adjectif commun, décliné en toutes les langues et sur tous les tons par les invités du 5e Festival de théâtre de Bogota, qui s'est tenu du 27 mars au 12 avril. Cent dix compagnies, 2 000 artistes venus de 37 pays différents ont présenté plus de 400 spectacles et métamorphosé une fois encore la capitale colombienne, qui, si elle avait au début du siècle la réputation d'être l'Athènes de l'Amérique latine, n'est plus précisément renommée aujourd'hui pour ses activités culturelles. Cette manifestation biennale a pour ambition de présenter un « catalogue exhaustif » des spectacles qui ont le mieux marché sur les cinq continents.

Cette année se côtoyaient notamment l'*Arlequin* du Piccolo Teatro de Milan, *Roméo et Juliette*, par la Royal Shakespeare Company, *Dionysos*, mis en scène par le maître japonais Tadashi Suzuki, la *Perséphone* de Robert Wilson, le *Woyzeck* de Josef Nadj et deux mises en scène du Catalan Lluis Pasqual, sans compter les meilleures productions d'Amérique latine. « *C'est un festival unique, un véritable laboratoire, pas une vitrine comme la plupart des festivals européens. Ici, on travaille* », explique Paolo Magelli, metteur en scène italien qui présentait *Les Trois Sœurs* de Tchekhov avec le Théâtre ZKM de Zagreb.

En marge des représentations, les « événements spéciaux » – colloques, séminaires, ateliers, conférences, plus d'une quinzaine chaque jour – permettent au public de rencontrer les artistes. On y discute aussi bien de « *la contemporanéité de la tragédie* » que de Lorca, Brecht, du travail de l'acteur, du métier de chorégraphe ou de scénographe... Les auditoriums sont pleins, l'attention du public constante, et les troupes de théâtre se prêtent donc au jeu avec bonheur. « *Quand on nous voit avec nos badges, les gens nous supplient de les aider à entrer dans les salles qui sont pleines, je n'ai jamais vu ça ; la passion pour le théâtre qu'on rencontre ici est stupéfiante* », constatait Paolo Calabresi, jeune acteur du Piccolo. Les interprètes de la troupe d'opéra chinois Hebei Bangzi, qui présentait *Médée*, d'après Euripide, n'ont jamais, disaient-ils, été autant acclamés qu'à Bogota. A tel point que lors de la première, certains d'entre eux, émus par les ovations, se sont précipités dans les coulisses et sont revenus sur scène avec des appareils photos pour immortaliser la ferveur du public.

> Sans doute le seul moment de l'année où la ville devient une destination touristique : les amateurs viennent de toute la Colombie et des pays voisins

Pour le public colombien, le festival est une fête, et les Bogotanais la préparent comme le carnaval. La place réservée au théâtre de rue – gratuit – est importante, tandis que, dans les salles, des places à tout les prix (de 25 F à 180 F) permettent aux classes moyennes et privilégiées (le salaire minimum est d'environ 1 000 francs mensuels) d'assister aux représentations. Pour tous, c'est l'occasion de sortir de chez soi et de s'ouvrir au monde. C'est sans doute le seul moment de l'année où Bogota peut arguer d'être une destination touristique : les amateurs viennent de toute la Colombie mais aussi des pays voisins. Selon les statistiques de la police, violences et homicides diminuent pendant le festival.

« *Le festival est un acte politique !* », soutient Fanny Mickey, organisatrice énergique de la manifestation. Les premières éditions du festival avaient provoqué la colère de l'Eglise. En 1988, au temps du narco-terrorisme, une bombe avait explosé sur scène. Aujourd'hui, évêques, ministres et généraux se pressent aux premières.

En Colombie, la politique culturelle en est à ses balbutiements, les aides de l'Etat à la création sont rares (même si de plus en plus de bourses sont créées chaque année), et le ministère de la culture vient à peine de naître. Pourtant, plus de 35 % des 36 millions de francs que coûte le festival sont financés par le gouvernement colombien et la municipalité de Bogota ; 35 % proviennent des entrées (la plupart des salles jouent à guichets fermés) et le reste est assuré par les sponsors colombiens et étrangers (la plupart des grandes compagnies qui viennent sont aussi aidées par leurs gouvernement respectifs).

Certains metteurs en scènes colombiens reconnus critiquent cette avalanche d'argent au profit de troupes étrangères. Certains, comme Santiago Garcia, un des pionniers du théâtre contemporain colombien, ont même refusé cette année de participer au festival. D'autres, comme Nicolas Buenaventura (conteur) ou le Mapa Teatro (qui présentait un joli spectacle sur l'émigration, *Le Lion et la Dompteuse*), ont su profiter des possibilités de coproduction du Festival pour réaliser leurs spectacles. D'autres encore, comme les Français Philippe Eustachon et Yvette Rotsheild, qui travaillent depuis un an en Colombie avec des acteurs amateurs et professionnels, ont vu leur création expérimentale, *Portrait à 2 651 mètres d'altitude*, achetée par le festival.

Chaque soir après les spectacles, un espace réunit tous les participants du festival et le public qui a les moyens d'entrer (70 francs). Sous une grande toile de cirque, « *la carpa* », toujours bondée, se tient une grande fête à la colombienne où l'on danse la salsa en écoutant des orchestres locaux... Passé le festival, la ville ferme ses théâtres, retombe dans sa léthargie, livrée à une actualité moins heureuse.

Anne Proenza

SORTIR

PARIS

Pour un oui ou pour un non
« *C'est biiien... ça...* » Pour un mot, une intonation, presque rien, deux amis s'affrontent. Cette confrontation fait alors resurgir toutes les rancœurs, ravive toutes ces petites blessures, si cruellement éprouvées pendant tant d'années. Cette pièce de Nathalie Sarraute, mise en scène par Jean-Marie Russo, interprétée par lui-même et Hervé Husson, s'attache à démonter un de ces drames microscopiques insoupçonnés, qui à chaque instant se jouent en nous et permet de découvrir, sous la carapace de l'apparence rassurante, tout un monde d'actions cachées, une agitation qui est la trame invisible de notre vie.
Guichet-Montparnasse, 15, rue du Maine, Paris 14e. Mo Gaîté. Du lundi au samedi, à 20 h 30. Jusqu'au 16 mai. Tél. : 01-43-27-88-61. 80 F et 100 F.

Hommage à Fred Zinnemann
Le Festival de Beauvais vient de lui consacrer une rétrospective que le cinéma Mac-Mahon prolonge aujourd'hui jusqu'au 21 avril. La carrière du cinéaste, qui s'étale de 1942 à 1982, est impressionnante : s'y côtoient de grands classiques (*Le train sifflera trois fois, Tant qu'il y aura des hommes, C'étaient des hommes*) et des films méconnus parfois plus audacieux (*Une poignée de neige, Les Anges marqués, Horizons sans frontière, Cinq jours ce printemps-là...*).
Mac-Mahon, 5, avenue Mac-Mahon, Paris 17e. Mo Etoile. Tél. : 01-43-80-24-81. 40 F.

L'Egypte au cinéma
Les cinéphiles égyptologues peuvent visiter Le Caire sur grand écran en se rendant à l'Institut du monde arabe, qui programme, jusqu'au 14 juin, près de 40 films sur le thème « Le Caire vu par des cinéastes égyptiens ». *Gare centrale* (1958) et *L'Aube d'un jour nouveau* (1965), de Youssef Chahine, *Jours et nuits* (1955) et *La Chanson éternelle* (1952), d'Henri Barakat, *Mort parmi les vivants* (1960) et *Le Caire 30* (1966), de Salah Abou Seif, figurent parmi la quarantaine de films annoncés. Dans le cadre de la saison culturelle « France-Egypte, Horizons partagés », est également présenté un programme jeune public jusqu'au 29 avril à l'IMA et au Centre Wallonie-Bruxelles.
IMA, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5e. Mo Jussieu. Tél. : 01-40-51-38-11. 20 F et 25 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Back Home
de Bart Freundlich (Etats-Unis, 1 h 30), avec Roy Scheider, Noah Wyle, Julianne Moore.
Chronique d'une disparition
d'Elia Suleiman (Palestine, 1 h 24), avec Ula Tabari, Elia Suleiman, Nazirah Suleiman.
Comme il vous plaira
de Christine Edzard (Grande-Bretagne, 1 h 50), avec James Fox, Cyril Cusack, Andrew Tiernan.
Gadjo Dilo
de Tony Gatlif (France, 1 h 40), avec Romain Duris, Rona Hartner.
Journal intime des affaires en cours
Documentaire de Denis Robert et Philippe Harel (France, 1 h 53).
La Leçon de tango
de Sally Potter (France-Argentine, 1 h 42), avec Sally Potter, Pablo Veron, Gustavo Naveira.
Mossane
de Safi Faye (Sénégal, 1 h 45), avec Magou Seck, Isseu Niang, Moustapha Yade.
Le Roi des masques
de Wu Tianming (Chine-Hongkong, 1 h 41), avec Chu Yuk, Chao Yimyim, Zhao Zhigang, Zhang Rhuitang.
La Souris
de Gore Verbinski (Etats-Unis, 1 h 39), avec Nathan Lane, Lee Evans, Maury Chaykin.
Tableau ferraille
de Moussa Senen Absa (Sénégal, 1 h 33), avec Ismail Lo, Thierno Ndiaye, Nedèye Fatou Ndaw.
Taxi
de Gérard Pirès (France, 1 h 30), avec Samy Naceri, Frédéric Dienfenthal, Marion Cotillard.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

REPRISES

Le Ballon d'or
de Cheik Doukoure (France, 1993, 1 h 30), avec Aboubacar Sidiki Soumah, Salif Keita.
VO : 14-Juillet Parnasse, 6e ; L'Entrepôt, 14e ; 14-Juillet Gambetta, 20e.
Les Quatre Plumes blanches
de Zoltan Korda (Grande-Bretagne, 1939, 2 h 10), avec John Clements, Ralph Richardson.
VO : Action Ecoles, 5e.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Compagnie A fleur de peau
Denise Namura et Michel Bugdahn : *Les Clés furtives de ma mémoire.*
Dunois, 108, rue du Chevaleret, Paris 13e. Mo Chevaleret. Le 13, à 20 h 30. Tél. : 01-45-84-72-00. 100 F.
François Constantin Jam Session
Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Le 13, à 21 h 30. Tél. : 01-42-33-37-71. 80 F.
Bruno Angelini Quartet
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Le 13, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.
Hellacopters, Dare Dare, Devil
La Boule noire (salle Valencia-la Cigale), 116, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Pigalle. Le 13, à 20 heures. Tél. : 01-49-25-89-99. 85 F.
La Grande Sophie
Wait & See, 9, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mo République. Le 13, à 20 heures. Tél. : 01-48-07-29-49. Entrée libre.
Clovis le musicopathe
Auditorium Saint-Germain, 4, rue Félibien, Paris 6e. Mo Odéon. Le 13, à 20 h 30. Tél. : 01-44-07-37-43. De 70 F à 110 F.
Cuarteto Cedron
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2e. Mo Sentier. Le 13, à 20 heures. Tél. : 01-42-36-37-27. 90 F.

ANNULATIONS

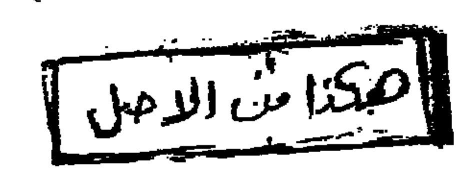
Linda de Suza
Victime d'un accès de grippe australienne, Linda de Suza annule les concerts qu'elle devait donner les 17 et 18 avril à l'Olympia, annonce le producteur de la chanteuse.
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8e. Mo Opéra. Tél. : 01-47-42-25-49.

RÉSERVATIONS

Brigitte Fontaine
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Les 17 et 18 avril à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-55-22. 132 F.
Compay Segundo
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9e. Les 23 et 24 avril à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 175 F à 230 F.
Julien Clerc
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 9e. Les 24 et 25 avril à 20 h 30. Tél. : 01-44-68-44-68. De 190 F à 260 F.
Rachid Taha
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Le 25 avril à 20 heures. Tél. : 01-49-25-89-99. 143 F.
Sonny Rollins
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9e. Le 29 avril, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 345 F et 435 F.
Les Juifves
de Robert Garnier, mise en scène de Jean-Marie Villégier, avec les comédiens de « L'Illustre Théâtre ».
Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1er. Les 23, 24 et 25 avril, à 20 h 30. Tél. : 01-40-20-84-00. 50 F et 80 F.
Le Jeu de l'amour et du hasard
de Marivaux, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Caroline Proust, David Gouhier, Eric Frey, Anne Caillère, Jérôme Kircher, Guy Parigot...
Théâtre Nanterre-Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du 24 avril au 14 juin. Tél. : 01-46-14-70-00. De 80 F à 140 F.

DERNIERS JOURS

18 avril :
Lettres d'Algérie
mise en scène de Baki Boumaza, avec Cécile Bouillot, Azize Kabouche et Anne Loiret.
Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, Paris 6e. Mo Odéon. Du mardi au samedi, à 18 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. 40 F.
Stephen Dean
Galerie Xippas, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3e. Mo Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-40-27-05-55. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.
Carl de Keyzer
Galerie Almine Rech, 24, rue Louise-Weiss, Paris 13e. Mo Chevaleret. Tél. : 01-45-83-71-90. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.
Rei Naito
Galerie Jennifer Flay, 20, rue Louise-Weiss, Paris 13e. Mo Chevaleret. Tél. : 01-44-06-73-60. De 14 heures à 19 heures ; samedi 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.
Martin Parr
Galerie du Jour-Agnès B, 44, rue Quincampoix, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-54-55-90. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.



Le Monde
ÉCONOMIE
ENJEUX ET STRATÉGIES



MARDI 14 AVRIL 1998

L'OCDE en quête de légitimité

DOSSIER

Placée sous les feux de la rampe à cause de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se serait volontiers passée de cette publicité. Installée au château de la Muette, dans le seizième arrondissement de Paris, ce cercle de pays développés n'est pas coutumier de tels débordements. En démarrant à la fin 1995 les discussions sur l'AMI, il ne pensait pas susciter l'hostilité de la France et, plus généralement, une polémique entre Américains et Européens. Postulant que la libéralisation des échanges est synonyme de bien-être mondial, l'OCDE et ses pays membres, au premier rang desquels les Etats-Unis, voulaient etablir un accord sur les investissements internationaux, imposant des règles identiques pour les entreprises nationales et étrangères. Mais même en multipliant les exceptions, le projet est en mauvaise posture.

Cette négociation houleuse a poussé sur le devant de la scène une organisation dont on saisit mal la mission. Pourquoi l'accord n'était-il pas négocié à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) qui réglemente les échanges mondiaux ? L'OCDE était-elle bien dans son rôle ? En réalité, cette organisation portée sur les fonts baptismaux par la convention du 14 décembre 1960 dispose d'un mandat aussi vaste que flou.

Selon son article premier, elle a pour objectif de promouvoir des politiques visant à réaliser *« la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi, et une progression du niveau de vie dans les pays membres tout en maintenant la stabilité financière »* au sein de la zone OCDE, mais aussi à l'échelle internationale, ainsi qu'à *« contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire »*.

▼ Forum
L'antagonisme entre Européens et non-Européens grandit au sein du club des vingt-neuf pays industrialisés

Ses membres ont négocié, puis signé en décembre, une convention visant à lutter contre la corruption dans les transactions internationales. L'organisation vient de publier un rapport sur le gouvernement d'entreprise. Elle s'intéresse aux problèmes liés au vieillissement de la population, à la fiscalité, au commerce électronique, à l'emploi, ou encore à l'éducation...

« Les vingt-neuf pays membres ont choisi l'OCDE comme arène pour l'AMI, car ils ont le même état d'esprit, ce qui rendait l'accord plus facilement négociable qu'à l'OMC, qui compte cent trente-deux pays, explique le Canadien Donald Johnston, son secrétaire général depuis 1996. *Ils ont décidé d'élaborer un accord avec des normes élevées. »* Les signataires entendaient élargir l'AMI, une fois conclu, aux pays en développement qui le souhaiteraient. Bien que nombre d'entre eux soient opposés à un tel accord et qu'ils n'aient pas pris part aux négociations.

Depuis sa création, l'OCDE, qui selon l'expression de M. Johnston fonctionne plutôt comme *« un système de conférences »*, se manifeste davantage par ses recommandations que par la négociation de textes. Elle n'est pas un bailleur de fonds ni un « gendarme » mondial, mais exerce en quelque sorte un pouvoir d'influence.

Elle confronte, décortique et analyse les politiques publiques de ses Etats membres. Ses rapports, publiés tous les douze à dix-huit mois, peuvent embarrasser les gouvernements. Ils sont rédigés par l'équipe du secrétariat et placés sous la responsabilité du comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, composé des représentants des Etats membres. Le pays examiné a la possibilité de proposer des amendements au vu du projet de rapport qui lui est présenté par le secrétariat de l'OCDE. Le comité décide ou non de les intégrer dans le rapport final.

Mais dans le domaine de l'analyse des conjonctures économiques, les travaux de l'OCDE cohabitent avec ceux du Fonds monétaire international. A la différence que ce dernier accorde une aide financière conditionnée à l'application de réformes structurelles. Et qu'il a vocation à accueillir le plus de pays possible. L'OCDE reste, elle, un « club » où toute nouvelle adhésion doit faire l'objet d'un accord de tous les Etats membres. Elle fonctionne par consensus. Elle n'impose pas mais persuade. Soumis à la *« pression des pairs »*, les Etats membres sont incités à adopter les politiques économiques jugées les plus adéquates. En l'occurrence, des politiques très libérales.

Martine Laronche

Lire la suite page II

CHRONIQUE

Les aléas du marché planétaire

par Serge Marti

Accord bilatéral entre la France et les Etats-Unis sur le transport aérien – mais sans la clause de *« ciel ouvert »* (*open sky*) voulue par les Américains, qui aurait permis une concurrence sans limite aucune –, zones d'ombre et cafouillages en série dans les télécommunications, récemment déréglementées en Europe, tournée africaine – et commerciale – de Bill Clinton qui suscite un sourire crispé de la France, soucieuse de préserver ce qui reste de son *« pré carré »* sur le continent noir, organisation d'un front du refus francophone contre l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) négocié au sein de l'OCDE, franche hostilité de Paris au projet d'Accord pour un marché transatlantique (AMT), que Leon Brittan, le vice-président de la Commission européenne, s'est mis en tête de conclure entre Européens et Américains... L'actualité a été particulièrement riche, ces derniers temps, sur le front des échanges. Et des horions...

A cette longue liste, il faudrait ajouter la *« sortie anti-américaine »* de Jacques Chirac et Helmut Kohl qui, à l'occasion de la réunion à Londres, début avril, du deuxième sommet Europe-Asie (ASEM) ont dénoncé de conserve la *« campagne »* que mèneraient actuellement les Etats-Unis auprès des pays asiatiques pour critiquer un *« protectionnisme européen »*, réel ou supposé. Et, tout récemment, l'échec de l'offensive menée contre la fameuse *« exception culturelle »*, traditionnellement défendue par la France, lors des assises de l'audiovisuel qui se sont déroulées à Birmingham, à l'initiative de la Commission européenne et de la Grande-Bretagne (laquelle préside en ce moment l'Union européenne). Autant d'exemples qui confirment, si besoin était, que la guerre économique dans laquelle sont engagés les Etats, mais aussi des multinationales à l'appétit renforcé, sera commerciale autant que technologique.

Les Etats-Unis l'ont compris depuis longtemps. En visite officielle en Afrique subsaharienne où aucun président américain ne s'était rendu depuis vingt ans, Bill Clinton a entrepris de faire son marché là où on ne l'attendait pas. Au cours d'un long périple de onze jours, il s'est rendu en Ouganda, au Rwanda, au Ghana, en Afrique du Sud, au Botswana, et même au Sénégal, en proposant à ses interlocuteurs de *« troquer l'aide contre le commerce »*, nouveau slogan de la Maison Blanche pour définir les rapports Nord-Sud. Pour l'instant, le continent noir ne représente qu'un peu plus de 1 % des exportations américaines. Mais en 1996, les échanges des Etats-Unis avec l'Afrique ont augmenté de 18 %. Depuis, stimulé par une croissance régionale qui a atteint 5 % à 6 % en 1997, l'intérêt américain ne s'est pas démenti. A en juger par l'imposante brochette de patrons qui accompagnait Bill Clinton dans sa tournée, il y a des affaires à faire sur cette terre africaine longtemps négligée.

Commerce mondial de marchandises

Variation annuelle en pourcentage (en volume)

	EXPORTATIONS 1990-1996 (moyenne)	IMPORTATIONS 1990-1996 (moyenne)
MONDE	5,5	6
AMÉRIQUE DU NORD	7	7
AMÉRIQUE LATINE	8,5	11
EUROPE OCCIDENTALE	5	4
dont Union européenne	5	4
PAYS EN TRANSITION	3,5	2,5
ASIE	7	9,5
dont Japon	1	6

Source : OMC

Dans le même temps, l'Amérique ne peut que se féliciter de la ténacité de Sir Leon Brittan, le commissaire européen chargé des relations commerciales ayant fait savoir qu'en dépit de l'opposition réitérée de Paris à l'AMT, aussi baptisé NTM (Nouveau Marché transatlantique), il entendait bien soumettre ce projet au président Clinton lors du sommet euro-américain qui doit se tenir à Londres le 18 mai. L'idée de créer un grand marché transatlantique des biens et des services est a priori séduisante. L'initiative en revient au premier ministre canadien Jean Chrétien qui, en décembre 1994, avait évoqué cette hypothèse. Celle-ci a véritablement pris corps quand l'administration américaine, par la voix du secrétaire d'Etat de l'époque, Warren Christopher, a proposé à Madrid, en juin 1995, un nouveau *« dialogue transatlantique pour le XXI[e] siècle »* passant par une intégration économique accrue entre l'Europe et l'Amérique du Nord.

Paris avait aussitôt émis des réserves que le gouvernement Jospin a amplement réitérées lors du premier débat ministériel organisé fin mars, au sein des Quinze, à propos de ce Nouveau Marché transatlantique. Les Français sont bien conscients qu'un accord de cette nature profite surtout au plus fort, à celui qui a déjà la plus grosse part de marché, ce qui est loin d'être le cas de l'Europe, notamment dans le secteur des technologies de l'information. Un domaine économiquement et culturellement stratégique, dans lequel les Etats-Unis entendent accentuer leur quasi-hégémonie. Le problème est que la France est le seul pays à avoir fermement refusé d'aller plus avant dans la négociation de ce projet de libre-échange. Pour les Britanniques, il s'agit, au contraire *« d'une excellente initiative »*. Preuve supplémentaire que la planétarisation du marché, doublée d'une marchandisation croissante des activités économiques, n'a pas les mêmes attraits pour tout le monde.

La polémique sur l'AMI, ou le refus d'un « modèle culturel unique »

▼ Paris continue de s'opposer à l'Accord multilatéral sur l'investissement, négocié dans le cadre de l'OCDE

L'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) est depuis plusieurs mois une pomme de discorde entre les Etats-Unis et l'Europe. Et plus encore entre l'OCDE – le club de vingt-neuf pays industrialisés – et Paris. L'objectif de l'AMI, selon l'OCDE, qui a démarré les négociations sous l'impulsion des Etats-Unis, est de définir au sein des pays industrialisés des règles claires pour protéger les investissements directs. Le projet pose comme principe l'ouverture totale et sans discrimination des marchés et défend l'égalité de traitement des investisseurs dans les pays signataires.

L'argument principal des défenseurs du projet est que les investissements directs, tout comme les échanges internationaux des biens et services, favorisent la croissance économique et l'emploi, et qu'ils font progresser les niveaux de vie dans le monde entier. Entre 1973 et 1996, les flux d'investissements directs ont été multipliés par quatorze, passant de 25 à 350 milliards de dollars par an, soit une expansion supérieure à celle des échanges internationaux, a déclaré le secrétaire général de l'organisation, Donald Johnston, pour justifier les travaux en cours.

Mais les modalités de la mise en œuvre de l'AMI sont fortement critiquées. C'est aux Etats-Unis que les premières broncas ont démarré. Le vaste mouvement mené par les organisations non gouvernementales américaines pour la défense de l'environnement a réveillé l'opinion en France, professionnels du spectacle en tête.

Ceux-ci craignent la remise en question par l'AMI de l'exception culturelle française, arrachée de haute lutte en 1993 dans le cadre du GATT. Leur mobilisation a fait boule de neige. A la suite des milieux culturels, les ténors de la gauche se sont mobilisés contre un projet qui, selon eux, menace le cinéma français, dénie le droit de l'Union européenne à poursuivre librement son intégration politique et économique et risque d'entraîner la tentation d'être plus « coulant » sur les normes sociales ou les règles de protection de l'environnement pour attirer un investissement.

L'exception culturelle tout d'abord. Tel qu'il avait été rédigé, le texte, s'il était entré en vigueur, rendrait illégale toute réglementation privilégiant et protégeant les investissements culturels européens. Le fonds de soutien au cinéma serait contraint de financer son principal concurrent, Hollywood, a déclaré l'ancien ministre de la culture, Jack Lang, qui a pris la tête de la révolte.

Mais le projet dépasse très largement les frontières de l'investissement culturel. Calqué sur l'accord libéralisant le seul commerce mondial des marchandises et des services ayant donné naissance à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'AMI consacre la libéralisation de l'économie mondiale en affranchissant les investissements privés internationaux de certaines contraintes que pourraient instituer les politiques nationales dans les pays d'accueil. Le glissement de discussions qualifiées de techniques vers le terrain politique, et la médiatisation qui s'ensuivit, a eu raison, pour l'instant, des tentatives américaines d'imposer le libéralisme et de forcer la citadelle européenne.

A l'issue de la réunion à haut niveau qui s'est déroulée fin février au château de la Muette, les Français étaient parvenus à rallier à leur position la Belgique, les Canadiens et l'Italie sur l'exception culturelle, et un consensus a été trouvé, sur le papier du moins, pour tenter de préserver ce qui a été signé au GATT. Les discussions ont également avancé sur la question du dumping social et en matière de protection de l'environnement, l'objectif étant de proscrire la concurrence entre les différents pays pour attirer un investissement par l'abaissement des normes sociales ou des règles de protection de l'environnement.

En revanche, la discussion est pratiquement bloquée sur les lois extraterritoriales américaines (Helms Burton et D'Amato) par lesquelles les Américains s'autorisent à sanctionner les entreprises qui investissent à Cuba, en Iran ou en Libye. L'Union européenne a fait savoir qu'elle arrêterait instantanément toute négociation si Washington décidait de sanctionner Total, qui est sous le coup de la loi D'Amato. Les Européens ne sont par ailleurs pas prêts à céder sur le maintien d'une *« préférence européenne »*, c'est-à-dire à conserver la possibilité de différencier les entreprises européennes et les entreprises des pays tiers en matière d'investissement.

Dernier point de friction : l'enceinte de négociation. Exportateur net d'investissements directs avec 156 milliards de francs, contre 112 pour les investissements étrangers en France, Paris a tout intérêt à ce que des règles du jeu claires soient définies. Mais le choix de l'OCDE qui ne concerne que les pays développés, plutôt que celui de l'OMC qui inclut les pays en développement, réduit à ses yeux la portée de ce nouveau cadre juridique.

L'objectif de l'OCDE était de mettre au point un texte suffisamment élaboré pour qu'il puisse être proposé à la réunion annuelle des ministres de l'organisation, les 27 et 28 avril. En mars, les négociateurs de l'OCDE admettaient que le délai ne serait pas respecté. Pour autant, il n'est pas sûr que le projet soit enterré. Aussi, au fur et à mesure que l'échéance se rapproche, les thuriféraires de l'AMI redonnent de la voix. A l'occasion du treizième Festival du film de Paris, les responsables politiques français, de droite comme de gauche, ont à nouveau appelé à faire barrage à l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), afin d'empêcher l'émergence d'un *« modèle culturel unique »*, conséquence de la mondialisation.

La menace n'est semble-t-il plus aussi proche. C'est un calendrier de travaux plutôt qu'un texte qui devrait être soumis aux ministres à la fin du mois. Il reporte *sine die* la signature d'un traité sur les investissements directs et pourrait proposer que les discussions reprennent dans le cadre de l'OMC.

Babette Stern

Vingt-neuf pays aux économies avancées

▼ PIB des membres de l'OCDE (en dollars par habitant)

Pays fondateurs (1961)

ALLEMAGNE, AUTRICHE, BELGIQUE, CANADA, DANEMARK, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS, FRANCE, GRÈCE, IRLANDE, ISLANDE, ITALIE, LUXEMBOURG, NORVÈGE, PAYS-BAS, PORTUGAL, ROYAUME-UNI, SUÈDE, SUISSE, TURQUIE

Pays adhérents

JAPON (1964)
FINLANDE (1969)
AUSTRALIE (1971)
NOUVELLE-ZÉLANDE (1973)
MEXIQUE (1994)
RÉP. TCHÈQUE (1995)
HONGRIE (1996)
POLOGNE (1996)
CORÉE (1996)

Sources : Comptes nationaux, OCDE, Paris, 1997.

▼ L'OCDE et le monde

▼ Population 1996 — OCDE 1 092 millions (19 %)

▼ PIB 1995 — OCDE 21 796 milliards (77 %)

▼ Exportations — OCDE 3 877 millions (73 %)

TOTAL MONDE

Sources : OCDE, Banque mondiale, OMC (1996)

L'OCDE en quête de légitimité

Suite de la page 1

Ce ne fut pas toujours le cas. Stephen Marris, économiste influent de l'organisation de 1956 à 1983, regrette l'abandon de l'approche keynésienne au profit d'une analyse monétariste. *« Nous étions tous les enfants de Keynes*, se souvient-il. *Il existait, au milieu des années 70, un accord conceptuel entre la majorité des économistes et des hommes politiques pour reconnaître aux gouvernements la responsabilité de gérer la demande globale dans un objectif de croissance et de plein emploi. »* L'étude de l'OCDE sur l'emploi en 1994 confirme, selon lui, l'abandon de cette vision. Cette analyse de qualité dans la zone OCDE a donné lieu par la suite à des recommandations qui reposent en grande partie sur une plus grande flexibilité du marché du travail.

Ignazio Visco, chef du département des affaires économiques de l'OCDE, réfute tout dogmatisme. *« Nous utilisons tous les instruments économiques possibles, notre école c'est le pragmatisme*, explique-t-il. *Nous préconisons, par exemple, au Japon une politique budgétaire expansive. Nous sommes contre le salaire minimum dans le secteur du bâtiment en Allemagne, car nous estimons qu'il s'agit d'une mesure protectionniste contre une main-d'œuvre d'autres pays européens aux salaires plus bas. Mais nous y sommes favorables dans le cas du Royaume-Uni pour faire en sorte que les politiques d'incitation au travail ne soient pas contrecarrées par une baisse des salaires. »*

L'OCDE a succédé en 1961 à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), chargée de mettre en œuvre le plan Marshall. Son but est de poursuivre la mission de développement économique assignée par les Américains. Ses vingt membres fondateurs sont tous, à l'exception des Etats-Unis et du Canada, européens. Et certains considèrent l'OCDE comme le bras économique de l'OTAN. La guerre froide et la confrontation Est-Ouest légitime cette coopération transatlantique qui va, petit à petit, s'élargir à d'autres pays. Une première vague d'adhésion a lieu dans les années 60 et 70 avec l'arrivée du Japon, le premier pays non occidental, de la Finlande, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Mais la chute du mur de Berlin en 1989 et la montée de la mondialisation des échanges modifient les données politiques et économiques. De nouveaux acteurs font irruption sur la scène économique internationale. Parmi eux, les « cinq grands » : l'Inde, la Russie, la Chine, l'Indonésie et le Brésil. L'OCDE va chercher à s'adapter à ces bouleversements. A partir de 1989, elle organise un dialogue avec les économies asiatiques dites *« dynamiques »*. Un an plus tard, elle crée un centre chargé des relations avec les pays de l'Est. Depuis mai 1997, ces fonctions sont regroupées sous la houlette d'un secrétaire général-adjoint chargé des relations avec les pays non membres.

L'OCDE qui n'a pas connu de nouvelles adhésions pendant plus de vingt ans va, dans les années 90, se tourner vers ces nouvelles destinations. Les Etats-Unis poussent la candidature du Mexique, les pays européens celle de la République tchèque, de la Hongrie et de la Pologne, et le Japon celle de la Corée.

Car les candidats continuent de se presser à la porte d'un club qui symbolise toujours l'accession au rang des grandes puissances industrielles. Admise le 7 mai 1996, la Hongrie y voit un atout pour devenir membre de l'Union européenne. *« Il a fallu faire une masse de réformes pour adhérer, mais l'OCDE ne nous a pas imposé ses recettes. Elle nous a laissé une grande liberté de choix*, explique Laszlo Balogh, l'ambassadeur de Hongrie auprès de l'OCDE. *Ce n'est pas le cas d'autres organisations internationales qui opèrent dans un champ étroit comme le commerce ou les finances. L'OCDE a une vision pluridisciplinaire et tient compte des conséquences sociales des politiques menées. Par ailleurs, notre adhésion a renforcé notre attrait vis-à-vis des investisseurs internationaux. »*

CANDIDATURES

Parmi les nouveaux adhérents, deux pays – le Mexique et la Corée – ont connu de graves crises financières peu de temps après leur admission. Conséquences ou coïncidences ? Certains pensent que ces adhésions étaient prématurées et que les économies de ces pays, aussi dynamiques soient-elles, n'étaient pas prêtes à affronter le système financier international.

« La crise financière que nous connaissons n'a rien à voir avec notre adhésion qui a pris presque quatre ans, ce qui est beaucoup plus que les autres pays, estime Bohn Young-koo, ambassadeur coréen auprès de l'OCDE. *Nous attendons de l'OCDE qu'elle nous conseille dans nos réformes touchant au système financier, au gouvernement d'entreprise, à l'organisation du travail, ou dans la lutte contre le chômage. L'OCDE est un forum unique en son genre pour discuter du choix des politiques publiques. »*

Depuis la fin 1996, le club des pays industrialisés observe une pause dans son élargissment et tente de s'adapter à la venue de ses nouveaux membres. L'homogénéité qui la caractérisait a pu être relativement préservée. Mais qu'adviendrait-il avec l'accession de pays comme la Russie ? *« Pour conserver sa légitimité, l'OCDE devra s'élargir aux acteurs principaux que sont la Russie, la Chine, l'Inde ou le Brésil »*, estime Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'OCDE de 1984 à 1996, *A ne pas le faire, elle risquerait de voir d'autres forums se mettre en place. »* Cinq pays ont, officiellement, fait acte de candidature : la Russie, la Slovénie, la République slovaque, l'Argentine et Chypre. Mais le conseil, l'organe suprême de l'organisation, qui se réunit au niveau des ministres ou des représentants des pays membres qui ont rang d'ambassadeurs, a lancé les négociations d'adhésion seulement avec la République slovaque.

L'effritement de l'axe transatlantique qui prévalait au sein de l'OCDE semble s'accompagner d'un antagonisme croissant entre Européens et non Européens. Le consensus montre de sérieux signes d'essoufflement. *« Le risque de voir se creuser un fossé de plus en plus profond au sein de l'organisation entre non-Européens et Européens paraît à la fois croissant, malsain et artificiel (...). Une telle évolution apparaît d'autant plus paradoxale qu'il n'y pas de camp européen à l'OCDE »*, estime Henri Chavranski, ancien conseiller économique et financier auprès de l'OCDE.

La crise à laquelle a donné lieu le renouvellement du secrétaire général en 1994 a fait éclater au grand jour ce malaise. Les Américains se sont opposés à la candidature de Jean-Claude Paye, qui se présentait pour son troisième mandat – il y avait un précédent en la personne du Néerlandais Emile Van Lennep –, car ils voulaient un candidat non européen, qui plus est, un homme politique et non plus un haut fonctionnaire. A l'issue d'un bras de fer, un compromis bancal s'est dégagé : Jean-Claude Paye a été reconduit pour dix-huit mois et Donald Johnston, ancien ministre canadien, lui a succédé en 1996 pour un mandat normal de cinq ans.

Le fossé s'est élargi autour du budget. A eux deux, les Etats-Unis et le Japon payent près de 50 % des contributions. Considérant qu'ils payent trop, les Américains et six autres pays ont obtenu une baisse de 10 % sur trois ans (1997-1999). Le budget devrait atteindre 1,180 milliard de francs en 1998, contre 1,306 milliard en 1995. Mais les Etats-Unis réclament désormais une baisse de leur contribution en dessous de la barre des 25 %, soutenus par le Japon. Un arrangement *« provisoire »* a permis d'adopter le budget 1997 : les contributions des quatre derniers pays membres (République tchèque, Hongrie, Pologne, Corée) ont été considérées, artificiellement, comme un surplus au budget global, ce qui, mécaniquement, a abaissé la part de tous les autres.

RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

Mais aucun accord n'est en vue pour le budget 1998, voté de manière provisoire de trimestre en trimestre. *« Nous disposons d'un barème fondé sur la capacité contributive des Etats*, explique Marie-Claude Cabana, ambassadrice de la France auprès de l'OCDE. *Les Etats-Unis, dont la contribution devrait être supérieure à 30 % ont déjà obtenu de ne payer que 25 %. Nous ne descendrons pas en dessous de cette barre. Les Etats-Unis payent 25 % à l'ONU. Le jour où ça changera, on en reparlera. »* Ces restrictions budgétaires nuisent aux travaux de l'organisation. Les Etats membres n'arrivent pas à établir des priorités dans leur programme de travail. Il a fallu tailler dans les effectifs, qui vont passer de 1960 personnes en 1995 à 1810 en 1998.

« J'ai proposé aux pays membres de se considérer comme un gouvernement qui étudie ses priorités et de choisir cinq ou six questions qu'il considère comme les plus importantes, explique Donald Johnston, le secrétaire général. *Mais il est très difficile d'arriver à une décision pour éliminer quelque chose. »* Et de décliner les priorités qu'il aimerait voir établies : le commerce électronique, la collaboration avec la Russie, le développement durable, le chômage des jeunes, l'interface entre les politiques macroéconomiques et les politiques structurelles. Cette quasi-paralysie de l'OCDE pousse des pays comme le Japon à réclamer, dans certains cas, l'abandon de la règle du consensus. Avec une pensée sous-jacente : qui paye, décide.

L'OCDE arrivera-t-il à surmonter ces crises internes ? Son avenir en dépend. Les quinze pays de l'Union européenne auraient probablement intérêt à y parler d'une seule voix, à se faire mieux entendre, et à ne pas laisser l'initiative aux seuls Américains. Des trois régions du monde qui constituent l'OCDE, l'Europe représente environ 40 % du PIB des vingt-neuf pays membres, l'Amérique du Nord 35 %, et l'Asie-Pacifique pas loin de 25 %. *« Il semble paradoxal que, dans une organisation transrégionale telle que l'OCDE vouée par définition à la coopération économique internationale, on puisse céder à la tentation de construire des blocs et de développer des antagonismes fondés sur des critères régionaux »*, estime Henri Chavranski. A ne pas surmonter ses divergences, l'OCDE risque de perdre sa raison d'être.

M. L.

OCDE

Questions-réponses

1 Qui dirige l'OCDE ?

L'instance dirigeante de l'organisation est le conseil, où siègent les ambassadeurs représentant les vingt-neuf pays membres, ainsi qu'un représentant de l'Union européenne. Celle-ci participe activement aux travaux de l'OCDE, qu'il s'agisse des travaux en comité ou du conseil ; mais elle ne prend pas part, du moins formellement, aux décisions et ne contribue pas au budget.

Le conseil se réunit environ deux fois par mois. Il est présidé par le secrétaire général (l'actuel titulaire du poste est le Canadien Donald Johnston, élu pour cinq ans renouvelables). Une fois l'an a lieu une réunion du conseil au niveau ministériel – les Etats membres sont alors représentés par leurs ministres (affaires étrangères, finances, économie, commerce extérieur). En 1998, cette réunion est prévue les 27 et 28 avril. Des réunions ministérielles spécialisées ont aussi lieu trois à cinq fois par an, généralement à Paris. Cette année, il y en aura dans le domaine de l'industrie, de l'agriculture, de l'environnement et des affaires sociales, plus une en octobre, au Canada, sur le thème du commerce électronique.

2 Comment fonctionne le conseil ?

Le conseil de l'OCDE fonctionne par consensus. Il adopte des actes sous la forme de « recommandations » ou de « décisions ». Tous les Etats membres sont sur un pied d'égalité et peuvent donc s'opposer à un projet de décision ou de recommandation. Seules les décisions ont un caractère juridique obligatoire pour tous les membres, sauf pour ceux qui se sont abstenus lors de leur adoption. Mais à la différence de l'Organisation mondiale du commerce, l'OCDE ne dispose pas d'un organe de règlement des différends pour veiller au respect de ses décisions. Une infraction relève du droit international. Il n'existe, selon la direction juridique de l'organisation, aucun précédent de pays qui ait violé une décision de l'OCDE. Ce respect des règles s'explique par la « *pression des pairs* ».

Une trentaine de décisions et plus de cent dix recommandations sont en vigueur. Elles concernent la libéralisation des mouvements de capitaux, la libéralisation des opérations invisibles courantes, les investissements internationaux, la fiscalité internationale, la politique de concurrence, et l'environnement.

L'enceinte de l'OCDE a été également le lieu de négociation d'une convention internationale portant sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales signée en décembre. Les pays membres de l'OCDE, ainsi que le Chili, le Brésil, la Bulgarie, l'Argentine et la Slovaquie s'y engagent à prendre des mesures appropriées dans leur législation nationale pour lutter contre ce fléau.

3 A quoi sert le secrétariat de l'OCDE ?

Installé à Paris, au château de la Muette, le secrétariat assure le fonctionnement de l'organisation conformément aux plans établis par le conseil. Il est divisé en directions qui traitent les différents domaines couverts par l'OCDE (affaires économiques, environnement, coopération pour le développement, gestion publique, échanges, affaires financières, sciences, agriculture...), ainsi qu'une direction exécutive et juridique. Le secrétaire général est assisté de quatre secrétaires généraux adjoints, nommés par le conseil sur sa proposition. Le secrétariat compte quelque 600 administrateurs, principalement des économistes, qui sont eux-mêmes assistés d'environ 1 200 adjoints, secrétaires, traducteurs, interprètes et personnels des services généraux.

4 Que publie l'OCDE ?

Sur les quelque 12 000 documents produits annuellement par l'organisation à l'usage des gouvernements, environ 300 seulement font l'objet d'une publication sous forme de livre. Outre les rapports annuels sur chaque pays – d'une lecture austère et centrés sur la macro-économie, mais qui comportent souvent un thème moins convenu, traité de façon approfondie –, l'OCDE produit aussi des ouvrages originaux. Récemment, *La Chine au XXIe siècle* a été jugé suffisamment grand public pour être vendu en librairie.

L'organisation publie vingt-cinq titres périodiques, dont un magazine relativement accessible, *L'Observateur de l'OCDE*, qui sort six fois par an. Il y a aussi des périodiques plus théoriques, comme *La Revue économique de l'OCDE* ou *La Revue STI* (Science et technologie info), et des ouvrages très attendus par la presse, comme les *Perspectives économiques* ou les *Perspectives de l'emploi*.

En tout, l'OCDE vend quelque 600 000 exemplaires par an, avec un chiffre d'affaires de 75 millions de francs. Les publications sont diffusées soit par correspondance, soit dans quelques librairies spécialisées. En France, on peut commander ou acheter sur place à la librairie de l'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16. L'organisation propose en outre une centaine de produits électroniques, qui peuvent être consultés sur Internet à l'adresse suivante : wwwoecd.org. /publications.

5 Quels sont les critères pour devenir membre de l'OCDE ?

L'accession à l'OCDE requiert un degré de libéralisation économique et commerciale important. Le candidat transmet au conseil un projet de déclaration, récapitulant l'ensemble des engagements, juridiques ou politiques auxquels il est prêt à souscrire. En principe, il faut pour adhérer à l'OCDE réunir trois critères, qui sont : jouir d'un régime politique de démocratie pluraliste, d'une économie de marché, et respecter les droits de l'homme. Mais ces critères souffrent des exceptions car les règnes de Franco ou de Salazar n'ont pas empêché l'Espagne ou le Portugal d'en être membres. « *Au départ, y ont adhéré tous les pays d'Europe qui bénéficiaient du plan Marshall quand l'OECE* (Organisation européenne de coopération économique) *s'est transformée en OCDE. On était alors en pleine guerre froide et l'OCDE était, en quelque sorte, principalement conçue comme le pendant de l'OTAN sur le plan économique* », estime Henri Chavranski, ancien conseiller économique et financier de l'OCDE.

En réalité les considérations politico-économiques ne sont pas absentes du choix des pays. Les Etats-Unis ont ainsi poussé, en 1994, la candidature du Mexique et le Japon celle de la Corée du Sud en 1996.

Bibliographie

● **L'OCDE au cœur des grands débats économiques**, d'Henri Chavranski (La Documentation française, 1997, 146 p., 80 F).
● **De la guerre à la prospérité : cinquante ans d'innovation historique de l'OCDE, depuis le plan Marshall** (OCDE, 1997, 120 p., 75 F).
● **Les Relations internationales de 1945 à nos jours**, de Daniel Colard (Armand Colin, 1997, 416 p., 160 F).
● **Institutions économiques internationales. La mondialisation économique et ses limites**, de Michel Bélanger (Economica, 1997, 218 p., 125 F).
● **L'Etude de l'OCDE sur l'emploi, le chômage dans la zone OCDE, 1950-1995.** Partie I : Evolution des marchés du travail et facteurs de changement. Partie II : Possibilités d'adaptation des marchés du travail (OCDE, 1994, 542 p., 325 F).

Yoshiji Nogami, ambassadeur du Japon auprès de l'OCDE

« Il faut modifier la règle du consensus »

« Quelle doit être la mission de l'OCDE, compte tenu de la mondialisation et de l'arrivée de nouveaux acteurs sur la scène internationale ?

– Avant la fin de la guerre froide, l'OCDE était une organisation « occidentale ». Les pays membres utilisaient les expressions de démocraties industrialisées ou d'économies avancées pour se différencier des pays du bloc de l'Est ou des pays en développement. Le monde était grossièrement divisé entre ces trois catégories. Après la guerre froide, cette distinction politique est devenue moins importante. L'OCDE a accueilli, après la chute du mur de Berlin, des pays de l'Est comme la République tchèque ou la Hongrie. Mais nous restons majoritairement des économies avancées, ce qui signifie deux choses.

» D'abord, nous avons des préoccupations communes sur lesquelles nous travaillons, comme la Sécurité sociale, l'éducation, les politiques industrielles ou encore le commerce électronique. Ensuite, nous développons des relations avec les pays en développement au sein de commissions d'assistance. Il s'agit de coordonner les politiques des pays membres avec celles de ces Etats non-membres, de dialoguer ensemble. Nous avons tenu en mars un comité pour la coopération avec les pays non-membres et le conseil a décidé d'engager un dialogue sur les politiques économiques avec les pays de l'Asie du Sud-Est.

» Mais l'OCDE ne distribue pas de fonds comme le Fonds monétaire international (FMI). Elle débat de questions structurelles, comme le gouvernement d'entreprise, la fiscalité, la politique de concurrence. Par exemple, nous traitons du cas de l'Indonésie qui conserve des cartels dans le secteur du contreplaqué. Mais, actuellement, l'un des thèmes les plus importants de ce comité est bien évidemment la crise asiatique.

– L'OCDE n'entre-t-elle pas en concurrence avec le FMI ?

– Il devrait y avoir une division internationale du travail. Au FMI, les questions monétaires associées à des mesures macro-économiques. A l'OCDE, les questions structurelles de long terme. Le Fonds monétaire n'a pas vocation à s'occuper des politiques de concurrence, du marché du travail ou des politiques industrielles. C'est à l'OCDE de le faire. Nous allons organiser une série de rencontres avec les pays d'Asie du Sud-Est. Il n'existe pas de compétition entre le FMI et l'OCDE.

– La Corée du Sud a rejoint l'OCDE en octobre 1996. Depuis, elle a connu une crise sociale et plus récemment financière. Son adhésion n'était-elle pas prématurée ?

– J'estime que c'est le contraire. Quand la Corée a rejoint l'OCDE, elle était la onzième économie mondiale. C'était étrange, à un tel niveau, de rester en dehors de cette organisation internationale. Je considère d'ailleurs que si la Corée avait rejoint l'OCDE cinq ans plus tôt et commencé à libéraliser ses marchés des capitaux et monétaire, introduit davantage de flexibilité sur le marché du travail et passé plus de temps sur le gouvernement d'entreprise, cette crise aurait pu être évitée. Car le système coréen n'était pas en phase avec son rang de onzième économie mondiale. La Corée n'acceptait pas, par exemple, le pluralisme syndical. Elle a rejoint l'OCDE trop tard parce que des groupes industriels voulaient que l'ancien système perdure. Il eût fallu l'admettre dans les années 80.

– Considérez-vous que des acteurs majeurs comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie devraient rejoindre l'OCDE ?

– Pas dans un futur proche. Ce sont typiquement des pays en développement. En Chine, le PNB par individu est bas, très bas. Même chose pour l'Inde et l'Indonésie. Cela prendra de nombreuses années avant que ces pays ne rejoignent l'OCDE. La Chine n'est toujours pas membre de l'OMC, ce qui est une première étape avant de rejoindre notre organisation. L'OCDE est une organisation globale, pas universelle. La sélectivité reste très importante. Par exemple, nous parlons des fonds de pension, de la Sécurité sociale, autant de systèmes dont n'est pas dotée la Chine.

> « Il est important que des pays émergents adhèrent à l'OCDE, mais ce sera difficile. L'Argentine, le Chili et le Brésil sont des candidats possibles »

– Que pensez-vous de la candidature de la Russie ?

– La Russie a beaucoup à apprendre et doit effectuer des changements profonds dans son organisation interne. Avant d'adhérer à l'OCDE, il lui faut adhérer à l'OMC. Mais sa politique commerciale n'est pas encore au niveau requis. Nous aidons la Russie à accélérer son changement. Elle participe notamment en observateur à différents comités. Elle apprend. La Russie, par exemple, n'a pas de code des impôts.

» Il est important que des pays émergents adhèrent à l'OCDE, mais ce sera difficile. L'Argentine, le Chili et le Brésil sont des candidats possibles.

– Considérez-vous que l'OCDE est une organisation trop centrée sur l'Europe ?

– Parfois, l'OCDE est trop « eurocentrée ». Quand la crise asiatique a gagné la Corée en décembre, nous voulions développer un programme sur cette question. Mais de nombreux pays européens, particulièrement les petits Etats, n'ont montré aucun intérêt. Ce n'était pas le cas de la France. C'est pourquoi nous voulions que les pays les plus impliqués dans le management global, ceux du G7, parlent d'une voix plus forte. Ce qui suppose de modifier la règle du consensus.

– Pensez-vous que cette règle du consensus qui régit le fonctionnement de l'organisation est encore appropriée avec vingt-neuf pays membres ?

– Non. Le Japon pousse à une réforme de l'OCDE. Nous insistons sur le fait que le mode de prise de décisions doit être changé. Il faut prendre les décisions à une double majorité qualifiée. Nous avons fait une proposition dans ce sens. A savoir qu'une proposition est acceptée si 75 % des pays membres sont d'accord, ce qui doit correspondre à au moins 75 % des contributions financières.

– Cette règle s'appliquerait-elle à toutes les décisions ?

– Nous ne considérons pas qu'il soit nécessaire d'adopter une procédure de vote pour toutes les décisions. La règle du consensus doit être conservée pour les questions importantes, et l'adhésion d'un nouveau membre en fait partie. Cependant, le Japon propose de modifier la règle du consensus pour les questions administratives et budgétaires.

– Les Etats-Unis veulent diminuer leur contribution au budget de l'OCDE actuellement de 25 %. Qu'en pensez-vous ?

– Nous sommes dans la même position que les Etats-Unis. A nous deux, nous alimentons 50 % du budget de cette organisation puisque notre contribution s'élève à 24,05 %. Ce n'est pas sain.

Treize pays paient moins de 1 % chacun. Or ces Etats insistent pour ajouter de nouveaux programmes. Nous avons ainsi passé de longs moments pour éliminer un programme sur les tomates. Nous avons un programme sur le tourisme, alors que l'OCDE n'a pas à s'intéresser à cette question qui relève d'organisations internationales spécialisées. Ce n'est pas juste.

» Nous estimons que les activités de l'OCDE devraient être financées avec un niveau de contribution minimal. Nous proposons que chacun paie, par exemple, un minimum de 1 %, les 71 % restant se répartissant entre les Etats selon leur poids économique. Une autre possibilité serait que chaque pays paie une cotisation de base de 8 millions de francs. Si ce système était adopté, les pays du G7 paieraient moins.

– Y a-t-il une chance pour que ce mode de financement soit adopté ?

– Il y a un conflit entre la France et les Etats-Unis. La France s'oppose à une modification du système actuel de financement, ainsi qu'à une modification de la règle du consensus. Des petits pays se cachent derrière elle. Je pense que la France devrait reconsidérer sa position sur le mode de prise de décision. Les organisations basées à Washington, comme le FMI, ont peut-être davantage d'influence parce qu'ils ont un sytème de vote.

– L'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) négocié par l'OCDE est en panne. Qu'en pensez-vous ?

– Nous soutenons ce projet. Mais nous nous opposerons à un mauvais accord. Actuellement, il y a tant d'exceptions. Nous voulons un AMI auquel pourraient se joindre par la suite les pays du Sud-Est asiatique, avec des principes forts et peu d'exceptions. Si l'AMI permettait des exceptions comme la loi Helms-Burton, qui prévoit des sanctions contre des entreprises étrangères investissant à Cuba, ce ne serait pas un bon accord.

» La question des conditions de travail fait également débat. Les syndicats américains considèrent que les entreprises ne devraient pas investir dans des pays en voie de développement (PVD) où les normes sont très basses. C'est une approche erronée. S'il n'y a pas d'investissements étrangers dans les PVD, les normes resteront basses. En réalité, les syndicats américains craignent pour l'emploi. C'est une attitude protectionniste.

» En ce qui concerne la question de l'environnement, nous soutenons les arguments selon lesquels les multinationales devraient maintenir des normes à l'étranger. Mais il est trop extrême de s'opposer à tout investissement étranger, comme le préconisent certaines organisations non gouvernementales. Si la réglementation de l'AMI est trop contraignante, il n'y aura pas d'investissement étranger.

– L'OCDE était-il l'endroit approprié pour négocier cet accord ? Pourquoi ne pas le négocier à l'OMC ?

– D'abord, nous négocions à l'OCDE un accord qui – une fois conclu – peut être présenté à l'OMC. Les pays en développement, membres de l'OMC, s'opposent avec force à un tel accord. Ils ont leur propre politique économique interne et accordent des privilèges à leurs industries. En ce qui concerne la négociation à l'OCDE, je ne pense pas que nous serons en mesure d'avoir un accord avant l'été. Il y a tant d'exceptions. C'est trop long. Et quand vous discutez trop longtemps, c'est un signe de divergence. »

Propos recueillis par Martine Laronche

Une pépinière d'économistes

▼ Pas moins de 600 experts travaillent à harmoniser les données statistiques des 29 pays membres

A l'insu de bien des Parisiens, le quartier aéré du château de la Muette, près du bois de Boulogne, présente une concentration élevée de matière grise dédiée à l'économie. Pas moins de 600 économistes, originaires de l'un ou l'autre des 29 pays membres de l'OCDE, travaillent dans les différentes annexes de cette organisation internationale.

Ils s'intéressent à une foule de sujets qui étendent très loin les ramifications de leur discipline : outre la politique économique, préoccupation majeure, leurs travaux portent sur l'éducation, la santé, les affaires sociales, l'agriculture, l'environnement, l'industrie, les firmes multinationales, la gestion publique, les marchés financiers, la science et la technologie, etc.

« *La structure de l'OCDE est à peu près la même que celle d'un gouvernement*, résume Bernard Hugonnier, adjoint au directeur des affaires publiques et de la communication. *Nous nous intéressons pratiquement à tous les domaines d'activité, à l'exception de la culture et de la défense.* »

La grande maison ne tient pas à ce qu'on la prenne pour un centre de recherche pure ou une usine à statistiques : « *Nous ne sommes pas une Insee internationale, ni un "think tank"*, précise Bernard Hugonnier. *A la différence du FMI qui possède un département de recherche, nos travaux ont une orientation plus pratique ; ils nous servent à faire des recommandations à nos membres en matière de politique économique et de coopération internationale.* »

Ce n'est donc pas pour des fins scientifiques ou de publication que l'OCDE produit, chaque année, des milliers de chiffres et de tableaux. Il s'agit surtout de rendre comparables entre elles les données de 29 pays dont chacun a ses règles juridiques et ses normes comptables, sa nomenclature, ses statuts public-privé, son appareil de collectes statistiques. Quel casse-tête, par exemple, de comparer les systèmes de santé, financés partiellement par cotisation, partiellement par l'impôt, partiellement par l'usager, privés et décentralisés dans certains pays, nationaux et centralisés ailleurs. On peut en dire autant de l'éducation, de la recherche ou des aides aux entreprises...

L'énorme travail d'harmonisation statistique accompli par l'OCDE a une finalité pratique : faire passer des idées auprès des pays membres, avec le meilleur argumentaire possible. Pour cette raison, le château de la Muette recrute en général des économistes déjà expérimentés.

La sélection ne se fait pas par concours, mais sur dossier, en dehors de tout quota national. Certains sont détachés pour trois ans de leur administration, d'autres viennent des banques centrales ou des organismes d'analyse économique publics ou parapublics, d'autres enfin de l'université ou du secteur privé. Ces derniers sont difficiles à séduire, car les salaires que peut offrir l'OCDE sont rarement au même niveau que ceux des services d'analyse privés, mais l'organisation peut faire valoir que quatre ou cinq années passées à l'OCDE enrichissent un cursus d'économiste international. Pour être recruté par le château, mieux vaut savoir écrire en anglais et en français, avoir des capacités d'analyse et de synthèse et, plus surprenant, des talents de négociateur. « *Il y a dans notre travail un côté marketing des idées*, affirme Bernard Hugonnier. *Un professeur Nimbus qui travaille tout seul dans son coin et arrive en disant : "Voilà la solution", ne conviendrait pas. Il faut savoir discuter et convaincre.* »

Les occasions ne manquent pas. Tous les jours ouvrables, une dizaine de réunions se tiennent à l'OCDE, soit 2 500 à 3 000 par an. Il existe, sur tous les sujets possibles et imaginables, des comités, composés de hauts fonctionnaires, et des groupes de travail qui préparent les rapports pour les comités. Dans une année, quelque 40 000 personnes participent aux réunions de l'OCDE. Toutes ces instances échangent des informations, mais quand il s'agit de passer au stade plus politique de la recommandation, c'est le conseil de l'OCDE qui décide. Un ancien économiste de l'organisation se souvient que la réflexion y était, non pas limitée, mais « *normée* »...

Sophie Gherardi

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

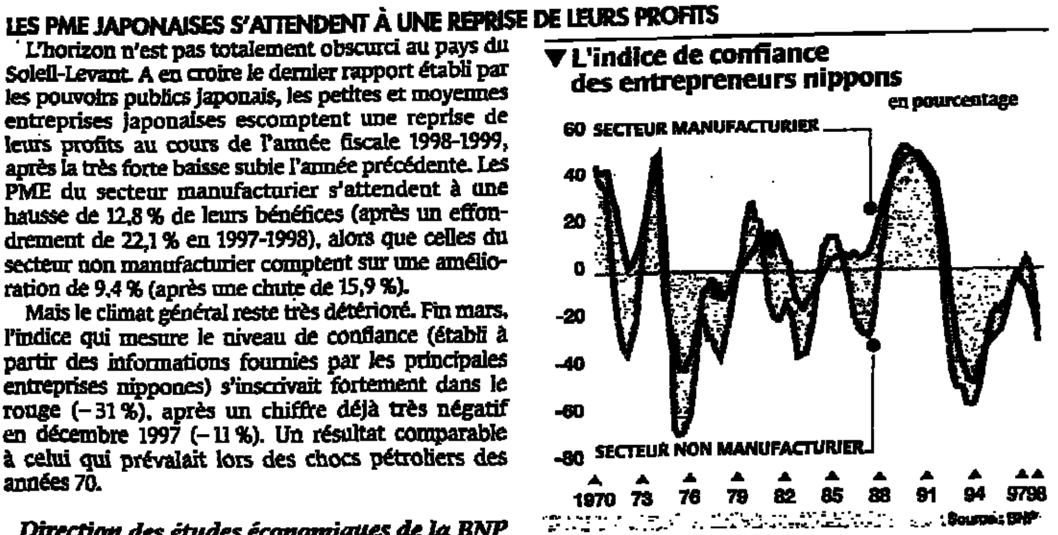
	Etats-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)	février	février	février	janvier	janvier	février	novembre
Dernier mois connu	0,0	-3,3	-0,7	-1,1	1,0	0,1	-0,5
Sur 12 mois	5,5	-3,1	6,1	9,7	7,3	0,1	3,6
Taux de chômage (en %)	mars	février	février	février	octobre	février	février
Dernier mois connu	4,7	3,6	11,5	12,1	12,4	4,9	8,6
Un an avant	5,2	3,4	11,2	12,5	12,2	6,2	9,7
Indice des prix (en %)	février	février	mars	février	mars	février	février
Dernier mois connu	0,1	-0,1	-0,2	0,3	0,1	0,5	0,1
Sur 12 mois	1,1	1,9	1,1	0,7	1,8	2,6	1,0
Solde commercial (en milliards)	janvier	février	janvier	janvier	décembre	janvier	janvier
Dernier mois connu (monnaies nationales)	-17,6	1 161,9	8,5	16,5	2 497,4	-1,1	1,7
Cumul sur 12 mois (monnaies nationales)	-182,1	11 124,8	124,4	181,3	51 903,9	-13,3	22,2
Cumul sur 12 mois (en dollars)	-182,1	91,1	71	30,7	30,6	-21,8	16
Croissance du PIB (en %)	97.T4	97.T4	97.T4	97.T4	97.T4	97.T4	97.T4
Dernier trimestre connu (rythme annuel)	3,7	-0,7	1,1	3,1	0,7	1,3	3,0
Sur 12 mois	3,7	-0,2	2,3	3,2	2,8	2,8	4,2
Solde des paiements courants (en % du PIB)							
1997 (estimations OCDE)	-2,1	2,3	0	2,8	3,6	0,3	-2,0
Déficit public (en % du PIB)							
1998 (prévisions OCDE)	0,4	-3,5	-2,3	-3,0	-2,6	-0,8	1,8
1997 (estimations OCDE)	0	-3,1	-2,6	-3,1	-2,7	-1,9	0,9
Dette publique en % du PIB							
1997 (estimations OCDE)	61,5	86,7	61,3	57,7	121,6	53,8	96,7

LES PME JAPONAISES S'ATTENDENT À UNE REPRISE DE LEURS PROFITS

L'horizon n'est pas totalement obscurci au pays du Soleil-Levant. A en croire le dernier rapport établi par les pouvoirs publics japonais, les petites et moyennes entreprises japonaises escomptent une reprise de leurs profits au cours de l'année fiscale 1998-1999, après la très forte baisse subie l'année précédente. Les PME du secteur manufacturier s'attendent à une hausse de 12,8 % de leurs bénéfices (après un effondrement de 22,1 % en 1997-1998), alors que celles du secteur non manufacturier comptent sur une amélioration de 9,4 % (après une chute de 15,9 %).

Mais le climat général reste très détérioré. Fin mars, l'indice qui mesure le niveau de confiance (établi à partir des informations fournies par les principales entreprises nippones) s'inscrivait fortement dans le rouge (-31 %), après un chiffre déjà très négatif en décembre 1997 (-11 %). Un résultat comparable à celui qui prévalait lors des chocs pétroliers des années 70.

Direction des études économiques de la BNP



À RETENIR EN FRANCE

PIB (en milliards de francs courants)	SMIC (horaire brut)	Population active	Nombre de chômeurs
7 873	39,43	25 382 000	3 026 400

Des conditions inespérées pour la mise en place de la monnaie commune

La performance récente des économies européennes déjoue toutes les anticipations. La reprise est non seulement au rendez-vous, mais elle est soutenue et s'accompagne d'une évolution encourageante de l'emploi dans tous les pays européens sans exception. A l'heure où l'Asie s'enfonce dans une crise dont l'envergure surprend tous les observateurs, les perspectives de l'Europe s'améliorent de jour en jour. Ce paradoxe s'explique par la combinaison de plusieurs éléments.

▼ Europe occidentale

La reprise, soutenue, s'accompagne d'une évolution encourageante de l'emploi dans tous les pays

DÉSINFLATION

– Tout d'abord, les conséquences de la crise asiatique n'ont pas encore atteint leur plus grande ampleur. La récession en Asie n'en est qu'à ses débuts et l'Occident n'en ressentira les effets – parfois durement – que dans les mois à venir. En outre, le regain de compétitivité dont bénéficient les pays d'Asie est loin de s'exercer à plein. Plusieurs pays souffrent d'une crise de liquidités qui paralyse à court terme leur activité productive et les empêche de tirer profit des avantages compétitifs que devrait conférer la chute de leurs devises.

– A court terme, les effets-prix liés à la chute des cours du pétrole et des matières premières supplantent largement les effets-demande que cette crise devrait tôt ou tard générer. Le contexte inflationniste occidental s'est ainsi sensiblement amélioré depuis le début de l'année. La dynamique de la consommation s'en est trouvée renforcée, et les corrections substantielles apportées aux anticipations d'inflation ont provoqué une nouvelle détente significative des taux d'intérêt à long terme internationaux tout au long du premier trimestre.

– La bonne tenue du dollar et l'exceptionnelle bonne santé de l'économie américaine depuis l'automne dernier ont largement contribué à l'embellie conjoncturelle en Europe. A titre d'exemple, en janvier dernier, les exportations françaises à destination des Etats-Unis s'affichaient en progression de 25 % par rapport à la moyenne du premier trimestre 1997.

Dans l'ensemble, les perspectives de croissance par les exportations demeurent faibles. La poursuite du raffermissement de la demande domestique repose donc sur l'amélioration des perspectives européennes. Or, sur ce point, le diagnostic est de loin le plus encourageant qu'ait connu l'Europe depuis le début de la décennie.

La reprise de la demande domestique s'est propagée courant 1997 à l'ensemble de l'Europe continentale, en même temps que se généralisait la décrue du chômage et que revenait la confiance des particuliers. Les conditions budgétaires sont en notable amélioration par rapport aux années récentes et devraient permettre d'écarter tout nouveau resserrement fiscal. A politique budgétaire inchangée, les bénéfices de la croissance autoriseront une réduction spontanée des déficits publics non négligeable entre 1998 et 1999.

Enfin, la baisse récente des prix du pétrole et des matières premières, de même que la montée en puissance prévisible de la compétitivité asiatique sont des conditions suffisantes pour écarter tout risque de tension inflationniste et par voie de conséquence tout resserrement significatif des conditions monétaires.

Au total, les conditions semblent donc largement réunies pour une expansion durable de la consommation privée dans l'ensemble des pays d'Europe continentale, y compris en Allemagne, dont le retard actuel vis-à-vis de ses partenaires est amené à se combler progressivement.

▼ Taux de chômage dans l'Union européenne
en pourcentage

11,2
11,0
10,8
10,6
10,4
10,2
10,0
1993
1994
1995
1996
1997
1998
Source : FMI

L'investissement, très largement plombé l'année dernière par la prudence des industriels quant au caractère durable de la reprise de la demande domestique, tire dès à présent profit de l'amélioration de ces perspectives.

RÉGULATION

En outre, les taux d'utilisation des capacités se sont tendus ces derniers mois et les besoins de modernisation du parc d'équipement sont importants.

Enfin, l'arrivée de l'euro et les problèmes informatiques liés au passage à l'an 2000 stimuleront les dépenses d'équipement en logiciels au cours des deux années à venir. Croissance forte, désinflation, dollar soutenu au moins pour un temps encore..., les conditions économiques dans l'Union européenne sont pour le moins favorables à la veille de l'avènement de l'euro.

Que ces tendances se poursuivent au cours des prochains mois, et l'euro en tirera immanquablement profit. En premier lieu parce que, monnaie commune ou non, la gestion monétaire est toujours plus commode en période d'expansion que de stagnation, voire de récession économique. Ceci d'autant plus que cette expansion se développe dans un contexte de désinflation et de maîtrise des déficits publics.

En second lieu parce que, si le nombre ne fait pas nécessairement la force, l'assurance que l'euro sera la monnaie commune d'un vaste espace européen constitué de onze nations (plutôt qu'un embryon voué à s'agrandir par étapes successives), apparaît comme un atout. Les périodes d'incertitude, les spéculations sur l'adhésion éventuelle d'un ou plusieurs participants potentiels, les risques de tiraillement sur les marchés des changes entre pays *« in »* et *« out »* qui auraient été ceux d'une construction par étape, s'en trouvent réduits.

Certes, cela soulève d'autres interrogations, relatives au nombre et à la difficulté de trouver le point d'équilibre d'une politique pourvue des seuls instruments monétaires pour satisfaire aux besoins, parfois contradictoires, d'un grand nombre d'économies.

Cette difficulté soulèvera sans doute sans tarder le besoin d'une concertation plus large des politiques économiques afin, par exemple, que les autorités budgétaires jouent le rôle de régulation conjoncturelle qui leur est imparti. Les risques pour l'Espagne, les Pays-Bas, mais plus encore pour l'Irlande, découlant de l'adoption d'une politique monétaire procyclique de baisse des taux d'intérêt, imposée par l'euro, sont une illustration très concrète de ces besoins.

Véronique Riches
Economiste (Société générale)

▼ UN CHIFFRE

29 %

LE POIDS DES CINQ PRINCIPALES ÉCONOMIES ÉMERGENTES DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2010

A l'horizon 2010, si les tendances actuelles ne connaissent pas de rupture majeure, les cinq principales économies émergentes (Brésil, Chine, Communauté des Etats indépendants ou CEI, Inde et Indonésie) représenteront jusqu'à 29 % de l'économie mondiale, contre 20 % seulement en 1995, estime l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Ces cinq économies émergentes représenteront 47 % de la population mondiale, contre 49 % en 1995, et leur part dans les exportations mondiales atteindra 17,5 %, contre 11,1 %. La part de l'Europe, dans le même temps, aura régressé (21,8 % contre 28,7 %), ainsi que celle des Etats-Unis (13,6 % contre 17 %).

Ces chiffres confirment la volonté des pays émergents de s'insérer au plus vite dans le commerce mondial, après avoir longtemps suivi une stratégie de développement autonome, voire autarcique.

Cela a été notamment le cas du Brésil, qui, pris au piège de la dette dans les années 70, s'est longtemps refermé sur lui-même. Alors que, à l'inverse, la Corée du Sud, tout en procédant à des ajustements, a toujours cherché à promouvoir ses exportations.

Pékin accélère les réformes, mais la croissance ralentit

Pour les trois prochaines années, le nouveau gouvernement chinois a un lourd programme : réformer le système financier, restructurer les entreprises d'Etat, relancer la demande intérieure. La crise asiatique, qui a montré la vulnérabilité des systèmes financiers dans les pays émergents, a sûrement contribué à convaincre les dirigeants chinois de l'urgence de mesures d'assainissement du secteur bancaire.

▼ Chine populaire

Une nouvelle politique en matière de logement devrait relancer la demande intérieure

Le système bancaire chinois est dominé par quatre grandes banques d'Etat qui assurent 80 % des prêts et gèrent plus de 70 % des dépôts. Bien que l'on manque de critères précis pour évaluer leur situation, celle-ci est de toute évidence médiocre.

De sources officielles chinoises, les créances douteuses représentent environ un sixième de l'encours des prêts bancaires (soit l'équivalent de 120 milliards de dollars) et, sur ce montant, un quart sont des créances non recouvrables (soit 30 milliards de dollars). Les évaluations occidentales sont beaucoup plus pessimistes, tant sur le montant des créances douteuses (jusqu'à 30 % de l'encours, soit l'équivalent de 250 milliards de dollars) que sur le poids des créances non recouvrables (170 milliards de dollars).

La recapitalisation des quatre grandes banques annoncée par le gouvernement marque un pas important vers la consolidation de leur situation financière : 32 milliards de dollars seront apportés au capital des banques en 1998, grâce à l'émission d'obligations du ministère des finances. Au cours des prochaines années, 5 milliards de dollars par an seront consacrés à l'effacement des créances douteuses. A terme, les banques chinoises devraient adopter les critères de classification des prêts de la Banque des règlements internationaux (BRI) et respecter les ratios prudentiels internationaux.

La libéralisation du système est amorcée : en janvier 1998, les plans de crédits alloués aux différents secteurs de l'économie, qui jusqu'ici s'imposaient aux banques d'Etat, ont été supprimés. Il est aussi question d'introduire une flexibilité des taux d'intérêt encore totalement administrés. Enfin, afin de réduire les interférences politico-administratives dans les financements bancaires, notamment au niveau local, le pouvoir de la banque centrale sera renforcé et le nombre de ses agences locales sera réduit. Il faudra sans doute plus de trois ans pour mener à bien cette réforme, qui suppose notamment que les banques se dotent d'outils d'analyse et de gestion des risques.

RESTRUCTURATIONS

Consolidation du système bancaire et réforme des entreprises d'Etat sont étroitement liées : les groupes publics sont les principaux bénéficiaires des crédits bancaires et la moitié d'entre eux sont en déficit. Déjà engagé dans plusieurs provinces, le programme de restructuration des entreprises d'Etat passe par la privatisation de fait des petites entreprises et la transformation des grandes et moyennes entreprises en sociétés anonymes ou à responsabilité limitée. Le capital des entreprises publiques ainsi transformées est détenu par des sociétés financières créées pour gérer les actifs d'Etat. Les ministères sectoriels perdent donc une partie de leurs fonctions et sont appelés à disparaître pour fusionner en un ministère de l'industrie.

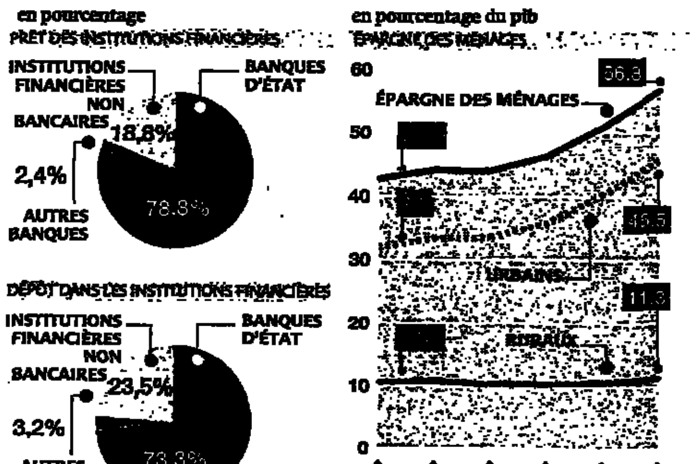
Le transfert des fonctions de l'administration à ces sociétés financières s'accompagne d'un transfert du personnel qui doit permettre la « débudgétisation » d'un nombre important de gestionnaires du secteur d'Etat. C'est à la lumière de ces bouleversements – qui affectent tant l'administration centrale que les bureaucraties locales – qu'il faut sans doute interpréter l'annonce de la réduction de moitié du nombre des fonctionnaires. Une grande partie d'entre eux seront vraisemblablement reclassés sous d'autres statuts.

La nouvelle politique annoncée en matière de logement s'inscrit aussi dans la logique d'ensemble de réformes. Le logement du personnel fait partie, comme d'autres services sociaux (écoles, hôpitaux, etc.), de ces dépenses qui plombent les comptes des entreprises d'Etat. Le gouvernement a décidé de mettre un terme aux loyers subventionnés dès la fin de cette année et d'encourager l'accession à la propriété. Ceci devrait faciliter la procédure de restructuration des entreprises, qui consiste à externaliser ces activités non productives et à les confier à des sociétés constituées à cet effet, sortes de structures de défaisance chargées des actifs non rentables.

La réforme du logement aura aussi des implications majeures sur la distribution des ressources financières. Les dépenses de logement, qui ne représentent actuellement qu'environ 8 % des dépenses des ménages urbains (14 % de celles des ruraux), devraient absorber progressivement une fraction importante de leur énorme épargne financière. En même temps, le gouvernement prévoit une relance de la construction de logements et en attend un effet d'entraînement sur le reste de l'économie.



▼ Un système financier à assainir



Car à court terme se pose le problème du ralentissement de la croissance chinoise. Officiellement la croissance du PIB ne doit pas être inférieure à 8 % en 1998, afin d'assurer un minimum de création d'emplois. Or elle est tombée à 7,5 % au premier trimestre de cette année. La Chine ne peut plus compter sur l'exportation pour soutenir sa production et l'effet d'entraînement des investissements étrangers directs va aussi s'atténuer (on prévoit qu'ils seront de 30 milliards de dollars en 1998 contre 43 milliards l'année dernière). Le fléchissement de la demande des pays asiatiques a commencé de faire sentir ses effets sur les exportations chinoises, même si leur progression rapide vers les Etats-Unis et l'Europe indique qu'elles ne souffrent pas d'une perte de compétitivité.

La croissance devra reposer sur la demande intérieure, ce qui conduit les autorités à stimuler l'investissement privé dans le logement et à envisager une relance des investissements publics dans les infrastructures. Reste à en déterminer les modalités de financement pour éviter que cette relance ne vienne contrecarrer l'objectif des réformes, qui est d'assurer une utilisation efficace des ressources financières du pays. Le premier ministre, qui a fait ses preuves dans le passé en maîtrisant l'inflation, doit maintenant trouver les moyens de stimuler la croissance.

Françoise Lemoine
Centre d'études prospectives et d'informations internationales

LIVRES

L'Asie majeure

par Philippe Arnaud

CHINE-INDE, LE MATCH DU SIÈCLE
de Gilbert Etienne
Presses de Sciences-Po, 270 p., 80 F.

Non, il ne s'agit pas d'un livre sur les chances respectives de la Chine et de l'Inde au Mondial 98. Aucun de ces deux pays n'est qualifié pour la phase finale qui débutera le 10 juin prochain. Si « match du siècle » il y a, la partie se jouera dans les prochaines décennies, sur le terrain de l'économie. Catégorie poids lourds. Et elle sera serrée.

Gilbert Etienne, professeur honoraire aux Instituts des hautes études internationales et d'études du développement de Genève, est un des meilleurs connaisseurs du continent asiatique qu'il parcourt en tout sens depuis les années 50. *« Autant la voie indienne est aisée à suivre*, écrit-il, *autant la voie chinoise est déconcertante. »* C'est le mérite de ce livre de vulgarisation, concis, accessible, de débroussailler le terrain. Pour ceux qui ignorent tout ou presque de l'Asie, de son histoire économique récente, cette étude comparée fournira une bonne entrée en matière.

A priori, tout oppose l'Inde réformiste et la Chine révolutionnaire. Du côté de l'ancien dominion britannique, une société démocratique, fortement hiérarchisée, la liberté de la presse, *« un des Etats les plus stables de l'Asie »*, l'art du compromis, une tradition d'accueil des investissements privés étrangers... Du côté de l'ex-empire du Milieu, au contraire, l'encadrement de la société par le Parti communiste, une économie encore fortement collectivisée, une presse sous surveillance, et une hostilité aux influences venues de l'extérieur... *« Compter sur ses propres forces »*, le slogan de la période maoïste, est resté pendant longtemps en vigueur.

Entre les deux géants d'Asie, les relations sont tendues. En 1962, la guerre éclate dans l'Himalaya. Déclenchée à la suite de litiges frontaliers, elle se solde par une sévère défaite des troupes indiennes. Suivra une longue période de guerre froide, jusqu'au rapprochement des années 90.

Des points communs, il en existe pourtant : l'immensité de la géographie et le poids démographique, bien sûr, mais aussi le caractère fortement autarcique des deux voies de développement. *« Dans l'industrie, l'Inde comme la Chine, est devenue un des pays les plus autonomes du tiers-monde »*, note Gilbert Etienne. Autre point commun, caractéristique de cette partie du monde : la très forte épargne. Même si l'on peut penser qu'une partie est « forcée », les taux affichés sont impressionnants : 35 % à 40 % du PIB en Chine, 25 % du PIB en Inde.

La première partie de l'ouvrage est consacrée à la géographie et à l'histoire. Utile détour par la période Nehru-Gandhi, et l'ère Mao Zedong, pour comprendre la période actuelle. Du Grand Bond en avant aux révolutions vertes, des Cent Fleurs au système des castes, les va-et-vient sont nombreux, et permettent de jalonner cinquante ans de bouleversements sans précédents.

Qu'en est-il du bilan « humain » des voies chinoise et indienne ? Si la misère et les différences de classes ont reculé plus en Chine qu'en Inde, la facture payée par le peuple chinois est lourde, affirme Gilbert Etienne. Ainsi, la famine du Grand Bond en avant, après 1958, aurait fait de 23 à 25 millions de morts. Les purges successives, beaucoup plus difficiles à chiffrer, entre 2 et 7 millions de morts. Au total, les crimes imputables au régime chinois se chiffreraient à plus de 30 millions de *« morts anormales »*. Une estimation très différente de celle de l'historien Stéphane Courtois dans *Le Livre noir du communisme*, qui avance le chiffre de 65 millions de victimes. Aucun phénomène comparable en Inde, souligne l'auteur, qui ne cache pas ses préférences.

La falsification existe (aussi) en économie. On ne connaîtra sans doute jamais les chiffres de l'économie chinoise durant la Révolution culturelle, épuration oblige. *« L'effectif du Bureau national des statistiques voit ses effectifs fondre de 400 personnes en 1966 à 17 en 1976 »*... On se demande ce que pouvaient bien faire ces 17 experts dans un pays qui comptait alors plus de 800 millions d'habitants. L'Insee emploie aujourd'hui en France près de 7 000 personnes...

La deuxième partie de l'ouvrage porte sur les réformes économiques introduites à partir de 1978 en Chine, et de 1991 en Inde. Pour la Chine, l'avènement de Deng Xiaoping est une sorte de retour à *« la case départ »* : pragmatisme, libéralisation, ouverture sur le monde... Le Petit Timonier lance même un slogan à la Guizot : *« Il est glorieux de s'enrichir »* ! Développement de l'appareil bancaire, décollectivisation de l'agriculture... *« Les dirigeants en prendront à leur aise avec la voie socialiste et la pensée des grands ancêtres. »*

L'Inde, qui se voit imposer un plan d'ajustement structurel, est *« acculée aux réformes »*. A partir de 1991, le gouvernement Rao va loin dans la libéralisation. Déréglementation, austérité budgétaire, nouvelle ouverture aux investissements étrangers, fin d'un marché *« chasse gardée »*... Tous les moyens sont bons pour faire sauter les *« verrous »* au changement. La victoire du parti nationaliste indien, le BJP, et l'accession au pouvoir de son leader, Atal Behari Vajpayee, le 19 mars dernier, au programme fortement teinté de *« nationalisme économique »*, apparaissent clairement comme une réaction à *« l'esprit nouveau qui se profilait dans les années 80 »*.

Un chapitre est consacré à ce que l'auteur appelle *« l'économie du coulage »*. Sur ce plan, malgré les récents efforts de lutte contre la corruption, Inde et Chine s'en sortent plutôt mal. Ils sont cités parmi les dix Etats les plus corrompus du globe.

L'ignorance des Européens sur l'Asie reste grande, note Gilbert Etienne en conclusion. Dernier exemple en date de cette méconnaissance : la crise financière du deuxième semestre 1997. Pourtant *« la dégradation des systèmes bancaires ne date pas de la dernière mousson »*. Or, début 1997, bien peu de rapports d'experts mettaient en garde la communauté internationale sur les risques encourus par les investisseurs dans cette zone. De là à pronostiquer que Chine et Inde pourraient à leur tour être frappées par une crise de croissance... et se retrouver K.-O. ! L'auteur n'exclut pas, en tout cas, de fortes secousses dans les années à venir. Mais il refuse de départager les deux « adversaires ». La victoire, si victoire il y a, se jouera aux points.

PARUTION

● **L'UNION POLITIQUE DE L'EUROPE, JALONS ET TEXTES**
Voilà le genre d'ouvrage qu'on ne lit pas, mais qu'il faut avoir dans sa bibliothèque. *L'Union politique de l'Europe*, que vient de publier la Documentation française, rassemble les cent vingt textes essentiels qui ont façonné la construction européenne. Pierre Gerbet, Françoise de la Serre et Gérard Nafilyan qui ont rassemblé ces documents estiment que l'Union européenne demeure une *« construction hybride dont l'architecture s'explique par la cohabitation de deux logiques : la logique de l'intégration, responsable du développement de la Communauté européenne et de l'Union économique et monétaire, et la logique de la coopération intergouvernementale qui continue très largement à inspirer l'unification politique. »* La mise en place de l'euro pose une question : la monnaie unique sera-t-elle porteuse d'un nouvel élan réconciliateur ? (La Documentation française, « Retour aux textes », 498 p., 220 F).

Qui a perdu un million et demi de naissances ?

par Hervé Le Bras

Dans les années 60, il était courant d'entendre qu'un humain sur quatre mourait de faim. L'économiste Colin Clark a découvert que ce chiffre ne reposait sur aucune observation. Il avait été lancé lors d'une querelle de succession à la tête de la FAO et il empoisonna cette organisation internationale pendant vingt ans. Tout récemment, un autre chiffre a été avancé par les défenseurs de la natalité, celui de 1 500 000 enfants perdus depuis vingt ans à cause de la baisse de la fécondité. Lancé d'abord par le prospectiviste Michel Godet dans un article de *Futuribles*, le chiffre a été repris par un appel « SOS jeunesse : non au suicide de la France par la dénatalité », signé par de nombreux ministres, dont MM. Messmer, Méhaignerie, de Villiers, J.-P. Soisson et Chevènement. Depuis lors, il est souvent cité pour souligner la gravité de la baisse de fécondité.

Le premier paragraphe de l'appel « SOS jeunesse » donne la mesure des ravages supposés de cette baisse :

« L'évolution démographique de la France et de la plupart des pays européens est dramatique. Le constat des chiffres est alarmant :

– La France a perdu un million cinq cent mille jeunes depuis 1975, soit presque autant que la saignée de la guerre de 1914 ! Ces enfants ne sont pas nés, ils ne sont donc pas morts et il n'y aura jamais de monuments à l'entrée de nos villes.

– Si, comme probable, la projection basse de la fécondité à 1,5 se réalise, dans vingt ans la France comptera encore trois millions de jeunes en moins ! »

Comment ce chiffre de 1 500 000 a-t-il été établi ? Par quel hasard correspond-il aux pertes de la guerre de 1914 ?

Commençons par « les jeunes ». Ils sont d'habitude définis comme des personnes âgées de 15 à 25 ans. Or on est loin de compter 1 500 000 décès de jeunes entre 1975 et 1995, comme l'affirme le texte. Les décès de la tranche d'âge 15-24 ans ont été un peu inférieurs à 30 000 sur toute la période, soit cinquante fois moins que le chiffre avancé. Ce sont cependant 30 000 décès de trop car on trouve parmi eux beaucoup d'accidents et de suicides. La France détient aujourd'hui le triste record du plus fort taux de suicide entre 15 et 24 ans. L'appel « SOS jeunesse » ne s'intéresse cependant pas aux problèmes de la jeunesse, au chômage, à l'alcoolisme, au désespoir qui peut mener au suicide, à la difficulté de s'établir à son compte, de se loger, à la durée des études pour un emploi incertain. Il s'inquiète du suicide de la France, non de celui des Français.

D'où sortent alors les 1 500 000 jeunes perdus en vingt ans ? Ce sont des jeunes qui ne sont pas nés, est-il précisé. Comment peut-on évaluer quelque chose qui n'est pas né, qui n'existe pas, qui n'a pas existé ? La démographie a la réputation d'être une discipline précise. Le chiffre de 1 500 000 doit donc avoir une justification. Comme l'appel « SOS jeunesse » parle ultérieurement de la fécondité, on peut supposer que ces jeunes « non nés » proviendraient de naissances supplémentaires qui auraient eu lieu si la fécondité avait été plus élevée. Mais plus élevée de combien ? Puisqu'on connaît les valeurs des indices de fécondité et des effectifs de naissances pour toutes les années entre 1975 et 1995, on peut calculer la somme des naissances « manquantes » en référence à une valeur choisie de la fécondité, et inversement retrouver la valeur de la fécondité de référence quand on connaît le nombre des naissances « manquantes ». Il est donc possible de savoir quelle valeur de la fécondité de référence correspond au million cinq cent mille naissances « manquantes ».

Comment évaluer quelque chose qui n'est pas né, qui n'existe pas, qui n'a pas existé ?

En effectuant le calcul, on trouve une valeur de 2,01 ou de 2,02 selon que l'on prend l'intervalle 1er janvier 1975-1er janvier 1995 ou l'intervalle 31 décembre 1975-31 décembre 1995. Pourquoi ce choix bizarre de 2,01 ou 2,02, qui ne correspond pas au seuil de remplacement ni à un nombre rond ? On sait que le seuil de remplacement, en l'absence de migration, est de 2,1 en 1975 et 2,08 en 1995, légère différence due à la baisse de mortalité. En prenant la valeur moyenne de 2,09 pour valeur de référence de la fécondité, on aboutirait à 2 200 000 naissances « manquantes » soit près de 50 % de plus que ne l'indique l'appel. Si les rédacteurs de l'appel avaient choisi pour fécondité de référence la valeur de l'indice en 1964, dernière année du baby-boom, soit 2,90, le nombre des naissances « manquantes » serait de 8 940 000, presque 9 millions. On s'étonne qu'ils n'aient pas bondi sur un tel chiffre au lieu de faire preuve de pusillanimité avec leur petit 1 500 000.

L'erreur de raisonnement qui conduit à ces chiffres est bien connue des économistes, qui l'illustrent parfois avec l'anecdote de l'homme qui achète une cravate : il en trouve une à 200 francs et une autre à 350 francs. Après un moment d'hésitation, il choisit la moins chère et rentre chez lui annoncer triomphalement à sa femme qu'il a économisé 150 francs. En clair, on ne peut pas accorder le moindre crédit à des chiffres à l'origine arbitraire, les 350 francs de la cravate la plus chère, aussi bien que la fécondité de référence de 2,02.

Les auteurs de l'appel ont utilisé cet arbitraire pour obtenir le chiffre de 1 500 000 naissances. Pour mener leur comparaison entre les ravages de la guerre et ceux de la dénatalité, ils avaient besoin d'un chiffre de naissances « manquantes » égal à celui des pertes de la guerre de 1914, estimées à 1 400 000, et en général arrondies à un million et demi. Tout autre chiffre, plus petit ou plus grand, aurait raté cet objectif. En outre, comme des naissances « manquantes » ne justifieraient pas la construction d'un monument aux morts, élément clé de la comparaison nationaliste, l'appel a préféré parler de « jeunes » ce qui entretient le doute à mi-chemin des nouveaux-nés et des soldats. Outre leur résonance guerrière, les métaphores de « saignée » et de « perdu » suggèrent une dimension supplémentaire. Ces naissances manquantes seraient comparables à des avortements, des avortements avant même la conception, mentaux en quelque sorte. A l'appui de cette interprétation, remarquons, parmi les signataires de l'appel, le nom de M. Lejeune-Gaymard, secrétaire de l'association des amis du professeur Lejeune, le célèbre opposant à l'IVG, une association où l'on retrouve de nombreux militants des mouvements anti-avortements.

Ces naissances manquantes ne sont pas seulement indiquées pour le passé, mais projetées pour les vingt années à venir, ce qui est un dangereux exercice d'équilibrisme démographique, car cette fois, elles résultent d'une soustraction entre deux termes qu'on ignore également, le niveau de référence (est-ce encore le mystérieux 2,02 ?) et le niveau futur de fécondité, dont les auteurs de l'appel estiment « comme probable » qu'il sera de 1,5. On peut se demander d'où ils tirent leur prévision, et l'on peut être dubitatif sur cette probabilité car les prévisions de fécondité n'ont pas été fiables par le passé. Il est bizarre aussi de considérer ce chiffre de 1,5 comme probable, car cela revient à dire que l'appel n'aura pas d'effet. C'est une curieuse ambiguïté de la rhétorique nataliste, qui hésite entre le rôle de conseiller du Prince et celui de Cassandre. C'est peut-être aussi la marque et l'aveu de son inefficacité.

Hervé Le Bras est directeur du laboratoire de démographie historique (EHESS).

Le tabou démographique

par Jacques Bichot et Michel Godet

Que diraient les écologistes si depuis vingt ans le taux de fécondité des baleines était divisé par deux pour se situer à la moitié du seuil de renouvellement ? Ils alerteraient l'opinion internationale et les médias. C'est pourtant ce qui se passe pour les Catalans et les Lombards, dont la variété culturelle mérite d'être préservée autant que certains scarabées dans la forêt de Bercé. L'espèce humaine dans son ensemble n'est pas menacée de disparition, mais la diversité des cultures contribue à la richesse de son patrimoine. Il serait absurde de protéger l'héritage en oubliant des héritiers. Ainsi, le bon sens et la responsabilité vis-à-vis des générations futures nous interdisent le silence complice et nous obligent à tirer à nouveau le signal d'alarme.

Saluons à ce propos le commentaire de Jean-Pierre Chevènement – signataire de l'appel « SOS-Jeunesse », lancé en janvier 1996 –, en raison des évolutions démographiques préoccupantes du vieux monde, écrivant dans le journal *Libération* : *« Je regrette que peu de femmes et d'hommes de gauche se saisissent de ce dernier enjeu (démographique) comme Alfred Sauvy et les gouvernements de la Libération avaient su le faire en leur temps ; sans doute le terrorisme intellectuel du « politiquement correct » y est-il pour beaucoup. »*

Les dirigeants oublient que la forte croissance des « trente glorieuses » a été portée par la dynamique du baby-boom. Ils refusent de voir que la moindre croissance des pays européens, depuis vingt ans, est aussi liée au baby-krach. L'Europe, où le taux conjoncturel de fécondité est tombé à 1,5 en moyenne, se distingue ainsi de l'Amérique, qui, avec un taux voisin de 2 enfants par femme, a gardé une bien meilleure vitalité démographique. Est-ce un hasard si sa vitalité économique est également supérieure ?

La crise économique a naturellement d'autres causes, liées au contexte socio-organisationnel de chaque pays et à l'environnement international. Il n'y a cependant pas d'exemple de pays connaissant une croissance durablement soutenue avec une régression démographique. L'Europe et le Japon sont comme des vergers dont les arbres, en plein rendement pendant quarante ans, arrivent à maturité sans que l'on ait prévu leur remplacement par de jeunes pousses. Quand le vieillissement se conjugue avec le baby-krach, la croissance devient molle et fluctuante. Les efforts pour doper la demande de renouvellement des adultes équipés ne suffiront pas à compenser les pertes de consommation et surtout de dynamisme liées à l'effondrement de la jeunesse. La reprise économique est l'une des préoccupations majeures des gouvernants, qui font, hélas, l'inverse de ce qu'il faudrait faire en donnant des primes pour les autos et en supprimant celles pour les berceaux.

Il n'y aura pas de reprise économique durable sans sursaut démographique. Dans les deux domaines, le goût de vivre s'exprime à la fois par l'initiative économique et par l'accueil des enfants. L'esprit d'entreprise est cousin de l'esprit de famille ! On peut chercher à réfuter cette hypothèse, mais à condition de l'étudier.

La moindre croissance des pays européens depuis vingt ans est liée au baby-krach

Qui financera la protection sociale des anciens, lorsque la pyramide des âges se sera transformée en toupie ? Personne n'est là pour défendre les générations futures. Elles ne votent pas et l'on peut donc continuer à tirer des traites qu'elles seront censées régler un jour. Cette facture sera d'autant plus insupportable qu'elle pèsera sur un nombre restreint d'actifs. Déjà aujourd'hui la jeunesse est devenue minoritaire et se trouve sacrifiée au nom de l'intérêt des générations nombreuses de l'après-guerre.

Les dirigeants oublient aussi que l'intégration des flux migratoires à venir sera d'autant plus difficile qu'il y aura de moins en moins d'enfants nés au pays dans les écoles. Ils attendent comme trop souvent l'urgence pour réagir.

La fécondité ne se décrète pas. Il n'est pas question d'introduire une quelconque politique coercitive, ni de supprimer les libertés, en matière de vie privée, auxquelles tiennent les couples français. Mais il faut se rappeler que la fécondité dépend d'une part du désir d'enfants (et toutes les enquêtes montrent qu'en France celui-ci reste élevé : 2,3 enfants par femme), d'autre part des conditions de vie personnelle et professionnelle permettant l'expression de ce désir.

De ce point de vue, l'allocation parentale d'éducation (APE) et l'aide pour la garde de jeunes enfants à domicile (AGED) sont des mesures positives dont le succès auprès des familles montre l'intérêt. Pour le reste, la politique familiale de la France n'a cessé de se dégrader. Ceux qui investissent le plus dans l'éducation des futurs cotisants ont souvent des droits à la retraite plus faibles ! Belle injustice au pays des droits de l'homme !

En Suède, une politique familiale volontariste a permis de rendre compatible le travail féminin avec le désir d'enfant et d'atteindre pendant sept ans des taux de fécondité supérieurs à 2 enfants par femme. Il est vrai que, depuis 1994, cette fécondité s'est à nouveau effondrée. Mais n'est-ce pas précisément parce que le gouvernement suédois est revenu sur ses mesures incitatives (congé parental, crèches, emplois familiaux) ? Ce qui confirmerait bien que la fécondité s'épanouit, ou non, au gré des politiques publiques.

Il faut refonder la politique familiale, dans une démarche analogue à celle de la Libération. Trouver, par exemple, un système d'attribution des droits à la retraite qui rende justice aux familles tout en diminuant les prélèvements obligatoires et en améliorant la gouvernabilité de nos régimes de retraite par répartition. Il faut faire preuve d'imagination collective et explorer des espaces nouveaux comme celui que propose Hugues de Jouvenel, qui préconise que l'on puisse *« prendre cinq ans de retraite à 25 ans pour s'occuper de ses enfants, travailler ensuite pendant dix ans avant de suivre cinq années d'études »*.

Notre système social est à repenser, non pour le rendre moins généreux, mais pour rendre compatible cet édifice suranné avec le dynamisme économique. Le pays qui saura s'engager dans cette voie acquerra un fort avantage compétitif.

Le déclin de la fécondité n'est pas une fatalité, la stagnation économique non plus. L'Europe du Nord l'a bien montré. Il est encore temps de renverser les tendances. Il faut pour cela du courage politique et une prise de conscience collective. L'avenir n'est pas écrit, il se prépare !

Jacques Bichot est professeur à l'université Lyon-II. Michel Godet est professeur au Conservatoire national des arts et métiers.

Ce texte est tiré du nº 10 des Cahiers du Laboratoire d'investigation prospective et stratégique (LIPS). *Tél. : 01-42-72-12-43*

صحكذا من الاصل

LUNDI 13 AVRIL

FILMS DE LA SOIRÉE

19.00 La Splendeur des Amberson ■ ■ ■
Orson Welles (Etats-Unis, 1942, N., 90 min). Ciné Cinéfil

19.20 Tilaï ■ ■
Idrissa Ouedraogo (Burkina-Faso, 1990, 80 min). Cinéstar 2

20.30 Sortilèges ■ ■
Christian-Jaque (France, 1944, N., 105 min). Ciné Cinéfil

20.30 Notre histoire ■ ■
Bertrand Blier (France, 1984, 115 min). Festival

20.35 Abyss ■ ■
James Cameron (Etats-Unis, 1989, 165 min). Canal +

20.45 ▶ New York, New York ■ ■
Martin Scorsese (Etats-Unis, 1977, v.o., 155 min). Arte

21.00 Bird ■ ■ ■
Clint Eastwood (Etats-Unis, 1988, v.o., 165 min). Paris Première

21.30 On a volé la Joconde ■ ■
Michel Deville (France - Italie, 1966, 95 min). Cinétoile

21.35 Dracula ■ ■
John Badham (Etats-Unis, 1979, 105 min). 13e Rue

22.15 Le Voyage fantastique ■ ■
Richard Fleischer (Etats-Unis, 1966, v.o., 100 min). Ciné Cinémas

22.30 La Colline des hommes perdus ■ ■
Sidney Lumet (Etats-Unis, 1965, N., 125 min). RTL 9

22.55 Hot Spot ■ ■
Dennis Hopper (Etats-Unis, 1990, 125 min). Cinéstar 2

23.00 Le Grand Passage ■ ■
King Vidor (Etats-Unis, 1939, 120 min). Histoire

23.05 Les Furies ■ ■
Anthony Mann (Etats-Unis, 1950, N., v.o., 105 min). Cinétoile

23.35 La Vie de bohème ■ ■
Aki Kaurismäki (France - Suède, 1991, N., 100 min). Arte

23.45 Autour de minuit ■ ■
Bertrand Tavernier (Fr. - EU, 1986, 135 min). Paris Première

23.50 L'Etrange Noël de Mr Jack ■ ■
Tim Burton et Henry Selick (EU, 1993, v.o., 75 min). Cinéstar 1

0.30 Dracula ■ ■
Tod Browning (Etats-Unis, 1931, N., v.o., 70 min). 13e Rue

1.00 Les Désaxés ■ ■
John Huston (Etats-Unis, 1961, N., 125 min). Ciné Cinéfil

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Canal+
20.00 Envoyé spécial. Chasseurs de tempêtes. Les infections nosocomiales. P-S : La vie à crédit. TV 5
20.00 La France et ses religions. Avec André Burguière, Jean Tartier, Jérôme Monod, François Lebrun. Histoire
20.00 20h Paris Première. Paris Première
22.30 Y a pas photo ! Invitées : Michèle Bernier, Maurane, Marlène Jobert. TF 1
22.40 D'un monde à l'autre. Vaincre la peur, vaincre la mort, vaincre leurs limites... France 2
0.05 Ex Libris. Parcours spirituels. Avec Norman Mailer, Catherine Clément, Julia Kristeva, Joëlle Rostkowski, Michel Peissel, Stan Rougier. TF 1
0.45 Le Cercle des arts. Frida Kahlo. Invités : Dina Verny, Zoé Valdes, Zineb Foughali, Christina Bourous, etc. France 2

DOCUMENTAIRES

18.00 Les Indiens d'Amérique racontés par eux-mêmes. Le Far-West. Histoire
18.30 Marion et les hyènes. La Cinquième
18.30 Variations : L'Indonésie. Mezzo
18.30 Les Moulins savoyards. Odyssée
19.00 Les Kennedy : Destin tragique d'une dynastie. [1/3]. Histoire
19.00 Feux de forêts : sauvons la faune. Odyssée
19.45 Radioactivité. [2/2]. Pour le meilleur et pour le pire. Planète
19.55 Albinos en Afrique. Odyssée
20.00 Reportage : Les Coulisses d'un festival. Quand Baden-Baden rêve d'égaler Bayreuth. Arte
20.05 Rachmaninov, Masterclass par Jorge Bolet. [1/5]. Muzzik
20.25 Bénin, pays des échanges. Odyssée
20.55 Poupées de chair. Téva
21.20 Rex, toute l'histoire. Les bergers allemands. Odyssée
22.10 Rubans d'acier. [13/13]. Le dernier acte. Odyssée
22.15 Pour l'amour des insectes. Planète
23.10 Bourvil... entre rire et tendresse. France 3
23.20 Vampires d'aujourd'hui. 13e Rue
23.30 Le Serment du Bois Caïman. Planète
0.05 La Case de l'Oncle Doc. Mourir pour un Eldorado. France 3
0.55 Do re mi fa sol la si do, les Kummers. Planète

MUSIQUE

18.00 Chick Corea, Nicolas Economou & Friedrich Gulda. Muzzik
21.00 Attila. Mise en scène. Giuliano Montaldo. Dir. Nello Santi. Muzzik
22.55 Lionel Hampton and His Orchestra. Muzzik
23.45 Repères : Manuel De Falla. Nuits dans les jardins d'Espagne. Mezzo
0.00 Prinsengracht Concert. Muzzik
0.20 In Session, Stevie Ray Vaughan and Albert King. Canal Jimmy

TÉLÉFILMS

20.13 Kindred, le clan des maudits. Peter Medak. 13e Rue
20.35 L'Enfant miracle. Michael T. Pressman. Disney Channel
20.50 Astéroïde. Bradford May [1 et 2/2]. M 6
20.55 Une femme dans mon cœur. Gérard Marx. TF 1
21.00 Jeanne d'Arc. Pierre Badel [1/3]. Histoire
22.35 Hotel Room. David Lynch. Canal Jimmy

SÉRIES

20.55 ▶ La Clé des champs. [1/6]. France 2
21.00 Drôle de chance. Cœur sauvage. Série Club
21.45 Le Prisonnier. Le carillon de Big Ben (v.o.). Série Club
21.45 New York Police Blues. La conscience tranquille. Canal Jimmy
22.50 New York Police Blues. Une grande famille. TSR

NOTRE CHOIX

● **20.13 13e Rue**
Soirée Vampires
Frissons et flots d'hémoglobine sur la chaîne de l'action et du suspense. En ouverture, *Le Clan des maudits*, l'épisode pilote (diffusé en v.o.) de la série « Kindred ». Enchaînement sur des petits monstres bien réels, les chauves-souris vampires d'Amérique latine, dont les enfants, les vaches et les chevaux sont les proies d'élection. Treize minutes d'un documentaire qui fait froid dans le dos, signé Pierre Beccu. A ne pas manquer, à 0 h 30, le formidable *Dracula* de Tod Browning.

● **21.00 Paris Première**
Bird
En 1955, le saxophoniste de jazz noir Charlie Parker est au bout du rouleau, après la mort de sa petite fille. Alcoolique, drogué, souffrant d'ulcères à l'estomac, il revoit son passé. Réalisé par Clint Eastwood en 1988, un très beau film à la mémoire d'un musicien de génie torturé, autodestructeur. La mise en scène de Clint Eastwood fait partager sa passion, qui date de son adolescence. Forest Whitaker a reçu le Prix d'interprétation masculine au Festival de Cannes 1988. – *J. S.*

● **23.35 Arte**
La Vie de bohème
Un auteur dramatique français, un peintre albanais et un musicien irlandais connaissent la misère et les difficultés, sont unis par l'amitié et vivent de brèves amours. Dans un Paris intemporel qui pourrait être celui des années 20 ou des années 50, les personnages réinventés des *Scènes de la vie de bohème*, de Henri Murger. Un univers en noir et blanc, mélancolique et grinçant. C'est étrange et superbe. Réalisé par Aki Kaurismäki en 1991. – *J. S.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.00 Le Bigdil.
19.50 Ushuaïa.
20.00 Journal, L'Image du jour.
20.42 Le Résultat des courses.
20.45 Coupe du monde 1998.
20.50 Météo.
20.55 Une femme dans mon cœur. Téléfilm. Gérard Marx.
22.30 Y a pas photo !
0.05 Ex Libris. Parcours spirituels.
1.10 F 1 magazine.
1.45 Football magazine.

FRANCE 2

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
20.40 A cheval.
20.55 ▶ La Clé des champs. Feuilleton [1/6]. Charles Nemes.
22.40 D'un monde à l'autre. Vaincre la peur, vaincre la mort, vaincre leurs limites...
0.25 Journal, Météo.
0.45 Le Cercle des arts. Frida Kahlo.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.34 et 1.54 La Minute nécessaire de Monsieur Cyclopède.
20.35 Tout le sport.
20.50 Le Mur de l'Atlantique. Film. Marcel Camus.
22.40 Météo, Soir 3.
23.10 Bourvil... entre rire et tendresse.
0.05 La Case de l'Oncle Doc. Mourir pour un Eldorado.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.35
18.30 Best of Nulle part ailleurs.
19.10 Nulle part ailleurs.
20.30 Pas si vite. Locke.
20.35 Abyss ■ ■ Film. James Cameron.
23.25 La Moindre des choses ■ Film. Nicolas Philibert.
1.10 Barbe-Bleue ■ Film. Christian-Jaque.

ARTE

19.00 Au nom de la loi.
19.30 7 1/2. L'enfer du Nord.
20.00 Reportage.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 ▶ New York, New York ■ ■ Film. Martin Scorsese (v.o.).
23.20 Kinorama.
23.35 La Vie de bohème ■ ■ Film. Aki Kaurismäki.
1.15 Court-circuit.
1.55 Afrique, mon Afrique. Téléfilm. Idrissa Ouedraogo.

M 6

18.55 Loïs et Clark.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.40 6 sur 6.
20.50 Astéroïde. Téléfilm [1 et 2/2]. Bradford May.
0.15 Nick Mancuso.
1.05 Jazz 6. Al Jarreau.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique. Jazz et classique, liaisons dangereuses.
20.30 Agora. Bernard Noël (*La Langue d'Anna*).
21.00 L'Histoire en direct. 1948, le plan Marshall.
22.10 Fiction. Portraits de villes : New York.
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain. Freddy Buache et Dominique Païni (*La Crise des cinémathèques... et du monde*).

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Œuvres de Rosetti, Mozart, Kraus.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Le Bel aujourd'hui. Œuvres de Singier, Lenot, Pesson, Murail.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Le chef d'orchestre Michael Tilson Thomas. Œuvres de R. Strauss, Rachmaninov, Stravinsky, Villa-Lobos, Bernstein, Piazzolla.
22.40 Les Soirées... (suite). Œuvres de Gibbons, Tallis, Bryars, Purcell, Tan Dun, Guy, Byrd, Jenkins, Benjamin.

MARDI 14 AVRIL

FILMS DU JOUR

13.35 City Hall ■ ■
Harold Becker (Grande-Bretagne - Etats-Unis, 1993, 110 min). Canal +

13.35 Hot Spot ■ ■
Dennis Hopper (Etats-Unis, 1990, 125 min). Cinéstar 2

13.50 Sortilèges ■ ■
Christian-Jaque (France, 1944, N., 100 min). Ciné Cinéfil

14.15 Gilda ■ ■
Charles Vidor (Etats-Unis, 1946, N., 110 min). Cinétoile

15.40 Cinéma Paradiso ■ ■
Giuseppe Tornatore (France - Italie, 1989, 120 min). Cinéstar 2

16.40 La Maison sous les arbres ■ ■
R. Clément (F, 1971, 95 min). Festival

17.00 Le Grand Passage ■ ■
K. Vidor (EU, 1939, 120 min). Histoire

17.35 Nos plus belles années ■ ■
Sydney Pollack (Etats-Unis, 1973, 115 min). Cinétoile

18.25 Les Désaxés ■ ■
John Huston (Etats-Unis, 1961, N., 125 min). Ciné Cinéfil

19.30 Border Line ■ ■
Danièle Dubroux (France - Suisse, 1991, 90 min). Cinéstar 2

20.30 Hangover Square ■ ■
John Brahm (Etats-Unis, 1945, N., v.o., 80 min). Ciné Cinéfil

20.55 Rencontres du troisième type ■ ■
Steven Spielberg (Etats-Unis, 1977, 135 min). France 2

21.20 Le Dos au mur ■ ■
Edouard Molinaro (France, 1957, N., 90 min). Cinétoile

21.50 Deburau ■ ■
Sacha Guitry (France, 1951, N., 95 min). Ciné Cinéfil

22.50 Lucky Luciano ■ ■
Francesco Rosi (France - Italie, 1973, 115 min). Cinétoile

23.10 Trafic ■ ■
Jacques Tati (France, 1971, 95 min). Paris Première

23.15 Rambo ■ ■
Ted Kotcheff (Etats-Unis, 1983, 100 min). France 2

0.45 La Vie de bohème ■ ■
Aki Kaurismäki (France - Suède, 1991, N., 100 min). Arte

1.05 La Splendeur des Amberson ■ ■ ■
Orson Welles (Etats-Unis, 1942, N., v.o., 90 min). Ciné Cinéfil

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

13.00 et 19.00 Envoyé spécial, les années 90. Le stress. Eau secours. Les accidents du travail. Histoire
15.00 Défis. La grande lessive. TV 5
15.35 Destinations. Tahiti - Polynésie française. TSR
16.00 La France et ses religions. Invités : André Burguière ; Jean Tartier ; Jérôme Monod ; François Lebrun. Histoire
18.00 Stars en stock. Gina Lollobrigida. James Cagney. Paris Première
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Best of. Canal +
20.00 Temps présent. A quoi sert la commission Bergier ? TV 5
20.40 Spécial E = M 6 junior. Pas si fous ces Romains ! M 6
20.50 Hors série. Brigade des mineurs. France 3
21.00 Enjeux - Le Point. TV 5
21.00 Le Gai Savoir. Faut-il vraiment cesser de penser unique ? Invités : Philippe Manière ; Philippe Labarde ; Pierre Lellouche ; Pierre Rosanvallon ; Daniel Cohn-Bendit. Paris Première
22.00 La France et ses religions. Invités : Jean Daniel ; Jean Delumeau ; Monseigneur Gérard Defois ; Jean-Louis Schlegel. Histoire
22.10 Sud. Invités : Irène Frain ; Jean-Baptiste Sotck ; Maurne Lorthiois ; Guy Negre. TMC
22.35 Bouillon de culture. Invités : Jean Dausset ; Olivier Debré ; Laurent Degos ; Philippe Kourilsky. TV 5
23.00 De l'actualité à l'Histoire. Les droites en France aujourd'hui. L'histoire du rock en France. Invités : Jean-François Sirinelli ; Anne-Marie Idrac ; François Hadji-Lazaro ; Stéphane Davet. Histoire
23.10 Nimbus. Les dernières nouvelles du Cosmos. Avec Patrick Baudry ; Roger Bonnet ; Francis Rocard. France 3
23.10 Si j'ose écrire. Les écrivains du voyage. Invités : William Cliff ; Frédéric-Yves Jeannet ; Luc De Heusch. RTBF 1

DOCUMENTAIRES

17.05 Le Monde des chevaux. [10/13]. Le cheval de voltige. Odyssée
17.30 Arctique, les mystères du narval. [3/13]. Odyssée
17.55 40 jours à travers le désert. La Cinquième
18.00 Qui êtes vous, docteur Freud ? Odyssée
18.05 Derniers voyages. Franco, un fiancé de la mort. Planète
18.30 Le Monde des animaux. Stéphane et les oryx. La Cinquième
19.00 Himalaya. [2/4]. Les Tharus. Odyssée
19.15 Botero, l'art de la rondeur. Planète
20.00 Les Indiens d'Amérique racontés par eux-mêmes. Le Far-West. Histoire
20.00 Terre brûlée. [1/6]. Les Stuka. Odyssée
20.10 Les Ailes Expérimentales. [1/13]. Le mur. Planète
20.15 Rachmaninov, Masterclass par Jorge Bolet. [2/5]. Muzzik
20.35 L'Ouest Américain. [3/8]. La fièvre de l'or. Planète
20.45 La Vie en face. Classe d'accueil. Arte
20.55 Les Moulins savoyards. Odyssée
21.00 Les Kennedy : Destin tragique d'une dynastie. [2/3]. L'irrésistible ascension de JFK. Histoire
21.25 20 ans de courses automobiles. [12/20]. Carnets secrets d'un passionné. Canal Jimmy
21.25 Feux de forêts : sauvons la faune. Odyssée
21.55 Jean Marais par Jean Marais. Paris Première
22.00 Radioactivité. [2/2]. Pour le meilleur et pour le pire. Planète
22.20 Les Aventures du récif bleu. [1/6]. Les escadrons des profondeurs. Odyssée
22.50 Ravel. Muzzik
22.50 Albinos en Afrique. Odyssée
22.55 Le Front de l'est. [2/4]. La marche sur Stalingrad. Planète
23.00 Iman, la perle noire. TSR
23.20 Bénin, pays des échanges. Odyssée
23.45 Nomades du Pacifique. [3/5]. Ils brûlèrent leur bateau. Planète
0.15 Comedia. Corinna Harfouch. Portrait. Arte

SPORTS EN DIRECT

16.00 Tennis. Tournoi messieurs de Barcelone (2e jour). Eurosport
20.15 Football. Coupe de l'UEFA (demi-finales retour) : Lazio Rome - Atletico Madrid. Spartak Moscou - Inter Milan. Canal +
20.30 Football. Coupe de l'UEFA (demi-finale retour) : Lazio Rome - Atletico Madrid. Eurosport
2.05 Basket-ball NBA. New York Knicks - Washington Wizards. Canal +

MUSIQUE

18.00 Friedrich Gulda. *Concerto pour violoncelle et vents.* Muzzik
18.35 Friedrich Gulda. *Chopin et au-delà.* Muzzik
19.25 Mezzo junior. *Pierre et le Loup.* Mezzo
19.45 Partita en ré mineur, de Bach. Concert. Muzzik
21.50 Repères. Le quatuor : Le Raphael Quartet hollandais. Deux quatuors de Beethoven. Mezzo
22.30 La Musique religieuse. *Le Requiem* de Verdi. Mezzo

THÉÂTRE

21.40 Comedia. Le Général du diable. Carl Zuckmayer. Mise en scène de Frank Castorf. Arte

TÉLÉFILMS

18.15 Le Secret de Saint-Junien. Christiane Spiéro. Festival
20.30 La Corde au cou. Marcel Moussy [2/2]. Festival
0.15 Le Prix du serment. O Stuart Margolin [1/3]. TF 1

SÉRIES

19.20 Fais-moi peur. L'histoire du dernier vœu. Canal J
19.25 Deux flics à Miami. Le prédicateur est devenu fou. 13e Rue
20.45 Murder One, l'affaire Latrell. Chapitre IX. Série Club
20.55 Ally McBeal. Drawing the Lines (v.o.). Téva
21.30 Twin Peaks. Ep. n° 27. Série Club
22.13 Suspect n° 1. Erreur de jugement. 13e Rue
22.20 Seinfeld. La Chinoise. Canal Jimmy
22.30 Perry Mason. Mariage compromis. TF 1
23.35 Star Trek, la nouvelle génération. Les frères (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● **14.25 France 3**
« Vivre avec... »

Images du diabète

DE PETITS SUJETS brefs et sans prétention aucune nous en disent parfois mille fois plus que dans les interminables débats ou les lourdes mises en scène qui souvent caractérisent les émissions à consonance médicale. C'est le cas avec ce volet de de « Vivre avec », programmé à d'impossibles heures par France 3. Thème du jour : la maladie diabétique.

Chacun sait ou croit savoir de quoi il retourne avec le diabète, cette affection chronique très répandue nécessitant quotidiennement plusieurs injections d'insuline. On confond très souvent le diabète apparaissant dès le plus jeune âge (dit insulodépendant) et celui touchant les personnes âgées dont le traitement, la physiopathologie et le pronostic sont radicalement différents. L'émission ne traite aujourd'hui que du premier.

C'est d'abord une mère racontant, sans pathos excessif, la souffrance qui fut la sienne quand on lui apprit de quoi souffrait son fils. Puis un groupe d'enfants réunis au cœur du Queyras, sous l'égide de l'Association des jeunes diabétiques, pour goûter aux joies du ski et des « boums » en apprenant à se prendre en charge. On perçoit surtout tout ce qu'il y aurait encore à montrer, à dire sur cette maladie qui impose à ceux qui en souffrent de partir à la quête de leur corps, à la recherche d'un équilibre physiologique dont ils sont naturellement privés. Ce sont aussi les brutales images d'enfants s'injectant cette insuline que leur corps ne sait pas produire suffisamment ou de manière équilibrée.

On regrettera néanmoins que ce genre télévisé, d'une durée réduite à la portion congrue, interdise d'aller plus avant. De rappeler, par exemple, que l'actuel et très efficace traitement du diabète est le fruit de plus d'un siècle de travaux scientifiques et médicaux exemplaires ; une œuvre remarquable, initiée par le génie de Claude Bernard, poursuivie par la découverte et la fabrication de l'insuline, et qui n'a cessé de s'enrichir des découvertes immunologiques grâce, notamment, aux travaux du professeur Jean Dausset, Prix Nobel de médecine.

Jean-Yves Nau

★ Autre diffusion : mercredi, 0.40.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.45 Les Feux de l'amour.
14.40 Arabesque.
15.35 Côte Ouest.
16.30 Sunset Beach.
17.20 et 1.20 CD Tubes.
17.25 Sydney Police.
18.20 Touché, gagné !
19.00 Le Bigdil.
19.50 Ushuaïa.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Beethoven. Film. Brian Levant.
22.30 Perry Mason. Mariage compromis.
0.15 Le Prix du serment. Téléfilm. O Stuart Margolin [1/3].
1.25 et 2.05 TF1 nuit, Météo.
1.35 Reportages. Georgette et les SDF.

FRANCE 2

13.55 L'As des privés.
15.35 Tiercé.
15.50 La Chance aux chansons. [1/2/] Les gens du Nord.
16.50 Des chiffres et des lettres.
17.20 et 23.10 Un livre, des livres.
17.25 Sauvés par le gong.
17.50 Hartley, cœurs à vif.
18.45 Qui est qui ?
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.
20.55 Rencontres du troisième type ■ ■ Film. Steven Spielberg.
23.15 Rambo ■ ■ Film Δ. Ted Kotcheff.
0.55 Journal, Météo.
1.10 Les Grands Entretiens du Cercle. Invité : Jean Lafont.

FRANCE 3

13.40 Parole d'Expert.
14.25 Vivre avec... Le diabète.
14.44 et 20.34, 0.09, 1.19 La Minute nécessaire de M. Cyclopède.
14.45 Mission suicide. Téléfilm. Jerry Thorpe.
16.10 Le Jardin des bêtes.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.50 Hors série. Brigade des mineurs.
22.35 Météo, Soir 3.
23.10 Nimbus. Les dernières nouvelles du Cosmos.
0.10 Magazine olympique.
0.35 Rencontres à XV.
1.00 Musique graffiti.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 13.35
13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 City Hall ■ ■ Film. Harold Becker.
15.25 La Mode, passion, sexe et rébellion.
16.45 La Moindre des choses ■ Film. Nicolas Philibert.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.30 Best of Nulle part ailleurs.
20.35 Football. Coupe de l'UEFA (demi-finales retour) : Spartak Moscou - Inter Milan ; Atletico Madrid - Lazio Rome.
23.00 Flash infos.
23.05 Cascadeurs. Acrobates du ciel.
23.45 Tenue correcte exigée ■ Film. Philippe Lioret.
1.14 Pin-up.
1.15 Radiohead. Concert 1997.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.15 Le Journal de la santé.
13.30 D'ici et d'ailleurs. Le Cratère de Ngorongoro.
14.30 La Cinquième rencontre... Science et santé. 14.35 Cap sur Mars. 15.25 Entretien.
16.00 Fête des bébés.
16.30 Modes de vie, modes d'emploi.
17.00 Cellulo.
17.30 100 % question.
17.55 40 jours à travers le désert.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Au nom de la loi.
19.30 7 1/2. Coup de tabac. J'ai la foi : le renouveau de l'islam en Andalousie.
20.00 Archimède.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 La Vie en face. Classe d'accueil. Documentaire. Fernand Melgar.
21.40 Comedia. Le Général du diable. Pièce de Carl Zuckmayer. Avec Corinna Harfouch. 0.15 Corinna Harfouch. Portrait.
0.45 La Vie de bohème ■ ■ Film. Aki Kaurismäki.

M 6

13.05 Madame est servie.
13.35 California Girls. Téléfilm. Noel Nossek.
15.15 Code 003.
16.10 et 0.50 Boulevard des clips.
17.30 E = M 6.
18.00 Agence Acapulco.
19.00 Loïs et Clark.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.35 Décrochages info, E = M 6 Junior.
20.40 Spécial E = M 6 Junior. Pas si fous ces Romains !
21.45 Le Colosse de Rhodes ■ Film. Sergio Leone.
0.00 Sliders, les mondes parallèles. Un monde d'alien.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique. Jazz et classique, liaisons dangereuses [2/5].
20.30 Agora. Marcel Moreau (*Excuse pour une infante roumaine*).
21.00 Poésie studio.
22.10 Mauvais genres. Jean Rollin (*Monseigneur Rat*).
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain. Yvon Beguivin (*L'Allemagne de l'Est*).

FRANCE-MUSIQUE

19.35 Concert. Paris de la musique, musique nouvelle en liberté. Œuvres de Nielsen, Debussy, Girard, Daniel-Lesur, Britten.
21.15 Concert. Concert promenade. Œuvres de Britten.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Yusupov, Ben-Shabetal.
23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.
20.40 Les Soirées. Stanley Kubrick et la musique. Œuvres de Haendel, Purcell, Vivaldi, Mozart, Schubert, Rossini, Strauss.
22.40 Les Soirées... (suite). Œuvres de R. Strauss, Bartok, Penderecki.

Les producteurs de choux-fleurs ont commis des dégâts sur les lignes SNCF du Nord-Finistère

L'entreprise a porté plainte nommément contre le secrétaire général de la FDSEA

BREST
de notre correspondant

Brest est un peu isolée depuis les dégâts commis par les producteurs de choux-fleurs dans une dizaine de gares, essentiellement du Nord-Finistère, mais aussi sur des installations électriques ou de télécommunications entre le jeudi 9 avril et le samedi 11 au soir. Ces dégradations ont amené la SNCF à suspendre la circulation des TGV entre Rennes et Brest durant le week- end et les nombreux voyageurs ont été acheminés par navettes notamment vers Guingamp ou Quimper où des cars prenaient ensuite le relais jusqu'à leur destination. Soixante-dix cars ont été mobilisés pour assurer des liaisons avec Brest, distante d'une soixantaine de kilomètres de Morlaix.

La SNCF évalue à deux semaines le temps nécessaire pour revenir à une situation normale. *« C'est colossal, on a l'impression, au niveau de la sécurité, de recommencer le plan ferroviaire breton »*, a estimé René Prigent, adjoint au directeur de la SNCF pour le Nord-Bretagne. L'entreprise a décidé de porter plainte nommément contre Thierry Merret, secrétaire général de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Finistère et président de la section légumes de Bretagne. Dimanche soir, il ne voulait pas faire de commentaire.

Le leader syndical préfère parler des difficultés des légumiers qui représentent environ 5 000 exploitations en Bretagne, la moitié des surfaces étant consacrées aux choux-fleurs. *« La tête de choux-fleur part du producteur à 1,40 franc alors qu'il faudrait 2,70 francs à 2,80 francs si l'on voulait être rémunéré au SMIC. »* La météo a pesé sur les cours avec du froid en janvier qui a retardé la campagne, puis un temps doux en mars qui a amené en deux semaines 20 % de la production bretonne d'hiver sur le marché avec beaucoup d'invendus. La concurrence est forte aussi avec l'Espagne et l'Italie. Thierry Merret estime *« n'avoir rien obtenu de neuf »* de la part du gouvernement. Le ministre de l'agriculture et de la pêche, Louis Le Pensec, élu du Finistère, qui a jugé *« inadmissibles »* les violences commises, et a vivement condamné, dimanche sur RTL la *« violence verbale »* du syndicaliste qui l'avait traité de *« menteur »*, a pourtant fait état de 77 millions de francs de la Communauté européenne au bénéfice des organisations bretonnes et d'une aide nationale de 50 millions de francs à la disposition du comité économique des fruits et légumes de Bretagne. *« Pour obtenir ces fonds européens, on doit savoir qu'il faut parallèlement investir nous-mêmes la même somme. Il est interdit de verser cet argent aux producteurs sous forme de compensation. Quant aux 50 millions, c'est peu puisque l'enveloppe était de 65 l'an dernier. »*, commente-t-il. Les producteurs devaient se concerter lundi pour savoir quelle suite donner à leurs actions. Certains pronostiquaient une reprise de manifestations mardi.

Vincent Durupt

Le trafic ferroviaire perturbé jusqu'en milieu de semaine

LA TRÊVE des manifestations et des dégradations des agriculteurs bretons a permis à la SNCF de rétablir partiellement le trafic sur la ligne Rennes-Brest à la fin du week-end pascal. Les TGV devaient être en mesure de gagner Morlaix à partir de lundi 14 heures. Au-delà, à Brest ou Landerneau, les voyageurs devront encore emprunter, pendant quelques jours, un service de navettes par autocar reliées à la gare de Morlaix.

« Un service minimum ralenti de trains entre Brest et Morlaix pourrait être rétabli dès le milieu de la semaine », indique André Buannic, responsable de la communication de la direction régionale de la SNCF. L'entreprise chiffre à 5 millions de francs les dégâts, causés par des commandos de producteurs bretons de choux-fleurs *« de trente à quarante personnes »*. Une première estimation susceptible d'augmenter.

Les exactions ont touché principalement le tronçon Brest-Morlaix mais la direction de l'entreprise, qui craignait que le mouvement s'étende aux gares de Guingamp et Saint-Brieuc, a préféré arrêter les TGV à Rennes jusqu'à lundi midi. Les autres trains ont continué de circuler jusqu'à Guingamp. Les trains régionaux Quimper-Brest avaient été, quant à eux, remplacés par des autocars.

Les manifestants se sont attaqués à des postes d'aiguillage, des systèmes de signalisation et des passages à niveau. Les incendies allumés par les agriculteurs sur la voie ont même déformé des portions du rail. Les gares de Landerneau et de Brest ont été partiellement endommagées. La gare de Guingamp a été plus sérieusement atteinte, les manifestants ayant même molesté le chef de gare *« poussé au sol »*, selon la SNCF.

« C'est la première fois que les manifestants faisaient usage d'une telle violence », indique-t-on à la direction régionale de la SNCF. *« Les agriculteurs étaient manifestement venus pour casser, alors que lors des démonstrations passées, il s'agissait essentiellement de bloquer le trafic »*, ajoute-t-on. La SNCF a décidé de porter plainte nominativement contre Thierry Merret, le secrétaire général de la FDSEA du Finistère et président de la section légumes de la région Bretagne.

Victime de la loi des séries, la SNCF avait réparé, lundi matin, le caténaire qui s'était rompu accidentellement dimanche après-midi à la sortie de la gare du Mans, entraînant des retards supplémentaires d'une à deux heures pour les voyageurs à destination de Rennes, Brest et Quimper. Les trains se dirigeant vers la Bretagne avaient du être détournés par Nantes, avant de remonter vers leur destination finale via Redon.

Les quelque vingt mille voyageurs, qui avaient choisi de se rendre en train en Bretagne au cours de ce long week-end, ont subi, en moyenne, des retards de l'ordre d'une heure et demi à deux heures. *« Ils se sont montrés patients car ils ont compris que les retards étaient indépendants de notre volonté »*, souligne la direction de l'entreprise.

Christophe Jakubyszyn

★ **Infos trains : 08-36-67-68-69 (1,49 francs la minute).**

TROIS QUESTIONS À
CHRISTIAN JACOB

1 Vous êtes député RPR de Seine-et-Marne. La façon dont la France aborde à Bruxelles la réforme de la PAC, si l'on se réfère aux propos de Louis LePensec, vous paraît-elle bonne?

Louis LePensec a commis une erreur de stratégie due à son idéologie et à l'inexpérience de son cabinet dans les négociations internationales. Il fallait se battre et asseoir son argumentation sur l'inefficacité des baisses de prix généralisées et de la suppression des mécanismes d'intervention alors qu'il a préféré réclamer à cor et à cri la modulation des aides, source de distorsions énormes de concurrence entre pays. Comment imaginer qu'un même produit puisse bénéficier d'un soutien différent d'un côté à l'autre du Rhin ou des Pyrénées? C'est une faute de dire que les propositions de la Commission sont inacceptables et de se contenter d'obtenir qu'elles soient moins pires.

2 Jean-Louis Debré, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, vous a demandé d'être le porte-parole de l'opposition quand sera examiné le projet de loi d'orientation agricole (LOA). Vous êtes aussi chargé de mission à l'Elysée. Quel est le corps de doctrine du RPR?

Notre attitude dépendra du contenu du projet de loi. Au moins six versions ont circulé sous le manteau. Notre objectif a été défini par Jacques Chirac. Il s'agit de mettre l'agriculture et les industries alimentaires dans des situations de compétitivité capables de répondre aux besoins des consommateurs. Nos quatre priorités sont: refuser systématiquement toute fonctionnarisation de l'agriculture; améliorer les régimes des cotisations sociales, de la transmission des outils de travail, de la fiscalité; renforcer la solidarité pour les zones défavorisées, notamment la montagne; rendre transparentes les relations avec la distribution.

3 Plafonnement et redistribution des aides sont-ils pour vous des mots tabous?

Non, mais je vous rappelle que la France est le numéro un en Europe. Nous avons les plus grandes tailles d'exploitations. Si, comme le veut M.LePensec, on plafonne les aides, automatiquement on favorise les agricultures des pays du Sud ou celle d'Irlande plutôt que la nôtre. Le gouvernement français aura alors le triste privilège de posséder le premier ministre de l'agriculture à avoir obtenu, à sa demande, une baisse des financements européens revenant à son pays.

Propos recueillis par
François Grosrichard

Tirage du *Monde* daté dimanche 12-lundi 13 avril : 561 594 exemplaires . -3

Les cosmonautes de Mir découvrent une mystérieuse « écume »

LORS D'UNE SORTIE dans l'espace d'un peu plus de six heures, samedi 11 avril, les cosmonautes russes de la station Mir, Talgat Moussabaïev et Nikolaï Boudarine, ont découvert une *« écume »* d'origine inconnue, a rapporté un porte-parole du Centre de contrôle des vols spatiaux (Tsoup). Les deux hommes, qui devaient poser un couvercle étanche sur une soupape servant à expulser de l'hydrogène, ont observé *« une substance blanchâtre, écumeuse mais dure »*, qui, selon le porte-parole, pourrait être formée d'impuretés mêlées à de l'hydrogène expulsé et solidifiées au contact du vide.

Les deux cosmonautes ont par ailleurs démonté un moteur usé du module Kvant et l'ont largué dans l'espace, où il devrait demeurer en orbite pendant environ un an, avant de retomber dans les couches denses de l'atmosphère et de s'y consumer. Ce moteur, nécessaire à l'orientation du complexe orbital, doit être remplacé lors de nouvelles sorties dans l'espace, dont la prochaine est prévue vendredi 17 avril.

DÉPÊCHES

■ **MÉNINGITE : un étudiant de l'Ecole supérieure de commerce** de Reims est mort, samedi 11 avril, à Paris d'une méningite de type C. La préfecture de la région Champagne-Ardenne recommande *« vivement »* aux camarades et professeurs de la victime, ainsi qu'à toute personne les ayant côtoyés, de prendre contact *« très rapidement »* avec un médecin, les urgences d'un hôpital ou le centre 15 du département. *« Toute personne qui souffre de fièvre, de maux de tête, de nausées, doit consulter au plus vite »*, précise la préfecture.

■ **INTEMPÉRIES : les importantes chutes de grêle** qui se sont abattues pendant le week-end de Pâques dans le Sud-Ouest ont provoqué plusieurs dizaines d'accidents de la route en Aquitaine. Le plus grave a fait quatre morts dans les Landes, sur l'A63. Samedi, les chutes de grêle avaient provoqué vingt et un accidents sur les routes de la région, faisant trente-quatre blessés et deux morts. Trois villages du Haut-Rhin ont été privés d'électricité dimanche en raison d'importantes chutes de neige. Le courant a été rétabli dans la soirée.

■ **PARIS : Benoîte Taffin, maire (ex-UDF)** du 2e arrondissement de Paris, affirme, à propos de l'actuelle crise qui secoue la droite dans la capitale, que le RPR et l'UDF ont *« tourné le dos aux attentes de leurs supporteurs »* et se *« sont discrédités pour avoir trop outrageusement servi quelques ambitions personnelles »*. *« Un système soviétiforme s'écroule »*, estime-t-elle dans sa lettre mensuelle, avant d'annoncer que, pour les prochaines élections municipales, la *« droite indépendante »* sera présente à Paris.

■ **VACANCES : Jacques Chirac** a passé le week-end pascal en Autriche, au Tyrol, en compagnie de sa fille Claude et de son petit-fils Martin. Le premier ministre, Lionel Jospin, s'est envolé, de son côté, pour un *« séjour privé »* au Maroc, à Ouarzazate. Il devait y poursuivre ses vacances jusqu'à mardi et sera de retour à Paris, mercredi 15 avril, pour le conseil des ministres.

A Chinchon, près de Madrid, le « samedi saint » du Christ

MADRID
de notre correspondante

A Chinchon, près de Madrid, le Christ tient un libre-service et s'appelle Miguel Angel Moya, mais en ville tout le monde lui dit *« Jésus »*, c'est plus commode. Surtout pour ne pas le confondre avec son prédécesseur, Antonio Catalan, représentant en surgelés qui a tenu le rôle pendant longtemps : lui, c'est « Dieu », tout simplement. Pour « Judas », une même famille se dévoue, de génération en génération. Et chaque semaine sainte ils sont plus nombreux à venir du monde entier – vingt mille cette année, avec une dominante de Japonais – sur la petite plaza Mayor du XVIe siècle, pour voir, entre une anisette et un ragoût à l'ail, les spécialités locales, agoniser Miguel Angel sur sa croix. Depuis trente-cinq ans, les habitants de Chinchon jouent la Passion du Christ, le samedi saint.

Le samedi saint ? *« C'est fait exprès »*, répond Petri Esteban, qui fut, dit-elle, *« sainte femme et vierge Marie pendant trente ans »*, avant de diriger le spectacle de la « Passion de Chinchon » : *« Entre les célébrations du vendredi saint et du dimanche de Pâques, il n'y avait rien. En décalant, on meuble le creux. »* Ces trois jours de ferveur collective sont un acte de foi pour les habitants mais aussi une manne divine pour commerçants et restaurateurs, chez qui on réserve d'une année à l'autre.

Mêler les préoccupations profanes à l'élan religieux qui anime les deux cents participants bénévoles de l'équipe de la « Passion », pourquoi pas ? Ainsi, depuis le jour où Miguel Angel s'est fait mal au pied, en faisant du sport, ce qui lui a valu un vrai chemin de croix, avec le pied anesthésié, un Christ de remplacement est prêt. Et si Miguel Angel meurt sur la croix, c'est un autre qui ressuscite à sa place devant le portail de l'Eglise, pour des raisons techniques. *« Les touristes n'aiment pas attendre,* dit Miguel Angel. *Pendant les changements de costumes, ils se lassent et ont froid. »*

Les répétitions débutent en janvier. A compter de ce moment, Miguel Angel ne se rase pas. Il attendra, pour se débarrasser de sa barbe de prophète, d'être mort sur la croix. Et ainsi chaque année. *« C'est vrai, le scénario et le texte, tirés de l'Evangile, laissent peu de place à l'improvisation,* reconnaît « Jésus », *mais on arrive à mettre son empreinte personnelle en s'identifiant au maximum au personnage. »* Sans compter que ne joue pas Christ qui veut. Sélectionné à l'âge de dix-sept ans pour son physique (1,85 mètre, 90 kilos), Miguel Angel, ajourd'hui âgé de trente-cinq ans, doit s'imposer une discipline. Il s'agit d'échapper à la retraite anticipée : *« Imagine-t-on,* dit-il, *un Christ gras et bedonnant ? »*

Mais le plus intéressant – « Jésus » et Petri, l'ex-« Sainte Vierge », sont d'accord –, c'est l'aventure morale qu'est la « Passion ». *« J'ai été humainement changée,* confie Petri de sa voix douce, *les gens viennent vous demander des conseils, vous ne pouvez pas les décevoir. »* Et « Jésus » d'ajouter : *« Je me sens plus ouvert aux autres. Je sais que beaucoup de touristes pensent que tout cela c'est du folklore, mais si dans cette masse nous arrivons à faire douter quelques incroyants, quelle victoire ! »*

Marie-Claude Decamps

